



# THÉMATIQUE DU RAPPORT 2018



## LA CONSTRUCTION

Cette année, les Instituts d'outre-mer (IEDOM/IEOM) ont choisi de consacrer l'illustration de leurs rapports annuels à la construction, plus précisément au secteur d'activité du bâtiment et des travaux publics (BTP). Le BTP regroupe toutes les activités de conception et de construction des bâtiments publics et privés, industriels ou non, et des infrastructures telles que les routes ou les canalisations. Il est l'un des premiers indicateurs de l'activité économique dans les Outre-mer.

---

**I**NSTITUT D'**E**MISSION  
D'**O**UTRE-**M**ER

---

ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL

| SIEGE SOCIAL  
| 115 rue Réaumur 75002 PARIS





# Nouvelle- Calédonie

---

Rapport annuel  
**2018**

---

*Les renseignements autres que monétaires publiés dans la présente étude ont été recueillis auprès de diverses sources extérieures à l'Institut d'émission et ne sauraient engager sa responsabilité.*

*L'IEOM tient à remercier les diverses administrations publiques, les collectivités et les entreprises pour les nombreuses informations qu'elles lui ont communiquées.*

# Sommaire

---

Page

Avant-propos	9
La Nouvelle-Calédonie en bref	10
Synthèse	12
<b>CHAPITRE I – LES CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES</b>	<b>15</b>
<b>Section 1 – Géographie et climat</b>	<b>16</b>
1. Situation et superficie	16
2. Géographie et géologie	16
3. Faune et flore	17
4. Climat	17
<b>Section 2 – Repères historiques</b>	<b>18</b>
<b>Section 3 – Cadre institutionnel</b>	<b>20</b>
1. Les institutions	20
2. La répartition des compétences	21
3. L'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie	25
<b>CHAPITRE II – PANORAMA DE L'ÉCONOMIE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE</b>	<b>27</b>
<b>Section 1 – La population</b>	<b>28</b>
<b>Section 2 – Les principaux indicateurs économiques</b>	<b>30</b>
1. Les comptes économiques	30
2. L'emploi et le chômage	34
3. Les revenus et les salaires	39
4. Les prix	42
5. Le commerce extérieur	45
6. La balance des paiements	51
<b>Section 3 – Les politiques et finances publiques</b>	<b>54</b>
1. La situation générale des finances publiques	54
2. Les principales ressources des collectivités du territoire	58
3. Les finances de la Collectivité Nouvelle-Calédonie, des Provinces et des Communes	65
4. Le défi de l'équilibre des comptes sociaux	74
5. Les structures d'appui au développement économique	76

<b>CHAPITRE III – LES SECTEURS D’ACTIVITÉ</b>	<b>77</b>
<b>Section 1 – Aperçu général</b>	<b>78</b>
<b>Section 2 – L’agriculture, la pêche et l’aquaculture</b>	<b>80</b>
1. Aperçu structurel	80
2. Les politiques agricoles	80
3. La production agricole	82
4. La pêche	85
5. L’aquaculture	86
<b>Section 3 – L’industrie et l’artisanat</b>	<b>89</b>
1. L’industrie	85
2. L’artisanat	91
<b>Section 4 – L’énergie, l’eau et le traitement des déchets</b>	<b>95</b>
1. Aperçu structurel	95
2. La consommation d’énergie primaire	95
3. L’énergie électrique	98
4. L’eau	103
5. Le traitement des déchets	105
<b>Section 5 – Le nickel</b>	<b>107</b>
1. Le nickel dans le monde	107
2. Le nickel en Nouvelle-Calédonie	109
3. Perspectives	114
<b>Section 6 – Le secteur du BTP</b>	<b>116</b>
1. Aperçu structurel	116
2. L’immobilier	117
3. Les grands chantiers	121
<b>Section 7 – Le commerce</b>	<b>123</b>
1. Aperçu structurel	123
2. L’activité du secteur en 2018	123
3. Les principaux sous-secteurs commerciaux	124
<b>Section 8 – Le tourisme</b>	<b>127</b>
1. Aperçu structurel	127
2. Le contexte international et régional	127
3. Le tourisme en Nouvelle-Calédonie	128
4. Les voyages des Calédoniens	130
<b>Section 9 – Les transports et télécommunications</b>	<b>131</b>
1. Les activités portuaires	131
2. Les activités aéroportuaires	133
3. Les transports terrestres	136
4. Les télécommunications	137
<b>Section 10 – L’éducation et la santé</b>	<b>139</b>
1. L’éducation	139
2. La santé	144



<b>CHAPITRE IV – L'ÉVOLUTION MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE</b>	<b>149</b>
<b>Section 1 – Aperçu général</b>	<b>150</b>
<b>Section 2 – La structure du système bancaire</b>	<b>153</b>
1. Les principaux événements locaux	153
2. L'organisation du système bancaire	154
3. La densité du système bancaire	158
4. Les moyens de paiement	160
5. L'activité des fonds de garantie	163
<b>Section 3 - Les conditions d'exercice de l'activité bancaire</b>	<b>165</b>
1. Les taux d'intérêt	165
2. Les tarifs bancaires aux particuliers	171
3. Le bilan agrégé des banques locales et l'analyse des risques	173
4. Les performances financières des banques locales	176
<b>Section 4 - L'évolution de la situation monétaire</b>	<b>181</b>
1. Les avoirs financiers des agents économiques	181
2. Les crédits à la clientèle	182
3. Le financement des secteurs d'activité	185
4. La circulation fiduciaire	187
5. La masse monétaire et ses contreparties	190
6. Le surendettement	192
<b>Annexes 1 : Statistiques monétaires et financières</b>	<b>194</b>
<b>Annexes 2 : Évolutions juridiques et réglementaires en 2018</b>	<b>200</b>



## Avant-propos

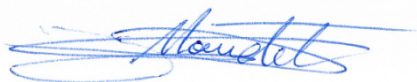
L'année 2018 peut apparaître avec le recul comme globalement satisfaisante sur le plan économique, si on se souvient des nombreuses craintes qu'elle cristallisait du fait de l'échéance électorale majeure de fin d'année, de la situation du marché du nickel, mais aussi sur un tout autre plan de la profonde réforme fiscale d'introduction de la Taxe Générale à la Consommation. Aucun des scénarios catastrophe évoqués et redoutés - troubles sociaux, retraits massifs de liquidités, départs en chaîne du territoire, arrêt des investissements, retrait d'un major du nickel, faillites d'entreprises en série- ne s'est matérialisé. L'année 2018 a été faiblement positive sur le plan économique, à l'image des années qui l'ont précédée depuis que la Nouvelle Calédonie est entrée en 2012 dans un régime de croissance ralentie.

L'amélioration des cours du nickel (+20% en moyenne annuelle par rapport à 2017) et la montée en puissance de la production, la réalisation d'investissements structurants, privés comme publics -hypermarché de Dumbéa, polyclinique de Nouville, hôpital de Koné, Néobus, centrales solaires-, la poursuite de la dynamique du marché du crédit, portée par les crédits immobiliers, ont permis à l'économie calédonienne de poursuivre sa croissance en 2018. Le territoire enregistre même un record historique en termes de niveau d'exportation.

Cependant, au fur et à mesure que l'on s'éloigne des années fastes, les marges de manœuvre des acteurs économiques diminuent et les tensions structurelles s'accroissent : absence de progression du pouvoir d'achat, stagnation de l'emploi salarié, déficits des comptes sociaux, augmentation des cessations d'activité d'entreprises. Ces tensions économiques, mais aussi sociales, peuvent apparaître d'autant plus préoccupantes que les perspectives de rebond économique ne sont pas suffisamment consistantes. Les sources de financement -transferts de l'Etat, financement public d'infrastructures, incitations fiscales à l'investissement, crédits immobiliers aux ménages, - et les marchés - services de santé et d'éducation, industries de petite transformation pour le marché intérieur, logement intermédiaire- qui ont, en complément du secteur minier, nourri la croissance calédonienne semblent avoir désormais atteint leur maturité et ne plus offrir la perspective d'un développement rapide.

L'enquête que l'IEOM mène chaque trimestre sur le climat des affaires tend à montrer, sans doute également sous l'influence de la succession des échéances électorales, que les inquiétudes conjoncturelles des acteurs économiques, que l'on a connues à plusieurs reprises dans le passé, sont en train de se transformer en inquiétudes plus structurelles. Après 3 trimestres de stagnation à un bas niveau de confiance, l'IEOM diagnostiquait début 2019 « une économie à marée basse ».

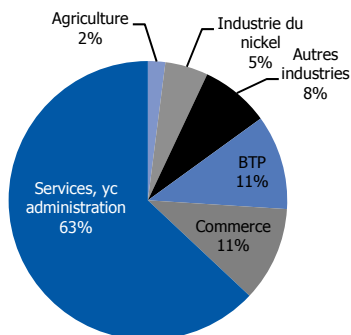
Une fois encore le secteur du nickel est au cœur des perspectives de l'économie calédonienne. En dépit des réelles difficultés actuelles, qui doivent recueillir une priorité en termes de politique publique, les experts sont unanimes à diagnostiquer la bonne orientation des fondamentaux du marché -consommation supérieure à la production, niveau modéré des stocks, marché prometteur des batteries pour véhicules électriques. Jointes à l'augmentation de l'exploitation de minerai et au démarrage du projet Lucy, ces perspectives plutôt favorables pourraient être mises à profit non pas pour seulement stabiliser les tensions économiques évoquées ci-dessus, mais surtout pour construire une protection sociale plus durable et une économie plus compétitive de façon à retrouver à terme des perspectives de croissance plus dynamiques.



Jean-David Naudet

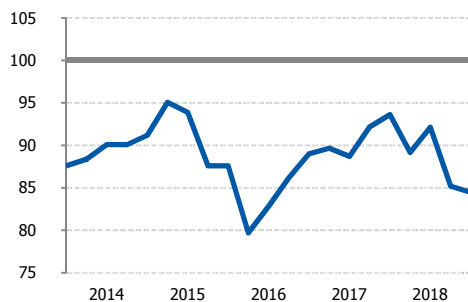
# La Nouvelle-Calédonie en bref

**Répartition du PIB de la Nouvelle-Calédonie en 2017**



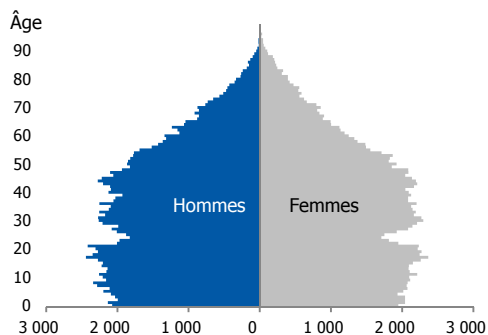
Source : CEROM - Comptes économiques définitifs

**Indicateur du climat des affaires (ICA)**  
(100 = moyenne de longue période)



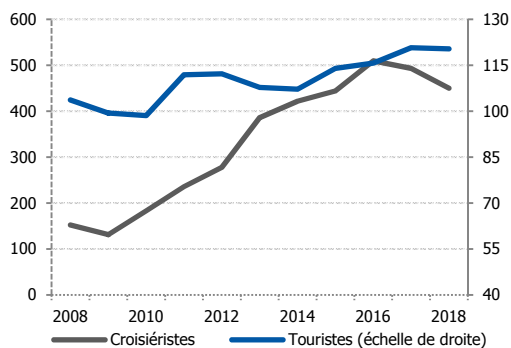
Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

**Pyramide des âges de la population en 2018**



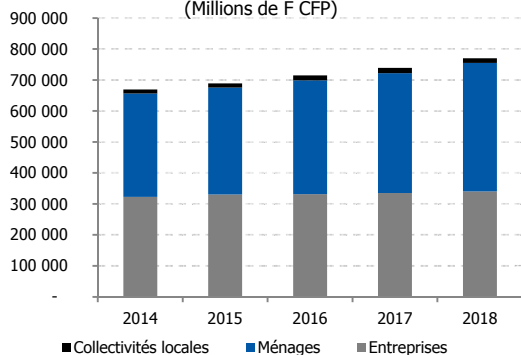
Source : État civil - ISEE

**Touristes et croisiéristes (en milliers)**



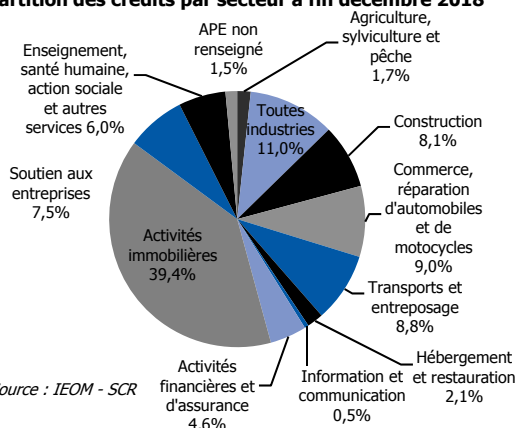
Source : ISEE

**Encours de crédits (Millions de F CFP)**



Source : IEOM - SURFI, encours locaux

**Répartition des crédits par secteur à fin décembre 2018**



Source : IEOM - SCR

## Les chiffres clés de la Nouvelle-Calédonie

	2008	2018	France 2018
<b>Population</b>			
Population (milliers, millions pour la France)	241,0 <sup>e</sup>	282,2 <sup>e</sup>	66,9 <sup>(1)</sup>
Part des moins de 20 ans (%)		32 <sup>e</sup>	24,1 <sup>(1)</sup>
Part des 20 - 64 ans (%)		60 <sup>e</sup>	55,9 <sup>(1)</sup>
Part des 65 ans et plus (%)		9 <sup>e</sup>	20
Densité de population (hab/km <sup>2</sup> )	13,0	15,2	119,15 <sup>(2)</sup>
Taux croissance annuel moy. de la population (% , 2008-2018)	-	1,6	0,45
Taux de natalité (taux pour 1000 habitants)	16,5	14,5 <sup>(6)</sup>	11,3 <sup>(1)</sup>
Taux de mortalité (taux pour 1000 habitants)	nd	5,5 <sup>(6)</sup>	9,2 <sup>(1)</sup>
Taux de mortalité infantile (taux pour 1000 naissances)		5,4 <sup>(6)</sup>	3,8 <sup>(1)</sup>
Indicateur conjoncturel de fécondité	nd	1,97 <sup>(6)</sup>	1,86 <sup>(1)</sup>
<b>Développement humain</b>			
Espérance de vie des femmes à la naissance (années)	nd	80,1 <sup>(6)</sup>	85,3 <sup>(1)</sup>
Espérance de vie des hommes à la naissance (années)	nd	75,1 <sup>(6)</sup>	79,4 <sup>(1)</sup>
Taux de réussite au baccalauréat (% , session 2018)	74,0	79,1	88,2
Indice de Gini (donnée 2016)	0,42	nd	0,288 <sup>(4)</sup>
Taux de pauvreté au seuil de 60 % (% , 2016)	22	nd	14,0 <sup>(4)</sup>
<b>Environnement</b>			
Superficie totale (km <sup>2</sup> )	18 576	18 576	633 208
Part d'électricité renouvelable dans la consommation d'électricité	nd	11,7	22,7
<b>Économie</b>			
PIB (milliards de F CFP courant)	736	1 010 <sup>e(6)</sup>	280 418 <sup>e</sup>
Taux de croissance du PIB (% , en volume au prix de l'année précédente chaînés, 2017)	0,6	1,0	1,7
PIB par habitant (euros courants)	3,05	3,63	4,10
Taux de dépendance <sup>(6)</sup> aux importations (% , 2016)			32
Taux d'inflation 2018 (% , variation par rapport à l'année précédente)	3,7	1,8	1,8
Taux de chômage 2018 (% , au sens du BIT)	nd	11,9	8,8
<b>Indicateurs sectoriels</b>			
Cours du nickel au LME en USD/livre (moyenne annuelle)	9,57	5,95	
Cours du cobalt au LME en USD/tonnes (moyenne annuelle)	nd	72 674	
Exportations de minerais (milliers de tonnes humides)	3 045	6 749	
Exportations de produits métallurgiques (inclus ferronickel, NHC, NIO; tonnes de nickel contenu)	52 195	117 054	
Exportations de cobalt (tonnes de nickel contenu)	nd	1 734	
Nombre de touristes (unité)	103 526	120 324	
Nombre de croisiéristes (unité)	147 096	450 012	
<b>Indicateurs monétaires et financiers</b>			
Nombre d'habitants par guichet bancaire	2 386	2 565	
Nombre d'habitants par guichet automatique	1 500	1 008	
Nombre de comptes bancaires par habitant	2	2	
Actifs financiers des agents économiques (milliards F CFP)	510	807	
Encours sains des agents économiques (milliards F CFP)	468	781	
Taux de créances douteuses (%)	2	3	
Nombre de dossiers de surendettement	72	89	162 936

<sup>e</sup> Estimations ; (1) Bilan démographique de l'Insee 2018 ; (2) Métropole en 2018 ; (3) Entre 2008 et 2018 ; (4) Champ métropole ; (5) Recensement 2014 ; (6) Données 2017

Sources : Dimenc, Douanes, IEOM, INSEE, ISEE, Banque Mondiale, IEOM, LME, Vice-Rectorat de la Nouvelle-Calédonie

## En 2018, le manque de visibilité affecte l'économie calédonienne

En 2018, l'économie calédonienne fait face à un contexte particulier, marqué par l'inquiétude et la difficulté à se projeter dans l'avenir. Aux incertitudes institutionnelles liées au referendum d'autodétermination, se sont ajoutées des tensions sociales dans le secteur nickel, qui subissait par ailleurs un cours incertain et volatile (+26 % en moyenne sur l'année, mais -28 % au 2<sup>nd</sup> semestre), mais aussi l'appréhension liée à la mise en place de la Taxe Générale sur la Consommation (TGC). L'année 2018 est ainsi scindée en deux parties, avec un 1<sup>er</sup> semestre plutôt favorable, puis une rupture au 3<sup>e</sup> trimestre. Dans ce contexte, **l'indicateur du climat des affaires (ICA)** s'établit à 87,5 en moyenne sur l'année, soit un niveau éloigné de sa moyenne de longue période traduisant une conjoncture économique morose et fébrile.

À +1,3 % de croissance en moyenne en 2018, **l'inflation** globale évolue à un rythme similaire à celui de 2017 (+1,4 %). L'année 2018 est caractérisée par une forte volatilité, avec un point bas à +0,3 % (juin 2018), suivi d'un point haut à +2,1 % (octobre 2018). L'évolution globale est largement tirée par des hausses de prix exogènes, principalement dans l'énergie (+3,4 % en moyenne), et dans le tabac (+32,0 % en moyenne).

La **consommation des ménages** reste plutôt morose en 2018, dans un contexte de stagnation de la croissance de l'emploi et d'incertitudes politiques et économiques. La valeur des importations de biens de consommation baisse légèrement par rapport à 2017 (-0,7 %), dont -1,0 % pour les biens non durables. En revanche, la faiblesse de l'inflation (hors tabac) couplée à l'environnement des taux d'intérêt historiquement bas, apportent un peu de soutien en faveur de la consommation. L'encours des crédits à la consommation des ménages affiche un regain de dynamisme (+2,7 % fin 2018 contre +0,5 % en fin 2017).

Dans ce contexte, le secteur privé continue de perdre des **emplois salariés**, avec une baisse de 0,2 % en moyenne sur les trois premiers trimestres de l'année 2018 (dernières données disponibles) par rapport à la moyenne de l'année 2017. Le secteur le plus touché reste celui de la construction avec -3,2 % en moyenne en 2018 et -9,0 % depuis 2015. Avec une croissance moyenne de +0,7 % sur les trois trimestres 2018 par rapport à l'année précédente, le secteur public continue de contribuer positivement à l'emploi salarié. Au total, l'emploi salarié est quasi stagnant sur les trois premiers trimestres de l'année 2018 (+0,1 %).

Les **échanges commerciaux** avec l'extérieur restent dynamiques en 2018 qui constitue une nouvelle année record pour les exportations (+19 % en valeur), en lien avec la remontée des cours du nickel. Les exportations de minerai de nickel sont particulièrement soutenues, avec une hausse de 16,1 % en valeur et 4,1 % en volume. Les importations progressent également plus rapidement qu'en 2017 (+7,5 %), tirées par l'accroissement en valeur des importations des produits énergétiques (+30,0 %). Le déficit se réduit et passe sous les 100 milliards de F CFP en 2018 (-88 milliards de F CFP). Le taux de couverture s'améliore de 7 points et atteint un point haut à 69 %. Cette performance garantit une contribution positive du commerce extérieur à la croissance de l'économie en 2018.

La situation des **finances publiques** reste tendue : après une baisse notable en 2017 (-2,8 %), les recettes fiscales perçues en 2018 retrouvent leur niveau de 2016. Elles s'élèvent cette année à 184 milliards de F CFP, soit une hausse de 3,0 %. Néanmoins cette hausse s'explique en grande partie par l'augmentation des taxes sur les alcools et tabac. Les impôts indirects restent plutôt stables et il est trop tôt pour juger de l'impact de la TGC sur les recettes. De ce fait, le budget de reversement augmente sensiblement (+15,9 %) alors que les recettes du budget de répartitions qui détermine les dotations aux collectivités continuent de baisser en 2018 (-3,9 %).

## Des évolutions sectorielles globalement défavorables

Sur le plan local, le secteur métallurgique se heurte à des difficultés (couts énergétiques trop importants, conflits sociaux et dégradations sur certains sites miniers) pour réaliser les gains de productivité indispensables au rétablissement d'équilibres financiers soutenables. Face à un cours du nickel en hausse (5,95 \$/lb en moyenne en 2018), mais bien loin de son point le plus haut (9,5 \$/lb de 2005-2015), les opérateurs sont poussés à repenser les modèles économiques en œuvre. La SLN souhaite ainsi faire évoluer son cœur de métier, la métallurgie, en développant en parallèle son activité d'exportation de **minerai**. Malgré ces difficultés, la production des opérateurs calédoniens n'a globalement jamais été aussi importante qu'en 2018, tant sur l'extraction minière que de la métallurgie, dont la production annuelle atteint de nouveaux records. Une production dont 58,7 % sont destinés à alimenter les usines locales, le reste étant exporté, notamment vers l'usine « offshore » de Corée du Sud. En raison principalement de la montée en puissance de l'usine du Nord, la production métallurgique croît sur un rythme légèrement supérieur à celui de 2017 (+3,6 % après +2,9 % en 2017). Parallèlement, la production de **cobalt** enregistre un recul (-27,8 % par rapport à 2017), impliquant également un repli du volume d'exportations (-23,9 %), dans un contexte de dégradation du marché international et de baisse des cours sur la seconde partie de l'année (-39,0 % entre avril et décembre 2018).

Indicateur de l'activité dans le secteur du **BTP**, la consommation de ciment est en recul de 17,5 % par rapport à 2017, et atteint son niveau le plus bas depuis 1997. Confirmant ce contexte de ralentissement, l'opinion des entrepreneurs interrogés par l'IEOM concernant leur courant d'affaires s'est graduellement dégradée dans l'année pour atteindre au 4<sup>e</sup> trimestre un point bas historique. Les professionnels du secteur sont de plus en plus nombreux à déclarer avoir des difficultés à pérenniser leur activité, déplorant des carnets de commandes vides et une diminution des mises en chantiers (notamment issues de la commande publique).

Après 3 années de croissance continue, la **fréquentation touristique** enregistre une légère baisse en 2018 (-0,3 %, soit 353 touristes de moins). Néanmoins, les efforts de valorisation de la destination se sont poursuivis, principalement en direction de la Chine, avec l'accueil de 2 charters devant permettre de commencer à développer un marché de niche sur une population de près de 100 millions de touristes par an. En parallèle, le tourisme de croisière continue de reculer : 456 030 croisiéristes ont été accueillis en 2018, soit 48 840 croisiéristes de moins qu'en 2017 (-9,7 %).

## Un secteur bancaire local dynamique

L'économie calédonienne profite d'un secteur bancaire local dynamique, qui affiche une croissance importante de sa production en 2018.

L'encours des **actifs financiers** détenus par les agents économiques calédoniens dans les établissements de crédit installés localement atteint 807 milliards de F CFP en 2018. La collecte nette d'épargne recule sensiblement, à 4,6 milliards de F CFP sur l'année (contre 13,9 milliards de F CFP en 2017 et 16,7 milliards de F CFP en 2016). En revanche, l'encours des placements hors zone d'émission (contrats d'assurance-vie essentiellement, mais aussi livret A) progresse à un rythme plus soutenu (+10,9 % en 2018 après +1,7 % en 2017) et atteint 203,8 milliards de F CFP (soit 25 % de l'encours collecté localement). Les dépôts collectés localement ne couvrent structurellement pas les octrois de crédits, et le solde des dépôts locaux / encours bancaires se dégrade (-40 milliards de F CFP), portant le **déficit de place** à un niveau record de 164,4 de milliards F CFP.

L'**encours brut total** des crédits consentis à l'économie calédonienne atteint un niveau record de 1 203,9 milliards de F CFP soit une progression de 2,7 % en 2018 par rapport à fin 2017. Les établissements de crédit locaux y contribuent à hauteur des deux tiers et tirent

dorénavant la tendance globale. L'encours sain des crédits aux entreprises progresse légèrement (+1,3 % par rapport à 2017), soutenu par la bonne tenue des crédits à l'habitat (+4,3 %) et des crédits de trésorerie (+7,9 %), mais freiné par le recul significatif de l'investissement des entreprises (-2,5 %). Parallèlement, les crédits aux ménages continuent d'augmenter à un rythme soutenu (+4,5 %, après +4,3 % en 2017). Le financement des collectivités locales est moins dynamique en 2018 que les années précédentes, mais progresse encore de +6,4 % (contre +20 % en moyenne sur la période 2014-2018).

La **qualité du portefeuille** des établissements de crédit se dégrade, marquée par une hausse de l'encours des créances douteuses brutes (+18,3 % sur un an). Cette hausse s'explique par le classement en douteux provisoire, de certains gros investissements. Cette progression, plus rapide que celle de l'encours brut total (+2,7 %), induit techniquement une hausse du taux de créances douteuses, qui s'établit à 3,2 % fin décembre 2018 (contre 2,8 % fin décembre 2017), soit un taux relativement faible.

Dans un contexte de taux bas, le **produit net bancaire** cumulé des quatre banques de la place recule (-1,2 %), en raison de la baisse des commissions (-1,9 %) et des intérêts nets perçus (-1,8 %). En parallèle, les frais généraux continuent de progresser (+1,4 % après +2,9 % en 2017). À 53,8 %, le coefficient d'exploitation se dégrade de nouveau (+1,5 points sur un an et +3,7 points sur 3 ans) mais reste maîtrisé. Impacté par cet effet ciseau significatif, le résultat net consolidé des quatre banques locales chute (- 12,9 % soit -1,1 milliard de F CFP) et s'établit à 7,1 milliards de F CFP, soit son plus bas niveau depuis 2009.

## LÉGER RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE EN 2018

Selon l'édition de janvier 2019 des « perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la **croissance mondiale** a très légèrement ralenti en 2018, à +3,7 % (après +3,8 % en 2017). Les prévisions de croissance pour 2019 et 2020 s'établissent à respectivement +3,5 % et +3,6 %, soit une révision à la baisse de 0,2 et 0,1 point de pourcentage par rapport aux dernières perspectives d'octobre. Les tensions commerciales continuent de s'accroître tandis que les conditions financières se sont resserrées depuis l'automne. Les risques d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord et d'un ralentissement plus prononcé que prévu en Chine constituent également des facteurs d'instabilité.

Après une année 2018 dynamique (+2,9 %), la croissance **américaine** devrait ralentir en 2019 (+2,5 %) puis encore davantage en 2020 (+1,8 %), en lien avec la fin des mesures de relance budgétaire. La fermeture de l'administration fédérale a suscité des inquiétudes qui ont pesé sur les marchés financiers. Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale a relevé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux à 2,25-2,5 % en décembre et prévoit un relèvement plus progressif des taux en 2019 et 2020.

Dans la **zone euro**, sur l'ensemble de l'année 2018, le PIB a augmenté de 1,8 %, après une hausse de 2,4 % en 2017. Ce ralentissement devrait se poursuivre en 2019 (+1,3 %) avant un léger rebond en 2020 (+1,6 %). L'inflation continue de fléchir en fin d'année 2018 pour s'établir à 1,6 % en décembre, tandis que le taux de chômage s'établit à 7,9 %, son niveau le plus faible depuis octobre 2008.

Selon l'INSEE, sur l'ensemble de l'année, l'activité a progressé de 1,5 % après 2,3 % en 2017. Ce ralentissement s'explique par un net fléchissement de l'investissement (+2,9 % après +4,7 %) et des exportations (+3,1 % après +4,7 % en 2017).

Au **Japon**, le PIB s'est accru de 0,9 % en 2018 après une hausse plus marquée en 2017 (+1,9 %). Cette décélération est principalement attribuable à une accumulation de catastrophes naturelles au cours de l'année. En 2019, la croissance devrait atteindre 1,1 % et serait stimulée par les effets du soutien budgétaire supplémentaire apporté à l'économie en 2018.

Enfin, la croissance demeure dynamique dans les **pays émergents** et en développement selon le FMI (+4,6 % en 2018 après +4,7 %). Pour 2019, les prévisions ont été revues à la baisse (+4,5 %), compte tenu notamment de contractions en Argentine et en Turquie et de la persistance des tensions commerciales mondiales qui pénalisent particulièrement les pays asiatiques.

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, INSEE, Banque centrale du Japon – données arrêtées à la date du 23 février 2018





## CHAPITRE I

### Les caractéristiques structurelles

# Section 1

## Géographie et climat

---

### 1. Situation et superficie

---

Située dans le Pacifique Sud, à 1 500 km à l'est des côtes australiennes et à 1 800 km au nord de la Nouvelle-Zélande, la Nouvelle-Calédonie occupe le Sud de la Mélanésie à plus de 2 500 km de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et à 600 km de l'archipel de Vanuatu. L'archipel de la Nouvelle-Calédonie se compose de :

- la Grande Terre (environ 400 km sur 50 km), orientée sud-est/nord-ouest ;
- l'Île des Pins (150 km<sup>2</sup>), qui la prolonge au sud-est ;
- l'Archipel des Belep (70 km<sup>2</sup>) qui la prolonge au nord-ouest ;
- les îles Loyauté (Lifou, Maré, Ouvéa, Tiga...) couvrant 1 981 km<sup>2</sup> ;
- les îlots Matthew et Hunter et ceux de la chaîne des Chesterfields.

L'archipel représente une surface émergée de 18 576 km<sup>2</sup>. En intégrant les îles et îlots, la zone économique exclusive<sup>1</sup> de la Nouvelle-Calédonie atteint 1,36 million de km<sup>2</sup>.

### 2. Géographie et géologie<sup>2</sup>

---

La Grande Terre est partagée par la chaîne centrale qui se caractérise par des sommets arrondis et des versants abrupts, souvent érodés. Elle culmine au nord à 1 629 m au Mont Panié et au sud à 1 618 m au Mont Humboldt. Les deux côtes sont asymétriques : un corridor très étroit sépare la chaîne du lagon à l'est, alors que la transition est plus progressive à l'ouest et les plaines y sont plus larges. Les îles Loyauté sont d'anciens atolls. Le relief y est plat et les cours d'eau sont absents sur ces socles calcaires.

Les roches les plus anciennes de Nouvelle-Calédonie (300 millions d'années) se trouvent sur la Grande Terre. Le socle de la Nouvelle-Calédonie appartenait à la bordure orientale du super-continent « Gondwana » qui incluait l'Australie, l'Antarctique et l'Amérique du Sud. La fragmentation de cette bordure a produit des rides et des fosses qui se sont séparées de la plaque australienne. Ce mouvement s'est inversé il y a 50 millions d'années. Durant ce processus de convergence, le manteau de la plaque Pacifique s'est superposé au bâti calédonien, formant la « Nappe des Périodites ».

La spécificité des ressources naturelles du territoire résulte de l'altération continue, depuis 25 millions d'années, des massifs de périodites émergés, plus riches en métaux que la croûte terrestre. Le sous-sol calédonien s'est progressivement enrichi et contient aujourd'hui des concentrations importantes de substances métalliques comme le nickel, le chrome, le fer, l'or, le cuivre, le plomb, le zinc, l'argent, le manganèse ou le cobalt. Le sol renferme également une forme de minerai oxydé dont la teneur en nickel est très importante (jusqu'à 20 % pour certains filons historiques), dénommée localement garniérite. Les réserves de minerai nickélique latéritique (teneur de 1 % à 1,6 %) sont également importantes. Le territoire dispose ainsi de 8 % des réserves mondiales de nickel, selon les dernières estimations de l'US Geological Survey. Par ailleurs, les bassins sédimentaires immergés au sud-ouest de l'archipel, contiennent potentiellement des hydrocarbures.

---

<sup>1</sup> La zone économique exclusive (ZEE) est l'espace maritime sur lequel l'État côtier exerce un droit souverain.

<sup>2</sup> Avec le concours du SGNC, Service géologie de la DIMENC.

### 3. Faune et flore

---

À la diversité des roches mères s'ajoute celle des climats pour expliquer la grande variété pédologique de la Nouvelle-Calédonie, qui présente quatre écosystèmes principaux :

- la mangrove : zone de palétuviers concernant essentiellement la côte ouest ;
- la forêt : couvrant 25 % du territoire dans la chaîne de montagnes et prenant différentes formes selon la nature des sols et le climat (forêt dense et humide ou forêt sèche, raréfiée par les incendies et les défrichements) ;
- la savane : vastes prairies pauvres en arbres qui occupent un tiers de la superficie du territoire à l'ouest et au nord ;
- le maquis : végétation arbustive sur les terrains pauvres du sud-est ou du nord.

La richesse de la flore néo-calédonienne va de pair avec celle de la faune terrestre endémique. L'isolement de la Nouvelle-Calédonie a favorisé le développement d'une faune originale : chiroptères (chauve-souris et roussettes), oiseaux comme le nautou (sorte de gros pigeon), les perruches et plus curieux encore, certains oiseaux comme le sylviornis (aujourd'hui disparu) et le cagou, emblème de l'île, qui, en l'absence de prédateurs à une certaine période a pratiquement perdu l'usage de ses ailes. Les cerfs sauvages qui abondent dans les plaines de l'ouest ont été introduits par l'homme.

Les lagons de Nouvelle-Calédonie ont, en 2008, été inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO. Ils s'étendent sur 8 000 km<sup>2</sup> et représentent le deuxième ensemble corallien au monde après la Grande Barrière australienne. La fertilité des eaux se traduit par le développement d'une biodiversité sous-marine particulièrement riche et diversifiée avec la présence notamment d'espèces marines emblématiques ou en danger, comme les tortues, les baleines ou les dugongs, ces derniers constituant la troisième population mondiale.

Par ailleurs le gouvernement de Nouvelle-Calédonie a créé en 2014 le Parc naturel de la mer de Corail, une aire marine protégée qui s'étend sur l'ensemble de l'Espace maritime (ZEE) de la Nouvelle-Calédonie et couvre donc 1,3 million km<sup>2</sup>. Il s'agit de la plus grande aire marine protégée de France, et la troisième du monde après celles d'Hawaï et de Cook. Le plan de gestion du Parc naturel de la mer de Corail 2018-2022 adopté le 19 mars 2018 prévoit la mise sous protection renforcée des récifs vierges de Chesterfield-Bellona et Pétrie-Astrolabe, ainsi que la réglementation de la fréquentation touristique.

### 4. Climat

---

Le climat est tropical avec une période chaude et humide (de novembre à mars) et une période fraîche et plus sèche (de juin à août) reliées par deux courtes périodes de transition. Il est modéré par l'influence océanique et celle des alizés qui atténuent les conséquences d'une humidité proche de 80 %. Une température moyenne annuelle de 23°C caractérise ce régime modérément chaud autour de valeurs historiques extrêmes de 2,3°C et de 39,1°C.

Les relevés pluviométriques mettent en évidence une forte hétérogénéité du régime des pluies. La moyenne annuelle peut dépasser 3 000 mm à Galarino (nord de la côte est), soit le triple de la moyenne observée sur la côte ouest. La Nouvelle-Calédonie connaît également des périodes de sécheresse liées à l'effet climatique El Niño. Les alizés soufflent plus de 300 jours par an, de secteur est à sud-est, à une vitesse comprise entre 15 et 35 km/h. De décembre à avril, les dépressions tropicales et les cyclones peuvent entraîner des vents exceptionnels supérieurs à 100 km/h avec des rafales à 250 km/h et des précipitations très fortes.

## Section 2

# Repères historiques<sup>1</sup>

Dans l'état actuel de la recherche archéologique, un premier peuplement de la Nouvelle-Calédonie est attesté vers la fin du II<sup>e</sup> millénaire avant notre ère. Ce peuplement est le fait de populations océaniques issues de la rencontre de groupes de navigateurs venus d'Asie du Sud-est, les Austronésiens, qui auraient migré par étapes successives dès le IV<sup>e</sup> millénaire avant notre ère. Le témoin majeur de leur civilisation et de leur dispersion dans le Pacifique Sud-ouest reste la poterie Lapita, décorée de motifs pointillés ou incisés ou imprimés avec un battoir en bois. En Nouvelle-Calédonie, les plus anciennes découvertes de cette poterie ont été faites sur la côte ouest de la Grande Terre, à l'Ile des Pins, à Maré et à Lifou. Une nécropole et un site d'habitat, mis au jour à Poé en 2007, attestent d'une occupation régulière de la zone dès 2 000 ans avant notre ère.

Arrivées en plusieurs vagues, ces populations riches de leur culture d'origine, ont dû s'adapter au climat, à la géographie et aux ressources locales et ont développé une civilisation particulière. La société, comme pour beaucoup de civilisations « premières », est structurée par le regroupement de plusieurs familles en clan et des clans en tribu. Au niveau du clan comme de la tribu, les membres du groupe se reconnaissent comme étant issus d'un ancêtre commun dont ils partagent l'histoire et sont sous l'autorité d'un organe de commandement. Ce commandement exerce un pouvoir social en organisant le groupe et ses relations, un pouvoir économique en administrant le territoire (zones de cultures, de pêche, de chasse et de cueillette), un pouvoir sacré en veillant à la réalisation des rituels liant le groupe au divin et aux ancêtres et, le cas échéant, un pouvoir militaire en décidant de la guerre ou de la paix. Ces pouvoirs peuvent être exercés par une seule personne, le chef ou, comme pour la guerre ou le sacré, être délégués. Le morcellement territorial et l'isolement des groupes, conséquences d'une agriculture itinérante pratiquée sur un vaste territoire sont, semble-t-il, à l'origine de la diversité linguistique actuelle. Une trentaine de langues ou dialectes kanak sont en effet aujourd'hui recensés. La civilisation Kanak voit petit à petit ses fondements se mettre en place. Les traces de cette histoire kanak sont portées par les traditions orales (légende, conte ou poésie) encore en vigueur.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les Européens entrent pour la première fois en contact avec la civilisation kanak. Le 4 septembre 1774, le capitaine anglais James Cook, « découvre » les rivages de la Nouvelle-Calédonie. Parce qu'il est face à un territoire pour lui sans nom et que les paysages entrevus lui rappellent la Calédonie (Écosse), il lui donne le nom de Nouvelle-Calédonie. Les navigateurs français La Pérouse, Entrecasteaux, Dumont d'Urville et Kermadec y accostent dès 1792. À partir de 1840, à l'initiative de missionnaires et de commerçants protestants ou catholiques, anglais ou français, les contacts se multiplient et génèrent des mutations dans les sociétés kanak : évangélisation, troc ou économie de marché.

Le 24 septembre 1853, sur ordre de Napoléon III, le contre-amiral Febvrier-Despointes prend possession de la Nouvelle-Calédonie et de ses dépendances qui conserveront le statut de colonie jusqu'en 1946. Le 25 juin 1854, est fondé son chef lieu, Port-de-France, qui deviendra Nouméa en 1866. La ville se développe au rythme de l'arrivée des militaires, fonctionnaires, pères maristes et premiers colons à qui sont concédées des terres se situant dans les aires de tribus kanak. Cette concurrence foncière est, entre autres, à l'origine de révoltes (dont celle du chef Ataï (1878) et Noël (1917)).

---

<sup>1</sup> Avec le concours de Mme Stéphane Pannoux, Maître de Conférences Honoraire en Histoire, et de l'équipe de « In Memoriam », association spécialisée en recherches historiques et patrimoniales.

En 1864, la Nouvelle-Calédonie est choisie pour être une colonie pénitentiaire, ce qu'elle sera jusqu'en 1924. Entre 1864-1897, à la fin de leur peine, les condamnés de droit commun libérés n'ayant pas l'autorisation de rentrer au pays reçoivent des concessions agricoles et participent au peuplement de la colonie. Des condamnés politiques arrivent au bagne : en 1874, les révoltés kabyles et, de 1872 à 1880, les déportés de la Commune.

À la fin du XIXe siècle, pour pallier à l'insuffisance chronique de main d'œuvre, la colonie fait venir des travailleurs sous contrat néo-hébridais, vietnamiens, indonésiens, japonais puis wallisiens, futuniens et tahitiens. Malgré la relance de la colonisation libre à partir de 1895, les ambitions en matière de politique de colonisation agricole se réduisent et les espoirs de développement économique se reportent sur les ressources minières.

La Nouvelle-Calédonie, comme les autres colonies françaises, participe aux deux guerres mondiales, en envoyant sur le front des soldats et des tirailleurs kanak et en devenant une base arrière de 1942 à 1946, lors de la guerre du Pacifique. Les Calédoniens restent marqués par le séjour des soldats américains et néo-zélandais, dont les troupes comptèrent jusqu'à 50 000 hommes, soit l'équivalent de la population résidente d'alors. En 1946, le code de l'indigénat, promulgué en 1887 pour toutes les colonies françaises, est aboli et la Nouvelle-Calédonie devient Territoire d'Outre-mer.

En 1958, à l'avènement de la Ve République, ce statut est confirmé, mais, entre 1976 et 1988, cinq statuts différents se succèdent. Les années 1970-1980 sont marquées par la montée des revendications kanak, portant sur le foncier, la reconnaissance de l'identité, la participation à la vie politique et économique, l'accès à la formation, et sur l'Indépendance. Ce mouvement prend à la fois des formes culturelles (Mélanésia 2000 en 1975), politiques (manifestations ou boycotts des élections en 1984) et de rébellion (« les Événements » de 1984-1988). La scène politique calédonienne voit l'apparition de plusieurs partis, groupes politiques et syndicats, indépendantistes ou loyalistes. À cette période troublée, succèdent les Accords de Matignon-Oudinot, signés le 26 juin 1988 qui engagent la Nouvelle-Calédonie pour une période de dix ans. Cet accord, dont la poignée de main entre Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur est le symbole fort, est suivi par l'Accord de Nouméa, signé le 5 mai 1998. Ce nouvel accord instaure une période de 20 ans qui voit le transfert progressif de certaines compétences de l'État à la Nouvelle-Calédonie et la mise en place de nouvelles institutions (Congrès, Gouvernement, Sénat coutumier et Conseil économique et social).

À l'issue de cette période, les citoyens admis au sein du corps électoral restreint étaient amenés à se prononcer le 4 novembre 2018 lors d'un référendum sur le devenir de la Nouvelle-Calédonie et sur l'accès ou non à la pleine souveraineté (cf. infra).

#### CONSULTATION RÉFÉRENDAIRE DU 4 NOVEMBRE 2018

La consultation sur **l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté** prévue par l'article 77 de la Constitution s'est tenue le 4 novembre 2018. Elle portait sur le transfert des compétences régaliennes, sur l'accès à un statut international de pleine responsabilité et sur l'organisation de la citoyenneté en nationalité. La question posée était « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? ».

56,67 % des votants ont répondu « Non » et 43,33 % « Oui ». L'accord de Nouméa prévoit que dans le cas d'un résultat rejetant l'accession

de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté, une **deuxième consultation** pourra être organisée à la demande écrite du tiers des membres du congrès, adressée au Haut-commissaire et déposée à partir du sixième mois suivant le scrutin. La nouvelle consultation aura lieu dans les 18 mois suivant la saisine du Haut-commissaire. Si lors de cette deuxième consultation, la majorité des suffrages exprimés conclut à nouveau au rejet de l'accession à la pleine souveraineté, une troisième consultation pourra être organisée dans les conditions susvisées.

## Section 3

# Cadre institutionnel

La Nouvelle-Calédonie bénéficie d'un statut particulier, défini par le titre XIII de la Constitution (« Dispositions transitoires relatives à la Nouvelle-Calédonie ») qui l'exclut du champ des collectivités territoriales. L'organisation de la Nouvelle-Calédonie découle de la Loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999, qui fait suite à l'Accord de Nouméa et qui est fixée par les articles 76 et 77 de la Constitution.

### 1. Les institutions

**L'État français** est représenté par le haut-commissaire de la République, chargé des pouvoirs régaliens : contrôle budgétaire, légalité sur les collectivités locales...

Les institutions locales comprennent le congrès, le gouvernement, les assemblées de provinces, le sénat coutumier, le conseil économique, social et environnemental, et les conseils coutumiers. Les provinces et les communes de la Nouvelle-Calédonie sont des collectivités territoriales de la République.

**Le congrès** est l'assemblée délibérante de la Nouvelle-Calédonie. Il est composé de 54 membres issus des assemblées de chaque province qui votent les délibérations et les **lois du pays** : actes votés par le congrès dans certaines matières, qui ont valeur législative. Les contentieux relèvent du juge constitutionnel, et non du juge administratif.

Le **gouvernement**<sup>1</sup> de la Nouvelle-Calédonie, exécutif du territoire, est élu par le congrès. Il arrête les projets de délibérations et de lois du pays à soumettre au congrès.

Créées par les accords de Matignon, les **provinces du Sud, du Nord et des Îles Loyauté** sont gouvernées par des assemblées élues pour cinq ans par les citoyens calédoniens (corps électoral spécial ou « restreint »). Les dernières élections provinciales se sont déroulées le 12 mai 2019. Il s'agissait du premier renouvellement des assemblées après le scrutin d'autodétermination.

Le **sénat coutumier**, composé de 16 membres, représente les tribus calédoniennes. Son avis doit être demandé (obligatoirement ou facultativement selon les cas) lors de l'adoption de certains projets de lois du pays.

#### MISE EN PLACE DE L'AUTORITÉ DE LA CONCURRENCE

Dans le cadre du développement de la concurrence, et conformément aux recommandations émises par l'Autorité de la concurrence nationale en 2012, la Nouvelle-Calédonie a adopté une loi du pays qui permet de confier à une autorité administrative indépendante la responsabilité de mettre en œuvre l'ensemble des outils de contrôle et de régulation de la concurrence en Nouvelle-Calédonie.

L'Autorité de la concurrence de la Nouvelle-Calédonie est une autorité administrative indépendante, créée par la loi du pays du 24 avril 2014, et qui a débuté son exercice en 2018. Elle est présidée et animée par des personnalités indépendantes.

Les activités consistent notamment à veiller au libre jeu de la concurrence et au fonctionnement concurrentiel des marchés, examiner des demandes, mener des enquêtes, donner des avis sur les projets de texte et sur toute question impactant la concurrence.

<sup>1</sup> L'Assemblée nationale a adopté, le 29 juin 2011, le projet de loi modifiant l'article 121 de la loi organique du 19 mars 1999. Cet amendement, qui fixe un délai de 18 mois avant toute nouvelle mise en œuvre du mécanisme entraînant la démission d'office du gouvernement, permet ainsi de garantir une stabilité institutionnelle dans le respect des principes de collégialité et de proportionnalité du gouvernement tels que définis par l'Accord de Nouméa.

## 2. La répartition des compétences

---

La Nouvelle-Calédonie (congrès et gouvernement) dispose d'un large champ d'intervention, qui s'étoffe progressivement suite aux transferts de compétences de l'État.

La loi organique du 19 mars 1999, qui met en œuvre les principes issus de l'Accord de Nouméa, prévoit en effet cinq types de transferts de compétences, qui se veulent progressifs, et irréversibles une fois devenus effectifs :

- les transferts décidés dès la mise en œuvre de la nouvelle organisation politique (au 1<sup>er</sup> janvier 2000) en faveur des provinces ou de la Nouvelle-Calédonie (exemples : le commerce extérieur ; la réglementation relative aux hydrocarbures, au nickel, au chrome et au cobalt ; le droit du travail) ;
- les transferts de cinq établissements publics d'État prévus par des décrets en Conseil d'État pris sur proposition du congrès. Seule l'agence de développement rural et d'aménagement foncier (ADRAF) n'a pas encore été transférée ;
- les transferts adoptés par loi du pays du congrès votée à la majorité des trois cinquièmes dans un certain délai (6 mois ou 2 ans) au cours des second et troisième mandats du congrès (entre 2004 et 2009)<sup>1</sup> ;
- les transferts demandés par une résolution du congrès à partir de son mandat commençant en 2009 et nécessitant l'adoption de nouvelles lois organiques par le Parlement français. Ces transferts concernent les règles relatives à l'administration des provinces, des communes et de leurs établissements publics, l'enseignement supérieur et la communication audiovisuelle ;
- les transferts qui auront lieu dans le cas d'un vote en faveur de l'accès à la pleine souveraineté (les missions régaliennes).

De nombreuses compétences ont notamment été transférées entre 2011 et 2014 :

- la circulation maritime a été transférée en 2011 selon un échéancier prévu par la loi de pays du 28 décembre 2009. Elle inclut la sécurité de la navigation dans les eaux territoriales (emportant transfert du service des phares et balises procédé en 2012), ainsi que la police et la réglementation de la circulation maritime dans les eaux territoriales, la réglementation de la sécurité et l'inspection des navires et la sauvegarde de la vie humaine en mer ;
- le transfert de l'enseignement du second degré public et privé, de l'enseignement primaire privé et de la santé scolaire est effectif depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012. S'agissant des personnels concernés par l'exercice de ces compétences, la loi organique a prévu leur mise à disposition de la Nouvelle-Calédonie, et leur rémunération reste donc à la charge de l'État ;
- le transfert de la police et de la sécurité de la circulation aérienne intérieure et des exploitants établis en Nouvelle-Calédonie est effectif depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. L'État reste compétent pour la police et la sécurité de la circulation aérienne extérieure et pour la sûreté aéroportuaire (il peut néanmoins déléguer l'exercice de cette compétence à la Nouvelle-Calédonie). Un service mixte dénommé « Direction de l'aviation civile en Nouvelle-Calédonie » a été créé préalablement au transfert ;
- le transfert en matière de droit civil, de droit commercial et celui relatif aux règles concernant l'état civil sont intervenus le 1<sup>er</sup> juillet 2013 ;
- parallèlement, en juillet 2013, le Sénat a adopté à l'unanimité le projet de modification de la

---

<sup>1</sup> L'article 26 de la loi organique a été modifié autorisant un délai supplémentaire au Congrès concernant la décision sur certains transferts.

loi organique calédonienne, permettant à la Nouvelle-Calédonie de créer des autorités administratives indépendantes et, par conséquent, une Autorité locale de la concurrence ;

- le transfert de la compétence de la sécurité civile a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Ce domaine de compétence couvre la prévention des risques de toute nature, l'information et l'alerte des populations ainsi que la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les accidents, les sinistres et les catastrophes, par la mise en œuvre de mesures et de moyens appropriés.

D'autres compétences sont encore susceptibles d'être transférées. Il s'agit des compétences énumérées à l'article 27 de la loi organique, à savoir : la communication audiovisuelle, l'enseignement supérieur, les règles d'administration et le contrôle de légalité des provinces, des communes et de leurs établissements publics, le régime comptable et financier des collectivités publiques et de leurs établissements publics.

Concernant les compétences partagées, le statut introduit une série de mesures qui visent à associer la Nouvelle-Calédonie à la gestion des affaires publiques qui restent du ressort de l'État. Cette association peut se limiter à une simple information. Par exemple, « le président du gouvernement est informé par le haut-commissaire des mesures prises en matière de maintien de l'ordre » (art. 35). Par ailleurs, la Loi organique précise dans son article 26 : « Les compétences attribuées à l'État par les dispositions du III de l'article 21 sont transférées à la Nouvelle-Calédonie au cours de la période correspondant aux mandats du Congrès commençant en 2004 et 2009 ».

Les compétences des communes ne sont en revanche pas touchées par le statut. Elles restent définies par les textes en vigueur<sup>1</sup>.

## **LOI DE PROGRAMMATION RELATIVE A L'ÉGALITÉ RÉELLE OUTRE-MER**

(Loi n°2017-256 du 28 février 2017)

70 ans après la loi de départementalisation de la Guadeloupe, de la Martinique, de La Réunion et de la Guyane, la loi de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer vise à réduire les écarts de développement entre les territoires d'outre-mer et le territoire métropolitain. L'élaboration d'une loi de programmation consacrée à l'égalité réelle entre les outre-mer et la France hexagonale répond à la volonté d'affirmer que cet objectif constitue une priorité de la Nation et à la nécessité de définir précisément les modalités concrètes de sa traduction au niveau de l'intervention de l'État outre-mer.

La loi crée, pour chaque territoire, un plan de convergence, élaboré de manière partenariale entre l'État, les collectivités territoriales régies par les articles 73 et 74 de la Constitution, la Nouvelle-Calédonie et ses provinces et leurs établissements publics. Il s'agit d'un instrument de planification transverse d'une durée de 10 à 20 ans.

Dans cette optique, le texte définit les principes, la méthodologie et les instruments des politiques publiques en faveur de l'égalité réelle. Les dispositions visent la convergence des droits sociaux vers les standards nationaux. Elle introduit par ailleurs plusieurs dispositions de nature économique et sociale en faveur de territoires ultramarins. Elles concernent en premier lieu Mayotte en matière de prestations familiales et d'assurance vieillesse, les taux étant fixés par décret.

Enfin, d'autres mesures visent l'égalité réelle en matière d'accès aux opportunités économiques et à l'initiative entrepreneuriale. Le texte contient également des dispositions en faveur du renforcement de la concurrence, de l'investissement dans le capital humain, de l'accès aux droits économiques et de la lutte contre la vie chère. Depuis 2018, un nouveau décret complète la loi pour favoriser l'accès des petites entreprises ultramarines aux marchés publics les plus importants des collectivités locales.

*Source : Légifrance*

<sup>1</sup> Toutefois, depuis 2009, les règles relatives à l'administration des communes peuvent être transférées à la Nouvelle-Calédonie sur demande du congrès (article 27 LO).



**Répartition et échéancier des transferts de compétences issus de la loi organique de 1999**

	État	Nouvelle-Calédonie
<b>Défense</b>	Défense, régime des matériels de guerre, armes et munitions, poudres et substances explosives.	
	Droit pénal.	Possibilité d'assortir, sous certaines conditions, les infractions aux lois du pays et à ses règlements de peines d'amendes et de peines d'emprisonnement.
<b>Justice</b>	Justice, organisation judiciaire, organisation de la profession d'avocat, frais de justice pénale et administrative ; Procédure pénale et procédure administrative contentieuse ; commission d'office et service public pénitentiaire.	Procédure civile, aide juridictionnelle et administration des services chargées de la protection judiciaire de l'enfance. Réglementation des officiers publics et ministériels.
<b>Ordre public</b>	Maintien de l'ordre.	Information sur les mesures prises en matière de maintien de l'ordre.
<b>Monnaie</b>	Monnaie, crédit, changes, relations financières avec l'étranger ; Trésor.	Consultation sur les décisions de politique monétaire.
<b>Relations extérieures</b>	Relations extérieures sous réserve, hors compétences dévolues à la Nouvelle-Calédonie.	Négociation et signature d'accords avec des États, territoires ou organismes régionaux du Pacifique ou avec des organismes régionaux dépendant des institutions spécialisées des Nations Unies. Association ou participation au sein de la délégation française aux négociations et à la signature d'accords. Participations aux négociations relatives aux relations entre la Communauté européenne et la Nouvelle-Calédonie. Possibilité d'être membre, membre associé ou observateur auprès d'organisations internationales, et d'avoir une représentation auprès d'États ou territoires du Pacifique, de signer des conventions de coopération décentralisées avec des collectivités locales ou étrangères, leur groupement ou établissements publics. Droit de la coopération.
	Conditions d'entrée et de séjour des étrangers.	Consultation et information sur la réglementation relative à l'entrée et au séjour des étrangers et sur la délivrance des visas pour un séjour d'une durée supérieure à trois mois.
<b>Communication</b>	<b>Communication audiovisuelle (5).</b> Liaisons et communications gouvernementales de défense et de sécurité en matière de postes et télécommunications ; réglementation des fréquences radio-électriques.	Consultation, notamment par le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, lorsque ses décisions intéressent la Nouvelle-Calédonie.  Postes et télécommunications.
<b>Sécurité civile</b>		Fixation des règles et commandement des secours en cas de sinistre majeur (4).
<b>Administration et finances</b>	Fonction publique de l'État. Marchés publics et délégations de services publics de l'État et de ses établissements publics. Domaine de l'État <b>Contrôle de légalité et règles relatives à l'administration des Provinces, des communes et de leurs établissements publics ; régime comptable et financier des collectivités publiques et de leurs établissements publics. (5)</b> Contrôle budgétaire des Provinces, communes et leurs établissements publics.	Fonction publique de la Nouvelle-Calédonie et des communes. Réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Droit domanial de la Nouvelle-Calédonie.  Organisation des services et établissements publics de Nouvelle-Calédonie.  Statistiques intéressant la Nouvelle-Calédonie
<b>Enseignement et recherche</b>	Collation et délivrance des titres et diplômes.	Programme enseignement primaire ; formation des maîtres, contrôle pédagogique du primaire. Formation professionnelle et attribution de diplômes à ce titre. Enseignement du second degré public et privé, enseignement primaire privé, santé scolaire (2). Consultation sur la création ou la suppression en Nouvelle-Calédonie de filières de formation de l'enseignement secondaire.
	<b>Enseignement supérieur(5) et recherche.</b>	Association et consultation sur les projets de contrat entre l'État et les organismes de recherche établis en Nouvelle-Calédonie ; création d'un conseil consultatif de la recherche.

État		Nouvelle-Calédonie
	Nationalité ; garantie des libertés publiques; droits civiques, régime électoral.	
<b>Droit civil</b>		Règles concernant l'état civil, droit de la personne, droit de la famille, droit des obligations, droit des biens, droit des contrats, droit des sûretés, droit patrimonial <u>de la famille (4)</u> ; Statut civil coutumier <u>Régime des terres coutumières et palabres coutumiers, limites des aires coutumières</u> . Droit de propriété et droits réels (4).
<b>Économie et développement</b>		Commerce extérieur, régime douanier ; réglementation des investissements directs étrangers. Fiscalité (perception, création et affectation d'impôts, droits et taxes). Réglementation des professions libérales et commerciales. Droit commercial (4). Droit des assurances. Réglementation des poids et mesures. Concurrence et répression des fraudes. Commerce des tabacs. Réglementation des prix et organisation des marchés.
<b>Transport équipement</b>	Desserte maritime entre la Nouvelle-Calédonie et les autres points du territoire de la République, statut des navires.	Desserte maritime d'intérêt territorial ; immatriculation des navires. Police et sécurité de la circulation maritime dans les eaux territoriales (1).
	Desserte aérienne entre la Nouvelle-Calédonie et les autres points du territoire de la République ; immatriculation des aéronefs. Sûreté aérienne.	Desserte aérienne intérieure et <u>internationale</u> (sous réserve de la compétence de l'État dans les liaisons entre la Nouvelle-Calédonie et les autres points du territoire de la République).
		Équipements portuaires et aéroportuaires du domaine de la Nouvelle-Calédonie. Police et sécurité en matière de circulation aérienne intérieure (3). Réseau routier de la Nouvelle-Calédonie, circulation routière et transports routiers.
<b>Météorologie</b>		Météorologie.
<b>Emploi et formation professionnelle</b>		Droit du travail ( <u>principes fondamentaux</u> ) ; <u>droit syndical</u> ; formation professionnelle et attribution des diplômes à ce titre ; <u>Inspection du travail</u> . Réglementation des professions libérales et commerciales et des officiers publics et ministériels. <u>Protection de l'emploi local. Accès au travail des étrangers.</u>
<b>Action sociale et Santé</b>		Protection sociale, santé, hygiène publique ; <u>contrôle sanitaire aux frontières</u> . Droit de la mutualité. Établissements hospitaliers.
<b>Sport et culture</b>		<u>Réglementation des activités sportives et socio-éducatives</u> ; infrastructures et manifestations sportives
<b>Mines et énergies</b>	Réglementation minière concernant les substances minérales mentionnées au 1er de l'article 19 du décret 54/1110 du 13 novembre 1954, ainsi qu'aux installations qui en font usage.	<u>Réglementation relatives aux hydrocarbures, au nickel, au chrome et au cobalt</u> . Schéma de mise en valeur des richesses minières. <u>Production et transport d'énergie électrique. Droit relatif aux hydrocarbures.</u>
<b>Ressources naturelles, Environnement</b>	Exercice, hors des eaux territoriales, des compétences résultant des conventions internationales.	Réglementation et exercice du droit d'exploration, d'exploitation, de gestion et de conservation des ressources naturelles biologiques et non biologiques de la zone économique exclusive. Réglementation zoosanitaire et phytosanitaire ; abattoirs.
<b>Urbanisme et Habitat</b>		Principes directeurs du droit de l'urbanisme ; cadastre.

*Transfert effectif depuis le 1er janvier 2000 ; Compétences transférées : en 2011 (1), au 1er janvier 2012 (2), au 1er janvier 2013 (3) suite aux lois du pays du 28 décembre 2009 ; Compétences transférées au 1er juillet 2013 ou au 1er janvier 2014 suite aux lois du pays du 30 décembre 2011 (4) ; compétences transférables par vote d'une résolution et loi organique avant la fin de l'accord de Nouméa (5).*

Sources : ISEE-TEC 2015, IEOM

### 3. L'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie

---

Peu après la consultation référendaire du 4 novembre, le XVIII<sup>e</sup> Comité des signataires de l'Accord de Nouméa s'est tenu le 14 décembre 2018 sous la présidence de M. Edouard PHILIPPE, Premier ministre, en présence de Mme Annick GIRARDIN et avec les principaux responsables politiques calédoniens.

Les travaux du XVIII<sup>e</sup> Comité des signataires<sup>1</sup> ont porté sur :

- **Poursuite de l'accord de Nouméa**, interrogé par le Premier ministre, le Conseil d'État a indiqué que « [l'organisation politique de la Nouvelle-Calédonie] débute [...] le 11 mai 1999 et s'achève en principe au mois de mai 2019 au terme du 4<sup>e</sup> mandat de ses assemblées. Cependant il résulte de l'accord lui-même que son application pourrait s'étendre au-delà de cette période. [...] Compte tenu de la date à laquelle aura lieu la consultation [du 4 novembre], l'accord du 5 mai 1998 pourrait donc s'appliquer au-delà de la période de principe de vingt ans qu'il fixe puisqu'il prévoit que, dans l'hypothèse où la consultation conduirait au refus de l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté, une nouvelle consultation pourrait se tenir jusqu'au 3 novembre 2020, suivie le cas échéant d'une troisième consultation dans la deuxième année suivante ».

Par ailleurs, le Premier ministre a proposé de constituer un espace de dialogue pour que l'État et les groupes politiques envisagent l'aboutissement du processus sur les différentes hypothèses de sortie de l'Accord. Attachés au dialogue, les membres du comité des signataires considèrent que cet espace ne peut être envisagé avant les élections provinciales prévues en mai 2019 ;

- **Retour sur la consultation du 4 novembre 2018**, M. Francis LAMY, conseiller d'État, président de la commission de contrôle des opérations de vote, a présenté le compte rendu de sa mission. L'ensemble des membres du comité des signataires a souligné la grande qualité du travail accompli, qui a permis de garantir la sincérité et le caractère incontestable du résultat ;
- **Questions économiques et sociales**. La ministre des Outre-mer a confirmé que la Banque publique d'investissement s'installerait en Nouvelle-Calédonie.

Le Premier ministre a confirmé la grande attention de l'État à la stabilité du système bancaire en Nouvelle-Calédonie et au bon fonctionnement des dispositifs d'aide à l'investissement productif. L'État, en lien avec les autorités de la Nouvelle-Calédonie, constituera un groupe de travail sur la possibilité de maintenir l'épargne des Calédoniens (ménages, entreprises, établissements publics) en Nouvelle-Calédonie.

Le Gouvernement a présenté, conformément aux dispositions de la loi Égalité réelle outre-mer, les perspectives de conclusion d'un contrat de convergence et de transformation proposée à la Nouvelle-Calédonie.

Enfin, les membres du comité des signataires ont échangé sur les voies et moyens de renforcer le rayonnement de la Nouvelle-Calédonie dans son bassin maritime, dans l'esprit de l'axe indo-pacifique mis en exergue par le Président de la République. Ils ont notamment évoqué les possibilités de renforcer le partenariat entre la Nouvelle-Calédonie et l'Agence française de développement dans la zone Pacifique et le rôle moteur que pourrait tenir la Nouvelle-Calédonie dans la région, en matière économique, comme en matière de préservation et de la valorisation de la biodiversité, à l'image du projet phare que constitue le parc marin.

---

<sup>1</sup> Source : Relevé de conclusions du XVIII<sup>e</sup> Comité des signataires





## CHAPITRE II

# Panorama de l'économie de la Nouvelle-Calédonie

# Section 1

## La population

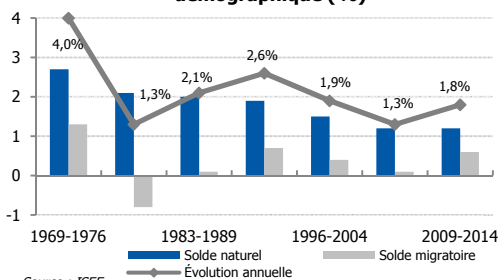
En 2018, la population est estimée à 282 200 habitants, soit 13 233 habitants de plus qu'en 2014, date du dernier recensement et 3 700 de plus que l'estimation pour 2017. D'après les estimations, la population a progressé de 17 % sur 2008-2018 -soit un taux annuel moyen de 1,6 %- bien plus élevé que la métropole et la Polynésie française (+0,4 %) et que la plupart des DOM (La Réunion +0,6 %, Martinique -0,8 %). La barre des 300 000 habitants devrait être dépassée après 2025. L'âge médian augmente même si la population reste relativement jeune : 31 ans, en 2014 contre 40 ans en France. Le taux de natalité se réduit, mais demeure relativement élevé. L'espérance de vie progresse à 77,6 ans, mais reste 5 ans plus faible qu'en métropole. Le prochain recensement aura lieu en 2019.

**Le recensement de la population en 2014 :** la population de la Nouvelle-Calédonie a été recensée entre le 26 août et le 22 septembre 2014. Le territoire comptait alors 268 767 habitants, soit 23 200 habitants de plus qu'en 2009 lors du précédent recensement. L'accroissement démographique a été plus rapide qu'au cours de la précédente période intercensitaire (+1,82 % par an, contre +1,25 %). Toutes les provinces ont gagné de la population entre 2009 et 2014. La progression a été soutenue en province Nord (18,8 % de la population, +2,3 % de croissance annuelle), en raison de l'essor de la zone Voh - Koné - Pouembout (VKP). La province des Îles (6,8 % de la population), qui avait vu sa population décliner entre 2004 et 2009, a connu à nouveau une évolution favorable (+1,0 % par an entre 2009 et 2014). Enfin, la croissance démographique a ralenti en province Sud, où réside 74,4 % de la population (+1,8 % par an).

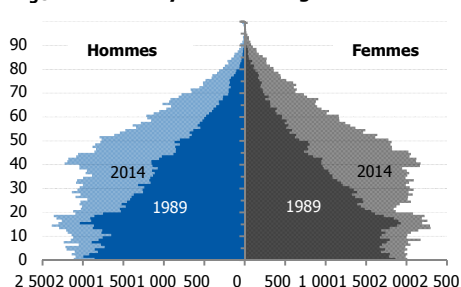
Sur la période 2009-2014, la croissance démographique résulte pour deux tiers du **solde naturel** (+15 000 personnes, soit presque 3000/an), et pour un tiers du **solde migratoire apparent**. L'accroissement naturel a continué à s'amoinrir, sous l'effet de la baisse de la fécondité (cf. tableau page suivante). Les flux migratoires ont été en revanche plus importants qu'au cours de la période intercensitaire précédente, et se soldent par 6 700 arrivées nettes (soit 1 600 par an), suggérant une certaine attractivité du territoire.

À titre de comparaison, sur la même période, la Polynésie française enregistre un flux migratoire négatif (-5 000).

**Composantes de l'accroissement démographique (%)**



**Âge Pyramide des âges**



En 2030, si les tendances démographiques observées se prolongent (baisse contenue de la natalité ; maintien des flux migratoires), la Nouvelle-Calédonie comptera 315 000 habitants, soit 33 000 de plus qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**La transition démographique** amorcée dans les années 1990 se poursuit. En 25 ans, la part des moins de 20 ans a ainsi perdu 11 points ; elle représente 32 % de la population en 2014. Celle des 60 ans et plus à l'inverse a quasiment doublé, atteignant 12 %

de la population. Sur cette période, **l'âge médian** s'est accru de 9 années ; il s'élève ainsi à **31 ans en 2014**, contre 21 ans dans les îles du Pacifique et 40 ans en France métropolitaine. **Le taux de dépendance économique (cf. définition)** est de 65,9 %, soit un niveau favorable comparativement à la France (79,9 %) ou aux autres Outre-mer (79,4 % en moyenne), ce qui constitue un atout structurel pour le territoire.

**Le taux de natalité se réduit, mais reste relativement élevé :** en 2017, les services de l'état civil de Nouvelle-Calédonie ont enregistré 4 059 naissances, soit 212 de moins qu'en 2016. Rapportées à la population, ces naissances conduisent à un taux de natalité de 14,5 ‰. Malgré sa baisse continue depuis les années 1990 (-11 points ‰), expliquée par la hausse de l'âge moyen d'une femme à la maternité, le taux de natalité reste encore relativement élevé. Ce niveau, qui dépend de la structure d'âge de la population, est bien plus élevé que celui de la France métropolitaine (11,1 ‰), et situe la Nouvelle-Calédonie entre la Nouvelle-Zélande (13,2 ‰) et La Réunion (15,9 ‰) et à un niveau similaire à celui de la Polynésie française (14,8 ‰). En 1990, les Calédoniennes devenaient mères pour la première fois en moyenne à 24,6 ans, contre 29,5 ans en 2017. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer ce recul : la prolongation des études, l'augmentation de l'activité professionnelle des femmes, et une meilleure maîtrise de la

Indicateurs démographiques	Nouvelle-Calédonie					France Métropolitaine
	1990	2000	2010	2016	2017	2017
Taux de natalité (‰)	25,6	21,4	16,7	15,4	14,5	11,1
Indicateur conjoncturel de fécondité	3,2	2,6	2,2	2,1	2,0	1,9
Âge moyen de 1 <sup>er</sup> maternité	24,6	26,2	26,9	29,4	29,5	30,6
Taux de mortalité (‰)	5,4	5,1	4,8	5,7	5,5	8,8
Taux de mortalité infantile (‰)	10,7	4,6	4,5	4,0	6,4	3,6
Espérance de vie	70,3	74,7	77,4	76,9	77,4	82,5
dont hommes	67,9	71,7	74,4	74,2	75,1	79,5
dont femmes	73,2	78,8	80,7	79,8	80,1	85,4

Sources : ISEE, INSEE

contraception. La fécondité diminue très rapidement depuis une vingtaine d'années : l'indice conjoncturel de fécondité (cf. encadré) est passé de 3,2 enfants par femme en 1990 à 2,0 enfants par femme en 2017, soit un enfant de moins en une génération. Ce taux reste néanmoins assez élevé pour un pays riche, celui de la France métropolitaine de 1,9 enfant par femme étant le plus élevé d'Europe.

**L'espérance de vie progresse et atteint 77,6 ans en 2017 :** 1 529 décès ont été enregistrés en 2017, soit 40 personnes de moins qu'en 2016. Du fait du vieillissement de la population, ce nombre s'est nettement accru depuis 2010 (+28,4 %). Les taux de mortalité baissent pour la majorité des groupes d'âge, le taux de mortalité global diminuant légèrement pour atteindre 5,5 ‰ en 2017, après un point bas à 4,8 ‰ en 2010. Ce taux, qui dépend également de la structure par âge de la population, reste largement inférieur à celui observé en France métropolitaine (8,8 ‰), la population néo-calédonienne étant nettement plus jeune, son niveau est semblable à celui de la Polynésie. Reflet de la qualité des soins obstétricaux et pédiatriques, le taux de mortalité infantile (6,4 ‰) est orienté sur le long terme à la baisse malgré un rebond en 2017. Il reste encore supérieur à celui enregistré en France métropolitaine (3,6 ‰). Depuis 1990, l'espérance de vie à la naissance a progressé d'un peu plus de sept ans, pour atteindre 77,6 ans en 2017. L'écart homme-femme continue de se réduire progressivement (4,2 ans). Enfin, l'espérance de vie de la Nouvelle-Calédonie est presque 5 ans plus faible qu'en métropole (82,5 ans), mais se situe dans les tout premiers rangs en Océanie.

**Solde naturel :** excédent des naissances sur les décès ;

**Solde migratoire apparent :** différence entre la variation de la population et le solde naturel ;

**Indicateur conjoncturel de fécondité :** nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie si les taux de fécondité observés pour chaque âge l'année considérée demeuraient inchangés ;

**Taux de natalité :** rapport du nombre de naissances de l'année à la population totale moyenne ;

**Taux de mortalité :** rapport du nombre de décès de l'année à la population totale moyenne ;

**Taux de dépendance économique :** rapport entre la population des jeunes et des personnes âgées (- de 20 ans, + de 65 ans) et de la population de 20 à 65 ans. Il est défavorable lorsqu'il est supérieur à 100, c'est-à-dire lorsqu'il y a davantage de jeunes et seniors que de personnes en âge de travailler.

## Section 2

# Les principaux indicateurs économiques

Le Produit Intérieur Brut de la Nouvelle-Calédonie dépasse les 1 000 milliards de F CFP depuis 2017, mais évolue sur un rythme de croissance ralentie depuis quelques années. Dans son sillage, l'évolution du PIB/habitant s'est infléchi. La croissance de ces dernières années se caractérise par une contribution positive du commerce extérieur et de la consommation finale (ménages et administration), alors que la baisse de l'investissement pèse sur la croissance. Toutefois, le taux d'investissement reste particulièrement élevé sur le territoire, bien au-delà de celui de la métropole ou des autres Outre-mer.

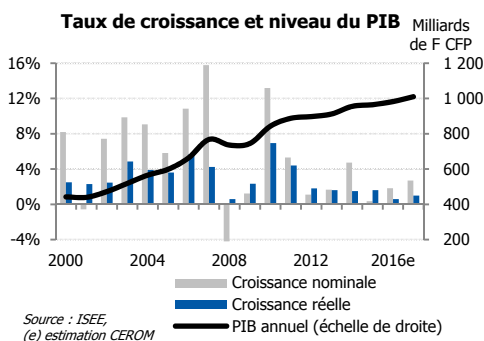
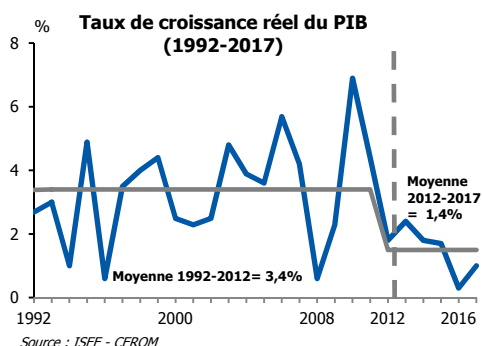
## 1. Les comptes économiques

### 1.1 LA CROISSANCE

La Nouvelle-Calédonie a enregistré ces dernières années un régime de croissance ralentie. Le rythme annuel moyen de progression du Produit Intérieur Brut (PIB) s'établit à +1,4 % entre 2012 et 2017 en termes réels, c'est-à-dire corrigée de l'évolution des prix, à comparer au rythme moyen de +3,6 % sur la période 2000-2011. La croissance, soutenue jusqu'en 2011 par une consommation dynamique et d'importants investissements, a fortement ralenti depuis, même si elle a connu un sursaut en 2010 et, dans une moindre mesure, en 2011.

En 2017 (dernier chiffre disponible des comptes économiques<sup>1</sup>), le PIB progresse de 2,7 % en valeur nominale (après +1,8 % en 2016 et +0,4 % en 2015), et de 1,0 % en valeur réelle (après +0,6 % et 1,6 %). Le PIB dépasse ainsi les 1 000 milliards de F CFP. Ce léger redressement de la croissance, après une année 2016 atone, est tiré par le dynamisme de la production et des exportations de nickel. La réduction du déficit commercial a contribué positivement à la croissance (+1,3 point). Les dépenses de consommation finale (ménages et administration) restent un moteur prépondérant de la croissance (+0,9 point), mais en deçà de la moyenne 2012-2016 à 1,3 point. L'investissement pèse sur la croissance en 2017, soit pour la 5<sup>ème</sup> année consécutive (sauf en 2015), mais il se contracte de manière moins marquée qu'en 2016 (-1,3 % après -8,0 % en 2016, en volume).

**Le PIB par habitant** de la Nouvelle-Calédonie est estimé à 3,63 millions de F CFP en 2017. Tout comme le rythme de croissance de l'économie, sa progression s'est ralentie depuis

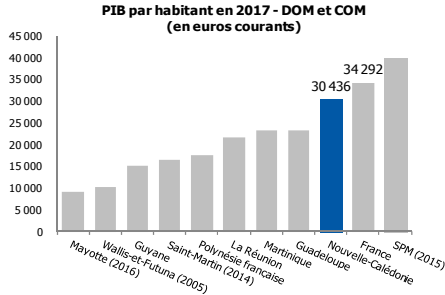


<sup>1</sup> Les comptes économiques de la Nouvelle-Calédonie sont établis par l'Institut de la Statistique et des Études Économiques (ISEE) selon les normes de comptabilité nationale recommandées par les principaux organismes internationaux. La dernière publication des comptes définitifs porte sur l'année 2014. Au-delà de cette date, les PIB publiés sont le résultat d'une estimation faite à partir du modèle comptable « MODELISEE » mis au point par le partenariat CEROM (ISEE, IEOM et AFD).

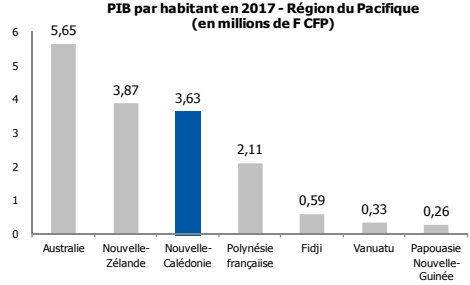


quelques années, même si la croissance démographique s'infléchit : il progresse de 0,8 %/ an en moyenne de 2012 à 2017, contre plus de 3,0 % en moyenne annuelle depuis 2000. Ainsi depuis les années 2000, le PIB/ habitant a été multiplié par plus de 1,7. À titre de comparaison, celui de la Polynésie française n'a pas progressé sur cette période et celui de la France a progressé de moins de 40 % (dont une baisse en 2009).

La **richesse par habitant** du territoire calédonien dépasse depuis 2007 la moyenne de la France de province. Elle est à un niveau équivalent au PIB par habitant des Pays de la Loire, et au 4<sup>ème</sup> au classement des régions françaises (hors Île-de-France). La Nouvelle-Calédonie se place également comme la géographie ultramarine où la richesse produite par habitant est la plus importante, derrière Saint-Pierre-et-Miquelon et Saint Barthélémy (dont le positionnement est très spécifique). Dans son environnement géographique, la Nouvelle-Calédonie se classe en troisième position en matière de PIB par habitant<sup>1</sup>, et se situe à un niveau proche de la Nouvelle-Zélande. Les autres PEI (Petites Économies Insulaires) de la zone affichent quant à elles des niveaux de PIB par habitant bien plus faibles.



Sources : Banque Mondiale, ISEE



Sources : Banque Mondiale, ISEE

L'**indice de développement humain**<sup>2</sup> (IDH) de la Nouvelle-Calédonie a été estimé à 0,79<sup>3</sup> en 2010, ce qui place le territoire au 50<sup>e</sup> rang mondial à cette date, dans la catégorie des pays à « développement humain très élevé ». L'IDH de la Nouvelle-Calédonie reste inférieur à celui de la France (qui se situe en 2017 au 24<sup>e</sup> rang mondial, avec un IDH à 0,90). Par rapport aux territoires français ultramarins, la Nouvelle-Calédonie se situe, en 2010, derrière la Guadeloupe (38<sup>e</sup> rang), mais devant La Réunion (54<sup>e</sup> rang) ou la Polynésie française (75<sup>e</sup> rang).

Indicateur de développement humain en 2010		
	Valeur	Rang mondial
Guadeloupe	0,822	38
Guyane	0,74	73
Martinique	0,814	39
Mayotte (2005)	0,637	107
La Réunion	0,775	54
Nouvelle-Calédonie	0,789	50
Polynésie française	0,737	75
Wallis-et-Futuna (2005)	0,763	53
France métropolitaine (2017)	0,901	24

Sources : AFD, PNUD

L'IDH de la Nouvelle-Calédonie a progressé de 15 % entre 1990 et 2010, tiré à hauteur de 80 % par sa composante sociale (éducation et santé) et à 20 % par sa composante économique. Sa structure se caractérise par un bon niveau des sous-indices relatifs à la santé et au niveau de revenu, alors que celui relatif au niveau d'éducation reste moins bien placé.

<sup>1</sup> Ces comparaisons, tout comme celles du paragraphe précédent, ne prennent cependant pas en compte les différences de cout de la vie entre les pays, qui peuvent être très importantes. Le PIB n'est en effet pas calculé en parité de pouvoir d'achat au niveau des régions, mais uniquement au niveau national.

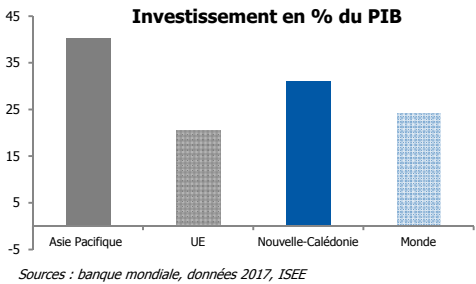
<sup>2</sup> L'IDH, conçu par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), est un indicateur synthétique permettant d'apprécier le niveau de développement d'un pays. Il comprend une composante économique (revenu par habitant en parité de pouvoir d'achat) et une composante sociale (indicateurs relatifs à la santé et à l'éducation).

<sup>3</sup> « Quel niveau de développement des départements et collectivités d'outre-mer ? » Une approche par l'IDH (AFD, 2013).

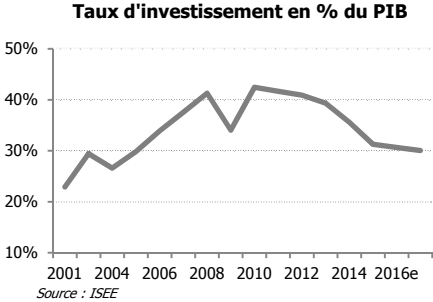
## 1.2 L'ÉQUILIBRE EMPLOIS-RESSOURCES

### Un taux d'investissement toujours élevé

La structure du PIB a connu d'importantes fluctuations au cours de la dernière décennie, marquée notamment par un important gonflement de l'investissement jusqu'en milieu de période. Sa part dans le PIB atteint 42 % en 2010-2011, soit vingt points de plus qu'en 2000. Elle retombe à moins d'un tiers du PIB en fin de période, mais reste néanmoins significative : 30 % du PIB, contre environ 20 % pour la France ou les Outre-mer. Seuls les pays « émergents » d'Asie-Pacifique affichent des taux supérieurs (dont la Chine : 42 % en 2017). La consommation des ménages, qui constitue historiquement le premier moteur de croissance représente les deux tiers du PIB en 2017. Parallèlement, les dépenses de consommation finale des administrations restent relativement stables, et représentent globalement un quart du PIB.



	% PIB		2017*	
	2000	2010	Milliards F CFP	Poids
<strong>Ressources</strong>				
Produit intérieur brut			1 010	
Importations	38%	48%	372	37%
<strong>Emplois</strong>				
Dépenses de consommation finale des ménages	65%	62%	634	63%
Dépenses de consommation finale des administrations	27%	24%	243	24%
Investissement + variation des stocks	23%	42%	303	30%
Exportations	17%	20%	202	20%

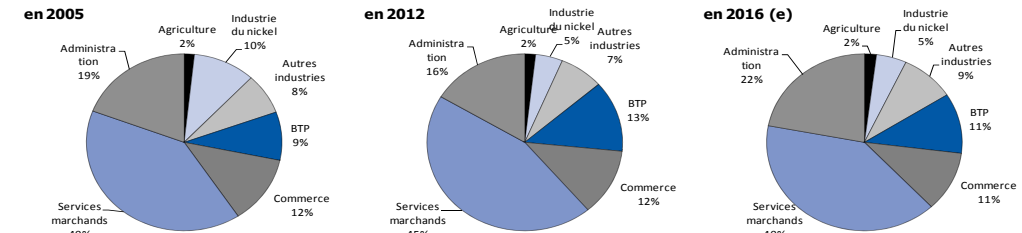


## 1.3 LA VALEUR AJOUTÉE PAR BRANCHE

Les services marchands et l'administration sont prépondérants dans la valeur ajoutée du territoire (respectivement 40 % et 22 % du total). Le poids de l'administration s'est accentué entre 2012 et 2016 (+6 points) tandis que celui des services marchands a diminué (-5 points). Le secteur du BTP avait conforté son poids dans l'économie à la faveur du développement des projets métallurgiques. Entre 2012 et 2016, dans un contexte de ralentissement des investissements dans le secteur, son poids s'est réduit et s'établit désormais à 11 % du PIB (en 2016). La valeur ajoutée générée par les activités minières et métallurgiques fluctue fortement, en fonction de la valorisation du nickel sur les marchés internationaux. Elle est estimée à 5 % du PIB en 2016, en progression de 2 points sur un an, et retrouve son niveau de 2012.

Le secteur de l'agriculture représente 2,0 % de la valeur ajoutée totale, soit un poids relativement stable.

### Répartition de la valeur ajoutée par secteur d'activité en Nouvelle-Calédonie

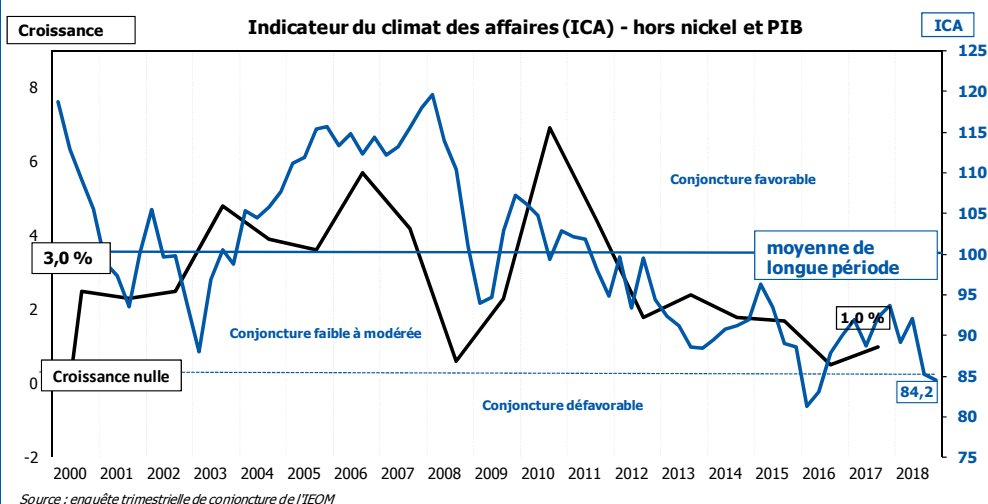


Source : ISEE ; (e) Cerom

## L'INDICATEUR DU CLIMAT DES AFFAIRES DE NOUVELLE-CALÉDONIE

### En 2018, un climat de confiance miné par les incertitudes

L'indicateur du climat des affaires (ICA), se situe en moyenne à 87,4 en 2018, soit en dessous de la moyenne de l'année précédente (91,2), mais légèrement au-dessus de celle de 2016 (85,3) qui constituait un point bas. Installé bien loin de sa moyenne de longue période, ce niveau de l'ICA traduit un climat de confiance des entrepreneurs altéré et une croissance économique globalement molle, témoignant d'un changement de régime : la croissance peine à dépasser les 1 % depuis 3 ans, alors qu'elle évoluait au-delà des 4 %/an de 1992 à 2012. Après un 1<sup>er</sup> semestre mitigé, mais résilient, et une forte chute au 3<sup>e</sup> trimestre, l'ICA termine l'année sur une relative stabilisation, à un bas niveau. L'esquisse d'une normalisation en 2019, notamment des soldes d'opinion relatifs à l'activité et emploi, reste à confirmer dans les trimestres à venir.



### Méthodologie :

Cet indicateur, établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM auprès des chefs d'entreprise, a pour objectif de résumer, au moyen d'une analyse en composantes principales, le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête. Afin d'en faciliter sa lecture, il est centré autour de 100 (moyenne de longue période) et a un écart-type de 10.

### Interprétation :

L'indicateur synthétique du climat des affaires (ICA) élaboré par les instituts d'émission s'interprète de la manière suivante : si la valeur de celui-ci est supérieure (respectivement inférieure) à 100, l'opinion des chefs d'entreprise sur l'activité est jugée favorable (respectivement défavorable) car supérieure (respectivement inférieure) à sa valeur moyenne sur longue période. Ainsi, plus l'ICA en niveau est élevé, meilleure est la perception de la conjoncture par les chefs d'entreprise.

Pour plus d'informations sur l'indicateur du climat des affaires se référer à la note de l'Institut d'émission « Un nouvel indicateur pour aider au diagnostic conjoncturel dans l'outre-mer » parue en mars 2010 et téléchargeable sur le [site de l'IEDOM](#)

## 2. L'emploi et le chômage

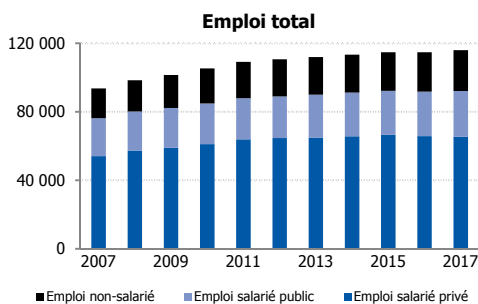
En 2018 (en moyenne sur les trois premiers trimestres), l'emploi salarié privé recule pour la 3<sup>e</sup> année consécutive. Cette contraction est compensée par l'emploi public (nouvelles structures médicales, nouvelles filières d'enseignement supérieur, renforts de policiers, gendarmes) et l'emploi indépendant, dont l'importance et le dynamisme constitue une caractéristique du territoire.

Depuis 2011, et de manière plus marquée depuis 2016, la croissance de l'emploi est inférieure à celle de la population. En conséquence, les tensions se développent sur le marché du travail, même si elles ne se traduisent pas dans les chiffres du chômage (stable à 11,9 % au sens du BIT), en raison de la baisse des taux d'activités. Ces derniers restent toutefois élevés, comparativement à la France et aux Outre-mer.

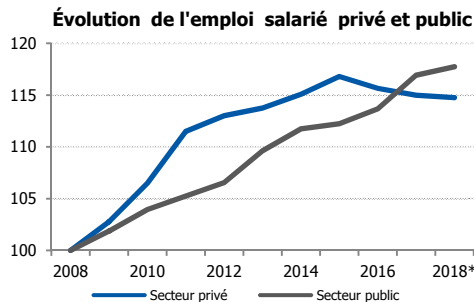
### 2.1 L'EMPLOI

En cohérence, avec le régime de croissance économique ralenti prenant place depuis 2011, l'évolution de l'emploi total en Nouvelle-Calédonie s'affaiblit nettement. Si l'emploi indépendant reste dynamique et important, l'emploi salarié (privé et public) progresse de moins de 1,0 %/an de 2011 à 2018 (dont -0,5 % en 2016, +0,4 % en 2017), alors qu'il progressait de plus de 4,0 % en moyenne par an de 2000 à 2011. Pour 2018, les données provisoires des trois premiers trimestres font état d'une contraction pour le secteur privé (-0,2 % en moyenne) et d'une hausse de 0,7 % dans le public. Cette divergence entre une contraction dans le privé mais une croissance relativement soutenue dans le public est une caractéristique depuis 2016.

En 2017<sup>1</sup>, 116 200 emplois étaient comptabilisés en moyenne dont 92 422 emplois salariés (public et privé). 56 % sont dans le secteur privé, soit 71 % de l'emploi salarié total. Les non salariés représentent 20 % de l'emploi total, en constante augmentation.



Sources : ISEE, CAFAT



Sources : ISEE, CAFAT

\*données des trois premiers trimestres

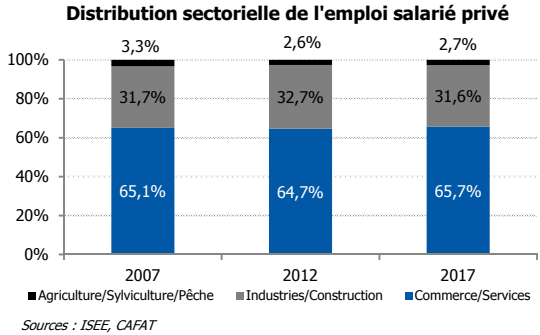
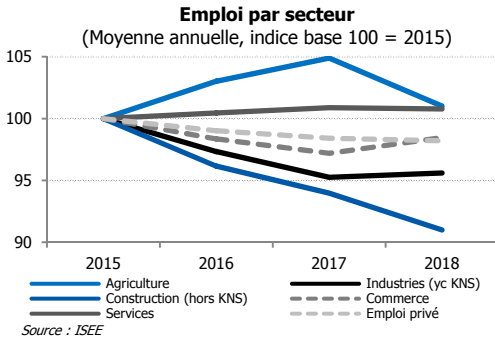
### L'emploi privé recule

Le secteur privé continue de perdre des emplois salariés, avec une baisse de 0,2 % en moyenne sur les trois premiers trimestres de l'année 2018 (dernières données disponibles) par rapport à la moyenne de l'année 2017 (après -0,6 % en 2017 et -1,0 % en 2016). Par rapport à la moyenne de 2015, ce sont ainsi 1 160 emplois salariés qui ont disparu, dont 131 en 2018 (-648 en moyenne en 2016 et -381 en 2017).

Le secteur le plus touché reste celui de la construction avec une baisse des effectifs salariés de 3,2 % en moyenne en 2018 et 9,0 % depuis 2015. Parallèlement, le secteur du commerce semble être le plus dynamique avec une hausse de +1,3 % de l'emploi salarié en moyenne en 2018, sans toutefois retrouver son niveau de 2015. Le nombre d'emplois dans l'industrie semble se stabiliser après avoir chuté lors des deux années précédentes.

<sup>1</sup> Hors stagiaires, bénéficiaires d'une mesure d'aide à l'emploi, apprentis, intermittents, VCAT, exclus du périmètre de comptabilisation de la CAFAT.

Structurellement, le secteur tertiaire est majoritaire avec plus de 60 % des emplois salariés privés, suivi par le secteur secondaire (>30 %) et le secteur primaire (2,7 %).

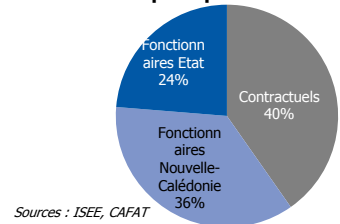


## Progression de l'emploi public

À l'inverse du privé, le secteur public continue à créer de l'emploi en 2017 (+2,6 %, soit 680 emplois supplémentaires) et sur les 3 premiers trimestres 2018 (+0,7 %). En 2018, ce sont exclusivement les effectifs des fonctionnaires de la Nouvelle-Calédonie qui progressent, en hausse de +2,1 % en moyenne, suite à des mesures exceptionnelles d'intégration d'agents non titulaires au cours du premier semestre. En 2017, les créations nettes avaient concerné aussi bien les contractuels (+3,3 %), que les fonctionnaires territoriaux ou communaux (+1,7 %) et fonctionnaires d'État (+3,3 %), et étaient notamment liées au démarrage opérationnel du Médipôle, à la création de nouvelles filières d'enseignement supérieur et de nouveaux lycées ainsi qu'à l'arrivée de renforts de sécurité (policiers, gendarmes).

Le secteur public comptabilise 26 700 emplois salariés en 2017, soit 29 % de l'emploi salarié et 23 % de l'emploi total. Les effectifs sont composés de 25 % de salariés de la fonction publique d'État, 35 % de salariés de la fonction publique locale (fonction publique territoriale et fonction publique communale), et 40 % de contractuels (dont 43 % dans l'administration publique, 20 % dans les communes et 19 % dans les provinces). Le recours aux contractuels dans les communes (66 % des agents communaux) est facilité par un principe dérogatoire, notamment pour les plus petites communes qui ont des difficultés à organiser les concours pour le recrutement de leurs agents.

**Répartition des effectifs de la fonction publique en 2018**



## Importance et dynamisme de l'emploi indépendant

L'entrepreneuriat (artisans, commerçants, exploitants agricoles, professions libérales...) est particulièrement important sur le territoire, avec **20 % de l'emploi total** (soit 23 700 en 2017), une proportion nettement plus importante qu'en France métropolitaine (autour de 11 %) ou que dans les DOM. L'emploi non salarié s'est encore renforcé sur la période récente, avec une croissance annuelle moyenne de près de 3 % depuis 10 ans, bien plus rapide que celle de l'emploi salarié. Cette dynamique ne montre pas signe de ralentissement puisque l'emploi non salarié progresse de 3,3 % en 2017 (soit 760 emplois supplémentaires), tiré notamment par les activités de service (+162 pour les services administratifs et de soutien, +66 pour le secteur « santé et action sociale »), le secteur primaire (+147 emplois), et la construction (+131).

## Repli du travail temporaire

En 2018, les 10 agences de travail temporaire de la Nouvelle-Calédonie ont employé 18 288 intérimaires pour 20 106 contrats conclus. Le nombre d'heures travaillées rapporté en équivalent temps plein, représente 8 591 salariés. Le nombre de contrats d'intérim diminue de 1,0 % par rapport à 2017, après avoir reculé respectivement de 9,8 % et 12,1 % en 2017 et 2016. L'intérim est essentiellement utilisé dans les secteurs du commerce, de la construction, des mines et carrières, et du transport.

## L'embauche prioritaire de personnel local se poursuit

Le dispositif mis en place en application de la loi sur « la protection, la promotion et le soutien de l'emploi local », opérationnel depuis le 14 février 2012<sup>1</sup>, continue à guider la politique d'embauche sur le territoire. À qualifications et compétences égales, priorité est ainsi donnée à l'embauche de citoyens calédoniens puis, en deuxième recours, aux personnes justifiant d'une durée de résidence minimale (3 à 10 ans selon les secteurs d'activité). Les sources statistiques disponibles ne permettent cependant pas de mesurer l'impact de la loi sur l'accès effectif à l'emploi local, ce d'autant que l'obligation de dépôt des offres d'emplois n'est que peu respectée par les employeurs. Le nombre de demandes accordées en 2018, tous projets confondus, est en diminution avec 1 539 demandes accordées contre 1 787 en 2017. Tout comme en 2017, 19 demandes ont fait l'objet d'un refus en 2018. Ces chiffres sont en net recul par rapport aux années précédentes, l'achèvement de la construction des usines métallurgiques ayant entraîné une démobilisation par les opérateurs de la majeure partie de leur personnel expatrié.

## 2.2 LE CHÔMAGE

### LE TAUX DE CHÔMAGE AU SENS DU BIT

L'indicateur du taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) a été calculé pour la première fois par l'ISEE pour l'année 2017 à partir d'une « enquête sur les forces de travail en Nouvelle-Calédonie ». Cette enquête auprès des ménages, financée par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, porte sur la population âgée de plus de 15 ans. La population active « au sens du BIT » comprend les personnes (âgées de 15 ans ou plus) ayant travaillé (ne serait-ce qu'une heure) au cours d'une semaine donnée qu'elles soient salariées, à leur compte, employeurs ou aides dans l'entreprise.

Un chômeur au sens du BIT est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui satisfait simultanément les trois critères suivants :

- ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours de la semaine de référence ,
- être disponible pour travailler dans les deux semaines ;
- avoir entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent, ou a trouvé un emploi qui commence dans les 3 mois

Cette enquête Emploi, réalisée également en France métropolitaine et dans les cinq départements d'outre-mer, est la seule mesure permettant des comparaisons géographiques y compris au niveau international.

### LE TAUX DE CHÔMAGE AU SENS DU RECENSEMENT

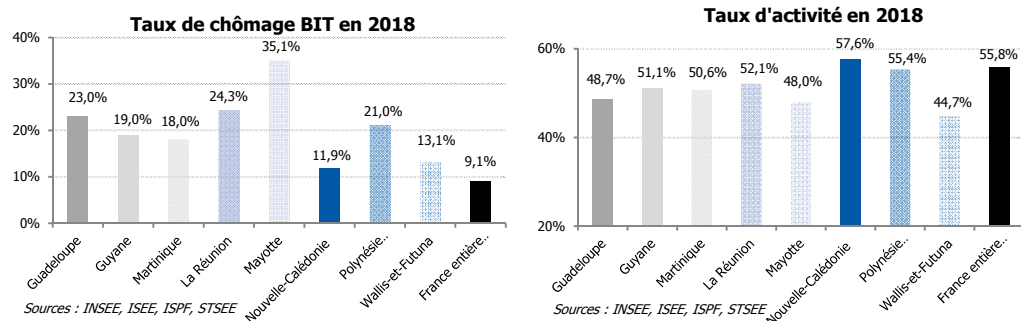
Selon les chiffres du dernier recensement de la population de 2014, la population active calédonienne s'établissait en 2014 à 71,5 % de la population en âge de travailler (personnes âgées de 15 à 64 ans), soit 130 000 actifs et une hausse de +6,2 points sur la période 2009-2014. Sur cette même période, la création de 15 400 emplois nets a poussé une partie des inactifs (retraités ou personnes au foyer) à se porter sur le marché du travail, faisant progresser le taux d'emploi de 3 points à 61,0 %. Toujours au sens du recensement, le taux de chômage a progressé de 0,8 point entre 2009 et 2014 pour s'établir à 14,7 % (soit plus de 19 000 personnes).

<sup>1</sup> Le cadre légal comprend la loi du pays n° 2010-9 du 27 juillet 2010, la délibération d'application n° 156 du 10 décembre 2011 relative à la protection, à la promotion et au soutien de l'emploi local, le tableau des activités professionnelles signé le 16 décembre 2011 et étendu par l'arrêté n° 2012/175 du 9 janvier 2012.

Selon l'enquête sur les forces de travail<sup>1</sup> mise en place depuis 2017, la population active calédonienne compte 126 000 individus en 2018, dont 111 000 actifs occupés et 15 000 chômeurs. Avec 92 800 inactifs, le **taux d'emploi**<sup>2</sup> de l'économie calédonienne s'établit à 50,8 % en 2018, en baisse par rapport à 2017 (52,7 %). Le **taux d'activité**<sup>3</sup> diminue également en 2018, pour s'établir à 57,6 % (contre 59,6 % en 2017).

Le **taux de chômage** au sens du BIT (*cf.* encadré) s'établit à 11,9 % en 2018 (contre 11,6 % en 2017). À noter que, aux 15 000 personnes en situation de chômage s'ajoutent, en 2018, 10 300 personnes inactives au sens du BIT (halo du chômage), qui déclarent souhaiter un emploi. Au total donc, 25 300 personnes seraient en marge de l'emploi, soit 13 % de la population active. Le taux de chômage des jeunes (< 30 ans) s'établit à 28,3 % -le double que pour la population dans son ensemble- et à plus de 40 % pour les jeunes sans diplôme qualifiant, ce qui montre le besoin de main-d'œuvre qualifiée et l'importance du diplôme pour l'insertion sur le marché du travail.

Toujours selon l'enquête des forces du travail, et même s'il s'est réduit en 2018, le taux d'activité de la Nouvelle-Calédonie est plus élevé qu'en France ou que dans les Outre-mer, ce qui constitue un atout. Le taux de chômage est plus élevé qu'en France métropolitaine (9,1 % en 2018), mais largement inférieur à celui observé dans les Outre-mer.



## Hausse des demandes d'emploi et du stock d'offres

Le nombre de demandeurs d'emploi enregistré par l'IDC-NC (Institut pour le Développement des Compétences de Nouvelle-Calédonie) s'établit à 7 502 personnes en moyenne par mois en 2018, contre 7 388 en 2017, soit une hausse de 1,5 % sur l'année et le niveau le plus élevé depuis 2010. Parallèlement, le stock d'offres d'emploi<sup>4</sup> diminue en 2018 (-6,9 %) à 1 637 offres en moyenne en fin de mois. Toutefois, le cumul des nouvelles offres sur l'année progresse en 2018 (+11,8 %) à 7 835. Ce chiffre est bien inférieur au niveau des années précédentes au-dessus de 10 000 (en moyenne pour la période 2010-2015). Le secteur des services à la personne enregistre le plus de nouvelles offres : 1 609 en cumul, soit +235. Le secteur de la construction affiche un cumul de 976 offres, soit +203 par rapport à 2017, mais nettement moins que la moyenne 2010-2015 autour des 2 000 offres/an. Les nouvelles offres déposées concernent à plus de 80 % du temps complet, dont 60 % sous forme de CDD.

<sup>1</sup> Déclinaison locale de l'enquête-emploi réalisée en métropole et dans les DOM et qui permet des comparaisons à partir d'une méthodologie au sens du BIT. Ces chiffres diffèrent par conséquent de ceux du recensement (*cf.* encadré).

<sup>2</sup> Le taux d'emploi d'une classe d'individus est calculé en rapportant le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe.

<sup>3</sup> Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) d'une tranche d'âge et la population totale correspondante. Sans précision de tranche d'âge, il s'agit de la population « en âge de travailler » (15-64 ans).

<sup>4</sup> Nouvelles offres d'emplois déposées auprès des services de placement.



Le marché de l'emploi calédonien est caractérisé par une **forte inadéquation** entre l'offre et la demande d'emploi. Selon deux études de l'IDC-NC<sup>1</sup>, 52 % des entreprises ayant embauché sur la période 2013-2015 auraient rencontré des difficultés de recrutement. La principale difficulté signalée reste le manque de qualification du vivier (35 % des citations). Selon l'étude, les difficultés liées aux « compétences sociales » et au « savoir-être » (absentéisme, assiduité, etc.) pèsent désormais davantage que l'existence d'un vivier restreint.

## Les indemnisations chômage en baisse

L'assurance chômage s'appuie sur deux types de prestations en Nouvelle-Calédonie : le **chômage total** (permet aux salariés ayant perdu leur emploi de bénéficier durant 9 à 14 mois d'une allocation maximale de 75 % du SMG mensuel) et le **chômage partiel**.

En 2018, 2 273 chômeurs sont indemnisés totalement, soit -1,6 % sur l'année (-38 personnes), pour un montant de prestations de 2 818 millions de F CFP, en baisse de 1,0 %. Par rapport à 2010, 592 personnes en plus sont indemnisées.

Parallèlement, 459 salariés sont concernés par le chômage partiel, en hausse de 8,0 %. Plus de la moitié des demandes de chômage partiel sont liées à une conjoncture défavorable. Les secteurs de la construction, de l'hébergement et restauration et de l'industrie manufacturière sont les plus impactés.

Bénéficiaires des allocations chômage

	2010	2016	2017	2018	2018/ 2017
<b>Chômage total</b>					
Chômeurs indemnisés *	1 681	2 608	2 311	2 273	-1,6%
Prestations (en millions de F CFP)	1 685	3 131	2 847	2 818	-1,0%
<b>Chômage partiel</b>					
Nombre de salariés concernés	22	364	425	459	8,0%
Nombre d'heures indemnisées	2 419	55 743	88 017	88 091	0,1%
Prestations (en millions de F CFP)	1,3	33,6	71,9	77,8	8,2%

Source : CAFAT comptabilité de caisse

En 2018, le nombre de licenciements s'est réduit : 44 entreprises ont déclaré avoir procédé à des licenciements, concernant 134 salariés (dans 12 secteurs d'activités), contre 73 en 2017, concernant 243 salariés.

## 2.3 LES RELATIONS SOCIALES

Selon le Service des Relations du Travail du gouvernement, la **conflictualité du travail** dans le secteur privé est en hausse en 2015, en contraste avec la période 2010-2014. En 2018, 39 protocoles de fin de conflit ont été enregistrés, contre 33 en 2017, 27 en 2016 et 20 en 2015. Le nombre d'entreprises affectées évolue logiquement dans la même proportion.

L'année 2018 enregistre un nombre de 35 mouvements de **grève** ayant entraîné au moins une journée d'arrêt de travail, en hausse par rapport à 2017 (21 mouvements). 735 grévistes ont été concernés en 2018, contre 454 en 2017, une forte hausse qui s'explique en partie par le nombre important de grévistes (507) d'une entreprise de plus de 1 500 salariés. Ainsi, 198 jours de grève ont été recensés en 2018, soit une augmentation de 21,5 % sur l'année.

L'**activité conventionnelle** des branches est restée dynamique en 2018, avec la conclusion de 20 avenants de branche professionnelle (22 avenants en 2017 dont 15 salariaux). Le salaire est resté le thème principal des négociations (cf. compléments point sur les salaires).

Au niveau des entreprises, 335 **accords collectifs d'entreprise** ont été signés en 2018, soit un chiffre en légère hausse par rapport à 2017. Le nombre d'entreprises signataires d'accords est en forte hausse (203) après la baisse enregistrée en 2017 (168) qui suivait une progression constante depuis 2014 (168 en 2014 ; 182 en 2015 ; 204 en 2016). La branche « commerce et divers » est la plus dynamique.

<sup>1</sup> « Étude prospective emploi-formation » publiée en 2015 et « Les métiers porteurs » publiée en 2016.



# 3. Les revenus et les salaires

## 3.1. LES REVENUS

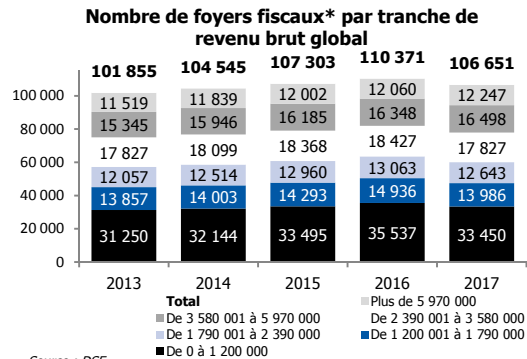
Les revenus déclarés aux services fiscaux pour l'année 2017<sup>1</sup> s'élèvent à près de 455 milliards de F CFP (+1,2 % sur un an, après +1,7 % en 2016). La progression des traitements et salaires continue de ralentir en 2017 (+0,5 % après +1,4 % en 2016 et +2,3 % en 2015). Les revenus fonciers poursuivent eux aussi leur progression (+2,8 %), tout comme les pensions et retraites dont la croissance s'accélère (+6,7 % après +2,3 % en 2016). En revanche, les revenus d'activité non salariaux connaissent une baisse de 3,4 %.

En 2017, les revenus salariaux représentent 77 % du total des revenus fiscaux déclarés. Viennent ensuite les pensions et retraites (15 % du total) dont le poids progresse en lien avec le vieillissement de la population. La structure des revenus en Nouvelle-Calédonie diffère sensiblement de celle de la métropole, où la part des revenus salariaux est plus faible (61,2 %) et celle des pensions et retraites plus élevée (27,6 %), en lien avec une population en moyenne plus âgée.

La répartition par tranche de revenu témoigne de la forte proportion de foyers fiscaux à faibles ressources. En 2017, parmi les 106 651 foyers fiscaux (-3 720 foyers fiscaux<sup>2</sup> sur un an, soit -3,4 %), près de 60 % déclarent un revenu annuel inférieur à 2 390 000 F CFP, alors que les hauts revenus (revenu annuel supérieur à 5 970 000 F CFP) représentent 12 % du total. En 2017, le revenu fiscal moyen d'un ménage s'élève à 4 264 334 F CFP, soit une hausse de 4,8 % (en lien avec la hausse des revenus déclarés combinée à la baisse du nombre de déclarants).

Revenus fiscaux déclarés par catégorie						Variation
Milliards de F CFP	2013	2014	2015	2016	2017	2017/2016
Traitements et salaires	326,8	332,4	344,0	348,9	350,6	0,5%
Revenus d'activité non salariaux	21,5	21,3	21,1	21,7	20,9	-3,4%
Bénéfices agricoles	1,0	1,1	0,9	1,2	1,1	-12,1%
Bénéfices industriels et commerciaux	13,3	13,0	12,6	12,8	12,6	-1,1%
Bénéfices non commerciaux	7,2	7,2	7,6	7,6	7,2	-5,8%
Pensions et retraites	57,4	60,2	60,5	61,9	66,0	6,7%
Revenus fonciers	12,6	13,2	14,1	14,4	14,7	2,8%
Autres	2,0	2,2	2,1	2,5	2,5	-0,5%
<b>Total</b>	<b>420,3</b>	<b>429,3</b>	<b>441,9</b>	<b>449,3</b>	<b>454,8</b>	<b>1,2%</b>

Source : Direction des services fiscaux



## 3.2 LES SALAIRES MINIMUMS LÉGAUX

Le **Salaire Minimum Garanti** (SMG) et le Salaire Minimum Agricole Garanti (SMAG) sont les deux types de rémunérations minimales légales appliqués en Nouvelle-Calédonie. Le SMG est indexé sur l'indice officiel du coût de la vie en Nouvelle-Calédonie<sup>3</sup> (depuis janvier 1993, il s'agit de l'indice des prix hors tabac publié par l'ISEE). Le SMG est réévalué dès lors que cet indice enregistre une hausse au moins égale à 0,5 % par rapport à l'indice constaté lors de la dernière fixation du SMG. Le SMAG, qui équivaut à 85 % du SMG depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, augmente aux mêmes dates et proportionnellement à ce dernier. Le niveau du SMG a été revalorisé en octobre 2018 : taux horaire de 926,44 F CFP, soit 156 568 F CFP mensuels pour

<sup>1</sup> Dernière donnée disponible. Une nouvelle enquête devrait être publiée en 2019-2020.

<sup>2</sup> Le nombre de radiations a été supérieur aux créations de nouveaux foyers fiscaux.

<sup>3</sup> Selon l'article 25 de l'ordonnance n° 85-1181 du 13 novembre 1985.

169 heures travaillées. Sur les vingt dernières années, le SMG a été multiplié par 2, tandis que l'indice des prix hors tabac a progressé de 31,0 %, suite à des « coups de pouce » gouvernementaux (entre 2001 et 2003 et 2005 et 2007).

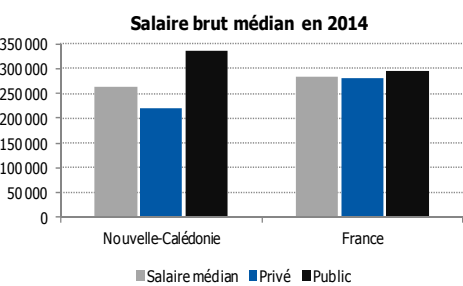
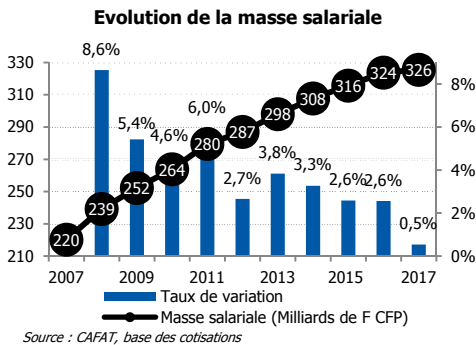
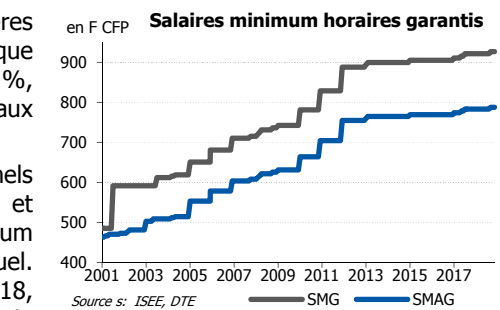
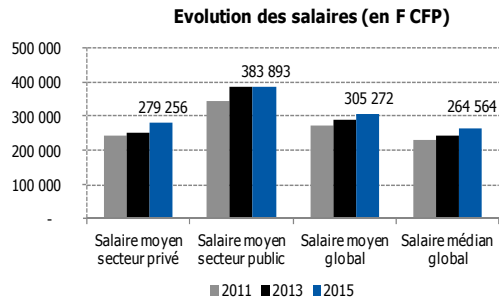
Des grilles de salaires conventionnels concernent par ailleurs certaines branches et catégories professionnelles. Les salaires minimum conventionnels font l'objet d'un réexamen annuel. Ainsi, 18 avenants salariaux ont été signés en 2018, soit 3 de plus qu'en 2017, en lien avec la hausse du SMG et la remontée de l'inflation. Entre 2017 et 2018, les revalorisations ont été comprises entre 0,56 % et 0,66 % dans le BTP, entre 0,30 % et 0,95 % dans l'hôtellerie et entre 0,39 % et 0,56 % dans l'industrie. La revalorisation dans la branche commerce et divers s'est élevée à 0,63 %. Au global, la moyenne d'augmentation des salaires conventionnels toutes branches confondues atteint 0,53 % (contre 0,22 % en 2017 et 0,26 % en 2016).

### 3.3 L'ÉVOLUTION DES SALAIRES

Sur la période 2007-2017, la masse salariale, calculée à partir de l'assiette des cotisations à la CAFAT a fortement progressé : +100 milliards de F CFP soit +48 %. En revanche, son rythme de croissance s'est progressivement ralenti. Elle n'augmente plus que de 0,5 % en 2017 contre 4,0 % en moyenne sur la période.

L'estimation provisoire de la masse salariale s'établit à 321,6 milliards de F CFP pour l'année 2018. Ce chiffre provisoire, qui sera probablement revu à la hausse lorsque les déclarations seront complètes, progresse de 2,6 % par rapport à celui établi pour 2017 à pareille époque.

Selon les données de l'étude prospective emploi-formation de l'IDC-NC, le salaire moyen s'élève à 305 000 F CFP par mois en 2015 (264 000 F CFP pour le salaire médian). Il a progressé de 11,2 % entre 2011 et 2015. Si les revalorisations salariales ont été plus importantes dans le secteur privé (+14,2 %, contre +11,8 % dans le public), l'écart de rémunération entre les secteurs reste significatif (+37,5 % pour le public). Cet écart reflète notamment la différence de qualification moyenne des salariés (21 % de cadres dans la fonction publique, contre 12 % dans le privé en 2010), le niveau de diplômes (22 % de diplômés du supérieur dans le public contre 16 % dans le privé) ainsi qu'un régime de rémunération (politique d'indexation) plus favorable dans la fonction publique.



### 3.4 LES PRESTATIONS FAMILIALES ET SOCIALES

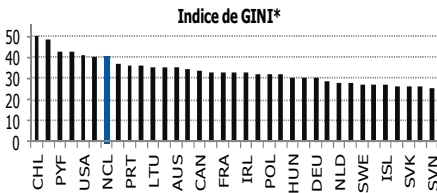
En 2017, 10,8 milliards de F CFP de prestations familiales ont été reçues par les agents économiques, en baisse de 2,0 % sur l'année, allocations familiales : -1,2 %, allocations prénatales et de maternité : -8 %, allocations de rentrée scolaire : -3,2 %. À cela s'ajoutent 2,7 milliards de F CFP d'allocations familiales de solidarité, droit ouvert depuis 2017 aux familles disposant de ressources inférieures ou égales à 2 817 100 de F CFP.

Par ailleurs, 2,9 milliards de F CFP de prestations sociales ont été versées en 2017 (contre 3,1 milliards en 2016).

### 3.5 INÉGALITÉS ET PAUVRETÉ

**Selon la dernière enquête Budget Consommation des ménages de l'ISEE de 2008<sup>1</sup>**, dont les grandes tendances restent d'actualité, les ménages calédoniens disposaient d'un revenu mensuel moyen de 405 000 F CFP. La moitié des Calédoniens vit cependant avec moins de 144 000 F CFP par mois, soit un niveau de revenu médian proche de la moyenne métropolitaine (hors Île-de-France), et supérieur à celui observé dans les DOM. Il existe de fortes inégalités de revenus selon les provinces : en province Sud, 20 % des ménages dépensent moins de 150 000 F CFP par mois, contre 60 % en province Nord et 75 % aux îles Loyauté. Les inégalités de revenus en Nouvelle-Calédonie sont environ deux fois plus marquées qu'en métropole : le rapport interdécile, qui mesure l'écart entre les revenus des 10 % les plus riches et les revenus des 10 % les plus modestes, est estimé à 7,9 contre 3,6 en métropole et 5,8 pour les DOM.

L'indicateur d'inégalité de GINI<sup>1</sup> de la Nouvelle-Calédonie s'établit à 0,42 en 2008 (dernière mesure en date), ce qui écarte le territoire des « modèles sociaux européens » et le rapproche des pays émergents, voire de certains pays pauvres. L'indice est globalement proche de ceux des autres territoires d'outre-mer, qui sont donc tous nettement supérieurs à celui de la France (0,29 en 2015).



\*dernière données disponibles 2008-2013 selon les pays  
Source: Banque Mondiale, IEOIM

Évalué à 72 000 F CFP, le **taux de pauvreté relatif** est 2,4 fois plus élevé qu'en métropole : en 2008, 53 000 personnes vivent sous ce seuil de pauvreté relatif, dont un tiers d'enfants de moins de 14 ans. Il existe des disparités entre provinces : ce taux est de 9 % en province Sud (plus proche de celui de métropole), de 35 % en province Nord et de 52 % aux îles Loyauté.

Indicateur d'inégalité (indice de Gini)	
Guadeloupe (2011)	0,42
Guyane (2011)	0,42
Martinique (2011)	0,41
Mayotte (2011)	0,49
La Réunion (2014)	0,36
Nouvelle-Calédonie (2008)	0,42
Polynésie française (2009)	0,40
Wallis-et-Futuna (2008)	0,50
France métropolitaine (2015)	0,29

Note : L'indice de Gini vaut 0 pour une répartition parfaitement égalitaire

Sources : ISPF, ISEE, Eurostat, AFD

Taux de pauvreté	
Taux de pauvreté : seuil national <sup>(1)</sup>	
Martinique (2015)	30,9%
La Réunion (2015)	40,4%
Mayotte (2011)	83,9%
Taux de pauvreté : seuil local <sup>(2)</sup>	
Guadeloupe (2011)	19,4%
Guyane (2011)	44,3%
Martinique (2011)	21,1%
Nouvelle-Calédonie (2008)	22,0%
Polynésie française (2009)**	19,7%
France métropolitaine (2015) <sup>(1)</sup>	14,2%

(1) une personne (ou un ménage) est considérée comme pauvre lorsque son niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté, fixé à 60 % du niveau de vie médian en métropole. En 2015, le seuil de pauvreté calculé hors revenus financiers imputés est de 10 15 euros par mois par unité de consommation.

(2) le seuil est calculé localement, c'est-à-dire par rapport au niveau du vie médian local.

Sources : INSEE, ISEE, ISPF

<sup>1</sup> L'indice de GINI, compris entre 0 et 1 est un indicateur d'inégalité mesurant la répartition des revenus. L'inégalité des revenus est d'autant plus forte que l'indice est élevé.

## 4. Les prix

À +1,3 % de croissance en moyenne en 2018, l'inflation globale évolue à un rythme similaire à celui de 2017 (+1,4 %), qui avait marqué une remontée des prix (+0,5 en moyenne sur 2014-2016). L'évolution globale est tirée par des hausses de prix exogènes, principalement dans l'énergie, le tabac et l'alcool. Hors tabac, l'inflation 2018 (+0,7 %) est plus modérée et en ralentissement par rapport à 2017 (+1,4 %). La fin d'année 2018 est marquée par une remontée des prix en glissement annuel (+1,8 % en décembre), mais également par une baisse sans précédent des prix alimentaires liée à l'introduction de la TGC.

### Règlementation et engagements à la modération des prix

La réglementation des prix est l'une des **compétences transférées à la Nouvelle-Calédonie** suite aux accords de Nouméa. Dans ce cadre, le gouvernement assure le contrôle des prix d'un ensemble de produits de première nécessité ou de grande consommation, d'origine locale ou importée (viandes, poissons, produits laitiers, légumes, céréales...) ainsi que de certaines prestations de services (crèche, coiffure, réparation et assurance automobile, blanchisserie...). Le Gouvernement a la possibilité, au choix, de fixer le prix de ces produits en valeur absolue, d'instaurer une marge maximale, d'appliquer un taux directeur de révision annuel, d'exiger un engagement annuel de stabilité, ou de placer par dérogation ces produits sous le régime de la liberté surveillée ou contrôlée. La délibération n°52 du 16 juin 2015 a renouvelé l'habilitation du gouvernement à prendre de telles mesures de réglementation des prix, pour une durée de trois ans à compter du 23 juin 2015.

Le législateur peut également intervenir sur les prix à travers la mise en place de **taxes comportementales**. Ainsi, depuis fin 2017, dans un souci d'améliorer la santé publique et de lutter contre les consommations excessives d'alcool et de tabac, les élus du congrès ont voté un arrêté visant à augmenter les taxes sur ces deux produits. Le changement de niveau de taxation, effectif depuis début 2018, a engendré des augmentations de l'ordre de 50 % pour les alcools et le tabac.

Par ailleurs, un nouvel<sup>1</sup> accord de modération des **tarifs bancaires** a été signé en aout 2018 par le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, les banques calédoniennes et l'OPT-NC. Il prévoit la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures<sup>2</sup> à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, dont notamment une baisse des tarifs concernant les abonnements internet et la mise en place d'autorisations de prélèvements.

#### LA TAXE GÉNÉRALE SUR LA CONSOMMATION BASCULE EN RÉGIME DÉFINITIF

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2018, le dispositif s'articule autour d'un taux réduit à 3 %, concernant les denrées alimentaires de base, les services à la personne, l'industrie et tous les produits de première nécessité, un taux intermédiaire à 11 % pour les autres produits alimentaires, le logement, les vêtements, le carburant et un taux normal, à 22 %, destiné à l'automobile, les équipements de la maison, les boissons sucrées et alcoolisées ou encore le tabac. Certains secteurs, comme la santé ou l'éducation, sont exonérés de taxes. Afin d'éviter un effet inflationniste le législateur a accompagné l'entrée en vigueur de la TGC d'un dispositif réglementaire visant à encadrer les marges des opérateurs économiques concernant certains produits de grande consommation : alimentaire, hygiène et entretien et pièces détachées. En parallèle, les mesures de remboursements des taxes payées par les entreprises sur les stocks existants entrent également en vigueur.

<sup>1</sup> Cf. chapitre 4 - section 1 : Les principaux faits marquants.

<sup>2</sup> Cf. *Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers dans les COM du Pacifique* d'avril 2019 de l'IEOM.

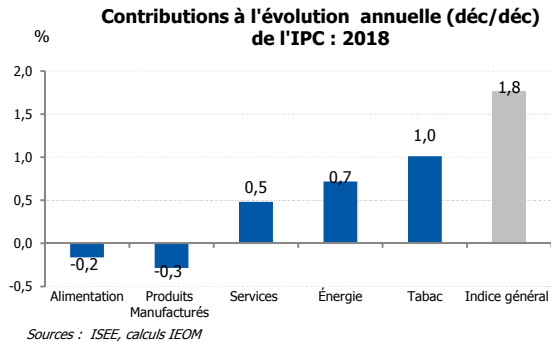
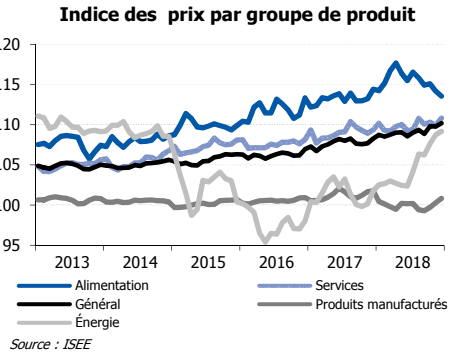
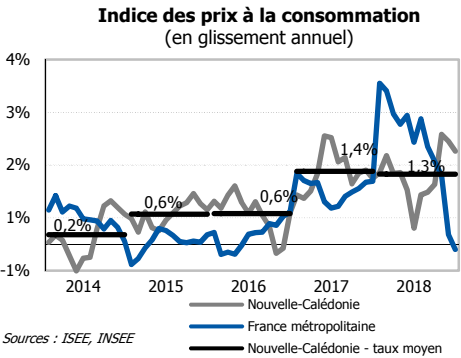
# Une inflation concentrée sur les prix de l'énergie, du tabac et de l'alcool

En 2018, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 1,3 % en moyenne par rapport à 2017, soit une quasi-stabilisation du rythme de croissance (1,4 %). Bien que modéré, il reste plus élevé que les années précédentes (+0,5 % en moyenne de 2014 à 2016). Le rythme d'inflation annuel moyen observé localement est plus faible que celui enregistré en France métropolitaine (1,9 %), mais reste supérieur à celui enregistré en Polynésie française (-0,7 %).

L'année 2018 est caractérisée par une forte volatilité, avec un point bas à +0,3 % (juin 2018), suivi d'un point haut à +2,1 % (octobre 2018). L'évolution globale est tirée par des hausses de prix exogènes, principalement dans l'énergie (+3,4 % en moyenne, avec notamment une hausse de 7,0 % des prix des carburants), et dans le tabac (+32,0 % en moyenne). Hors tabac, l'inflation moyenne en 2018 (+0,7 %) est plus modérée et en ralentissement par rapport à 2017 (+1,4 %).

Les prix des biens alimentaires augmentent en moyenne sur l'année (+2,0 %), mais baissent sensiblement au dernier trimestre (-2,2 % sur 3 mois et -4,2 % par rapport au quatrième trimestre 2017), en lien avec le changement de fiscalité (TGC). Seuls les prix des produits manufacturés sont en baisse en moyenne par rapport à l'année 2017.

En glissement annuel, l'IPC termine l'année en croissance de 1,8 % par rapport à décembre 2017. L'alimentation et les produits manufacturés contribuent négativement à cette évolution, mais ne compensent pas celles liées aux hausses des composantes tabac et énergie (contribution de 1 et 0,7 point sur le total de 1,8). Par produit, les 5 plus fortes hausses sur l'année se concentrent sur l'alcool, alors que les 5 plus fortes baisses concernent la papeterie, et certains produits alimentaires.



Entre Dec.2017 et Dec. 2018		
Les 5 plus fortes hausses	Les 5 plus fortes baisses	
Apéritifs	56,8%	Articles de papeterie et de dessin -22,3%
Tabac	51,3%	Produits à base de chocolat -18,0%
Vins	45,8%	Condiments et assaisonnements -17,5%
Eaux de vie et liqueurs	42,7%	Yaourts et desserts lactés -17,3%
Autres achats de services de transport	19,0%	Aliments préparés pour enfants et produits diététiques -16,7%

Source : ISEE

## Une stabilité des prix apparente depuis 2010

Si, globalement, l'inflation mesurée est faible en Nouvelle-Calédonie depuis plusieurs années, les prix de certains produits ou groupes de produits connaissent cependant des évolutions significatives, à la hausse comme à la baisse. Comme les consommateurs retiennent davantage les hausses, et notamment les hausses importantes, l'inflation « ressentie » par la population est plus importante que l'inflation mesurée.

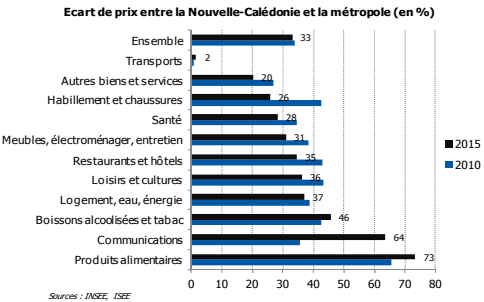
Depuis décembre 2010, l'inflation hors tabac n'a été que de 8 % sur 8 ans, soit moins de 1 % par an en moyenne. En revanche, sur la même période, les prix des automobiles ont augmenté de 8 %, les produits alimentaires de 9 %, les loyers d'habitation de 12 %, les services d'éducation de 17 % et la restauration de 22 %. Dans le même temps, d'autres produits importants pour la consommation des ménages ont connu des baisses sensibles : l'ameublement (-12 %), l'habillement et les chaussures (-13 %), les services financiers (-14 %), les équipements informatiques (-14 %) ou encore les télécommunications (-16 %). L'impact des évolutions fiscales récentes se matérialise à travers les plus fortes hausses de prix, dont 7 sont directement liées à la progression de la taxation sur le tabac et les boissons alcoolisées. Les plus fortes baisses concernent essentiellement des produits manufacturés qui sont pour l'essentiel importés (biens durables, habillement...).

Les 15 plus fortes hausses		Les 15 plus fortes baisses	
Tabac	142,0%	Péages et parkings	-85,8%
Distribution d'eau	81,0%	Equipement de téléphone et de télécopie	-38,3%
Vins	75,6%	Equipements audio-visuels	-37,1%
Apéritifs	65,8%	Fauteuils et canapés	-36,1%
Viande de mouton	50,4%	Equipements photo et cinéma	-28,5%
Fleurs et plantes	46,5%	Aliments préparés pour enfants et produits diététiques	-24,2%
Bières	43,8%	Lingerie, bonneterie pour femmes	-24,2%
Réparation des meubles, articles d'ameublement et revêtements de sol	43,3%	Vêtements de dessus pour hommes	-23,9%
Eaux de vie et liqueurs	43,1%	Vêtements de dessus pour femmes	-23,3%
Autres services pour l'habitation	39,3%	Vêtements de dessus pour enfants	-22,7%
Poissons et crustacés frais	36,1%	Supports d'enregistrement de l'image et du son	-21,9%
Mobilier de cuisine et salle de bains	34,0%	Appareils de lavage	-21,0%
Boissons gazeuses, jus, eaux minérales parfumées et sirops	33,9%	Appareils de cuisson	-18,6%
Champagne, mousseux et cidres	31,6%	Lingerie, bonneterie pour hommes	-18,2%
Fruits frais	30,1%	Yaourts et desserts lactés	-17,2%

Source : ISEE

### COMPARAISON SPATIALE DES PRIX À LA CONSOMMATION

Les modes de vie et de consommation en Nouvelle-Calédonie et en France métropolitaine ne sont pas identiques. Aussi, deux approches complémentaires étudiées dans l'étude CEROM de 2018 sont utilisées pour mesurer les écarts de prix, selon que l'on se réfère à la structure de consommation métropolitaine ou locale. En 2015, en retenant les habitudes de consommation de la métropole, la différence de prix entre les deux territoires atteignait 44 % (49 % en 2010). Réciproquement, un Calédonien paierait 19 % (17 % en 2010) de moins son panier-type de biens et services s'il se les procurait en France métropolitaine. Pour résumer ces deux approches, une mesure synthétique permet de tenir compte de la manière dont un consommateur adapte son panier de consommation lorsque les prix relatifs sont modifiés. Selon cette vision synthétique, **l'écart de prix moyen entre la Nouvelle-Calédonie et la France métropolitaine est estimé à 33 % en 2015 (34 % en 2010)**, soit un écart qui dépasse ceux des départements d'outre-mer (+7 % à la Réunion et Mayotte, +12 % aux Antilles), mais moindre que celui de la Polynésie française (+39 %). Cet écart est particulièrement important et continue de s'accroître pour les produits alimentaires (+73,4 %, soit +8 points de pourcentage par rapport à 2010) et pour les communications (+63,6 %, soit +28 points de pourcentage en 5 ans). Il reste également significatif pour le logement (+37,1 %), mais s'est réduit de 2 points par rapport à 2010.



## 5. Le commerce extérieur

Les échanges commerciaux avec l'extérieur continuent leur croissance en 2018. Les importations sont en hausse de 8,7 % en valeur (291,8 milliards de F CFP), essentiellement tirées par les produits énergétiques et les biens intermédiaires. Parallèlement, les exportations progressent de 17,8 % (198,8 milliards de F CFP), tirées par le dynamisme de la filière nickel (augmentation de la production et des cours). Dans ce contexte, la balance commerciale s'améliore ; le déficit commercial se réduit à -93 milliards de F CFP en 2018, après -99,6 milliards de F CFP en 2017. Le taux de couverture des importations par les exportations s'établit à un record de 68,1 %, contre 62,9 % l'année précédente. La Chine s'affirme comme premier client du territoire.

### 5.1 LA RÉGLEMENTATION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

La gestion et le contrôle du commerce extérieur font partie **des domaines de compétences transférées par l'État à la Nouvelle-Calédonie**, en application de l'article 22-6 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999, qui fixe l'assiette et les taux des impôts, droits et taxes à l'importation. Toutefois, certaines réglementations spécifiques à l'importation restent sous la **compétence de l'État**, telles que la circulation des produits classés comme stupéfiants, la circulation des armes et des munitions, des contrefaçons, de la réglementation relative aux fréquences radioélectriques et des relations financières avec l'étranger.

Si le principe de base reste la **liberté du commerce**, certaines restrictions s'appliquent selon la nature, l'origine ou la provenance des produits importés. Les pouvoirs publics locaux conduisent en effet une politique volontariste et sélective, destinée notamment à protéger les productions locales. Les marchandises importées<sup>1</sup> sont ainsi classées selon trois catégories :

- les marchandises **totalelement libres** ;
- les marchandises soumises à des mesures de **restrictions quantitatives** (suspension ou contingentement) destinées à protéger les productions locales. La liste de ces marchandises est votée chaque année par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. En 2018, les marchandises soumises à des restrictions quantitatives représentent 2,4 % en valeur du total des importations douanières, contre 2,9 % l'année précédente (à l'exclusion des marchandises en réimportation après exportation temporaire et des matériels militaires par nature) ;
- les marchandises dont l'importation est soumise à la présentation préalable d'une **autorisation administrative d'importation** (AAI). Ces mesures répondent à des exigences de santé ou de sécurité publique, de protection de l'environnement et du consommateur, ou de respect de normes réglementaires ou techniques.

L'entrée des biens sur le territoire est soumise à une fiscalité applicable à l'importation, qui alimente le budget de la Nouvelle-Calédonie. Plusieurs « **lois du pays** » permettent de préciser le régime d'exonération de droits de douane et de taxes à l'importation de certains produits alimentaires de première nécessité, les régimes fiscaux privilégiés à l'importation, et la fiscalité des produits pétroliers.

Des systèmes de protection des marchés permettant de soutenir l'industrie locale sont par ailleurs en vigueur depuis 2007 (*cf.* Chapitre III - Section 3). Un « Comité du commerce extérieur », composé de douze membres choisis pour leur représentativité économique, instruit les différentes demandes de protection, mesures fiscales (taxes de protection), ou mesures de restrictions quantitatives (quotas ou suspensions d'importation).

---

<sup>1</sup> L'importation de certaines marchandises est interdite à titre absolu pour des raisons de santé, de sécurité ou de protection de l'environnement et du consommateur.



En 2018, les recettes douanières évoluent à la hausse (+3,9 % sur l'année, soit +2 milliards de F CFP). Suite à la mise en place de la TGC en fin 2017, les taxes à l'importation (TGI, TBI, taxe de péage, TFA) ont diminué de 31,2 %, 19,4 %, 19,0 % et 24,4 % respectivement. Ainsi, la TGC s'élève à 8,1 milliards de F CFP en 2018 contre 1,1 milliard l'année précédente. Seuls les droits de douane, la taxe sur les produits pétroliers et la taxe de soutien aux productions agricoles ont augmenté.

Recettes douanières				Variation
Millions de F CFP	2008	2017	2018	2018/2017
Droit de douane	16 617	6 149	7 289	18,5%
Taxe Générale à l'Importation (TGI)	7 152	18 405	12 669	-31,2%
Taxe de Consommation Intérieure (TCI)	5 988	1 963	1 431	-27,1%
Taxe de péage	4 828	1 559	1 263	-19,0%
Taxe sur les produits pétroliers (TPP)*	2 802	9 663	10 254	6,1%
Taxe de Base à l'Importation (TBI)	2 168	6 771	5 456	-19,4%
Taxe sur le fret aérien (TFA)	1 936	2 104	1 590	-24,4%
Taxe de soutien aux productions agricoles (TSPA)	1 572	1 687	1 732	2,7%
Taxe sur les Alcool et Tabac		277	1 794	547,7%
Autres recettes douanières		1 758	1 954	11,1%
Taxe générale sur la consommation (TGC)		1 125	8 053	615,8%
<b>Total</b>	<b>43 063</b>	<b>51 461</b>	<b>53 485</b>	<b>3,9%</b>

Source : Direction Régionale des Douanes  
\*taxe additionnelle sur les produits pétroliers incluse

## 5.2 LES IMPORTATIONS DE BIENS

### Les importations progressent de 8,7 % en valeur

En 2018, les importations calédoniennes s'élèvent à 291,8 milliards de F CFP, ce qui correspond à un peu moins d'un tiers du PIB. Elles progressent de 8,8 % sur l'année.

Les **importations de produits énergétiques**, qui représentent un quart des importations calédoniennes, enregistrent la plus forte croissance en valeur (+30,1 %), suite à l'augmentation des cours du pétrole (+31,0 %) et de la production de nickel (+3,6 % en volume), qui nécessite d'importants apports en énergie primaire. Les importations de biens d'investissement sont en hausse également (+5,6 %), notamment celles de machines et d'équipement (+11,2 %). La part des biens d'investissement représente ainsi 25 % du total des produits importés en 2018 contre 31 % en 2008, période de la construction des usines métallurgiques.

Les **importations de biens intermédiaires** continuent de se redresser, et progressent de 6,3 %, soutenues par une hausse des produits de l'industrie extractive (+3,1 milliards de F CFP) et de matériels électriques (+2,7 milliards de F CFP).

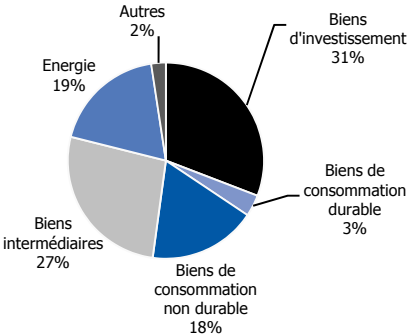
Les **importations de biens de consommation durables** connaissent également une évolution positive et se redressent de 2,4 %, tandis que les importations de biens de consommation non durables fléchissent (-7,8 %) et retrouvent un niveau similaire à 2016.

#### Répartition des importations par produits 2018

Milliards de F CFP	2008	2017	2018	Variation 2018/2017
Biens d'investissement dont	80,8	69,4	73,2	5,6%
Automobile	22,9	19,1	19,0	-0,7%
Machines et équipements <sup>(1)</sup>	48,6	38,5	42,9	11,2%
Biens de consommation durable	10,8	9,6	9,8	2,4%
Biens de consommation non durable d	46,6	63,1	58,1	-7,8%
Produits alimentaires et boissons <sup>(2)</sup>	23,4	33,4	31,9	-4,6%
Biens intermédiaires	70,2	65,6	69,7	6,3%
Produits de l'industrie chimique <sup>(3)</sup>	5,7	13,1	10,3	-21,2%
Energie	49,0	54,8	71,3	30,1%
Autres	4,8	5,9	9,6	62,0%
<b>Total</b>	<b>262,2</b>	<b>268,3</b>	<b>291,8</b>	<b>8,8%</b>

(1) y compris équipements électroniques destinés principalement aux entreprises  
(2) hors aliments pour animaux et travail des grains  
(3) hors savons, produits d'entretien et parfums  
Sources : ISEE, Direction Régionale des Douanes

#### Répartition des importations par pays



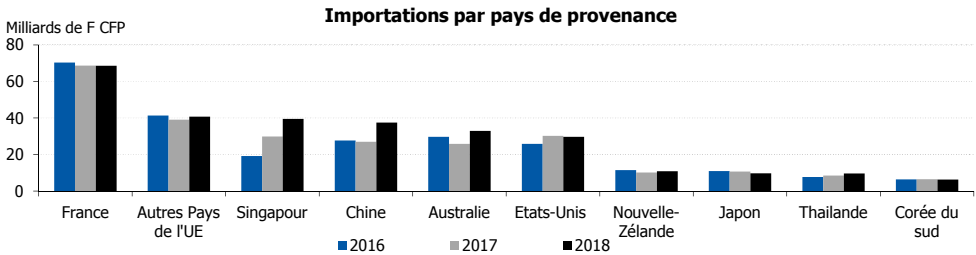


# L'Asie, principal fournisseur du territoire

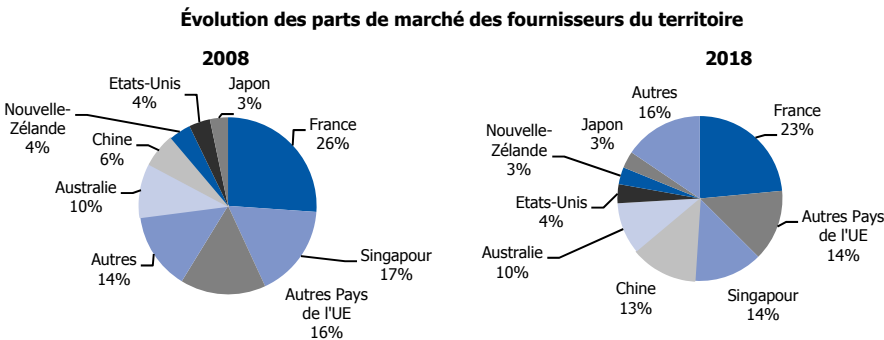
En 2018, **l'Asie** devient le principal fournisseur de la Nouvelle-Calédonie avec 38 % de part de marché, devant l'Union européenne. Les importations en provenance de Singapour ont augmenté de manière significative (+9,6 milliards de F CFP soit +32,3 %), en particulier celles de produits pétroliers (38,3 milliards de F CFP contre 26,8 milliards de F CFP en 2017) en lien avec la remontée des cours du pétrole. Les importations de Chine progressent également (+10,6 milliards de F CFP soit +39,1 %), en particulier celles d'hydrocarbures, de matériels électriques et de machines d'usage général.

**L'Union européenne** devient alors le second fournisseur de la Nouvelle-Calédonie en 2018, avec 23,5 % de part de marché pour la France, et 14 % pour l'ensemble des autres pays de l'Union. Les produits concernés sont variés : produits alimentaires, produits chimiques et pharmaceutiques, matériel de transport et machines, appareils et matériel électrique. Les importations en provenance de France sont stables (-0,2 %) sur l'année et s'établissent à 68,6 milliards de F CFP tandis que celles en provenance des pays de l'Union européenne augmentent de 4,2 % après un recul de 5,3 % en 2017.

**L'Océanie**<sup>1</sup>, avec 14 % de part de marché, est la troisième zone d'échange avec le territoire. Les importations proviennent d'Australie (29,7 milliards de F CFP) et de Nouvelle-Zélande (9,7 milliards de F CFP) et sont constituées des produits d'hydrocarbures et de charbon (Australie) et des produits alimentaires (Nouvelle-Zélande).



Sources : ISEE, Direction Régionale des Douanes



Sources : ISEE, Direction Régionale des Douanes

<sup>1</sup> Wallis-et-Futuna et Polynésie-Française inclus.

5.3 LES EXPORTATIONS DE BIENS

Les exportations calédonniennes atteignent un niveau historique

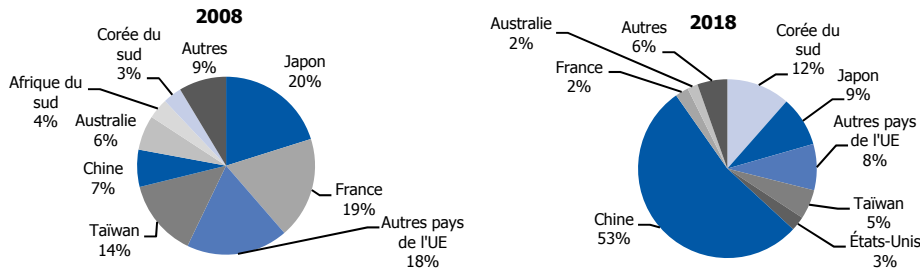
Les exportations totalisent 198,8 milliards de F CFP en 2018, soit un cinquième du PIB. Constituées à 95 % de **produits issus de l'industrie métallurgique** et de la mine, elles progressent de 17,8 %, reflétant le fort dynamisme du secteur du nickel (hausse des cours du nickel, augmentation des volumes exportés). Les ventes de minerais de nickel, qui ont été multipliées par deux en 10 ans, progressent de 14,1 % en valeur sur l'année, et de 7,2 % en volume alors que celles de ferronickels augmentent de 32,7 % en valeur, mais se replient de 0,9 % en volume. Avec la montée en régime industriel de l'usine Vale-NC, les exportations d'oxyde de nickel et de carbonate de cobalt poursuivent leur hausse, respectivement de 6,6 % et 1,1 %. Celles de Nickel Hydroxyde Cake, produit d'attente, augmentent de 8,2 %. Pour la deuxième année consécutive, les exportations de mattes sont nulles, suite à l'arrêt complet de la chaîne de production dédiée de la SLN en août 2016.

Loin derrière les produits du nickel, les ventes de **produits de la mer** s'inscrivent en hausse (+0,8 %). Les exportations de crevettes, qui représentent deux tiers des exportations des produits de la mer, progressent de 7,6 % en valeur et 6,1 % en volume.

Exportations en valeur				
Milliards de F CFP	2008	2017	2018	Variation 2018/2017
Biens d'investissement	3,0	5,0	4,6	-8,7%
Biens de consommation durable	0,7	2,1	0,3	-87,5%
Biens de consommation non durable dont	3,1	4,1	2,5	-39,1%
Crevettes	1,6	1,2	1,3	7,6%
Holothuries	0,4	0,5	0,4	-21,0%
Thons	0,3	0,2	0,2	-3,0%
Biens intermédiaires dont	96,3	155,7	188,5	21,1%
Minerai de nickel	15,1	27,4	31,3	14,1%
Ferronickels	63,1	80,4	106,7	32,7%
Mattes	17,1	0,0	0,0	
NHC	0,0	7,6	8,2	8,2%
NiO	0,0	27,4	29,2	6,6%
CoCO3	0,0	11,4	11,5	1,1%
Energie	1,1	0,02	0,01	-65,6%
Autres	0,8	1,8	2,9	60,5%
<b>Total</b>	<b>105,1</b>	<b>168,8</b>	<b>198,8</b>	<b>17,8%</b>

Sources : ISEE, Direction Régionale des Douanes

Évolution des parts de marché par destinataire



Sources : ISEE, Direction Régionale des Douanes

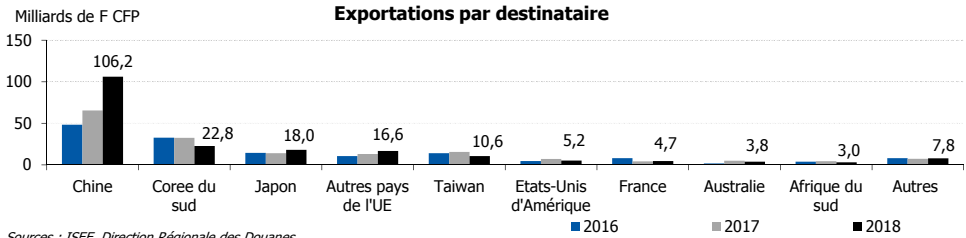
Plus de 80 % des exportations calédonniennes sont destinées à l'Asie

**La Chine** consolide sa place de premier client du territoire en comptabilisant, à elle seule, plus de 53 % du total exporté. Sa part de marché a ainsi été multipliée par sept en dix ans. Les exportations vers la Chine, d'une valeur de 106,2 milliards de F CFP augmentent de manière significative (65,5 milliards de F CFP en 2018, soit +62,0 %). Les ventes de ferronickels qui représentent plus de 60 % des exportations, sont multipliées par deux sur l'année (67,3 milliards de F CFP en 2018 contre 32,0 milliards en 2017). Celles d'oxyde de nickel, qui représentent près d'un quart des exportations vers la Chine, progressent également sensiblement (+45,1 %).

Les exportations vers la **Corée du Sud**, deuxième pays destinataire, s'établissent à 22,8 milliards de F CFP, en recul de 29,9 %. Les ventes de minerais de nickel sont stables à 16,1 milliards de F CFP (+0,3 % par rapport à 2017), celles d'oxyde de nickel ont chuté à 4 milliards (contre 9,7 milliards l'année précédente, soit -58,7 %) et les ventes de carbonate de cobalt ont augmenté de 5,6 % pour s'établir à 2 milliards de F CFP.

Le **Japon** devient le troisième partenaire du territoire, avec des exportations de 18,0 milliards de F CFP (+4,0 milliards sur un an, soit +29,1 %), composées principalement du minerais de nickel (9,3 milliards de F CFP) et du ferronickel (7,4 milliards de F CFP). Enfin, Taiwan rétrograde au quatrième rang (-32,4 % sur l'année), avec 10,6 milliards de F CFP d'exportations, dont 94 % de ferronickel.

Les exportations vers la **France** s'améliorent de +9,4 % pour s'établir à 4,7 milliards de F CFP et celles à destination de **l'Australie** s'élèvent à 3,8 milliards et continuent de se replier (-24,8 %). La part des exportations vers la France et l'Australie ne représentent que 4,3 % des exportations totales en 2018, contre 24,8 % en 2008 (en lien notamment avec la fermeture de l'usine australienne QNI).



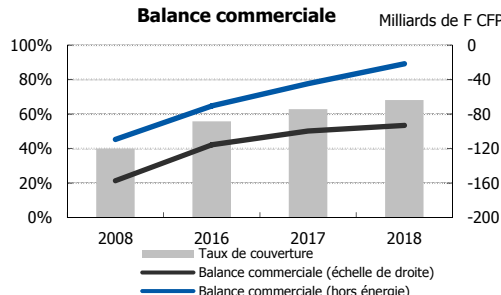
## 5.4 DIMINUTION DU DÉFICIT COMMERCIAL

En 2018, la hausse plus importante des exportations en valeur (+29,9 milliards de F CFP, soit +17,8 %) que des importations (+23,4 milliards de F CFP, soit +8,7 %), se traduit par une réduction du **déficit commercial** (-6,6 milliards de F CFP), qui s'établit à 93,0 milliards de F CFP. Parallèlement, le **taux de couverture** des importations par les exportations calédonniennes progresse de 5,2 points, pour s'établir à 68,1 %, un niveau record.

Porté par la production minière et métallurgique, seul le poste des biens intermédiaires présente un solde commercial positif de 118,8 milliards de F CFP. Ce dernier progresse sur l'année (+29,7 %), suivant mécaniquement la hausse des exportations des produits du nickel. Le poste des biens d'investissement est structurellement déficitaire (-68,7 milliards de F CFP), bien que son déficit se réduise en 2018. En revanche, le déficit du poste des biens de consommation s'établit à 68,1 milliards de F CFP, en hausse de 1,3 %. Enfin, le déficit du poste de l'énergie s'aggrave de nouveau de 21,5 %, suite au renchérissement des produits concernés.

Balance commerciale (hors services)				Variation 2018/2017
Milliards de F CFP	2008	2017	2018	
Importations	262,2	268,3	291,8	8,8%
Exportations	105,1	168,8	198,8	17,8%
<b>Balance commerciale</b>	<b>-157,1</b>	<b>-99,6</b>	<b>-93,1</b>	<b>-6,5%</b>
<b>Taux de couverture</b>	<b>40,1%</b>	<b>62,9%</b>	<b>68,1%</b>	<b>5,2 pts</b>
Biens d'investissement	-77,8	-64,4	-68,7	-4,5%
Biens de consommation durable	-10,1	-9,3	-9,6	-10,4%
Biens de consommation non durable	-43,5	-58,9	-55,6	1,6%
Biens intermédiaires	26,1	90,1	118,8	29,7%
Energie	-47,9	-54,8	-71,3	21,5%
Autres	-4,0	-4,1	-6,7	-3,8%

Sources : ISEE, Direction Régionale des Douanes



## 5.5 LES ÉCHANGES RÉGIONAUX

En 2018, les échanges commerciaux entre la Nouvelle-Calédonie et l'Océanie<sup>1</sup> représentent 3,3 % du total exporté (4,1 % en 2017), soit 6,6 milliards de F CFP (-4,9% sur un an), et 13,9 % du total importé (15,7 % en 2017), soit 40,7 milliards de F CFP (-3,6 % sur un an). **L'Australie** reste le principal partenaire régional du territoire. Ce dernier absorbe en effet 57,1 % des exportations de la Nouvelle-Calédonie dans la zone (contre 72,3 % en 2017), et est à l'origine de 73,1 % de ses importations régionales (contre 71,7 % en 2017). Les exportations, hors vente exceptionnelle, en 2017<sup>2</sup>, s'améliorent de 21,2 % (+660 millions de F CFP) suite à une augmentation des ventes d'oxydes et d'hydroxydes de nickel (+1,1 milliard de F CFP). En revanche, les importations à destination de ce pays marquent un léger recul de 1,7 % (-520 millions de F CFP). **La Nouvelle-Zélande** constitue le deuxième marché d'approvisionnement régional (23,9 % des importations), essentiellement de produits alimentaires, et Wallis-et-Futuna est son deuxième client (32,3 % des exportations), principalement pour des achats de biens d'investissement.

Au sein des échanges régionaux, les flux commerciaux avec les **autres petites économies insulaires (PEI)<sup>3</sup> du Pacifique** sont très faibles. Les importations en provenance des PEI sont stables à 1,2 milliard de F CFP en 2018 (+0,9 % par rapport à 2017). **Le Vanuatu** reste le principal fournisseur parmi les PEI, avec 38,2 % du total importé des PEI, suivi par **Fidji** avec 36,5 % de parts de marché. Les importations de produits du Vanuatu, constituées majoritairement de matières premières utilisées pour les industries agro-alimentaires locales, s'inscrivent en baisse (-13,9 %). En revanche, celles en provenance de Fidji marquent une forte augmentation de 31,8 %, composées essentiellement de biens de consommation non durables.

Parallèlement, les exportations calédoniennes vers les **PEI** s'élèvent à 2,7 milliards de F CFP contre 1,7 milliard l'année précédente, soit +57,7 %. Les principaux clients de la Nouvelle-Calédonie parmi les PEI sont Wallis-et-Futuna et le Vanuatu qui se fournissent notamment en biens d'investissement et biens intermédiaires.

### LES ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX

Plusieurs accords commerciaux régionaux existent au sein de la zone Pacifique Sud. Deux processus d'intégration régionale ont été mis en place dans le cadre du Forum des îles du Pacifique (FIP). En 2016, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française accèdent au statut de membre à part entière lors du 47<sup>ème</sup> FIP tenu à Pohnpei, en Micronésie.

- **L'accord du Pacifique** pour des relations économiques plus étroites (PACER, Pacific Agreement on Closer Economic Relations). Signé en 2001, le PACER est un accord-cadre entre tous les pays membres du FIP. Il prévoit une libéralisation graduelle des échanges au sein de la région.

- **L'accord sur le commerce** du Forum des Îles du Pacifique (PICTA, Pacific Island Countries Trade Agreement). Entrée en vigueur en avril 2003, le PICTA est un accord de libre-échange qui concerne 14 des 16 pays membres du FIP, excluant l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Dès 2009, des discussions ont été engagées afin de créer un nouvel accord, PACER plus, qui étendrait l'accord PICTA à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. Les négociations de cet accord ont été conclues en avril 2017. L'accord PACER plus prévoit aussi bien des accords commerciaux que des aides au développement entre les pays de la région Pacifique.

<sup>1</sup> Australie, États Fédérés de Micronésie, Fidji, Guam, Îles Cook, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Îles Salomon, Îles Tokelau, Kiribati, Nauru, Niue, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie-Française, Samoa, Samoa Américaines, Tonga, Vanuatu et Wallis-et-Futuna.

<sup>2</sup> En 2017, la Nouvelle-Calédonie a exporté un bien de consommation durable d'une valeur de 1,9 milliard de F CFP.

<sup>3</sup> Fidji, Guam, Île Norfolk, Îles Cook, Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, États Fédérés de Micronésie, Nauru, Niue, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Samoa, Samoa Américaines, Tokelau, Tonga, Vanuatu, Wallis-et-Futuna.

## 6. La balance des paiements<sup>1</sup>

L'IEOM élabore annuellement la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie, depuis 2009. Ce document statistique rassemble et ordonne l'ensemble des transactions économiques et financières du territoire avec le reste du monde. Mesurant les transactions entre résidents et non-résidents, la balance des paiements permet de calculer le besoin ou la capacité de financement du territoire, qui résulte de l'analyse de l'équilibre entre les niveaux d'épargne et d'investissement. Elle permet également d'évaluer l'insertion de la collectivité dans son environnement extérieur.

En 2017, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie se caractérise par une réduction du déficit du compte courant et le maintien d'un flux important d'investissements directs nets entrants.

### 6.1 LE COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES : UNE RÉDUCTION DU DÉFICIT

Le solde des transactions courantes enregistre un déficit de 61 milliards de F CFP en 2017, soit 26 milliards de F CFP de moins qu'en 2016. Ce déficit correspond à 6 % du PIB (9 % en 2016).

#### Principaux postes de la balance des paiements

Soldes en millions de F CFP	2014	2015 (1)	2016 (1)	2017 (2)
<b>Compte des transactions courantes :</b>	<b>-120 083</b>	<b>-135 223</b>	<b>-86 761</b>	<b>-60 999</b>
Biens	-137 261	-143 454	-103 788	-86 754
Services	-53 659	-67 015	-59 278	-58 960
Revenus	45 828	53 194	52 057	56 965
Transferts courants	25 009	22 051	24 249	27 750
<b>Compte de capital</b>	<b>988</b>	<b>303</b>	<b>-1 317</b>	<b>-792</b>
<b>Compte financier :</b>	<b>129 336</b>	<b>122 123</b>	<b>106 206</b>	<b>72 003</b>
Investissements directs	152 791	123 923	55 272	60 931
Investissements de portefeuille	-1 859	-2 793	-3 625	-1 898
Autres investissements	-21 597	993	54 560	12 970
<b>Erreurs et omissions</b>	<b>-10 241</b>	<b>12797</b>	<b>-18 128</b>	<b>-10 212</b>

(1) Chiffres révisés, (2) Chiffres provisoires

Source : IEOM

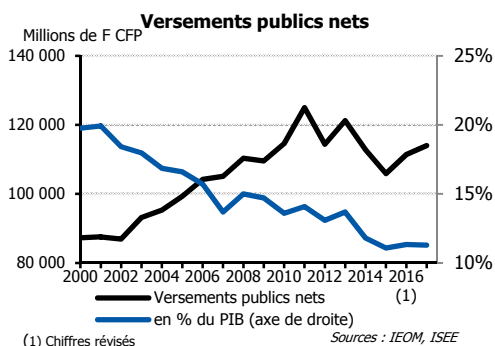
Le **déficit commercial** se réduit en 2017 pour s'établir à 87 milliards de F CFP. Le solde des échanges de biens bénéficie de la croissance des exportations (+15,0 %), essentiellement du secteur du nickel. Les importations de biens augmentent dans une moindre mesure (+1,9 %), tirées par les produits énergétiques et les produits de l'industrie chimique.

Le **déficit des échanges** de services se stabilise autour des 59 milliards de F CFP en 2017, mais cache des évolutions contrastées par poste. Ainsi, la dégradation du solde des services financiers, de construction, de communication, d'assurances et des administrations publiques (-8,4 milliards de F CFP) est en partie compensée par une forte amélioration du solde, néanmoins négatif, des « autres services aux entreprises » (+6,3 milliards de F CFP). En particulier, les loyers et redevances d'assistance technique versés à l'extérieur ont diminué de 3,7 milliards de F CFP entre 2016 et 2017.

La **balance des revenus**, qui présente le solde des rémunérations des salariés versées et reçues depuis l'extérieur, y inclut la rémunération provenant de l'État, et des revenus des investissements, dégage un excédent de 57 milliards de F CFP : +9,4 % sur un an. Cette hausse est notamment imputable à la diminution des revenus des investissements (dividendes, bénéfices, intérêts, etc.) distribués à l'extérieur du territoire. En parallèle, le solde des transferts courants, constitué principalement des transferts de l'État s'établit à 27,8 milliards de F CFP.

<sup>1</sup> Dernière publication disponible : [https://www.ieom.fr/IMG/pdf/balance\\_des\\_paiements\\_nouvelle-caledonie\\_2017.pdf](https://www.ieom.fr/IMG/pdf/balance_des_paiements_nouvelle-caledonie_2017.pdf).

Les **versements publics bruts** en Nouvelle-Calédonie représentent 41 % du total des crédits du compte de transactions courantes, soit 159 milliards de F CFP. Ils sont composés pour l'essentiel de versements de l'État sous la forme de salaires, de pensions, de dépenses de fonctionnement, d'investissement et d'intervention (contrats de développement compris) des collectivités publiques et des forces armées en Nouvelle-Calédonie. Les versements nets sont obtenus en retirant au débit les versements effectués par les résidents calédoniens au secteur public métropolitain, principalement des cotisations aux caisses de retraite. En termes nets, les versements publics ont progressé jusqu'en 2011 à une croissance moyenne de 3,3 % par an. Entre 2011 et 2015, ils se réduisent légèrement (à un taux de croissance annuel moyen de -4,1 %). En 2016 et 2017, ils progressent de 5,2 % et 2,3 % respectivement. En 2017, ces versements publics nets s'établissent à 114 milliards de F CFP, soit 11,3 % de la richesse créée en Nouvelle-Calédonie. Leur part dans le PIB, qui atteignait près de 20 % en 2000, tend à se réduire compte tenu d'une croissance du PIB plus forte que celle des transferts publics.

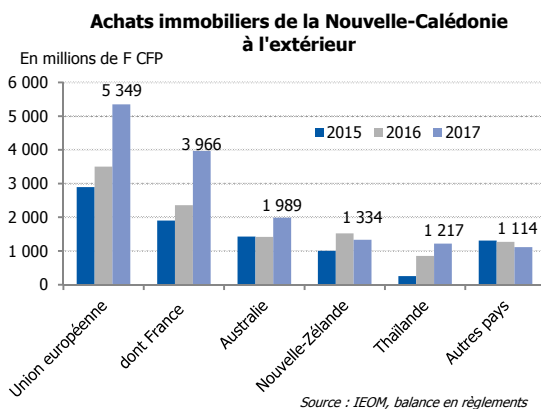


## 6.2 LE COMPTE FINANCIER

Le **compte financier** fait apparaître des entrées nettes de capitaux à hauteur de 72 milliards de F CFP, soit 34 milliards de F CFP de moins qu'en 2016.

Le solde créditeur des **investissements directs** se redresse à 61 milliards de F CFP, après 55 milliards de F CFP l'année précédente. Ces investissements directs entrants restent cependant relativement élevés, puisqu'ils retranscrivent essentiellement le renflouement d'exercices déficitaires par les opérateurs métallurgiques ainsi que des investissements comme la reconstruction du four de KNS. Ils sont, en majorité, répartis géographiquement entre la France, le Canada et la Suisse, représentant ainsi la structure de l'actionnariat historique des trois sites métallurgiques du territoire.

Les investissements directs nets sortants de la Nouvelle-Calédonie s'élèvent à -8,8 milliards de F CFP en 2017 (-11,6 % sur un an). Ils sont constitués principalement par les investissements immobiliers à l'étranger des résidents qui s'établissent en termes nets (ventes moins achats) à -7,9 milliards de F CFP. Les achats immobiliers effectués par des résidents à l'extérieur du territoire sont en forte hausse (+28,5 %) tandis que les ventes augmentent plus significativement (+77,2 %). Ces investissements immobiliers des résidents à l'extérieur du territoire sont réalisés principalement en Australie (25,1 % des achats nets), en France (16,9 %), puis en Nouvelle-Zélande (16,6 %) et en Thaïlande (13,9 %).



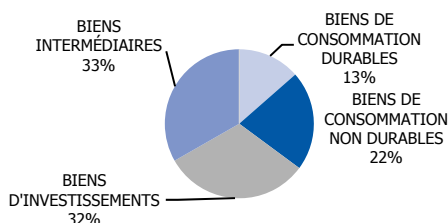
## FOCUS : 4<sup>E</sup> ANNEE D'EXCEDENT COMMERCIAL AVEC LA CHINE

En 2017, **les importations** de produits chinois représentent 10 % des importations totales de la Nouvelle-Calédonie et s'établissent à 27 milliards de F CFP (-2,5 % par rapport à 2016). Les importations de produits énergétiques reculent fortement (94 millions de F CFP en 2017 contre 1,1 milliard de F CFP en 2016), alors que celles des biens intermédiaires s'inscrivent en hausse (+6,2 %). La France est le principal fournisseur de biens du territoire (68,7 milliards), suivi de l'Australie (30,2 milliards de F CFP), de Singapour (29,9 milliards) et de la Chine en 4<sup>e</sup> position.

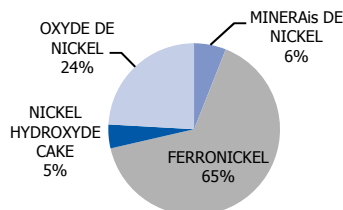
**Les exportations** vers la Chine, premier client du territoire, représentent 39 % des exportations totales. Elles continuent de s'accroître pour la huitième année consécutive (+62,5 %, après +35,8 % en 2016) pour s'établir à 66 milliards de F CFP. La moitié de ces exportations concernent les ventes de ferronickel dont la Chine constitue le principal marché (32 milliards de F CFP), suivi des ventes d'oxyde de nickel (17 milliards de F CFP).

La **balance commerciale** de la Nouvelle-Calédonie avec la Chine est ainsi excédentaire de 38,6 milliards de F CFP en 2017, contre 20,6 milliards de F CFP en 2016.

**Importations par produits**  
(27,0 milliards de F CFP)

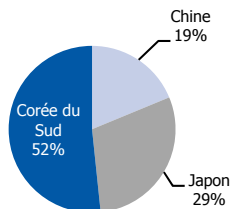


**Exportations de biens intermédiaires**  
(65,5 milliards de F CFP)

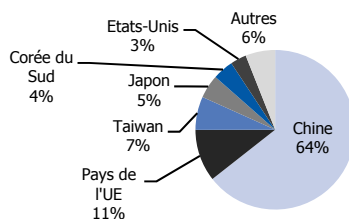


**Des échanges de services liés au transport maritime** : le transport maritime constitue un support fondamental à l'économie du territoire et au secteur du nickel en particulier. Depuis 2013, les importations de services de transport maritime ont sensiblement augmenté (8 millions de F CFP en 2013, 70 millions en 2014, 277 millions en 2015, 437 millions en 2016 et 700 millions en 2017) en lien avec la croissance des commandes de produits métallurgiques vers la Chine.

**Exportations de minerais de nickel en 2018**



**Exportations des produits de la métallurgie en 2018**



Sources : ISEE, Direction Régionale des Douanes

## Section 3

# Les politiques et finances publiques

Le ralentissement de l'économie calédonienne, à la suite d'une période marquée par la réalisation de grands travaux et un prix élevé du nickel, a entraîné une diminution des recettes fiscales, qui, mécaniquement, impacte les dotations reversées à la Collectivité de la Nouvelle-Calédonie, donc aux Provinces et aux Communes. Depuis 2014, la Nouvelle-Calédonie procède à une gestion plus stricte de ses dépenses, et tente de dégager une épargne brute positive en limitant les dépenses de fonctionnement. Elle a modifié la présentation de ses comptes, pour plus de conformité et de transparence. Un recours à l'emprunt plus important est cependant nécessaire afin d'assurer les dépenses d'investissement.

### 1. La situation générale des finances publiques<sup>1</sup>

Le ralentissement de l'économie calédonienne, à la suite d'une période marquée par la réalisation de grands travaux et un prix élevé du nickel, a entraîné une diminution des recettes fiscales. En conséquence, la part de ces recettes reversée aux collectivités locales recule elle aussi. Cette enveloppe constituant la première recette de fonctionnement des collectivités calédoniennes (40 % en moyenne pour les communes et près de 70 % pour la Nouvelle-Calédonie), son évolution conditionne fortement le dimensionnement des budgets.

Le secteur public calédonien est désormais confronté à des tensions budgétaires. Les dépenses publiques décèlent certes progressivement, du moins s'agissant des dépenses de fonctionnement, mais moins rapidement que les recettes.

L'essentiel des recettes budgétaires est centralisé au niveau de la **Collectivité de Nouvelle-Calédonie (CNC)**, et redistribué ensuite aux **provinces** et aux **communes** selon des clés de répartition définies dans la loi organique. Les rigidités intrinsèques de ce système de péréquation ont amplifié les difficultés budgétaires de certaines collectivités, les obligeant à recourir davantage à l'emprunt pour maintenir leurs investissements. Si, comme le secteur privé, le secteur public puise de ses réserves passées une réelle capacité de résilience, certaines collectivités sont désormais confrontées à des rythmes d'endettement en forte accélération, même si leur niveau d'endettement se rapproche par endroit des seuils d'alertes usuellement admis. La problématique du financement des comptes sociaux notamment est de plus en plus vive, les contributions sociales et impôts afférents ne suffisant plus à financer des dépenses de protection sociale, qui continuent de croître (cf. point 4).

#### 1.1 LE SECTEUR PUBLIC AU SENS DE LA COMPTABILITÉ ÉCONOMIQUE

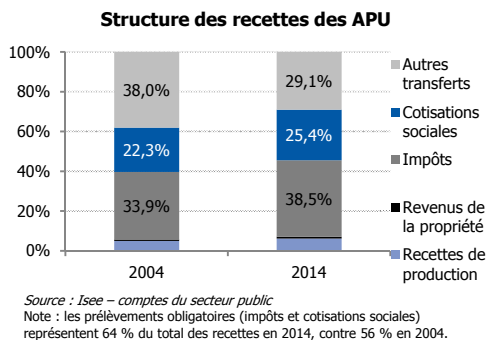
En 2014 (dernières données consolidées diffusées par l'ISEE), le secteur des administrations publiques (APU) est à l'origine de **18,6 % du Produit Intérieur Brut (PIB)** de la Nouvelle-Calédonie. Sa contribution a reculé de 5 points en 10 ans, mais reste toujours supérieure à celle enregistrée en France métropolitaine (16,9 % en 2014).

Après une longue période d'augmentations annuelles supérieures à 5 %, la croissance des **recettes** du secteur des APU, qui atteignent 501 milliards de F CFP en 2014, s'infléchit à partir de 2013, ouvrant ainsi une période moins dynamique.

<sup>1</sup> Cette introduction s'appuie sur le point de situation présenté par l'IEOM en introduction du colloque organisé par l'UNC en juillet 2017 : « la Nouvelle-Calédonie face à la crise des finances publiques » - actes à paraître.



Les **prélèvements obligatoires** ont augmenté plus rapidement que le PIB au cours de la dernière décennie, et représentent 33,9 % du PIB en 2014, un niveau désormais très proche de la moyenne observée pour les pays de l'OCDE (34,2 %<sup>1</sup>). Ils se substituent pour partie aux recettes issues des transferts (essentiellement en provenance de l'État), dont la part se réduit progressivement (29,1 % des recettes publiques en 2014, contre 38,0 % dix ans auparavant).



Les **dépenses publiques** en Nouvelle-Calédonie représentent 506 milliards de F CFP en 2014. 35 % de ces dépenses rémunèrent le travail (8 points de moins qu'en 2004), 31 % sont consacrées aux prestations sociales, et 12 % sont destinées à l'effort d'investissement, le reste couvrant des dépenses de fonctionnement courant. Suite **aux transferts de compétences issus de la loi organique de 1999**, près de la moitié des dépenses, après transferts internes, sont effectuées par les collectivités locales et leurs établissements publics, et un tiers par les organismes de couverture sociale. La part des dépenses réalisées directement par l'État (19 % en 2014) s'est réduite de 8 points entre 2004 et 2014, au profit de celle réalisée par la Collectivité de Nouvelle-Calédonie (+4,5 points), et par les organismes de couverture sociale (+3 points).

## 1.2 UNE RÉPARTITION DES RESSOURCES AUX MULTIPLES ENJEUX

La loi organique du 19 mars 1999 confère à la **Collectivité de Nouvelle-Calédonie (CNC)** une mission de redistribution au profit des autres collectivités locales du territoire.

Dans ce cadre, un ensemble de recettes (recettes fiscales, recettes de la Régie des Tabacs, versements de l'État pour le FIPE) alimente une **assiette de dotations**, destinées in fine aux budgets des provinces, des communes et de la CNC, et affectées suivant **une clé de répartition prédéfinie**. Depuis 2014<sup>2</sup>, la part attribuée aux provinces s'élève au minimum à 51,5 % (dotation de fonctionnement) et 4 % (dotation d'équipement) de l'assiette. La part revenant aux communes s'élève au minimum à 16 % (fonds intercommunal de péréquation pour le fonctionnement des communes) et 0,5 % (FIP équipement) des montants collectés. Au total, près des **trois quarts du budget principal de la CNC est ainsi destiné aux provinces et aux communes**, via le budget de répartition.

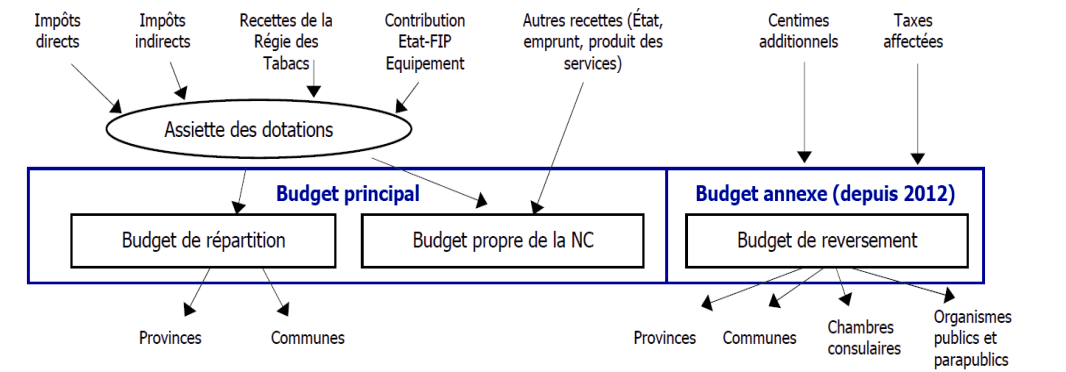
Par ailleurs, la CNC reverse des « **centimes additionnels** » aux provinces, aux communes et aux chambres consulaires, prélevés notamment sur la contribution des patentes et les droits d'enregistrement. Ces centimes additionnels abondent le budget de reversement de la CNC, par lequel transitent aussi un certain nombre de **taxes pré-affectées**, dont notamment la taxe de solidarité sur les services, la contribution sociale additionnelle, la taxe sur les alcools et tabacs et la taxe sur les jeux. Ces taxes affectées abondent les budgets des principaux organismes parapublics (agence pour la desserte aérienne, agence sanitaire et sociale, chambres consulaires, port autonome et syndicats mixtes de transports urbains et interurbains pour les principaux). En complément des recettes issues du budget de répartition

<sup>1</sup> Source : OCDE (2017), Panorama des administrations publiques, éditions OCDE, Paris.

<sup>2</sup> Le Congrès de la Nouvelle-Calédonie avait acté en 2003 le rehaussement à 53,5 % de la dotation de fonctionnement aux provinces, et à 0,75 % de celle d'équipement des communes. En 2014, la part des provinces a été ramenée à son niveau planché de 51,5 % des recettes fiscales, contre 27,75 % pour la Nouvelle-Calédonie, qui reprend en parallèle un certain nombre de dépenses (aide au logement, placement des demandeurs d'emploi, aide aux personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie). La clé de répartition n'a pas changé depuis. SI : 54 % Pce fonct ; 16.75 % total commune.

de la Collectivité de Nouvelle-Calédonie, les provinces et communes peuvent elles aussi bénéficier depuis peu d'impôts qui leur sont propres (contribution provinciale sur les communications téléphoniques, taxe communale d'aménagement ...).

### Origine et redistribution des recettes transitant au budget de la Nouvelle-Calédonie

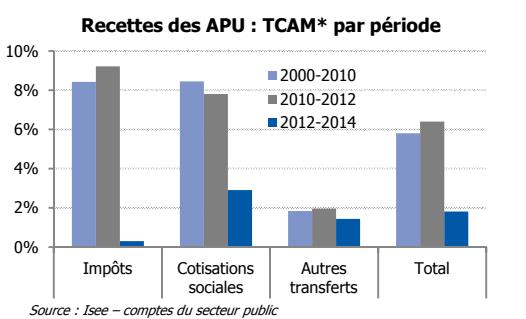


La Collectivité de Nouvelle-Calédonie joue donc un rôle central de collecte et de redistribution, système de répartition qui induit certaines contraintes :

- les **objectifs de rééquilibrage économique du territoire** tracés par la loi organique, qui visent à harmoniser l'accès aux équipements publics sur l'ensemble du territoire et à soutenir le fonctionnement des collectivités les moins peuplées, conduisent à une **double péréquation** du budget de la CNC vers les budgets provinciaux. Concrètement, la dotation de fonctionnement inscrite au budget de répartition (51,5 % de l'assiette, cf. supra) est attribuée pour 50 % à la province Sud, 32 % à la province Nord et 18,0 % à la province des îles Loyauté<sup>1</sup> ;
- Par ailleurs, les dotations aux communes doivent être chaque année au moins équivalentes aux montants globaux de l'année précédente (effet « cliquet »). Du fait de cet effet cliquet, les dotations aux communes connaissant une croissance rapide de la population n'augmentent pas dans une proportion comparable ;
- Enfin, en période de ralentissement économique, les « **cliquets** » décrits ci-dessus ont évidemment pour conséquence de tendre fortement le **budget propre de la CNC**, qui est abondé du solde de l'assiette de répartition, après versement des dotations aux provinces et aux communes, pour partie préservées.

### 1.3 UN TASSEMENT DES RECETTES PLUS RAPIDE QUE CELUI DES DÉPENSES

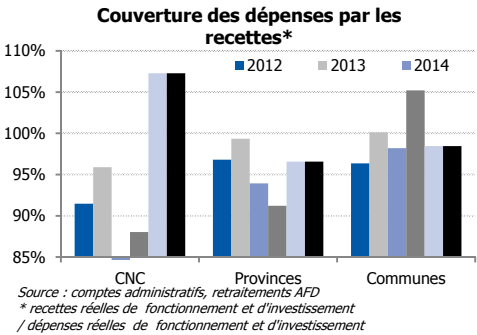
Le rythme de croissance des **recettes** des administrations publiques, tel qu'il ressort des comptes des administrations publiques publiés jusqu'en 2014, a fortement ralenti à partir de 2012, pour l'ensemble des organismes collecteurs. Les cotisations sociales (un quart du budget consolidé des APU), continuent à croître de 3 % chaque année en moyenne sur la période 2012-2014, mais à un rythme très nettement inférieur à celui observé sur la période 2000-2012, et qui a encore faibli depuis. Les recettes fiscales peinent quant à



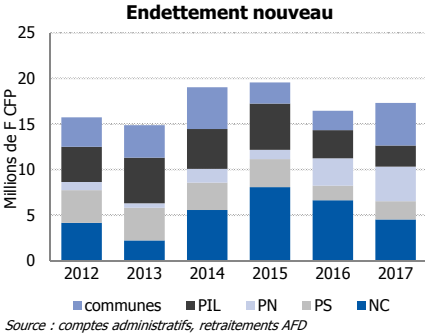
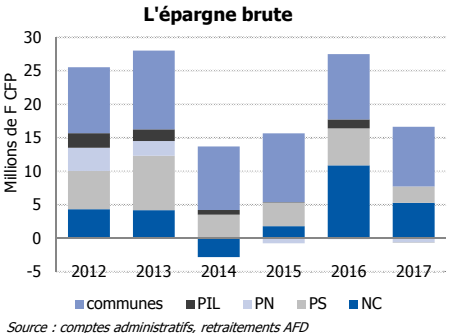
<sup>1</sup> 74 % de la population se trouve en province Sud en 2014, pour 19 % en province Nord, et 7 % aux îles Loyauté.

elles à se maintenir<sup>1</sup>, alors qu'elles progressaient de 8 % par an jusqu'en 2012. Parallèlement, les transferts (principalement en provenance de l'État) conservent une certaine inertie. Au total, le rythme de croissance moyen des ressources abondant les comptes publics a été divisé par trois à partir de 2012.

Dans ce contexte, une **rationalisation** progressive des budgets des différentes collectivités a permis d'aboutir à une meilleure maîtrise de leurs dépenses de fonctionnement<sup>2</sup>. Les dépenses d'investissement sont restées soutenues dans un premier temps, notamment de la part de la CNC, qui est passée d'un rôle de régulateur à un rôle d'investisseur suite à l'élargissement de son périmètre d'action. Mais elles fléchissent depuis 2016, les importantes dépenses liées à l'équipement des structures hospitalières touchant à leur fin. Globalement, le ralentissement des dépenses apparaît décalé et de moindre ampleur que celui des recettes. Ce décalage dans le temps et en intensité a généré un déficit entre les dépenses et les recettes plus ou moins prononcé selon les collectivités.



Ce faisant, les **capacités d'autofinancement** dégagées par les collectivités publiques ont fortement diminué, et l'épargne brute, différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement consolidées, baisse. Ce tarissement brutal de l'épargne, dans un contexte où les dépenses d'investissement sont restées soutenues, a conduit la plupart des collectivités locales à puiser dans leurs fonds de roulement, et à recourir davantage à **l'emprunt**.



Outre le décalage persistant entre leurs recettes et leurs dépenses, d'autres facteurs contribuent à menacer l'équilibre financier des collectivités locales.

- Le **poids des recettes pré-affectées**<sup>3</sup> dans le total des ressources tend à augmenter. Ces recettes permettent de « sanctuariser » certaines dépenses d'interventions jugées incontournables, mais elles contribuent à rigidifier la structure des dépenses.

<sup>1</sup> Elles continuent à ralentir après 2014, pour se stabiliser en 2015 – 2016, et connaissent une baisse inédite en 2017.  
<sup>2</sup> Les données commentées dans ce paragraphe et le suivant sont tirées des comptes administratifs des collectivités locales, retraitées par l'AFD pour rendre les comptes financiers homogènes dans le temps et selon le type de collectivité.  
<sup>3</sup> Elles représentent plus du quart du budget global de la collectivité de Nouvelle-Calédonie en 2015, en incluant les centimes additionnels, qui transitent eux aussi par le budget de reversement.

- **Les dépenses de hors bilan**, qui correspondent notamment à l'intervention des sociétés d'économie mixtes (SEM) sous actionnariat de la Collectivité de Nouvelle-Calédonie ou des Provinces, sont considérables<sup>1</sup>. Leur rôle dans le développement du territoire, relayé par leur vocation de capital risque (plus de 100 filiales et prises de participations), est incontestable, mais le refinancement de certaines filières structurellement déficitaires par leurs actionnaires pèse de plus en plus sur les finances publiques.

- Les **dépenses fiscales**<sup>2</sup>, évaluées de manière non exhaustive à près de 25 milliards de F CFP par an sur la période 2013-2015, poursuivent des objectifs légitimes de soutien à la compétitivité et à l'économie, d'aide à la création ou au maintien de l'emploi, d'accompagnement de la transition énergétique et de rééquilibrage. Elles constituent cependant elles aussi, par leur inertie, une source de préoccupation croissante.

La période de tensions des finances publiques s'ouvre heureusement après plus d'une décennie de très forte croissance ayant permis la constitution de **réserves** sur lesquelles peuvent s'appuyer les dépenses publiques. Les réformes engagées en matière de comptabilité publique dans ce contexte permettent par ailleurs de gagner en lisibilité et de rationaliser les budgets.

## 2. Les principales ressources des collectivités du territoire

### 2.1 LES FINANCEMENTS DE L'ÉTAT

#### 2.1.1 Aperçu général

Les dépenses de l'État en Nouvelle-Calédonie sont évaluées à 156 milliards de F CFP pour 2017 (dernière année disponible), en progression de 0,4 % par rapport à 2016.

Elles sont essentiellement composées des salaires versés aux fonctionnaires d'État et de pensions (y compris celles versées aux gendarmes et aux militaires). Ces dépenses de personnel (84,2 milliards de F CFP, cotisations et prestations sociales comprises) progressent en 2017 (+1,5 %), suite notamment à l'augmentation des dépenses des personnels de l'éducation nationale (+2,4 %) et de la justice (+6,6 %).

Milliards de F CFP	2014	2015	2016	2017	Variation 2017/2016
Personnels et pensions (hors opérateurs)	82,8	83,5	83,0	84,2	1,5%
Fonctionnement (dont Université)	13,9	10,2	10,5	11,5	9,3%
Investissement	3,0	4,6	5,6	3,6	-35,2%
Interventions	33,2	37,7	38,4	27,7	-27,9%
Opérateur de l'état*	4,7	4,0	4,0	4,1	1,5%
Solde des militaires et gendarmes affectés en NC**	14,5	13,2	14,0	14,0	0,0%
Autres dépenses	1,9	0,0	0,0	11,1	-
<b>Total</b>	<b>153,9</b>	<b>153,1</b>	<b>155,5</b>	<b>156,2</b>	<b>0,4%</b>

Source : DGFIP \*Principalement IRD, BACEA, Météo France, ADRAF. \*\*Estimations des dépenses versées directement via la Métropole

Hors charges de personnel, les dépenses de fonctionnement de l'État (achat de matériel, gestion immobilière du Haut-commissariat, des institutions judiciaires, de l'Université de la Nouvelle-Calédonie...) s'élèvent à 11,5 milliards de F CFP, en rebond de 9,3 %, (après une

<sup>1</sup> Selon les chiffres évoqués par la fédération des entreprises publiques locales (EPL) lors de la 13<sup>ème</sup> conférence des EPL Outre-mer, qui s'est tenue en septembre 2016 : les 24 entreprises publiques locales, au rang desquelles figurent les SEM et une société publique locale, emploient plus de 2 000 personnes (en équivalent temps plein), et génèrent un chiffre d'affaires supérieur à 130 milliards de F CFP.

<sup>2</sup> Les dépenses fiscales sont des provisions du droit fiscal, des réglementations ou des pratiques réduisant ou reportant l'impôt dû pour une petite partie des contribuables par rapport au système fiscal de référence. Cette définition et l'évaluation associée sont tirées de l'exposé de Samuel Gorohouna (LARJE-UNC), au cours de ce même colloque.

baisse de 26,5 % en 2015). La dotation 2017 à l'Université s'élève à 3,0 milliards de F CFP, soit +6,8 % sur un an.

L'État finance directement certains investissements militaires et civils (acquisition de navires ou d'avions dans le domaine militaire, entretien du patrimoine culturel, des bâtiments universitaires et administratifs dans le domaine civil,...), pour une dépense totale de 3,6 milliards de F CFP en 2017. Les dépenses d'intervention (participation aux contrats de développement ; dotations aux communes...) représentent 27,7 milliards F CFP en 2017 après 38,4 milliards de F CFP en 2016.

Les soldes des militaires et gendarmes affectés, qui s'élevaient à 14,0 milliards de F CFP en 2016, ont sans doute progressé en 2017, suite au renforcement des effectifs. Non encore disponible, cette ligne a néanmoins été estimée à 14 milliards de F CFP.

Enfin, les financements de l'État aux opérateurs publics installés sur le territoire (ONEMA, ADEME, CNDS, IRD, Météo France, IAC...) s'élèvent en 2016 à 4,1 milliards de F CFP, en légère hausse de 1,5 % par rapport à 2016. L'aviation civile est destinataire des deux tiers de ces versements (2,7 milliards de F CFP), loin devant Météo France (635 millions de F CFP), l'IRD (540 millions de F CFP) et l'ADRAF (220 millions de F CFP).

### LE FONDS EXCEPTIONNEL D'INVESTISSEMENT OUTRE-MER -FEI-

Créé pour accélérer le rattrapage des Outre-mer en matière d'équipements publics structurants par la LODEOM (loi pour le développement économique des outre-mer) en 2009, le fonds exceptionnel d'investissement (FEI) est une participation financière de l'État, destinée aux acteurs publics locaux, pour la réalisation d'investissements dans les départements et les collectivités d'outre-mer. La singularité du FEI réside dans son accessibilité à l'ensemble des **collectivités territoriales ultramarines**, quel que soit son statut juridique, à la différence de nombreux autres dispositifs.

Le montant du fonds est fixé chaque année par la loi de Finances. L'aide est cumuleable avec d'autres aides perçues de la part de l'État ou d'autres collectivités publiques, ou au titre des fonds structurels européens ou du Fonds européen de développement.

Le champ d'intervention du FEI fait l'objet d'un double encadrement :

- au niveau national, par une circulaire annuelle définissant une liste de thématiques éligibles pour l'ensemble des territoires ultramarins,
- au niveau local, par la détermination, au sein de cette liste, de deux domaines prioritaires par le représentant de l'État en concertation avec les élus locaux.

Enfin, la sélection des projets recensés localement est effectuée par la ministre des Outre-mer au profit de projets correspondant à l'une des thématiques prioritaires assignées à ce dispositif.

La dotation du FEI a toutefois connu d'importantes fluctuations depuis sa mise en place. D'abord adossé au plan de relance de l'économie après la crise financière de 2009, le FEI a bénéficié en 2009 d'une dotation singulière de 165 millions d'euros en autorisations d'engagement, majoritairement constituée de crédits exceptionnels. Sa dotation a connu une baisse significative par la suite, passant à 40 millions d'euros en 2010, 10 millions en 2011 puis 20 millions en 2012. De 2013 à 2018, le FEI a servi de support budgétaire au plan de rattrapage des outre-mer, ce qui s'est traduit par une stabilisation de sa dotation (en autorisations d'engagement) à un montant compris entre 40 et 50 millions d'euros jusqu'en 2018.

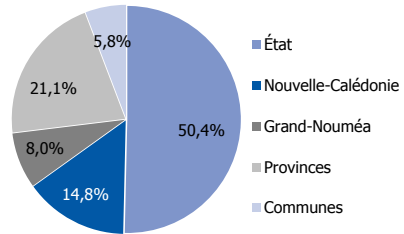
À partir de 2019, les modalités d'intervention du FEI évoluent, pour l'inscrire en cohérence avec le Livre bleu des outre-mer afin d'accompagner « la convergence des territoires et la transformation des territoires ». Le gain budgétaire dégagé par l'abaissement de l'abattement d'impôt sur le revenu, dont bénéficient les contribuables domiciliés dans les départements d'outre-mer sera mobilisé pour porter la dotation du FEI à 110 millions d'euros, chaque année à compter de 2019. Les nouvelles modalités se traduisent par l'absence d'enveloppe prévisionnelle par territoire et par l'absence de priorité thématique. Les fonds seront ciblés en priorité vers les projets qui ont émergé des Assises de l'outre-mer, portés par le bloc communal, dont la réalisation peut-être engagée rapidement, et avec l'objectif de favoriser ceux étant les plus susceptibles d'avoir un impact fort sur l'emploi et le développement économique.

### 2.1.2 Les contrats de développement

Une partie importante des transferts financiers de l'État à destination des collectivités calédoniennes s'inscrit dans le cadre des **contrats de développement**, qui sont des accords conclus entre l'État, la Nouvelle-Calédonie, les provinces et les communes, pour une période de 5 ans<sup>1</sup>. Les contrats de développement sont destinés au financement de projets s'inscrivant dans le cadre du schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie. Ces projets couvrent des domaines variés : construction d'infrastructures, formation initiale et continue, maîtrise de l'environnement, développement économique, social et culturel...

Depuis 1999, six générations de contrats se sont succédé. La 5<sup>e</sup> génération, qui couvrait la période 2011-2016, a été clôturée en paiement le 31 décembre 2017, à l'exception des contrats provinciaux relatifs à des opérations d'habitat social, qui seront clôturés un an plus tard. Ces contrats ont notamment contribué à la construction du Médipôle et du centre hospitalier de Koné, à la construction de logements sociaux dans les trois provinces, aux travaux d'adduction en eau potable et d'assainissement dans 29 communes, au « bouclage du Nord » par le réseau électrique filaire et à la 1<sup>ère</sup> tranche du Néobus dans le Grand Nouméa.

Répartition des contributions aux  
contrats de développement 2017-2021



Source : Haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie

**Dix contrats de la 6<sup>e</sup> génération, qui couvrent la période 2017-2021**, ont été signés en décembre 2016. La participation de l'État représente la moitié des financements inscrits, qui s'élèvent globalement à 93,6 milliards de F CFP.

Parmi les 208 opérations inscrites dans ces contrats, les principaux projets sont le barrage multi-usage de Pouembout en province Nord, la construction de logements sociaux dans les trois provinces, la rénovation-extension du musée de la Nouvelle-Calédonie à Nouméa, la reconstruction du pont de Mouli à Ouvéa, la route Hienghène/Kaala-Gomen, la reconstruction du centre culturel Marcel Bousquet, ou encore l'amélioration des infrastructures d'accueil des croisiéristes à Nouméa et dans les îles Loyauté. Un accent particulier est par ailleurs mis sur le « secteur de la Jeunesse », qui bénéficie de près de 30 % des financements inscrits (infrastructures et dispositifs d'accompagnement).

### 2.1.3 La défiscalisation

En complément de ses interventions directes, l'État contribue au développement du territoire par l'intermédiaire du dispositif d'aide fiscale à l'investissement outre-mer mis en place depuis 1986<sup>2</sup>. Ces dispositifs permettent à des contribuables métropolitains de bénéficier d'une réduction d'impôt lorsqu'ils contribuent au financement d'investissements productifs réalisés dans un département ou une collectivité outre-mer. Le dispositif s'adresse aussi bien à des contribuables personnes physiques (soumises à l'impôt sur le revenu « IR ») qu'à des entreprises (soumises à l'impôt sur les sociétés « IS »).

<sup>1</sup> Loi organique n°99-209 et loi n°99-210 du 19 mars 1999. Les parties effectivement aux contrats changent selon les cas.

<sup>2</sup> Ce dispositif se décline dans différents textes successifs : loi « Pons », modifiée en 2001 au titre de la loi « Paul », en 2003 par la loi « Girardin », puis en 2009 à l'occasion de la mise en place de la loi pour le développement économique des outre-mer (LODEOM). La loi de finances pour 2014 a également introduit quelques changements (modification du taux de rétrocession de l'avantage fiscal, diminution de l'assiette éligible en cas d'investissements de renouvellement).

La loi d'aide fiscale à l'investissement outre-mer, qui devait arriver à échéance en 2017, a été prolongée jusqu'en 2025 dans le cadre de l'adoption de la loi de finances pour 2016 (cf. Chapitre III - Section 6).

L'aide est accordée de droit aux investissements de montant inférieur à un seuil prévu dans la loi de défiscalisation, variable selon les secteurs<sup>1</sup>. Dans les autres cas, l'investisseur doit solliciter un agrément préalable auprès de la Direction générale des finances publiques (DGFiP). Les investissements ayant fait l'objet d'un tel agrément représentent une base éligible agréée de 18,6 milliards de F CFP en 2017<sup>2</sup> (après 16,3 milliards de F CFP en 2016). Ils concernent dans leur très grande majorité des opérations de construction de logements sociaux. Le nombre de projets déposés au titre du logement social se maintient (une quinzaine d'opérations en moyenne par an), et leur délai de traitement s'accélère depuis qu'ils bénéficient d'une procédure d'instruction spécifique, mise en place début 2017 dans le cadre de la loi « égalité réelle »<sup>3</sup>. Ainsi, sur les sept dossiers de logement social présentés au cours du second semestre 2017, six disposaient déjà d'un agrément fin mars 2018. Le nombre de dossiers déposés au titre des secteurs dits « productifs » (BTP, industrie, transports, etc.) diminue en revanche régulièrement, passant d'une quarantaine de dossiers annuels en début de décennie à une quinzaine ces dernières années, et les délais d'instruction restent importants (supérieurs à un an). Plusieurs dossiers concernant des projets de grande envergure ont été déposés en 2017, parmi lesquels l'achat de quatre avions Airbus par la compagnie Aircalin, un projet de barrage hydroélectrique à Pouébo, l'achat du matériel roulant destiné au Néobus, et deux projets de multiplexe sur le grand Nouméa.

## 2.2 LES FINANCEMENTS EUROPÉENS

### LE STATUT DE PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (PTOM)

Le droit communautaire a institué deux régimes pour prendre en compte les territoires ultramarins de ses États membres. Le premier est celui des régions ultrapériphériques (RUP), qui concerne principalement les départements et régions d'outre-mer. Le second est celui des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) qui s'applique principalement aux collectivités d'outre-mer. L'Union Européenne compte vingt-cinq PTOM. Pour la France, il s'agit de la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et les Terres australes et antarctiques françaises.

Les PTOM sont liés constitutionnellement à un État membre. Toutefois, ils ne font pas partie du territoire de la Communauté ; à ce titre, le droit communautaire ne s'y applique pas directement. Ils sont néanmoins associés à l'Union par une décision d'association d'outre-mer (DAO). Cette association leur permet de bénéficier d'un régime commercial avantageux : les importations de la Communauté en provenance des PTOM ne sont soumises ni aux droits d'importation, ni aux restrictions quantitatives. Les PTOM disposent de financements européens au titre du Fond européen de développement (FED).

<sup>1</sup> 30 millions de F CFP pour le secteur productif ; 240 millions de F CFP pour le secteur de l'habitat, et dès le 1<sup>er</sup> franc pour certains secteurs qualifiés de « sensibles » (notamment le transport).

<sup>2</sup> L'évaluation globale du « manque à gagner fiscal » que constituent ces recettes non perçues est incomplète à ce jour, le montant des aides obtenues dans le cadre du régime « de plein droit » n'étant pas repris dans les statistiques de l'administration fiscale. Néanmoins, l'article 242 septies du code général des impôts publié début 2015 a rendu obligatoire l'enregistrement des cabinets de défiscalisation et la déclaration de l'ensemble des investissements auprès du représentant de l'État du lieu de leur siège social, parallèlement à la mise en concurrence des cabinets pour les projets dont 50 % sont détenus par une ou plusieurs personnes publiques. Le montant total des investissements bénéficiaires de la défiscalisation dite « de plein droit » représente moins de 10 milliards de F CFP par an en moyenne.

<sup>3</sup> Dès lors que les opérations de logement social concernées font l'objet d'un financement par les contrats de développement, et bénéficient à ce titre d'un arrêté du Haut-commissaire, le délai d'instruction est ramené à 2 mois, renouvelable une fois (contre 3 précédemment, sans limite quant au nombre de questionnaires adressés par l'administration fiscale), et l'examen de l'administration ne porte que sur la détermination de la base éligible et de la sécurité des investisseurs et des tiers, l'opportunité du projet étant considérée comme acquise.

## 2.2.1 Le FED : instrument de soutien financier de l'Europe aux PTOM

Le Fonds Européen de Développement (FED) est depuis 1967 le principal instrument financier européen dont bénéficient les pays et territoires d'outre-mer (PTOM). Il est composé d'enveloppes territoriales (destinées à un pays en particulier) et régionales (projets transversaux concernant plusieurs PTOM).

Les financements sont alloués selon le principe de l'appui budgétaire, c'est-à-dire versé directement au budget des PTOM et concentrés sur un secteur unique. L'enveloppe territoriale est intégrée au budget propre de la Nouvelle-Calédonie, qui est chargée de la mise en œuvre des programmes de soutien au secteur. Elle fixe elle-même le niveau de réussite qu'elle prévoit d'atteindre et élabore des indicateurs de performance, dont les cibles sont négociées avec l'Union européenne. Leur atteinte conditionne le versement total du financement octroyé.

Six milliards de F CFP au total ont été alloués à la Nouvelle-Calédonie dans le cadre des deux précédents **FED territoriaux**<sup>1</sup>, sommes intégralement consacrées au développement de la formation professionnelle (construction d'infrastructures adaptées, création de BTS, mise en place de « Pôles d'excellence »...). L'enveloppe du XI<sup>ème</sup> FED territorial, qui couvre la période 2017-2020 à hauteur de 3,5 milliards de F CFP, sera consacrée à la stratégie sectorielle « Emploi et insertion professionnelle » (SEIP-NC).

L'enveloppe du **FED régional**, qui concerne les 4 PTOM du Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna et les îles Pitcairn), est orientée vers l'environnement et l'intégration régionale. Dans le cadre du X<sup>e</sup> FED, ces territoires ont bénéficié de 1,4 milliard de F CFP, alloués au programme de développement durable INTEGRE (Initiative des Territoires du Pacifique sud pour la Gestion Régionale de l'Environnement). Dans le cadre du XI<sup>ème</sup> FED régional, dont la mise en œuvre démarre en 2018, les PTOM du Pacifique bénéficient collectivement d'une enveloppe de 4,2 milliards de F CFP, consacrée à l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles (avec 2 sous-thématiques : « changement climatique » et « biodiversité »). Une enveloppe thématique est prélevée sur les fonds du FED régional et destinée à l'ensemble des PTOM associés à l'Union européenne. Le **FED thématique** associé au XI<sup>e</sup> FED dispose ainsi d'une enveloppe globale de 2,4 milliards de F CFP, consacrée à la gestion durable des ressources naturelles.

La Nouvelle-Calédonie bénéficie également de programmes de coopération de l'Union européenne. Elle participe aux programmes Horizon 2020 (soutien à la recherche), COSME (appui aux PME), Erasmus+ (Éducation et Jeunesse). Le territoire est également éligible à certains programmes dédiés à la culture (Europe Créative), et à l'environnement (LIFE, sous certaines conditions). L'ensemble des PTOM, y compris la Nouvelle-Calédonie, bénéficient en outre d'un programme sur la biodiversité qui leur est dédié, BEST 2.0, dans le cadre de l'instrument de coopération au développement.

## 2.2.2 Les prêts de la Banque européenne d'investissement (BEI)

La BEI finance certains projets d'investissement en Nouvelle-Calédonie à travers des prêts, des prises de participation et des garanties gérés au travers des institutions financières territoriales. La BEI n'a cependant pas accordé de crédit en Nouvelle-Calédonie depuis l'octroi d'un prêt de 2,4 milliards de F CFP pour le Médipôle de Koutio en 2014.

---

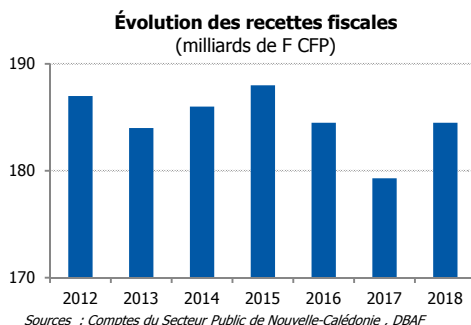
<sup>1</sup> 3,6 milliards de F CFP sur le IX<sup>e</sup> FED (2004-2007) et 2,4 milliards de F CFP sur le X<sup>e</sup> (2008-2013).



## 2.3 LA FISCALITÉ EN 2018

Le code des impôts de Nouvelle-Calédonie regroupe la réglementation fiscale en vigueur. La collecte des recettes fiscales est assurée par la Direction des Services Fiscaux, les douanes et la Direction des Finances Publiques (ou Paierie), qui dépend de l'État.

En 2018, 184 milliards de F CFP de recettes fiscales ont été recouvrées sur l'année, contre 179 milliards F CFP en 2017, soit une hausse de 3,0 % (hors recouvrements au titre de location, vente de marchandises et de matières). Les recouvrements réalisés en 2018 concernent également des titres émis au cours des années précédentes. Le total des titres émis au titre de 2018 s'élève quant à lui à 189,6 milliards de F CFP, selon une répartition identique.



### LA RÉFORME EN COURS DU SYSTÈME FISCAL CALÉDONIEN

Depuis 2009<sup>1</sup>, des débats ont été engagés sur une réforme en profondeur du système fiscal calédonien. En août 2014, la conférence économique, sociale et fiscale réunissant la plupart des partis politiques et des organisations patronales et syndicales a donné lieu à l'adoption d'un agenda économique, fiscal et social partagé établissant un plan de réformes à conduire dans ces domaines sur la période 2014-2018. Plusieurs impôts, taxes et contributions ont été successivement mis en place dans ce contexte : la contribution calédonienne de solidarité (CCS), destinée à pérenniser le financement des régimes sociaux ; la mise en place de centimes additionnels à l'IRVM (impôt sur le revenu des valeurs mobilières) au profit des provinces ; contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés au titre des montants distribués (CAIS). Diverses mesures fiscales ont par ailleurs été décidées, comme le plafonnement de la déductibilité des frais de siège facturés par des entreprises extérieures au territoire et la majoration de la déductibilité des intérêts sur compte courant d'associés. Afin de soutenir les secteurs du bâtiment et du logement, le dispositif de réduction d'impôt en faveur du logement intermédiaire aménagé a été reconduit jusqu'en 2018. En parallèle, le dispositif national d'aide fiscale à l'investissement outre-mer a été prolongé jusqu'en 2025.

La réforme de l'IRPP, applicable sur les revenus 2016, a pour objectif, à montant collecté identique, de baisser l'imposition d'une majorité des ménages en plafonnant en compensation les effets du quotient familial (nombre de parts fiscales du contribuable en fonction de sa situation familiale).

**La mise en place de la TGC :** (cf. Chapitre II – Section 2 - 4). La Taxe Générale sur la Consommation (taxe de type TVA) est effective depuis le 1<sup>er</sup> avril 2017, dans le cadre d'une marche à blanc d'une durée de 16 mois. Le régime définitif, dont la mise en place était initialement prévue au 1<sup>er</sup> juillet 2018, a débuté le 1<sup>er</sup> octobre 2018. Ce délai supplémentaire a permis de fixer les taux définitifs, mais aussi les modalités de contrôle sur les marges, et celles du remboursement des taxes préalablement payées sur les stocks existants.

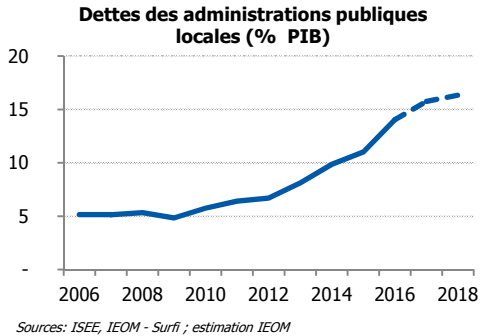
L'article Lp. 515-3 du code des impôts définit le cadre de répartition de la recette de TGC, « *le produit de la taxe générale sur la consommation perçu sur les opérations dont le fait générateur intervient à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018 est affecté au financement total ou partiel de l'Agence Sanitaire et Sociale de la Nouvelle-Calédonie, de l'Agence pour la Desserte Aérienne de la Nouvelle-Calédonie, du Port Autonome de la Nouvelle-Calédonie, de l'organisme en charge du développement touristique de la Nouvelle-Calédonie, et du fonds dédié au soutien à la culture et à la création artistique. À partir de l'année 2019, la part du produit de la taxe générale sur la consommation affectée à chacun de ces organismes est fixée par délibération du congrès* ».

<sup>1</sup> Discours de politique générale du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie de juin 2009 ; délibération n°145 de septembre 2011 du Congrès de la Nouvelle-Calédonie.

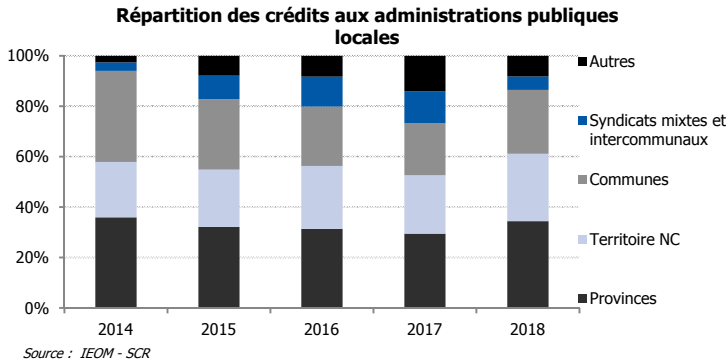
Jusqu'en 2018, la fiscalité calédonienne est composée de **quatre impôts** et taxes principaux, collectés directement ou indirectement, qui représentent plus de la moitié des recettes fiscales : l'impôt sur les sociétés (IS), l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP), la taxe de solidarité sur les services (TSS), qui est affectée à l'agence sanitaire et sociale dans le cadre du financement de la protection sociale, et la taxe générale à l'importation (TGI). Le reste des recettes fiscales est le fruit d'une trentaine d'autres impôts, eux aussi prélevés directement ou indirectement. Depuis 2018, la fiscalité a évolué avec l'instauration au 1er octobre de la **TGC qui a remplacé 7 taxes** : la taxe générale à l'importation (TGI), la taxe de base à l'importation (TBI), les droits proportionnels à la patente (DPP), la taxe de péage (TP), la taxe sur le fret aérien (TFA), la taxe sur les nuitées hôtelières (TNH), la taxe de solidarité sur les services (TSS).

## 2.4 L'EMPRUNT

L'encours des crédits aux administrations publiques locales du territoire (Nouvelle-Calédonie, trois Provinces, Communes, Syndicats mixtes et autres administrations locales) a plus que doublé en 5 ans à 169 milliards F CFP à fin 2018. Il progresse de 6,4 % sur l'année, après +15,3 % en 2017 (cf. Chapitre 4 - Section 4 - 1). Le secteur bancaire local de banques commerciales apporte 9 % de ce financement, le reste provenant des établissements hors zone (notamment la CDC, l'AFD). L'endettement des administrations publiques locales représente environ **16,3 points de PIB en 2018** (estimation IEOM), soit un ratio désormais supérieur à celui de la France métropolitaine (autour de 10 %), de La Réunion (13,5 %) ou de la Polynésie française (14,5 %).



Les provinces sont les premières emprunteuses du secteur public local, avec 34 % de l'encours total, suivies par la Nouvelle-Calédonie, puis les communes avec respectivement 26,7 % et 25 % de l'encours. Plus de 90 % de ces encours sont constitués d'échéances à moyen terme et long terme (plus de deux ans). Les plus fortes progressions en 2018 concernent les communes (+12,4 % soit +3 milliards F CFP), et les provinces (+7,0 %). La collectivité de Nouvelle - Calédonie enregistre également une hausse de ses emprunts en 2018 (+5,8 %) alors que ceux des syndicats mixtes et intercommunaux (principalement le syndicat mixte de transport urbain du Grand Nouméa) et de l'agence sanitaire et sociale se réduisent sensiblement en 2018, annulant les hausses de l'année précédente.



## 3. Les finances de la Collectivité Nouvelle-Calédonie, des Provinces et des Communes

### 3.1 LA COLLECTIVITÉ DE NOUVELLE-CALÉDONIE -CNC-

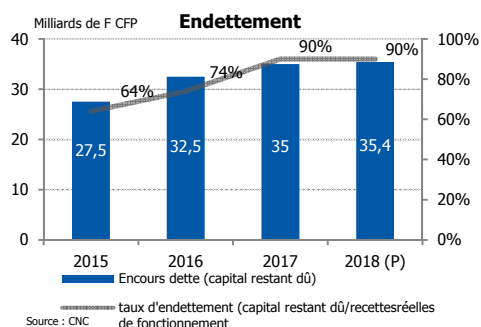
Conformément aux recommandations de la Chambre Territoriale des Comptes, le budget 2016 de la CNC est, pour la première fois, décomposé en **trois budgets distincts** (budget propre, budget de répartition et budget annexe de reversement). La situation de chacun apparaît plus clairement, et reflète des fonds de roulement conformes à leur réalité comptable et financière. Par ailleurs, les deux budgets annexes de redistribution (budgets de répartition et de reversement) intègrent désormais un provisionnement ad hoc des risques de non-recouvrement des créances fiscales, qui ne concernaient jusqu'alors que le budget propre.

#### 3.1.1 Budget propre : l'assainissement se poursuit une situation fragile

D'après le rapport 2018 sur les orientations budgétaires de la Nouvelle-Calédonie, depuis 2016, le niveau **d'épargne brute**<sup>1</sup> a été conforté par une nette contraction des **dépenses de fonctionnement** (-17 % entre 2014 et 2018), traduisant une véritable politique de rigueur budgétaire. Le train de vie de l'institution, des directions et des services a été revu à la baisse (baisse des dépenses de fêtes et cérémonies, colloques et séminaires, frais de déplacement des élus, communication...), et l'ensemble des charges courantes ont été rationalisés. L'épargne brute s'établissait à +5,2 milliards F CFP en 2017, après +9,2 milliards F CFP en 2016 (année aidée par un réajustement particulièrement important de 2,5 milliards de F CFP sur les recouvrements des recettes fiscales de 2015) et est annoncée à +6,4 milliards F CFP en 2018 (selon les chiffres provisoires). Le taux d'épargne brute se rapprocherait ainsi de nouveau du haut de la fourchette requise de 10-15 % (il était de 12,4 %, 22,7 % et 4,1 % respectivement en 2017, 2016 et 2015). Cette épargne est dégagée pour partie par des recettes exceptionnelles perçues (prélèvement sur l'OPT et sur le PANC).

La part du programme d'investissement non couverte par l'épargne brute et par les subventions d'investissement (qui finance en moyenne 10 % des dépenses d'investissement) est financée par **l'emprunt**. Les emprunts (auprès de l'AFD et de la CDC) se réduisent en volume, avec 2,8 milliards F CFP prévus en 2018, après 4,5 milliards en 2017, et 6,6 milliards en 2016, mais le recours massif à l'emprunt entre 2014 et 2015, faute d'une capacité d'autofinancement suffisante, et la baisse des recettes fiscales affectent le **ratio d'endettement** total qui se stabilise proche de

la limite de 90 % depuis 2017. L'endettement de la collectivité de Nouvelle-Calédonie continue par conséquent de progresser. Il est estimé à 35,4 milliards de F CFP (un niveau proche de 2017, mais 7 milliards de plus qu'en 2015). En sus de cet encours mobilisé, la collectivité est par ailleurs engagée en garantie (55 milliards de F CFP en 2016). Ces inscriptions devraient encore progresser jusqu'en 2021, suite aux engagements en garantie auprès des transporteurs



<sup>1</sup> L'épargne brute permet de mesurer la capacité de la collectivité à dégager des ressources propres de fonctionnement pour financer ses dépenses d'investissement (et rembourser les emprunts contractés liés à ces dépenses d'investissement). Il s'agit de la part des ressources propres (notamment : les recettes fiscales) disponible après avoir financé les dépenses récurrentes de fonctionnement de la collectivité (les dépenses d'interventions, les charges de personnel, les intérêts d'emprunt, les autres charges fixes...).

aériens (Air-Calédonie en 2017, puis Aircalin à partir de 2019). À cette date, et en déduisant les emprunts garantis pour les opérations de logement social, dont le risque est réputé peu élevé, l'encours consolidé (dette propre + dette garantie) représentera plus de 50 milliards de F CFP, soit plus que les recettes réelles de fonctionnement.

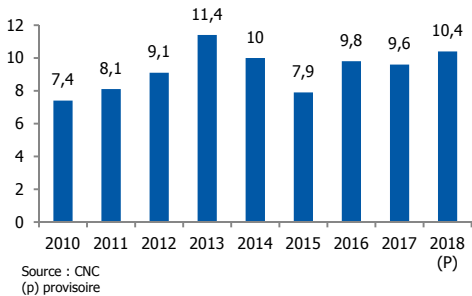
Concernant la section **investissement**, les dépenses ont fortement diminué en 2016 suite à la fin des travaux et de l'équipement du Médipôle de Koutio. Hors Médipôle et pôle santé de Koné, le programme d'investissement de la collectivité reste important : 10,4 milliards prévus en 2018, après 9,6 milliards en 2017 (et +3 milliards par rapport à 2010).

### Comptes financiers de la collectivité Nouvelle-Calédonie

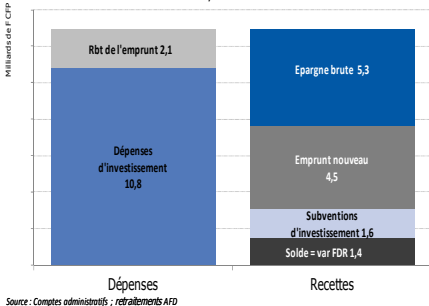
milliards de F CFP	2013	2014	2015	2016	2017
recettes réelles de fonctionnement (+)	45,7	42,5	43,9	48,4	42,5
dépenses réelles de fonctionnement (-)	41,5	45,3	42,1	37,4	37,2
<b>épargne brute (=)</b>	<b>4,2</b>	<b>-2,8</b>	<b>1,8</b>	<b>11,0</b>	<b>5,3</b>
remboursement en capital (-)	1,1	1,1	1,3	1,6	2,1
<b>épargne nette (=)</b>	<b>3,1</b>	<b>-3,9</b>	<b>0,5</b>	<b>9,3</b>	<b>3,2</b>
recettes réelles d'investissement (+)	16,4	11,4	13,3	5,6	1,6
emprunt (+)	2,2	5,6	8,1	6,6	4,5
dépenses réelles d'investissement (-)	23,3	22,7	22,9	12,9	10,8
<b>variation du fond de roulement (=)</b>	<b>-1,5</b>	<b>-9,6</b>	<b>-1,0</b>	<b>8,7</b>	<b>-1,5</b>

Source : Compte administratif, retraitement AFD

### Dépenses d'équipement hors structures médicales (milliards de F CFP)



Section d'investissement; Collectivité de Nouvelle-Calédonie - 2017

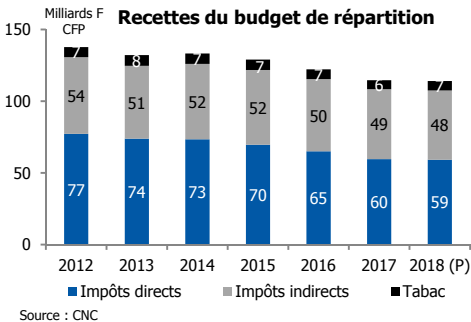


### 3.1.2 Budget de répartition : baisse des recettes fiscales

La création en 2016 du budget de répartition, destiné à regrouper les crédits dédiés au financement règlementaire des collectivités territoriales, a permis de rationaliser la construction budgétaire. Le risque de non-recouvrement de certaines créances est désormais identifié, provisionné, et supporté par chacun des budgets collecteurs d'impôts et taxes fiscales.

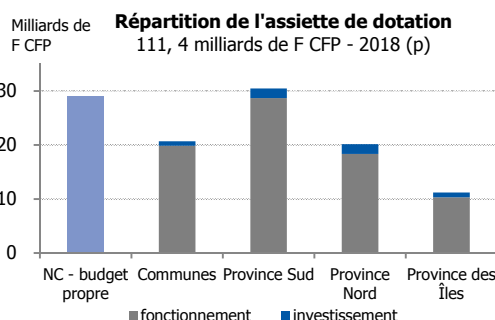
Le budget de répartition est principalement alimenté par des impôts directs tels que l'impôt sur les sociétés à 30 % (IS30), l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP), l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (IRVM). Les impôts indirects concernent plus spécifiquement les taxes douanières (TGI, TBI, auxquelles se substitue aujourd'hui la TGC), les droits de douane, ainsi que les droits d'enregistrement.

De façon globale, le budget de répartition est orienté à la baisse depuis 2012, avec une **baisse des recettes fiscales** (-17,2 % entre 2012 et 2018 dont -23,4 % pour les impôts indirects, -9,7 % pour les impôts directs et -6,3 % pour le tabac). Le transfert de certains impôts et taxes vers le budget de reversement ainsi que les mesures fiscales prises en faveur l'économie et du pouvoir d'achat des ménages ont également contribué aux diminutions d'impôts constatées sur l'IS30 et l'IRPP.



La comparaison avec la croissance de la valeur ajoutée conforte l'idée que la baisse des recettes fiscales trouve davantage son explication dans l'évolution de la politique fiscale que dans le ralentissement de la croissance économique du territoire : entre 2007 et 2012, une croissance de 1 % de la valeur ajoutée totale à prix courant entraînait une augmentation de 0,8 % des recettes entrant dans le budget de répartition, alors qu'entre 2012 et 2017, elle se solde par une baisse de 0,2 % des recettes (source CNC).

**L'assiette des dotations** serait de 111,4 milliards F CFP en 2018 (chiffres provisoires). Elle est répartie initialement selon les pourcentages fixés par la loi organique, puis ajustée pour intégrer la clause de sauvegarde prévue par la loi (effet cliquet au bénéfice des communes). Les dotations versées aux provinces se sont évaluées à 61,8 milliards de F CFP en 2018. La dotation de fonctionnement (57,4 milliards F CFP) est ensuite répartie comme suit aux provinces : 50 % pour la province Sud, 32 % pour la Province Nord, et 18 % pour la Province des Îles. Les 5,3 milliards restant, versés au titre de la dotation d'équipement, sont versés à 40 % au bénéfice des provinces Sud et Nord, et à 20 % à la Province des Îles. Enfin, la dotation versée au budget propre de la Collectivité de Nouvelle-Calédonie s'établit à 28,8 de milliards F CFP et s'écarte donc encore de la dotation théorique, fixée à 27,75 % de l'assiette. Elle est en effet amputée de la partie versée aux communes (effet cliquet).



Source : CNC - Rapport sur les orientations budgétaires

### 3.1.3 Budget de reversement : hausse des recettes fiscales affectées

Entre 2012 et 2017, le budget de reversement est passé de 51 milliards à 65 milliards de F CFP (source : rapport sur les orientations budgétaires 2018). Cette augmentation s'effectue, tout d'abord à partir de 2014 par la création de la contribution calédonienne de solidarité (CCS) puis en 2015 avec le transfert du produit de la taxe sur les jeux vers la province Sud. Les années suivantes, la situation économique de la Nouvelle-Calédonie et l'évolution du marché immobilier ont permis l'accroissement des centimes additionnels des droits d'enregistrement de 24 %, de la contribution foncière de 28 % ainsi que les taxes affectées telles que la TSS pour 7 %. La modification des textes fiscaux ou l'augmentation de taux ont permis à certaines taxes affectées de s'accroître telles que la TAT3S pour 86 %, la taxe sur les assurances pour 36 %, la taxe de soutien aux productions agricoles pour 95 %. En revanche, les centimes additionnels de la patente se sont réduits de 4 % malgré le début d'activité de VALE en 2017. Les centimes de l'IRVM, impôt basé avant tout sur la distribution des dividendes et des jetons de présence, se sont amoindris de 40 % en raison d'une part de l'effet dividendes de la SLN encaissé en 2012 et 2013 et d'autre part du changement de taux en 2015. Les taxes affectées telles que la contribution sociale additionnelle ont baissé de 15 % en raison du ralentissement économique.

Les centimes additionnels (16 milliards de F CFP en dépenses), sont reversés majoritairement aux provinces et aux communes (46,5 % de la dotation chacun), le reste étant destiné à d'autres tiers publics (chambres consulaires notamment). À l'inverse, les taxes affectées ne concernent qu'à la marge les provinces et les communes. L'agence sanitaire et sociale perçoit près des trois quarts des taxes affectées. Le solde est réparti entre d'autres organismes publics (Agence pour la desserte aérienne, Syndicats mixtes de transport et Port autonome, chambres consulaires, établissements de régulation des prix agricoles, fonds nickel...). En 2018, le budget de reversement est positivement impacté par le rendement de la TGC « marche à blanc », ainsi que par la TSS.

## 3.2 LES PROVINCES

### LE DÉCOUPAGE EN TROIS PROVINCES ET RÉÉQUILIBRAGE<sup>1</sup>

Collectivité sui generis<sup>2</sup> de la République française selon la Constitution, la Nouvelle-Calédonie est divisée en **trois Provinces, créées en 1988** par les accords de Matignon-Oudinot. Conséquence de ce découpage, désormais bien ancré, il existe en Nouvelle-Calédonie d'autres lieux de pouvoir que Nouméa : Koné, dans le Nord, et Lifou, aux îles Loyauté, sont le siège d'assemblées délibérantes aux budgets importants et aux exécutifs influents. Chaque province dispose ainsi d'une identité affirmée, mais elles sont politiquement réunies à travers le Congrès. Les Provinces de Nouvelle-Calédonie ne sont pas des collectivités de droit local, mais des collectivités de la République. Elles disposent d'une **compétence de droit commun** et interviennent donc dans toutes les matières qui ne sont pas expressément réservées à l'État, à la Nouvelle-Calédonie et aux communes<sup>3</sup>.

Les contours de la politique de rééquilibrage entre les trois provinces de la Nouvelle-Calédonie sont tracés par les articles 180 et 181 de la loi organique du 19 mars 1999. Cette politique vise à harmoniser l'accès aux équipements publics sur l'ensemble du territoire et à soutenir le fonctionnement des collectivités les moins peuplées, qui réalisent plus difficilement des économies d'échelles. Elle prend la forme d'une **double péréquation du budget de la Nouvelle-Calédonie vers les budgets provinciaux** (cf. introduction de cette section).

Concrètement, la dotation de fonctionnement des Provinces = 51,56 % de l'assiette globale de répartition en 2016, soit 63,2 milliards F CFP (pour un minima réglementaire de 51,5 %). Cette dotation a été attribuée pour **50 % à la province Sud, 32 % à la province Nord et 18 % à la province des îles Loyauté**. S'y ajoute, au titre de l'équipement, 4,0 % de l'assiette répartie à 40 % pour les provinces Sud et Nord et 20 % pour la Province des Îles. Cependant, après vingt ans de flux migratoire des provinces Nord et des îles Loyauté vers la Province Sud, les limites de la clé de répartition se manifestent aujourd'hui par un **déficit structurel du budget de la province Sud** qui concentre en 2014, 74 % de la population, contre 19 % en province Nord, et 7 % aux îles Loyauté (respectivement 68 %, 21 % et 11 % en 1989).

La politique de rééquilibrage encouragée par cette péréquation permet l'engagement, par la province des îles Loyauté et la province Nord, de **programmes d'investissement par habitant** bien plus conséquents qu'en province Sud. Ainsi, les dépenses d'équipement engagées par habitant en 2016 atteignaient 135 000 F CFP en province Nord et 70 700 F CFP dans la province des Îles, contre 45 500 F CFP en province Sud.

### 3.2.1 Budget de fonctionnement : dégradation de l'épargne nette

Après avoir progressé en 2016, pour partie en raison de versements complémentaires effectués au titre des années antérieures, les recettes réelles de fonctionnement diminuent de 7,3 % pour la province Sud, 5,9 % pour la province Nord et 9,8 % pour la province des Îles. Les dépenses de fonctionnement sont également orientées à la baisse en 2017 : -1,4 % pour la province Sud, -4,1 % pour la province Nord et -1,2 % aux îles Loyauté. L'épargne brute dégagée se réduit donc en province du Sud de 3 milliards F CFP, à +2,5 milliards F CFP, soit le plus bas niveau de ces dernières années. Elle devient nulle dans les îles pour la première fois, alors que le déficit du budget de fonctionnement de la province Nord se creuse.

<sup>1</sup> Pour en savoir plus, se reporter à l'ouvrage d'Anne Pitoiset : « les provinces de la Nouvelle-Calédonie » - Maison de la Nouvelle-Calédonie, 2011.

<sup>2</sup> La Nouvelle-Calédonie dispose, dans la Constitution, d'un statut particulier ne ressemblant à aucun autre, donc de « son propre genre ».

<sup>3</sup> Leur domaine d'action concerne notamment : l'enseignement primaire; la construction et l'entretien des collèges ; le réseau routier, les ports et aéroports d'intérêt provincial ; les actions de formation professionnelle ; le développement économique (agriculture, élevage, forêt, pêche, chasse, tourisme) ; l'aide médicale, l'action sanitaire et sociale ; la construction et la gestion des établissements de soins d'intérêt provincial ; le logement et l'urbanisme, les sports et l'action culturelle ; les autorisations minières et la protection de l'environnement.

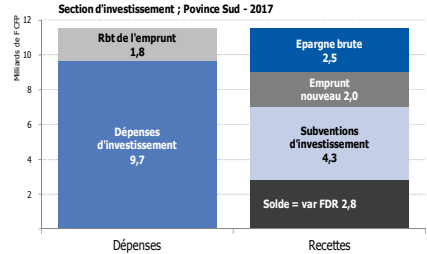
### 3.2.2 Budget d'investissement : réduction des dépenses d'investissement

En **province Sud**, les dépenses réelles d'investissement progressent modérément en 2017 : +1,8 %, soit +200 millions de F CFP supplémentaires contre 900 millions de F CFP en 2016. Le fonds de roulement est plus négatif qu'en 2016 (+1,2 milliard de F CFP) et s'accompagne d'une hausse de l'endettement (+400 millions de F CFP).

#### Comptes financiers de la Province Sud

milliards de F CFP	2013	2014	2015	2016	2017
recettes réelles de fonctionnement (+)	51,2	48,1	47,4	51,0	47,3
dépenses réelles de fonctionnement (-)	43,1	44,6	43,9	45,5	44,9
<b>épargne brute (=)</b>	<b>8,1</b>	<b>3,5</b>	<b>3,5</b>	<b>5,5</b>	<b>2,5</b>
remboursement en capital (-)	1,4	2,6	2,1	2,1	1,8
<b>épargne nette (=)</b>	<b>6,7</b>	<b>0,9</b>	<b>1,4</b>	<b>3,4</b>	<b>0,6</b>
recettes réelles d'investissement (+)	7,4	4,9	5,0	4,5	4,3
emprunt (+)	3,6	3,0	3,1	1,6	2,0
dépenses réelles d'investissement (-)	13,6	9,4	8,6	9,5	9,7
<b>variation du fond de roulement (=)</b>	<b>4,1</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,9</b>	<b>-1,6</b>	<b>-2,8</b>

Source : Compte administratif, retraitements AFD



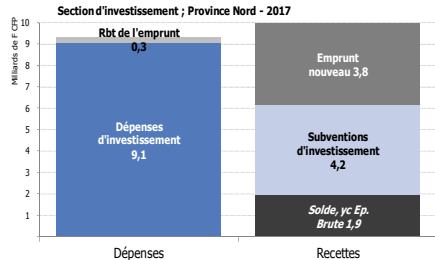
Source : Comptes administratifs ; retraitements AFD

En **province Nord**, les dépenses réelles d'investissement sont légèrement en baisse en 2017 (-100 millions de F CFP), après le fort recul de 2016 (-2,6 milliards de F CFP), mais les recettes réelles se réduisent encore plus rapidement (-500 millions de F CFP). Le budget de fonctionnement ne dégagant toujours aucune marge de manœuvre, la collectivité doit recourir davantage à l'emprunt (+800 millions de F CFP en 2017 à 3,8 milliards de F CFP, soit presque 4 fois plus qu'en 2015). Son fond de roulement est négatif à -1,9 milliard de F CFP, comme en 2016.

#### Comptes financiers de la Province Nord

milliards de F CFP	2013	2014	2015	2016	2017
recettes réelles de fonctionnement (+)	28,3	26,5	25,4	26,2	24,6
dépenses réelles de fonctionnement (-)	26,1	26,5	26,2	26,3	25,3
<b>épargne brute (=)</b>	<b>2,2</b>	<b>-0,0</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,6</b>
remboursement en capital (-)	0,2	0,1	0,2	0,2	0,3
<b>épargne nette (=)</b>	<b>2,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,9</b>
recettes réelles d'investissement (+)	4,1	4,7	6,4	4,7	4,2
emprunt (+)	0,5	1,5	1,0	3,0	3,8
dépenses réelles d'investissement (-)	7,8	8,7	11,8	9,2	9,1
<b>variation du fond de roulement (=)</b>	<b>-1,2</b>	<b>-2,7</b>	<b>-5,5</b>	<b>-1,9</b>	<b>-1,9</b>

Source : Compte administratif, retraitements AFD



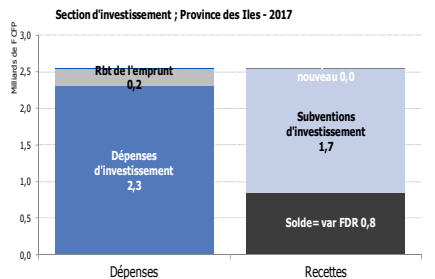
Source : Comptes administratifs ; retraitements AFD

Enfin, la **province des Îles**, qui ne dégage plus d'épargne nette de son budget de fonctionnement, a réduit ses dépenses réelles d'investissement (-800 millions de F CFP), plus rapidement que la baisse de ses recettes associées (-500 millions de F CFP). Son endettement est stable. Son exercice est déficitaire de 800 millions de F CFP après avoir été bénéficiaire de 1,2 milliard de F CFP en 2016.

#### Comptes financiers de la Province des Îles

milliards de F CFP	2013	2014	2015	2016	2017
recettes réelles de fonctionnement (+)	15,8	15,0	14,5	15,3	13,8
dépenses réelles de fonctionnement (-)	14,0	14,3	14,4	13,9	13,8
<b>épargne brute (=)</b>	<b>1,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,1</b>	<b>1,3</b>	<b>-0,0</b>
remboursement en capital (-)	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
<b>épargne nette (=)</b>	<b>1,7</b>	<b>0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>1,1</b>	<b>-0,2</b>
recettes réelles d'investissement (+)	2,1	2,3	1,6	2,2	1,7
emprunt (+)	0,8	0,6	0,8	1,0	0,0
dépenses réelles d'investissement (-)	5,0	4,4	5,1	3,1	2,3
<b>variation du fond de roulement (=)</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,9</b>	<b>-2,6</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,8</b>

Source : Compte administratif, retraitements AFD



Source : Comptes administratifs ; retraitements AFD



### 3.2.3 Le financement du développement économique par les provinces

Depuis les accords de Matignon-Oudinot de 1988, **le développement économique est de compétence provinciale**. Les provinces disposent de plusieurs modes d'intervention pour agir en ce sens : les programmes d'aides et de **subventions**, en partie régies dans le cadre de leur code de développement et d'investissement, et les **sociétés d'économie mixte (SEM)**. Les SEM provinciales interviennent en faveur des entreprises du territoire sous forme de prises de participations au capital de ces dernières ou d'apports en comptes courants. Elles accompagnent et pilotent des projets dans des secteurs identifiés comme prioritaires : la mine et l'industrie métallurgique, le tourisme, le transport, l'agroalimentaire... Outre l'abondement de leurs budgets par les provinces, leurs ressources financières sont issues des retours financiers sur investissements (dividendes ou rémunérations des comptes courants), d'emprunts bancaires et d'autres aides financières diverses.

**La province Sud** consacre par ailleurs près de 5 % de son budget (dépenses totales de fonctionnement et d'investissement) à l'économie, hors PromoSud, sous forme de subventions et d'aides à l'investissement.

Par ailleurs, **PromoSud** est la société de financement et de développement de la province Sud, créée en 1992. L'actionnariat public représente plus des trois quarts du capital (67,04 % pour la province Sud, 2,79 % pour la CCI et 5,59 % pour le port autonome). L'actionnariat privé est constitué pour l'essentiel des engagements des quatre banques FBF de la place (5,59 % pour la SGCB, la BCI et la BNC, et 2,79 % pour la BNP). Le volume total des participations financières du groupe PromoSud s'élève à plus de 12 milliards de F CFP, répartis dans plus de 150 entreprises. L'hôtellerie représente près des trois quarts de ses participations (y compris l'animation touristique). PromoSud détient aussi des participations importantes dans le secteur minier (12,5 % du total), notamment au capital d'Eramet et de la SLN au travers de la Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle (STCPI). Le groupe intervient également dans les secteurs aquacole (7,1 % de ses participations) et sylvicole.

Le montant global des investissements réalisés durant l'exercice couvrant la période d'avril 2017 à mars 2018 représente 456 millions de F CFP répartis entre 15 sociétés, dont quatre nouvelles entités dans les secteurs de l'hôtellerie (151 millions de F CFP), de l'industrie agroalimentaire et des énergies renouvelables. Très supérieurs à ceux réalisés au cours de l'exercice précédent (260 millions de F CFP, répartis entre 12 sociétés), ces investissements restent cependant bien inférieurs aux montants constatés auparavant (plus d'un milliard de F CFP par exercice).

**La province Nord** consacre une partie de son budget (entre 300 à 1 milliard de F CFP) à la fonction « économie ». D'autres soutiens à l'investissement concernent des projets structurants. Une grande partie des subventions à l'investissement entrent dans le cadre du **code provincial de développement (CODEV)**, qui vise, depuis 1989, à favoriser la création d'entreprises et d'emplois, à encourager la diversification de l'économie du Nord et le maintien des activités économiques traditionnelles. Les aides sont attribuées particulièrement dans le secteur primaire (élevage bovin, production fruitière, apiculture), le commerce et l'artisanat. Parmi les investissements éligibles figurent notamment les frais de recherche et développement, les brevets, licences et marques, les frais d'étude, et les immobilisations corporelles (hors terrains) permettant la réalisation de gains de productivité. Des subventions à l'investissement sont aussi attribuées, hors CODEV, à des associations, chambres consulaires, ou établissements publics.

Les interventions dans les différents programmes (« recherche et développement », « soutien à la production », « accompagnement des acteurs ») se font essentiellement par des subventions affectées au fonctionnement d'organismes actifs pour le développement économique de la



province tels que : Sofinor, Nord Avenir, l'ADECAL (Agence pour le développement économique), l'ERPA, le GIE Tourisme Province Nord ou encore l'IAC (Institut agronomique).

Constituée en septembre 1990, la SAEML **Sofinor** est la société historique de développement de la province Nord. Elle est détenue à 84,99 % par la province Nord, et à hauteur de 15 % par les quatre Saeml ETH. Elle porte les participations provinciales au capital de la SLN et d'Eramet, via la STCPI, et les participations de la Société minière du Sud Pacifique SMSP (87 % du capital. Depuis octobre 2014, elle se consacre uniquement au pôle mine et métallurgie puisque **Nord Avenir**, la société de financement et d'investissement de la province Nord, a été créée pour poursuivre l'action de développement des activités de diversification (hors mines) menées par la SAEML Sofinor jusque là. La participation de la province Nord au capital de Nord Avenir est de 85 % (seuil maximal compatible avec le statut de SAEML du groupe). Le capital social entièrement libéré s'élève à 9,5 milliards de F CFP. Nord Avenir intervient spécifiquement dans les secteurs du tourisme, de l'aménagement, de l'agroalimentaire et des services à la mine et à l'industrie, par des prises de participations directes, ou au travers de filiales dont elle détient tout ou partie du capital. Elle détient des participations dans 80 sociétés (dont 53 dans le périmètre d'intégration du groupe). Elle renforce les fonds propres des sociétés en abondant son compte courant d'associé, ou en accordant des prêts participatifs. Elle renforce ainsi la capacité de développement de ces entreprises, dans le but de favoriser l'émergence d'acteurs économiques de taille significative, et de densifier le tissu économique provincial.

Les investissements récents et les projets de développement du groupe concernent particulièrement la valorisation foncière (agropole à Voh), la pêche de coquilles St-Jacques dans le Grand lagon nord, la poursuite du développement d'une filière bois, porté par la SAS Bois du Nord, détenue à 46 % par Nord Avenir, et un projet d'ouvrage hydroélectrique à Pouébo.

**La province des Îles** consacre, selon les années, entre 6 % et 10 % de son budget à l'économie (y compris Sodil). Près de la moitié des financements sont engagés pour le fonctionnement d'organismes actifs pour le développement économique tels que : la Sodil, le GIE « Destination Îles Loyauté », l'ADIE, Case de l'entreprise, Initiative NC.

Entré en vigueur sous sa forme actuelle en 2012, le **code provincial d'aide au développement** économique des îles Loyauté prévoit un soutien aux investissements réalisés sur le territoire des Îles (mises aux normes, frais d'étude, achat d'équipements opérationnels,...) 122,4 millions de F CFP ont été versés dans ce cadre en 2016. L'agriculture, l'artisanat, le commerce, la pêche et le tourisme sont principalement visés. **Hors code provincial**, des aides ont également été attribuées à des projets d'investissement plus conséquents, pour un montant total de 490 millions de F CFP en 2016, dans le cadre de la construction de l'hôtel « Wadra Bay » à Lifou. Parmi les autres projets soutenus figurent notamment la construction d'une unité de traitement des déchets de poissons et des travaux de forage agricoles.

**La Sodil**, est la société de développement des îles Loyauté. Elle détient actuellement cinq établissements hôteliers répartis sur les trois îles, et a engagé le projet d'hôtel haut de gamme Wadra Bay Resort à Lifou, qui prévoit une exploitation sous enseigne Hilton. Par ailleurs, une desserte inter-îles (passagers et fret) par la société Air Loyauté (capital détenu à 100 % par la Sodil) a démarré en juillet 2015 avec des Twin Otter de 19 places. Enfin, la Sodil est présente dans les secteurs de la pêche et de l'agroalimentaire, du transport, de la mine (en tant qu'actionnaire de la SMSP, d'Eramet et de la SLN), et dans le financement des PME (prises de participation de sa filiale Soparil dans une soixantaine de PME). En 2016, les participations de la province des Îles à la société d'économie mixte (SEM) **Sodil** se sont élevées à 120 millions de F CFP, après 68 millions de F CFP en 2015.

## 3.3 LES COMMUNES

### 3.3.1 Un modèle de financement communal spécifique

Le modèle de financement des communes présente des différences notables avec celui à l'œuvre en métropole ou dans les DOM. Si la Constitution de 1958 dispose que « *les recettes fiscales et les autres ressources propres des collectivités territoriales représentent, pour chaque catégorie de collectivités, une part déterminante de l'ensemble de leurs ressources* », les communes de Nouvelle-Calédonie sont essentiellement financées par des **transferts** d'autres collectivités et disposent de peu d'autonomie en matière de recettes. Dans le détail, les versements proviennent de l'État (Dotation globale de fonctionnement, Fonds de Péréquation des ressources intercommunales et communales, Dotation d'équipement des territoires ruraux, Contrats de développement, Fonds Exceptionnel d'Investissement), de la Nouvelle-Calédonie (volets fonctionnement et équipement du Fonds intercommunal de péréquation) et des provinces (dans le cadre des Contrats de développement ou de partenariats ciblés).

Leurs ressources propres reposent sur les **centimes additionnels** adossés aux impôts généraux, quatre taxes communales (taxe sur l'électricité, redevance communale d'immatriculation, taxe communale sur les chiens et taxe communale d'aménagement, créée en 2010) et sur un ensemble d'autres ressources propres perçues au niveau communal (droits de stationnement, amendes de police, produits de domaine,...).

Ce modèle spécifique de financement est teinté d'un fort caractère redistributif et permet à l'ensemble des communes de bénéficier de financements indépendamment de leur potentiel fiscal local. Le renforcement de l'autonomie fiscale des communes est néanmoins revendiqué par certaines communes. La multiplication des **budgets annexes**<sup>1</sup> (eau potable, ordures ménagères, assainissement) ainsi que le produit des redevances contribuent à pérenniser certaines ressources, la tarification des différents services par les communes étant un des rares leviers à leur disposition pour optimiser leurs recettes. Beaucoup d'entre-elles ont choisi de l'activer afin de compenser la baisse de leurs autres recettes.

### 3.3.2 Les finances des communes

La situation des communes de Nouvelle-Calédonie s'était tendue en 2014, marquant la fin d'un cycle de forte croissance. Les moins peuplées notamment avaient vu leur épargne se réduire fortement. Depuis 2015, la contrainte s'est détendue grâce à l'effet conjugué d'une légère augmentation des recettes et d'une meilleure maîtrise des dépenses. D'autres enjeux se sont renforcés durant cette période, liés à la montée en puissance des budgets annexes.

Les **recettes de fonctionnement** progressent légèrement en 2017 (+0,5 %) à 49,9 milliards de F CFP. En structure, elles restent largement dominées par les dotations et participations, qui représentent plus de 60 % des recettes totales. Ces **dotations** se composent du Fonds Intercommunal de Péréquation (FIP), dont le poids autour de 40 % a tendance à diminuer (-8,7 % de 2013 à 2016), et la Dotation Globale de Fonctionnement de l'État (DGF), qui a tendance à progresser (+8,5 % de 2013 à 2016), exerçant un effet d'amortisseur. L'autre phénomène qui contribue à une stabilité des dotations des communes est l'**effet cliquet** qui neutralise la perte de recettes fiscales calédoniennes à destination des communes. Cette neutralisation s'applique non seulement sur l'enveloppe globale, mais également commune par commune. Ainsi, au nom du principe de péréquation, les communes dont la population croît le plus rapidement enregistrent une évolution relativement plus faible de leur dotation FIP.

---

<sup>1</sup> L'Agence Française de Développement réalise depuis trois ans un observatoire des communes de la Nouvelle-Calédonie. L'édition 2018 propose une actualisation de la situation financière des communes avec les données 2016, issues des comptes administratifs, et propose un éclairage particulier sur les marges de manœuvre mobilisées par les communes pour faire face à un environnement financier contraint.

Les recettes tirées des **centimes additionnels** et de la taxe communale d'aménagement ont tendance à baisser depuis 2013. Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC), dispositif national géré par l'État qui prévoit une redistribution de la part des recettes des communes au potentiel financier élevé vers d'autres communes éligibles, s'est développé sur la période récente et atteint 3 % des recettes de fonctionnement.

Les **dépenses réelles de fonctionnement** progressent de 2,8 % en 2017 (à 41 milliards de F CFP) après plusieurs années de ralentissement continu traduisant les efforts de maîtrise des coûts engagés par les communes : +1,3 % de 2013 à 2016, contre +16 % de 2011 à 2013. Sur la période 2013-2016, le poste de charges financières a particulièrement baissé, en lien avec un moindre recours à l'emprunt et à la baisse des taux d'intérêt.

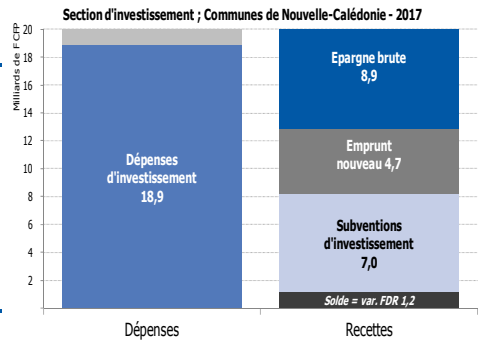
Les communes calédoniennes continuent à dégager une **épargne brute** significative (8,9 milliards de F CFP en 2017), permettant d'assurer pour partie l'autofinancement de leurs investissements, mais en baisse (9,7 milliards de F CFP en 2016 et 11,8 milliards de F CFP en 2013). Le taux d'épargne (épargne brute rapportée aux recettes de fonctionnement) baisse en conséquence progressivement : 17,9 % en 2017 après 19,6 % en 2016 et 22,9 % en 2013. Il reste cependant nettement supérieur au taux moyen constaté en France métropolitaine (15 %) et, de manière générale, dans l'Outre-mer (2 % à 9 %).

Après avoir chuté en 2014 et 2015 (-6,5 milliards de F CFP en deux ans), le niveau des **dépenses d'investissement** des communes connaît un rebond significatif depuis 2016 : +5,4 milliards de F CFP sur 2016-2017. Le **financement des investissements** est assuré à 32 % par l'épargne nette (contre 42 % en 2016) et les subventions (37 %, en hausse). Les subventions d'investissement sont en hausse de 1,3 milliard de F CFP en 2017 (à 7 milliards de F CFP), après avoir chuté de 2013 à 2016 (-2,5 milliards de F CFP). Contrairement aux années précédentes les communes ont eu davantage recours à **l'emprunt en 2017** (+2,6 milliards de F CFP) par rapport à 2017 (soit 4,7 milliards de F CFP, contre 2,1 et 2,3 milliards de F CFP en 2016 et 2015). L'emprunt couvre 25 % des dépenses d'investissement (contre 13 % en 2016). L'emprunt nouveau étant supérieur au remboursement en capital, l'encours de la dette des communes progresse (à 28,1 milliards de F CFP), après deux années de baisse. Il représente moins d'un tiers de l'endettement total des collectivités. Le budget d'investissement est déficitaire en 2017, comme en 2016, ce déficit se traduisant par une réduction de 1,2 milliard de F CFP du fonds de roulement.

**Comptes financiers des Communes**

milliards de F CFP	2013	2014	2015	2016	2017
recettes réelles de fonctionnement (+)	51,4	48,9	49,9	49,6	49,9
dépenses réelles de fonctionnement (-)	39,7	39,4	39,6	39,9	41,0
<b>épargne brute (=)</b>	<b>11,8</b>	<b>9,5</b>	<b>10,3</b>	<b>9,7</b>	<b>8,9</b>
remboursement en capital (-)	2,6	2,5	2,6	2,8	2,9
<b>épargne nette (=)</b>	<b>9,1</b>	<b>7,0</b>	<b>7,6</b>	<b>6,9</b>	<b>6,0</b>
recettes réelles d'investissement (+)	8,3	6,9	6,0	5,7	7,0
emprunt (+)	3,6	4,6	2,3	2,1	4,7
dépenses réelles d'investissement (-)	20,0	17,5	13,5	16,3	18,9
<b>variation du fond de roulement (=)</b>	<b>1,2</b>	<b>1,1</b>	<b>2,5</b>	<b>-1,6</b>	<b>-1,2</b>

Source : Compte administratif, retraitements AFD



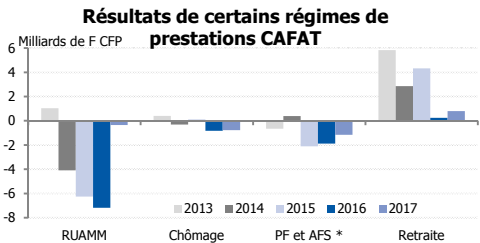
Source : Comptes administratifs ; retraitements AFD

La mise en place de **budgets annexes** dédiés aux services d'eau potable, de collecte et de traitement des ordures ménagères et d'assainissement se poursuit. À fin 2017, ce sont 55 budgets qui sont désormais répertoriés.

## 4. Le défi de l'équilibre des comptes sociaux

La CAFAT est l'organisme de protection sociale de Nouvelle-Calédonie qui assure pour les salariés du territoire la gestion des régimes : accidents de travail et maladies professionnelles, famille, chômage, invalidité et décès, vieillesse et veuvage. Elle gère également le régime unifié d'assurance maladie-maternité (RUAMM) dont bénéficie l'ensemble des actifs et retraités du territoire. Elle est alimentée à 80 % par les cotisations.

Dans un régime de croissance économique durablement ralenti, les comptes sociaux se dégradent rapidement. Le volume des prestations servies continue à augmenter rapidement alors que les **cotisations sociales** progressent moins rapidement, voire reculent : -0,9 % en 2017 (à 109 milliards de F CFP). Les différents régimes sont impactés à des degrés divers par cet « effet ciseau ». Tous régimes confondus, la CAFAT présente en 2017 un résultat d'exploitation déficitaire de 3 milliards de F CFP (149 milliards de F CFP de produits pour 152 milliards F CFP de charges).



Sources : Rapport d'activité et Comptes de résultat de la CAFAT  
\*prestations familiales et allocations familiales de solidarité

Les déséquilibres structurels des régimes doivent conduire à la mise en œuvre de réformes profondes pour assurer la pérennité du système de protection sociale. Concernant la santé, les pouvoirs publics ont mis en place le plan « Do Kamo, Être épanoui », qui ambitionne une profonde réforme du modèle économique du système calédonien.

### Le régime d'assurance maladie (RUAMM)<sup>1</sup>

L'avenir du régime d'assurance maladie est préoccupant. Le RUAMM affiche une insuffisance de son fonds de réserve : -19,4 milliards de F CFP en 2017 (-18,5 milliards en 2016).

Le régime d'assurance maladie de la CAFAT couvre 261 755 assurés et bénéficiaires (+0,3 % en 2017). Si la dépense de santé par habitant reste plus faible qu'en France métropolitaine, elle progresse rapidement, l'offre étoffée permettant de répondre à une demande de soins accrue. Outre le vieillissement progressif de la population, le régime est soumis à des taux de prévalence particulièrement importants pour de nombreuses maladies chroniques. Au 31 décembre 2017, 46 271 bénéficiaires sont pris en charge au titre de la longue maladie, soit 17 % des bénéficiaires.

En 2017, les dépenses totales sont en hausse de 2,4 % à 68,1 milliards de F CFP (+2,1 % par rapport à 2016 et +18,3 % en 5 ans), alors que les cotisations baissent (-1,5 % en 2017 et +3,0 % en 5 ans). Toutefois, la forte augmentation (+47,7 %) de la subvention exceptionnelle d'équilibre versée au régime par l'agence sanitaire et sociale permet une réduction du déficit du RUAMM (346 millions de F CFP contre 7,2 milliards de F CFP en 2016).

Charges et produits du RUAMM (couverture santé)						
Milliards de F CFP		2013	2014	2015	2016	2017
Charges		68,7	72,2	76,7	87,4	83,3
	dont prestations	57,4	60,1	64,0	66,6	67,9
Produits		69,8	68,1	70,5	80,3	82,9
	dont cotisations sociales	63,0	62,5	61,5	65,9	64,9
Résultats		1,0	-4,1	-6,3	-7,2	-0,3

\*y compris cotisations prises en charge par une entité publique ou par la sécurité sociale  
Sources: Rapport d'activité et Comptes de résultat de la Cafat

<sup>1</sup> Cf. Chapitre III.10.2.La santé

# Le régime de retraite

Le régime reste légèrement excédentaire. Toutefois, l'évolution rapide du nombre de retraités, liée au vieillissement de la population et à une conjoncture économique moins favorable, conduit à une dégradation rapide du rapport démographique (nombre de salariés / nombre de retraités). Il s'établit à 2,32 en 2017, après 2,41 en 2016 et 2,52 en 2015.

L'âge légal pour faire valoir ses droits à la retraite est de 60 ans. Il est possible de solliciter la liquidation de la pension de retraite dès 57,5 ans (avec un abattement de 1,5 % par trimestre d'anticipation).

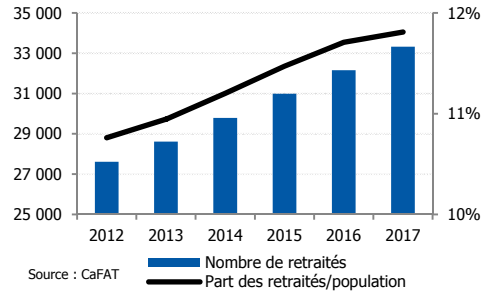
## Charges et produits du régime Retraite

Milliards de F CFP	2013	2014	2015	2016	2017
Charges	34,3	36,5	37,2	40,0	40,1
<i>dont prestations</i>	26,8	27,9	29,2	30,6	31,9
Produits	40,1	39,4	41,6	40,2	40,9
<i>dont cotisations sociales*</i>	30,3	29,7	31,0	30,2	31,3
<i>dont compensations des minima retraite</i>	1,5	1,5	1,4	1,4	1,4
<b>Résultats</b>	<b>5,8</b>	<b>2,9</b>	<b>4,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,8</b>

\*y compris cotisations prises en charge par une entité publique ou par la sécurité sociale

Sources: Rapport d'activité et Comptes de résultat de la Cafat

## Evolution du nombre de retraités



# Les autres régimes de la CAFAT

Dans un marché de l'emploi dégradé, mais plutôt stable depuis 2016, le régime de couverture **chômage** reste déficitaire en 2017 (-0,8 milliard de F CFP), mais ne s'aggrave pas. Les prestations servies baissent de 8,8 % après une hausse de 11,4 % en 2016, alors que les cotisations progressent de 3,3 %.

Le régime des **prestations familiales** reste déficitaire, avec un déficit en 2016 qui s'aggrave (-1,1 milliard de F CFP, après -0,3 milliard de F CFP en 2016), malgré une baisse des prestations de 2,0 %. En revanche les prestations du régime des allocations familiales de solidarité progressent de 3,6 %.

Enfin, le régime **des accidents du travail et des maladies professionnelles** enregistre un déficit de 1,1 milliard de F CFP, en dégradation, avec une hausse de 7,4 % des prestations.

## Charges et produits du régime de prestations familiales

Milliards de F CFP	2013	2014	2015	2016	2017
Charges	11,9	12,6	15,6	13,6	14,1
<i>dont prestations</i>	10,8	11,0	11,2	11,1	10,8
Produits	13,6	13,4	13,2	13,3	13,0
<i>dont cotisations sociales*</i>	13,2	13,0	12,5	12,9	12,6
<b>Résultats</b>	<b>1,7</b>	<b>0,8</b>	<b>-2,4</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,1</b>

\*y compris cotisations prises en charge par une entité publique ou par la sécurité sociale

Sources: Rapport d'activité et Comptes de résultat de la Cafat

## Charges et produits de l'assurance Accidents du travail et maladies professionnelles

Milliards de F CFP	2013	2014	2015	2016	2017
Charges	5,0	5,4	5,2	5,8	6,2
<i>dont prestations</i>	3,3	3,5	3,6	3,4	3,5
Produits	4,8	4,7	5,1	5,0	5,1
<i>dont cotisations sociales*</i>	4,4	4,3	4,6	4,5	4,5
<b>Résultats</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,8</b>	<b>-1,1</b>

\*y compris cotisations prises en charge par une entité publique ou par la sécurité sociale

Sources: Rapport d'activité et Comptes de résultat de la Cafat

## Charges et produits du régime des allocations familiales de solidarité

Milliards de F CFP	2013	2014	2015	2016	2017
Charges	2,5	2,6	2,7	4,0	2,9
<i>dont prestations</i>	2,3	2,5	2,6	2,6	2,7
Produits	0,2	2,2	3,0	2,4	2,9
<i>dont cotisations sociales*</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>dont participation financière</i>	0,0	2,2	2,9	2,4	2,8
<b>Résultats</b>	<b>-2,3</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>-1,6</b>	<b>-0,04</b>

\*y compris cotisations prises en charge par une entité publique ou par la sécurité sociale

Sources: Rapport d'activité et Comptes de résultat de la Cafat

## Charges et produits de l'assurance chômage

Milliards de F CFP	2013	2014	2015	2016	2017
Charges	3,7	4,3	4,1	4,9	5,0
<i>dont prestations</i>	2,5	2,9	2,8	3,2	2,9
Produits	4,1	4,0	4,2	4,1	4,2
<i>dont cotisations sociales*</i>	4,0	3,9	4,1	4,0	4,1
<b>Résultats</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,8</b>

\*y compris cotisations prises en charge par une entité publique ou par la sécurité sociale

Sources: Rapport d'activité et Comptes de résultat de la Cafat

## 5. Les structures d'appui au développement économique

Plusieurs structures d'appui financier au développement économique sont implantées sur le territoire calédonien. Elles apportent, en complément des institutions publiques, des structures bancaires et des chambres consulaires, un soutien financier et technique aux entrepreneurs.

	ICAP	ADIE	Initiative NC
Date de création ou d'implantation	1989	1999	2007
Statut	Société d'économie mixte	Association	Association
Membres (associations) - actionnaires (SEM)	AFD (52 %), Province Sud (16 %), Province Nord (16 %), Province des Îles (16 %)	Ensemble d'adhérents	Provinces, chambres consulaires, ADIE, ICAP, BNC, BCI, SGCB, AFD, CDC, sociétés privées, bénévoles et parrains
Provenance des lignes de crédit	Partenaires publics	Partenaires publics (AFD) et bancaires	Partenaires publics et bancaires
Destination des fonds	Entreprises calédoniennes hors Grand-Nouméa	Particuliers et très petites entreprises calédoniennes	Petites entreprises calédoniennes
Montants accordés depuis la création (millions de F CFP)	6 053	5 200	1 013
Montants accordés en 2017 (millions de F CFP)	171,3*	549	71
Evolution 2017/2016	114%*	2,5%	-45,4%
Nombre de prêts accordés en 2017	21	980	39
Répartition géographique des projets soutenus en 2017	Province Sud: 1 % Province Nord: 83 % Province des Îles: 16 %	Province Sud: 50 % Province Nord: 30 % Province des Îles: 20 %	Province Sud: 78 % Province Nord: 11 % Province des Îles: 11 %

Sources: ICAP, ADIE, Initiative NC

\* du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 31 mars 2018

La plus ancienne structure en activité est l’**Institut Calédonien de Participation (ICAP)**. Issu des accords de Matignon et conforté dans ses missions par l’Accord de Nouméa, l’établissement a pour objet de contribuer au rééquilibrage interprovincial pour le compte d’institutions publiques (l’État et les provinces). Il accorde des financements à la création et au développement d’entreprises, en province Nord prioritairement. Son intervention prend la forme d’apports en fonds propres ou quasi fonds-propres, éventuellement combinés avec un accompagnement technique des entrepreneurs bénéficiaires.

L’**Association pour le Droit à l’Initiative Économique (ADIE)** et l’association **Initiative Nouvelle-Calédonie (Initiative NC)** accordent des prêts à des segments particuliers de clientèle : la première est spécialisée dans le microcrédit et l’autre attribue des prêts sans garantie et à taux zéro aux porteurs de projets de PME calédoniennes (*cf.* encadré « L’ADIE et l’Initiative NC », Chapitre 4 – Section 1 - 2).



## CHAPITRE III

### Les secteurs d'activité

# Section 1

## Aperçu général

60 235 entreprises sont immatriculées en Nouvelle-Calédonie au 31 décembre 2018, un chiffre en progression de 1,0 % par rapport à fin 2017. Environ 70 % des entreprises exercent une activité de service (commerce, transport, services touristiques, immobilier, éducation, santé...). Le secteur secondaire (construction et industrie) concentre 17 % des entreprises, tandis que les activités primaires représentent 11 % de l'ensemble des entreprises. Le nombre d'entreprises dans le secteur de l'énergie et l'eau continue d'augmenter en 2018 (+4,4 % après +12,4 % en 2017) en raison notamment de l'ouverture de nouvelles centrales solaires (cf. Chapitre III - Section 4).

### Répartition des entreprises par secteur d'activité au 31 décembre 2018

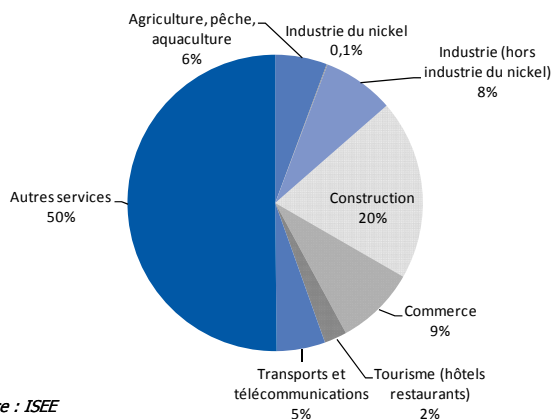
	2017 <sup>(a)</sup>	2018	Variation 2018/2017	Part en 2018
Agriculture, pêche, aquaculture	6 573	6 658	1,3%	11,1%
Industrie (hors mines, hors énergie)	2 606	2 616	0,4%	4,3%
Énergie et eau	180	188	4,4%	0,3%
Mines et métallurgie	76	76	0,0%	0,1%
Construction	7 907	7 727	-2,3%	12,8%
Commerce	4 019	3 962	-1,4%	6,6%
Tourisme (hôtels, restaurants)	1 148	1 148	0,0%	1,9%
Transports et télécommunications	2 418	2 441	1,0%	4,1%
Autres services	34 741	35 419	2,0%	58,8%
<b>Total</b>	<b>59 668</b>	<b>60 235</b>	<b>1,0%</b>	<b>100%</b>

(a) : chiffres actualisés

Source : RIDET, ISEE

En 2018, sept créations brutes d'entreprises sur dix ont concerné le secteur tertiaire (et plus particulièrement les secteurs du commerce, du transport, de l'immobilier, de l'assurance et de l'administration publique, enseignement, santé), un ratio conforme au poids des services dans l'économie calédonienne. Le secteur secondaire a représenté un quart des créations, porté par les activités de construction (deux créations sur 10). Enfin, 5,6 % des nouvelles entités relèvent de l'agriculture.

### Répartition sectorielle des créations d'entreprises en 2018

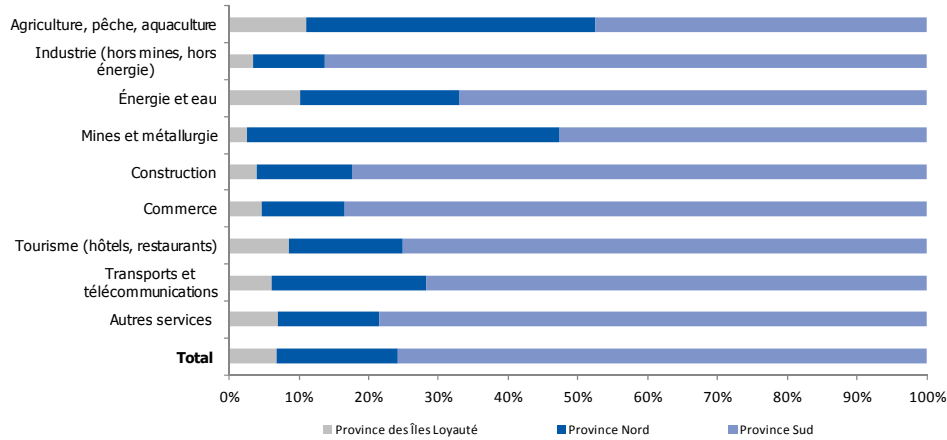


Source : ISEE



Trois-quarts des entreprises sont implantées en province Sud, un peu moins d'un cinquième en province Nord, et 7 % en province des Îles (lieu d'implantation du siège social). La province Sud concentre une proportion particulièrement marquée d'activités immobilières, de services et de construction. À l'inverse, dans le secteur primaire, plus de la moitié des exploitations sont situées en province Nord ou dans les îles.

**Répartition des entreprises par province au 31 décembre 2018**

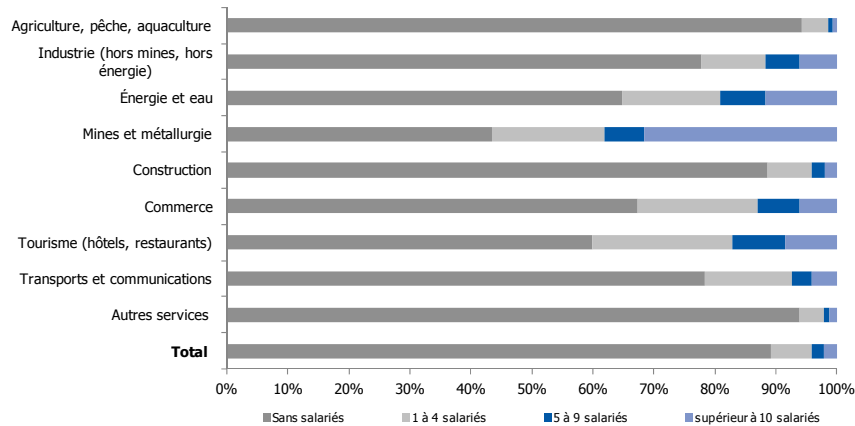


Source : RIDET, en fonction du siège social

Le parc d'entreprise est composé, à près de 90 %, d'entreprises non employeuses (c'est-à-dire ne comptant aucun salarié). Le tissu d'entreprises calédoniennes est ainsi constitué en majeure partie d'entreprises individuelles et de personnes travaillant « à leur compte », sous le régime de la patente. Ce statut est très fréquent notamment dans les secteurs de l'agriculture et de la construction.

Parmi les entreprises employeuses, la quasi-totalité sont des micro-entreprises et emploient moins de 10 salariés. 2 % seulement des entreprises ont plus de 10 salariés, principalement dans les secteurs du nickel, du tourisme et de la production énergétique.

**Répartition des entreprises selon le nombre de salariés au 31 décembre 2018**



Source : RIDET

## Section 2

# L'agriculture, la pêche et l'aquaculture

Le début des années 2000 a été marqué par une chute du nombre d'exploitations et un recul des activités agricoles. L'Agence rurale créée en 2018 est désormais en charge du secteur agricole. L'autosuffisance alimentaire s'inscrit comme un enjeu majeur pour le territoire dont le taux de couverture s'établit à 47 %.

La production agricole est en hausse en 2018 (+5,3 %), tirée par la **filière végétale** alors que la **filière animale** peine à s'affirmer. La **filière hauturière** enregistre la plus faible production ces dix dernières années (2 348 tonnes, -5 % par rapport à 2017). Le secteur fait état de rendements au plus bas. Les exportations sont stables sur l'année (+0,3 %) et sont destinées aux marchés japonais et européens. La production de la **filière « crevettes »** est en légère hausse (1 500 tonnes, +2,9 %). Les exportations, qui représentent plus de 50 % de la production, s'élèvent à 1,3 milliard de F CFP et sont exportées à 82 % vers le Japon.

## 1. Aperçu structurel

### Le poids du secteur primaire dans...

...la création de richesses en 2017	...les effectifs salariés* en 2017	...le parc d'entreprises en 2018	...les créations d'entreprises en 2018
2%	2,0%	11,1%	5,7%

Source : ISEE / RIDET

\*salariés du secteur privé et public

Le secteur primaire est majoritairement constitué de très petites exploitations. Parmi les 6 658 exploitations du secteur recensées au RIDET en 2018, 94 % n'emploient aucun salarié. Les autres structures, de plus grande taille, emploient 2,0 % de la population salariée du territoire. Plus des trois-quarts des exploitations exercent principalement une activité de culture, d'élevage et de chasse, 22,3 % une activité de pêche ou d'aquaculture et 1,3 % une activité de sylviculture.

## 2. Les politiques agricoles

### 2.1 LA PROTECTION DU FONCIER AGRICOLE

Lors du dernier recensement général de l'agriculture (RGA 2012), les exploitations agricoles couvraient une surface de 222 200 ha, soit environ 12,0 % de la superficie totale du territoire (15,6 % en 2002). La surface agricole utilisée (SAU) est de 182 000 ha. En dix ans, le nombre d'exploitations s'est réduit de 20 %, et la SAU de plus d'un quart, avec une réduction marquée du cheptel bovin (-24 %) et de la surface consacrée à l'élevage (-27 %). Par ailleurs, alors que l'âge moyen des chefs d'exploitation est passé de 50 à 53 ans, traduisant un vieillissement de la population agricole, les biens à la vente sont relativement rares et l'accès au foncier est devenu un frein majeur à la production agricole.

#### Nombre d'exploitations et de la superficie agricole utilisée (SAU) par province

	1991		2002		2012		Variations 2012/2002	
	Exploitations	SAU (ha)	Exploitations	SAU (ha)	Exploitations	SAU (ha)	Exploitations	SAU (ha)
Province des Îles Loyauté	2 254	4 964	1 623	1 164	1 216	1 509	-25,1%	29,6%
Province Nord	4 279	99 233	2 230	121 647	1 695	73 310	-24,0%	-39,7%
Province Sud	1 927	124 010	1 721	125 066	1 595	107 208	-7,3%	-14,3%
<b>Nouvelle-Calédonie</b>	<b>8 460</b>	<b>228 207</b>	<b>5 574</b>	<b>247 877</b>	<b>4 506</b>	<b>182 027</b>	<b>-19,2%</b>	<b>-26,6%</b>

Sources : DAVAR, ISEE

Le recul des activités agricoles a été particulièrement prononcé dans les zones d'implantations des nouvelles usines métallurgiques, qui ont absorbé une grande partie de la main-d'œuvre agricole. L'exode rural a également été plus marqué aux îles Loyauté, avec la disparition d'un quart des exploitations en dix ans. La structure des exploitations s'est modifiée, avec des exploitations de taille moyenne (de 2 à 50 ha) de plus en plus nombreuses.

En 2016, la proposition de loi du pays n°2016-11 relative aux baux ruraux<sup>1</sup> a été adoptée, avec des mesures fiscales incitatives destinées à favoriser la location des terres agricoles. En 2018, 61 baux ruraux ont été signés pour une durée de 9 à 40 ans, répartis sur 16 communes. La surface totale représente environ 5 800 hectares (dont 82 % en province Sud).

### UNE STRUCTURE FONCIÈRE PROPRE À LA NOUVELLE-CALÉDONIE

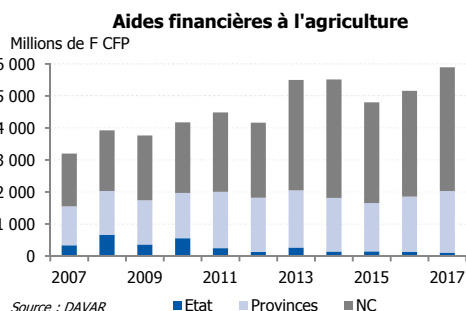
L'Agence de Développement Rural et d'Aménagement Foncier (ADRAF), créée par les accords de Matignon-Oudinot, est compétente au nom de l'État pour la répartition foncière sur les terres coutumières et pour la médiation des conflits fonciers. Il existe trois types de foncier : les terres coutumières, les terres de droit privé et les terres domaniales, appartenant aux collectivités. La loi organique de 1999 accorde le statut de terre coutumière aux anciennes réserves et agrandissements de réserves de peuplement dit « autochtones », aux terres attribuées aux différents clans au titre du « lien à la terre », ainsi qu'aux terres des groupements de droit particulier local (GDPL). En 2012, les terres coutumières représentaient près de 15 % de la superficie totale des exploitations agricoles et presque autant pour les terres domaniales.

## 2.2 LA RÉGULATION ET LE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE

Le secteur agricole bénéficie d'aides de la Nouvelle-Calédonie, des provinces et de l'État. En 2017 (dernière année disponible), l'ensemble de ces aides s'établit à 5,9 milliards de F CFP (+14,2 % sur un an).

**L'Agence rurale** a été créée en juillet 2018, suite à la fusion de l'Agence pour la prévention et l'indemnisation des calamités agricoles ou naturelles (Apican) et de l'Établissement de Régulation des Prix Agricoles (ERPA). Ce nouvel établissement public, opérationnel au 1<sup>er</sup> janvier 2019, est chargé de mettre en œuvre la politique d'orientation des filières et de régulation du marché et des prix agricoles (budget : 2 milliards de F CFP). Il viendra également en soutien face au changement climatique, en contribuant à la prévention, à la limitation et à l'indemnisation des dommages en cas de catastrophes naturelles (création d'un fonds de 1,5 milliard de F CFP). Au total, le budget global 2019 s'élève à 3,5 milliards de F CFP, issus de deux taxes : la taxe de soutien aux productions agricoles et agroalimentaires (TSPA) et la taxe sur les conventions d'assurances (TCA).

La protection de l'environnement est un enjeu primordial pour l'Agence. Elle participera au financement des mesures de lutte contre les feux de brousse, à la préservation de l'eau et de sa qualité et à la lutte contre les espèces envahissantes (budget : 500 millions de F CFP). En plus de sa mission de soutien, l'établissement a pour but d'accompagner l'agriculture calédonienne vers la transition agro-écologique (budget : 100 millions de F CFP d'aides) et de favoriser l'innovation à travers des appels à projets.



<sup>1</sup> Le bail rural est un contrat par lequel un propriétaire agricole (ou bailleur) met à disposition d'un locataire (ou preneur) pour une durée minimum de 9 ans des terres et/ou des bâtiments agricoles, pour y exercer une activité agricole et/ou d'élevage en contrepartie d'un loyer.

## 2.3 LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Le taux d'autosuffisance alimentaire se stabilise depuis 2011 avec un taux global de couverture des besoins en 2018 à 47 % (+2 points), un niveau similaire à 2008. Les différences selon les filières sont importantes :

En 2018, le taux de couverture des besoins de la **filière bovine** par la production locale est évalué provisoirement à 53 % (-2 points par rapport à 2017). Il était de 90 % en 2005, proche de l'autosuffisance. Les importations de viande bovine, principalement en provenance d'Australie et de Nouvelle-Zélande, augmentent de 6,0 % en volume et reculent de 3,3 % en valeur par rapport à 2017. La production locale de **viandes de volaille** toutes confondues reste très faible en 2017 (dernière année disponible). La couverture des besoins est de 8 %, tout comme en 2016. Les importations de viandes de volailles toutes confondues reculent de 3,4 % en volume (9 381 tonnes) et 2,4 % en valeur (2 472 millions de F CFP). En revanche, les volumes importés de **viande porcine** restent stables (+0,1 %), de sorte que le taux de couverture de la filière reste relativement stable, autour de 80 % (+1 point).

Les importations **d'œufs** ont augmenté de 3 % en 2018. La couverture des besoins se situe entre 80 % et 90 % ces cinq dernières années.

### UNE FILIÈRE « PETITS POULETS », PRIORITÉ DE DÉVELOPPEMENT

Chaque année, les Calédoniens consomment en moyenne 41 kilos de volaille, notamment de poulet. Cet appétit pour la volaille, dû à son prix faible (moins de 400 francs le kilo), est principalement satisfait par l'importation de poulet congelé bas de gamme. La politique publique agricole provinciale (PPAP) envisage la mise en place d'unités de production de poulets standards milieu de gamme, élevés sur 42 jours, dont le prix serait fixé d'avance à 800 francs la pièce.

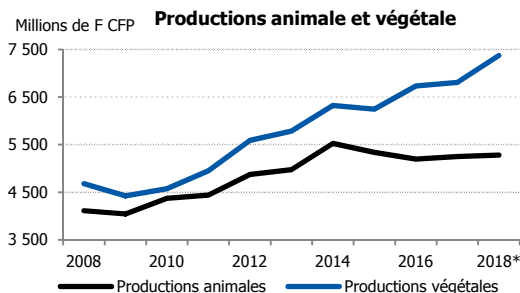
La couverture des besoins<sup>1</sup> en **fruits frais** et **légumes frais** progresse de 2 points en 2018 à 47 % et 80 % respectivement.

Le taux de couverture des besoins toutes **céréales** confondues, avait atteint son niveau le plus bas en 2011 avec une valeur de 5 %. En 2018, la filière affiche un taux de couverture de 20 %, soit 2 points supplémentaires par rapport à 2017.

**L'aquaculture** et la **pêche** sont des filières dédiées pour partie à l'exportation, mais une grande part est consommée localement. En effet, le marché local absorbe 46 % de la production de crevettes et plus de 80 % des thons et marlins pêchés.

## 3. La production agricole

La production agricole commercialisée s'élève à 12,7 milliards de F CFP en 2018 (chiffre provisoire), en hausse de 4,9 % par rapport à 2017, dont +0,5 % de production animale et +8,3 % de production végétale. En 10 ans, les productions animales et végétales ont augmenté de 28,3 % et 57,5 % respectivement.



\* Chiffres 2017 (apiculture, aviculture, café et huiles essentielles) reportés en 2018  
Source : DAVAR

<sup>1</sup> Hors volumes autoconsommés, dons et échanges. Si l'on considère l'autoconsommation, les dons et échanges, la couverture des besoins serait de l'ordre de 70 %.

### 3.1 LA PRODUCTION ANIMALE

La production animale s'articule principalement autour de trois filières : la filière bovine, la filière avicole (production d'œufs et de volailles) et la filière porcine. D'après le recensement général agricole (RGA 2012), la production animale englobe 3 454 exploitations.

#### Principales productions d'origine animale

Tonnes / millions de F CFP	2015		2016 <sup>(a)</sup>		2017 <sup>(a)</sup>		2018 <sup>(p)</sup>		Variations 2018/2017	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
<b>Filière avicole</b>	-	<b>1 708</b>	-	<b>1 685</b>	-	<b>1 692</b>	-	<b>nd</b>	-	<b>nd</b>
dont œufs (*)	40	1 030	41	985	35	1 095	nd	nd	nd	nd
dont viande	881	657	900	700	807	597	nd	nd	nd	nd
<b>Filière bovine</b>	-	<b>1 963</b>	-	<b>1 775</b>	-	<b>1 758</b>	-	<b>1 696</b>	-	<b>-1,0%</b>
dont viande	3 396	1 920	3 036	1 727	2 955	1 710	2 886	1 696	-2,3%	-0,8%
dont lait (**)	351	43	394	48	400	48	nd	nd	nd	nd
<b>Filière porcine</b>	<b>2 603</b>	<b>1 401</b>	<b>2 722</b>	<b>1 464</b>	<b>2 876</b>	<b>1 525</b>	<b>2 906</b>	<b>1 566</b>	<b>1,0%</b>	<b>2,7%</b>
dont viande	2 603	1 401	2 722	1 464	2 876	1 525	2 906	1 566	1,0%	2,7%

(p) : données provisoires ; (a) : chiffres actualisés

\* millions d'œufs \*\*milliers de litres

Sources : OCEF, DAVAR, ERPA, provinces

**La filière bovine** est principalement destinée à la production de viande, la collecte de lait restant marginale. D'après le RGA 2012, l'élevage bovin concerne 1 200 exploitants, pour la plupart installés sur la côte Ouest plus propice à cette activité du fait de sa géographie. Le total des abattages continue de reculer en 2018, pour s'établir à 2 886 tonnes (-2,3 % sur un an, après -2,7 % en 2017). En valeur, la baisse est plus modeste (-0,8 %, à 1,7 milliard de F CFP), du fait d'une hausse de la valorisation moyenne (590 F CFP/kg). Pour rappel, en 2014, des abattages anticipés (en lien avec un manque de fourrage) avaient créé un pic de production.

**L'aviculture** est concentrée en province Sud (plus de 90 %), où les principaux élevages industriels sont implantés. En 2017, dernière année disponible, 800 tonnes ont été commercialisées en aviculture chair, pour une valeur de 597 millions de F CFP (-10,7 % en volume et -14,8 % en valeur par rapport à 2016). Cette diminution en volume s'explique par des difficultés techniques et logistiques rencontrées par les élevages. La production d'œufs est en baisse de 14,6 %, suite à l'arrêt de l'activité d'un des producteurs. En revanche, elle augmente de 11,2 % en valeur (à 1,1 milliard de F CFP), en raison d'une hausse du prix moyen.

**L'élevage porcin** est à 60 % concentré en province Sud, mais la contribution de la province Nord se développe depuis 2010. En complément de cette production commercialisée, de très nombreuses exploitations sont implantées, en particulier dans les îles Loyauté, sous forme de structures familiales vouées à l'autoconsommation. En 2018, la production de la filière atteint 2 906 tonnes. Elle continue de se redresser (+1,0 % en 2018, après +5,6 % en 2017), après avoir reculé de 7,6 % en 2015 suite à une diminution du nombre de naissances. La production porcine est valorisée à plus de 1,5 milliard de F CFP (+2,7 % par rapport à 2017).

### 3.2 LA PRODUCTION VÉGÉTALE

La production de fruits et légumes représente deux tiers de la production végétale, loin devant l'horticulture (15 %), les céréales (8 %), le coprah, la vanille et le café (moins de 1 %).

La production de **fruits** commercialisée s'articule autour de trois cultures principales : les bananes (21 %), les pastèques (20 %) et les oranges (19 %). La production commercialisée de fruits se redresse en 2018, pour s'établir à 3 983 tonnes en volume et 1,4 milliard de F CFP en valeur (+6,5 % en volume, +13,6 % en valeur par rapport à 2017). Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation du volume commercialisé de bananes (+213 tonnes), la production ayant été fortement impactée par le cyclone Cook en avril 2017. En revanche, les volumes de melons (-53 tonnes) et de mangues (-82 tonnes) sont en baisse. Les **importations** tous fruits confondus s'élèvent à 4 775 tonnes pour 1,1 milliard de F CFP en 2018 (-0,3 % en

volume, -5,5 % en valeur par rapport à 2017), et sont constituées à plus de 70 %, de pommes, poires, raisins et kiwis. Elles proviennent surtout d’Australie et de Nouvelle-Zélande.

Les principaux **légumes** cultivés sont les squashes (sorte de courge, qui représente 20 % de la production totale en volume), les pommes de terre (17 %) et les salades (10 %). La production de légumes commercialisée s’élève à 15 149 tonnes en volume et 3,6 milliards de F CFP en valeur (+4,8 % en volume, +11,2 % en valeur par rapport à 2017). Cette augmentation s’explique principalement par celle des légumes frais (+900 tonnes) et des pommes de terre (+700 tonnes). **Les importations** de légumes restent stables et s’élèvent à 5 000 tonnes (-6,5 %) et 700 millions de F CFP (-16,7 %). Elles sont constituées pour près de deux tiers, de pommes de terre, d’oignons, de carottes et choux verts. Les légumes sont importés principalement de Nouvelle-Zélande et d’Australie (respectivement 66 % et 22 %).

Les principales productions marchandes fruitières et légumières commercialisées

Tonnes	2015	2016 <sup>(a)</sup>	2017 <sup>(a)</sup>	2018 <sup>(p)</sup>	Variation 2018/2017	Part en 2018
<b>Fruits</b>	<b>4 497</b>	<b>4 125</b>	<b>3 740</b>	<b>3 983</b>	<b>6,5%</b>	<b>100,0%</b>
dont oranges	950	660	774	770	-0,5%	19,3%
dont bananes dessert	1 016	1 169	628	841	33,9%	21,1%
dont pastèques	738	751	777	791	1,8%	19,9%
<b>Légumes</b>	<b>13 028</b>	<b>12 813</b>	<b>14 455</b>	<b>15 149</b>	<b>4,8%</b>	<b>100,0%</b>
dont squashes	3 808	2 445	3 775	3 022	-19,9%	19,9%
dont salades	1 403	1 496	1 509	1 466	-2,8%	9,7%
dont pommes de terre	565	1 379	1 841	2 510	36,3%	16,6%

(p) : données provisoires ; (a) : chiffres actualisés  
Sources : DA VAR, Arbofruits, OCEF, ERPA, Marché de gros

CRÉATION D'UNE INTERPROFESSION POUR LA FILIÈRE FRUITS ET LÉGUMES (IFEL-NC)

L’Interprofession fruits et légumes (Ifel) créée en novembre 2015, sous l’égide du gouvernement, a pour objectif de formaliser et consolider les liens entre les acteurs appartenant aux différents segments de la chaîne de valeur (production, distribution, commercialisation) afin d’améliorer la qualité des produits, la compétitivité de la filière et la connaissance des attentes des consommateurs.

Depuis 2011, la **céréaliculture**, majoritairement la production de maïs, progresse sensiblement. En 2018, la production destinée à la provende (alimentation destinée aux animaux d’élevage) s’élève à 10 378 tonnes (572 millions de F CFP), soit +10,2 % sur l’année. L’accent est mis sur la diversification des cultures : 194 tonnes de sorgho, riz et blé ont été produites en 2018. Les importations s’élèvent hors semences à 41 857 tonnes et 1,9 milliard de F CFP en 2018, soit -1,4 % en volume et +1,0 % en valeur.

La Nouvelle-Calédonie produit et exporte également des **huiles essentielles** (huiles de santal et de niaouli). En 2018, 8,6 tonnes d’huiles essentielles de santal ont été exportées en 2018 (principalement vers la France métropolitaine), pour une valeur de 622 millions de F CFP (+3,5 % par rapport à 2017). Le bois de santal est une ressource rare utilisée en huiles essentielles ou essences notamment par les parfumeries de luxe et la cosmétique. Le gouvernement a interdit l’exportation de bois de santal brut depuis le 8 décembre 2015, en raison du risque de disparition de cette ressource naturelle, longue à renouveler, et de la volonté de favoriser la transformation locale<sup>1</sup> pour créer davantage de valeur ajoutée.

Depuis quelques années, **l’horticulture ornementale** et la **sylviculture** contribuent au développement de la filière végétale. L’horticulture représente désormais un chiffre d’affaires estimé à plus d’un milliard de F CFP. La filière du bois se développe et s’organise progressivement. Ainsi, la SAEM « Sud Forêt », créée par la Province Sud en 2012, a lancé un programme pilote de plantation d’arbres à l’horizon 2017/2018 avec l’objectif de planter 1 500 hectares de forêt d’essences endémiques, telles que le gaïac, le pin colonaire, le santal et le kaori. La filière se structure également en province Nord avec la société « Bois du Nord », créée en novembre 2016 (fusion de trois entités liées aux métiers du bois) et dont l’objectif est de construire une industrie du bois à partir des forêts de pins caraïbes du plateau Tango.

<sup>1</sup> Sur l’île de Maré, la société Seri no Nengone (SNN) exploite une unité d’extraction d’essences aromatiques qui alimente en essence de santal les plus grands noms de la parfumerie et de la cosmétique.

# 4. La pêche

## 4.1. L'ORGANISATION DU SECTEUR

Trois formes de pêche sont pratiquées en Nouvelle-Calédonie, selon les zones d'activité (lagon, pente externe du récif et haute mer) :

- la **pêche lagonaire** est réalisée par des navires de petite taille. Elle concerne, outre la prise de poissons, la récolte de trocas (escargots de mer) et d'holothuries (également appelés bêtes ou concombres de mer), tous deux principalement destinés aux marchés asiatiques.

- la **pêche côtière** est pratiquée à l'extérieur du lagon, jusqu'à 12 miles (environ 22 km) au large du récif, à partir de navires polyvalents. Les prises sont commercialisées sur le marché local. En 2017, la filière comptait 186 navires armés<sup>1</sup>, contre 185 l'année précédente. L'activité se concentre en province Nord (plus de 75 % des navires armés).

- la **pêche hauturière** est pratiquée dans la Zone Économique Exclusive (ZEE)<sup>2</sup>. Des navires palangriers exploitent depuis les années 1980 les ressources en thonidés et marlins, en partie exportées. En 2018, la filière compte 16 palangriers qui appartiennent à six armements. Si l'essentiel se trouve en province Sud, deux armements travaillent dans le Nord et les Iles. La société Navimom détient la moitié du marché, Pescana en assure 20 %, les quatre autres armements se répartissent les 30 % restants.

La filière est soutenue par l'ERPA qui, d'une part, assure l'accompagnement de la pêche hauturière et, d'autre part mobilise certains financements des provinces.

### CRÉATION DE LA MARQUE « CAP LAPÉROUSE »

Le gouvernement et la Fédération de la pêche hauturière, ont pour objectif de renforcer la présence à l'export des produits de la pêche calédonienne. C'est dans ce cadre que les professionnels ont créé une marque d'appel commune, « Cap Lapérouse », qui doit offrir une meilleure visibilité à la production locale, et notamment au thon blanc. Les marchés de niche visés sont l'Europe, l'Asie et l'Australie. Afin de se démarquer de la concurrence, car le thon calédonien est plus cher, les efforts de communication mettent l'accent sur les techniques de pêche à la palangre, considérées comme responsables et sélectives, avec des méthodes de travail respectueuses de l'environnement et en respectant les règles et les mesures de gestion édictées par la Commission des pêches du pacifique Sud.

## 4.2. LES RÉSULTATS DE LA FILIÈRE HAUTURIÈRE

### La production palangrière atteint son plus bas niveau depuis 10 ans

En dépit d'un effort de pêche accru, la production palangrière diminue de 5,0 % par rapport à 2017 et s'élève à 2 348 tonnes débarquées soit la production la plus faible de ces 10 dernières années. La baisse de la production en 2018 s'explique principalement par la chute des volumes pêchés de thons jaunes (-24,7 %, 16 % du volume pêché) tandis que le thon blanc, qui représente plus des deux tiers de la production totale, se redresse légèrement (+2,9 %).

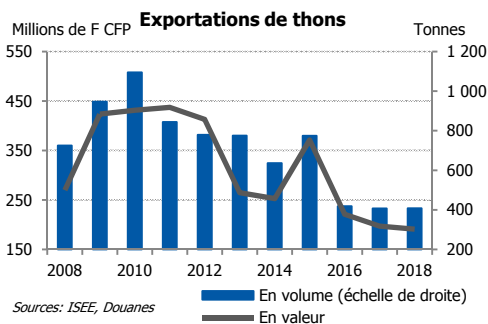
Pêches des palangriers					Variation 2018/2017	Part en 2018
Tonnes	2015	2016	2017	2018		
Thons blancs	1 613	1 618	1 586	1 632	2,9%	69,5%
Thons jaunes	835	462	514	387	-24,7%	16,5%
Thons obèses	41	72	46	39	-15,2%	1,7%
Marlins	108	112	104	92	-11,5%	3,9%
Espadons	8	8	8	7	-12,5%	0,3%
Requins Makos	0	0	0	0	-	-
Divers	237	213	213	191	-10,3%	8,1%
<b>Total</b>	<b>2 840</b>	<b>2 485</b>	<b>2 471</b>	<b>2 348</b>	<b>-5,0%</b>	

Source : Service de la marine marchande et des pêches maritimes (SMMPM)

<sup>1</sup> Un navire armé dispose d'une autorisation de pêche délivrée par la province où l'activité est exercée et d'un rôle d'équipage (titre de navigation).

<sup>2</sup> La ZEE de la Nouvelle-Calédonie s'étend sur 1 470 000 km<sup>2</sup>, et constitue la deuxième plus grande surface de l'ensemble de l'outre-mer français, après la Polynésie française.

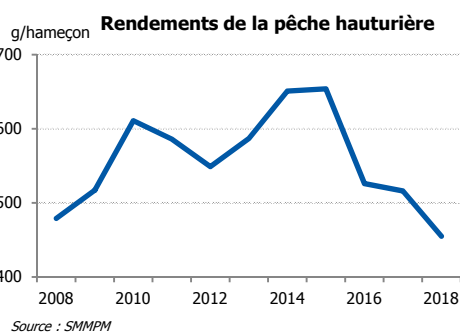
Le principal débouché de la pêche hauturière est le marché local, qui absorbe plus de 80 % de la production. Les ventes à l'exportation, jugées globalement moins rentables, permettent de valoriser les excédents de pêche par rapport à la consommation domestique. Les volumes exportés de thons sont stables en 2018 (+0,3 % en volume, et - 3,1 % en valeur) et alimentent les marchés japonais, européens et les conserveries samoanes.



## Les rendements continuent de se dégrader

Depuis une dizaine d'années, l'activité de pêche hauturière s'est structurée et professionnalisée, s'adaptant progressivement à la disponibilité des ressources ainsi qu'à la demande des différents marchés. Les armements palangriers ont su accroître leur effort de pêche avec plus de 5 millions d'hameçons filés (+7,7 %). Cette évolution s'explique par l'augmentation du nombre de campagnes de pêche (320 campagnes contre 310 en 2017) ainsi que leur durée. En 2018, sur 100 jours, les navires passent en moyenne 61 jours en mer pour 42 jours de pêche (en 2017, 58 jours en mer pour 41 jours de pêche).

de pêche hauturière s'est structurée et



Le nombre total de jours consacrés à la pêche est en hausse (2 481 jours contre 2 378 en 2017), avec une prospection du poisson plus proche, autour des îles Loyauté plutôt que Chesterfield. En revanche, la moyenne de capture par jour de pêche qui était de 52 poissons/jour en 2016 et 2017, est passée à 49 poissons/jour en 2018.

Le bilan annuel du secteur fait état de rendements au plus bas depuis 2008, avec une moyenne de 455 grammes par hameçon (contre 516 g/ham en 2017).

## 5. L'aquaculture

### 5.1 L'ORGANISATION ET LA PRODUCTION DE LA FILIÈRE « CREVETTE »

Présente en Nouvelle Calédonie depuis les années 1970, l'aquaculture de la crevette *stylirostris* ou « crevette bleue », reconnue pour ses grandes qualités gustatives, s'est développée à un stade industriel à partir de la fin des années 1980. Plusieurs acteurs interviennent au cours d'une campagne. Au début de la chaîne, des écloséries se chargent de la production de larves. Parvenues à un certain stade de croissance (post-larves), celles-ci sont ensuite expédiées vers la vingtaine de fermes d'élevage que compte à ce jour le territoire. À l'issue de cette période d'élevage destinée à faire grossir les crevettes, celles-ci sont pêchées, conditionnées et commercialisées. La filière fait aussi intervenir des provendiers, qui fournissent les aliments adaptés, fabriqués principalement à partir de farines animales, ainsi que deux ateliers de conditionnement. D'autres acteurs enfin travaillent également en soutien à la production : les directions économiques et agricoles du gouvernement, l'Établissement de Régulation des Prix Agricoles (ERPA qui a fusionné avec APICAN en 2018 devenant l'Agence



rurale), les Sociétés d'Économie Mixte des provinces (SEM), et des unités de recherche. Les fermes de production sont structurées en Groupement des Fermes Aquacoles (GFA) depuis 1993. De manière plus large, les professionnels de la filière sont fédérés depuis 1994 en Société des Producteurs Aquacoles Calédoniens (SOPAC).

Une filière exposée aux risques sanitaires et à la saisonnalité

La filière doit faire face à des risques particuliers, potentiellement générateurs de couts importants, notamment des risques climatiques, sanitaires et biologiques (apparitions de pathologies qui provoquent des mortalités importantes, notamment des post-larves en écloseries). La forte saisonnalité de la production, en partie liée aux pathologies, représente un autre handicap pour la filière, l'usine de conditionnement ne fonctionnant au maximum de sa capacité que durant 3 à 4 mois par an (80 % des pêches étant réalisées entre mars et juin).

Afin de limiter les taux de mortalité et d'étendre les périodes de production, la filière bénéficie aujourd'hui, sur financement complémentaire du gouvernement et des provinces, de l'appui scientifique et technique du Centre Technique Aquacole de Boulouparis. L'IFREMER vient également en appui à la filière avec une partie de ses recherches dédiées à l'élaboration de solutions viables en matière de production en écloserie et en ferme de grossissement.

Une diminution des subventions

Le financement du développement des fermes aquacoles est encouragé par un dispositif d'incitation fiscale et des programmes de soutien à l'investissement des provinces. Les aides allouées à la filière aquacole ont sensiblement diminué en 2018 (-23,6 %) et s'élèvent à 173,2 millions de F CFP. L'aide à l'exportation versée par l'ERPA, qui représente plus de 95 % du montant total alloué à la filière, est de 168,2 millions de F CFP en 2018, et recule de 20 % par rapport à la campagne précédente.

5.2 LES RÉSULTATS DE LA FILIÈRE

En 2018, la filière crevette représente un chiffre d'affaires de 260 millions de F CFP pour les écloseries (+0,8 %), et de 1 840 millions de F CFP pour les fermes (+12,3 %).

Une production de crevettes en légère hausse

La surface totale consacrée à la production de crevettes s'établit à 633 ha pour 19 fermes sur les 723 ha destinés à l'élevage (90 ha sont dédiés à l'élevage d'holothuries). Ainsi, le rendement par hectare des fermes progresse de 4,3 %.

Avec 1 505 tonnes de crevettes produites, la croissance affichée est de 2,9 % par rapport à la campagne précédente. Supérieure à 2 000 tonnes par le passé, la production continue d'être limitée par des niveaux d'ensemencements faibles, qui bien qu'ils se soient améliorés depuis la pénurie de post-larves de 2015, restent toujours insuffisants et ne permettent pas d'accroître les volumes de production. Durant la campagne 2017/2018, la production de post-larves s'établit à 122 millions, soit 2,7 % de moins qu'au cours de la campagne précédente.

Production de post-larves et de crevettes

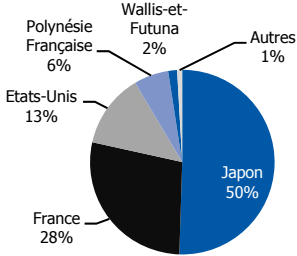
	2014/2015	2015/2016	2016/2017	2017/2018	Variation 2018/2017
<b>Ecloseries</b>					
Nombre d'écloseries	4	4	4	4	0,0%
Production (millions de post-larves)	98	122	125	122	-2,7%
<b>Fermes aquacoles</b>					
Nombre de fermes	18	18	19	19	0,0%
Nombre d'élevages	71	83	88	91	3,4%
Surfaces d'élevage en production (ha)	492	615	633	633	0,0%
Production (tonnes)	1 252	1 575	1 462	1 505	2,9%
Rendement par million de post-larves ensemencées (t/million)	12,8	12,9	11,7	12,9	10,6%
Rendement par hectare (t/ha)	2,5	2,6	2,3	2,4	4,3%

Source : ERPA

## Des exportations tirées par la demande française et américaine

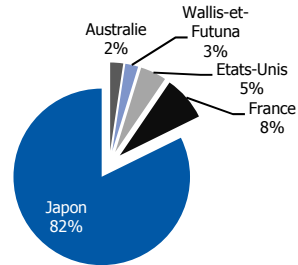
Après un recul de 4,6 % en 2017, les exportations de crevettes (816 tonnes, soit 54 % de la production) se redressent de 6,1 % et s'établissent à 1,3 milliard de F CFP. Cette orientation favorable est due à la progression des exportations à destination de la France (+38 tonnes, +81,4 % en valeur) et des États-Unis (+17 tonnes, +132,2 % en valeur). Principal marché à l'exportation (82 % du total de crevettes exportées), le Japon affiche un léger recul de ses commandes en 2018 (-23 tonnes, -1,7 % en valeur).

Exportations de crevettes en 2008



Sources : Douanes, ISEE / IEOM

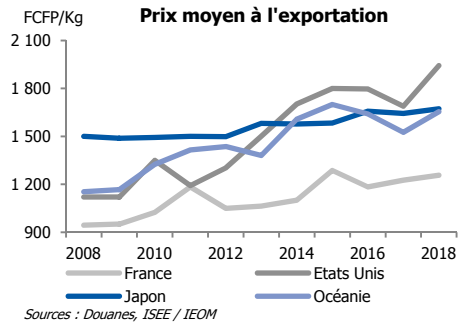
Exportations de crevettes en 2018



Sources : Douanes, ISEE / IEOM

Le **prix moyen** de la crevette calédonienne s'est apprécié de 1,4 % pour s'établir à 1 638 F CFP/Kg en 2018. La hausse du prix à l'exportation concerne toutes les destinations : les États-Unis (+15,1 %), l'Océanie (+8,5 %), la France (+2,5 %) et le Japon (+1,8 %).

Malgré ce positionnement sur des marchés porteurs, la valeur de la crevette dans l'ensemble des exportations du territoire se maintient à un faible niveau (0,7 % en 2018).



### L'ÉLEVAGE DES HOLOTHURIES, ALTERNATIVE OU COMPLÉMENT ?

Il existe 48 espèces d'holothuries présentes dans le lagon calédonien où elles sont pêchées, séchées puis exportées principalement en direction du marché asiatique (environ 100 tonnes exportées en 2018 pour un chiffre d'affaires de 64,2 millions de F CFP, contre 43 tonnes d'une valeur de 32 millions de F CFP en 2017). Face à la raréfaction de la ressource, des expérimentations d'élevages d'holothuries ont été réalisés en bassins de crevettes en 2012/2014. L'objectif est de mettre en place une « rotation des cultures », en alternant avec l'élevage de crevettes afin de renforcer les performances techniques de la filière. Dix bassins sont dédiés à l'élevage d'holothuries, suite à une diversification aquacole engagée depuis 2016, et qui s'est poursuivie en 2017. L'élevage d'holothuries a potentiellement un effet comparable à la « jachère » sur les sols dont la qualité joue un rôle majeur dans l'élevage des crevettes.

### UNE FILIÈRE PISCICOLE MARINE

Dans le cadre d'un comité de pilotage animé par l'ADECAL, les premières discussions sur l'opportunité de mettre en place un programme pour le développement d'une filière piscicole marine ont débutées. Plusieurs études d'opportunité et de faisabilité ont été conduites entre 2002 et 2008 par des cabinets internationaux et sont venues conforter ces ambitions et impulser la mise en place du Centre Calédonien de Développement et Transfert en Aquaculture Marine (CCDTAM). En 2018, ce sont 12,3 tonnes de pouettes qui ont été commercialisées, pour une valeur de 13,4 millions de F CFP (8,5 tonnes pour une valeur de 9,3 millions de F CFP en 2017).

# Section 3

## L'industrie et l'artisanat

Le **secteur industriel** est à la recherche d'un nouvel élan. À la suite des états généraux du secteur, les professionnels visent à construire une industrie plus innovante, plus moderne et plus tournée vers l'export. En 2018, le secteur génère 7,8 % des créations d'entreprises, englobe 4,3 % du parc d'entreprises, et crée 8,0 % de la richesse du territoire (chiffre 2017). Les entrepreneurs du secteur interrogés par l'IEOM font toutefois état d'un volume d'activité en dégradation, notamment sur le second semestre.

L'**artisanat** en Nouvelle-Calédonie concentre environ 30 % des entreprises du secteur marchand et 9 % des emplois salariés du privé. La création d'entreprises est moins dynamique en 2018, mais le nombre de radiation se réduit également. Selon l'enquête de la Chambre des métiers et de l'artisanat, l'activité ralentit en 2018, notamment la sous-traitance, mais les effectifs et l'investissement se maintiennent.

## 1. L'industrie

### 1.1. LE TISSU INDUSTRIEL DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Fin 2018, l'industrie manufacturière (hors métallurgie) compte 2 603 entreprises (+0,3 % par rapport à 2017). Le **nombre d'entreprises sans salarié**, qui représente près de 80 % du tissu industriel, est en hausse (+1,1 %). En revanche, celui des petites entreprises employeuses (moins de 19 salariés) est en recul (-2,5 %). Le stock d'entreprises de plus de 19 salariés reste stable avec 75 unités.

L'évolution du nombre d'entreprises suit des évolutions contrastées **selon les branches** de l'industrie : l'industrie agro-alimentaire (+2,2 %) et l'industrie du textile (+1,3 %) enregistrent les hausses les plus marquantes, alors que la fabrication de machines et équipements (-3,4 %) et la fabrication de produits métalliques (-3,3 %) sont en baisse.

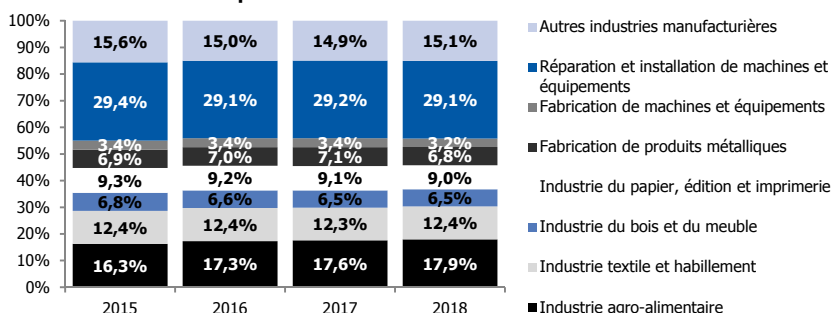
Les principales activités industrielles en Nouvelle-Calédonie sont la réparation et l'installation de machines et d'équipements industriels (29,1 % du parc d'entreprises industrielles), l'industrie agro-alimentaire (17,9 %), la production de biens de consommation et de produits du bâtiment.

Nombre et effectifs des entreprises de l'industrie manufacturière

	2011	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
Industries manufacturière	2 292	2 517	2 594	2 603	0,3%
dont 0 salariés	1 753	1 948	2 013	2 035	1,1%
dont 1 à 19 salariés	473	494	510	497	-2,5%
dont 20 à 50 salariés	51	58	55	55	0,0%
dont 50 à 99 salariés	11	10	10	10	0,0%
dont plus de 100 salariés	4	7	6	6	0,0%

Sources : ISEE, RIDET, CAFAT

Répartition des entreprises industrielles (hors métallurgie) par secteur d'activité au 31 décembre

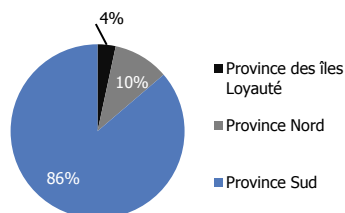


Source : ISEE, RIDET

Les emplois du secteur de l'industrie et de la transformation sont concentrés surtout dans l'industrie agro-alimentaire, la fabrication de produits métallurgiques hors nickel et celle des produits en caoutchouc et en plastique.

La majorité des industries manufacturières sont concentrées dans **l'agglomération du Grand Nouméa**. Après avoir connu une forte croissance au cours de la dernière décennie, le nombre d'entreprises industrielles dans la zone VKP (Voh - Koné - Pouembout) stagne depuis 2014 (104 unités, soit 4,0 % du parc en 2018 contre 58 unités et 3,0 % du parc en 2008).

**Entreprises de l'industrie manufacturière par province**



Source : ISEE

## 1.2. UNE POLITIQUE VOLONTARISTE DE SOUTIEN À LA PRODUCTION LOCALE

Pour soutenir le développement du secteur industriel, qui doit faire face à des coûts d'investissement et de production élevés au regard de la taille du marché local, les pouvoirs publics calédoniens ont mis en place une politique volontariste associant protection de la production locale et incitations fiscales.

### 1.2.1 La protection du marché local

La réglementation du commerce extérieur, compétence transférée à la Nouvelle-Calédonie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000, vise à protéger l'économie locale en encadrant les importations de certains produits et en favorisant en conséquence la distribution des marchandises produites en Nouvelle-Calédonie. Les mesures prises peuvent prendre la forme soit d'interdiction ou de contingentement des importations, soit de protections tarifaires. La mise en place et le suivi de ces mesures sont assurés par le Comité du commerce extérieur (COMEX).

#### LES MESURES DE PROTECTION DES MARCHÉS EN NOUVELLE-CALÉDONIE

##### • Les mesures de restrictions quantitatives

Fixé chaque année par arrêté du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, le Programme Annuel d'Importation (PAI) prévoit deux types de restrictions quantitatives à l'importation :

- **Les contingents**, exprimés en valeur ou en quantité, ont pour objet de limiter et de contrôler le volume des importations pour un produit donné.

- **Les mesures de suspension** interdisent l'importation de marchandises. La mesure STOP (Suspendu Toutes Origines et Provenances) s'applique quelle que soit l'origine et la provenance du produit, tandis que la mesure SHUE (Suspendu Hors Union Européenne) ne concerne que les produits qui ne sont pas originaires de l'Union Européenne.

##### • Les mesures de protection tarifaires

Deux taxes conjoncturelles, révisées chaque année, sont exigibles sur les produits importés concurrents de ceux susceptibles d'être produits localement :

- **La TCPPL**, taxe conjoncturelle pour la protection de la production locale, est exigible sur les produits d'importation transformés. Les taux varient entre 5 % et 60 % selon les produits.

- **La TSPA**, taxe de soutien aux productions agricoles et agroalimentaires, est exigible sur les produits agricoles ou alimentaires importés, concurrents des productions locales. En 2016, cette taxe a été remaniée pour s'appliquer *ad valorem* à l'ensemble des produits alimentaires et agroalimentaires importés (3 % ou 6 %).

## 1.2.2 Les incitations fiscales

Outre les mesures de protection de marché, les entreprises calédoniennes pouvaient bénéficier jusqu'en 2018 de régimes fiscaux privilégiés (exonération de TGI) pour l'importation de biens d'investissement et de matières premières.

- **Les biens d'équipement ou de production** destinés aux entreprises calédoniennes peuvent être exonérés de la Taxe Générale à l'Importation (TGI) dès lors qu'ils participent directement à l'activité de l'entreprise ou à son exploitation.
- **Les matières premières et emballages** entrants directement dans les procédés de fabrication de produits locaux peuvent être exonérés de TGI. Le bénéfice de ce régime est accordé aux entreprises productrices de biens relevant des secteurs de l'industrie et de l'artisanat, après obtention d'un agrément auprès du Comité des productions locales.

Le montant total des exonérations fiscales obtenues au titre de ces deux régimes d'exonération est logiquement en diminution par rapport à 2017 (-25,7 %), suite à l'entrée en vigueur de la TGC au 1<sup>er</sup> octobre 2018 et la disparition concomitante de la TGI.

### Montant des exonérations de TGI (Taxes Générale à l'Importation)

(en millions de F CFP)	2010	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
Biens d'investissements	1 503	1 805	1 836	1 738	1 367	-21,3%
Secteur des matières premières	2 031	1 982	1 805	1 804	1 263	-30,0%
<b>Total</b>	<b>3 534</b>	<b>3 787</b>	<b>3 641</b>	<b>3 542</b>	<b>2 630</b>	<b>-25,7%</b>

Source : Direction régionale des Douanes de Nouvelle-Calédonie

Le changement de fiscalité lié à la mise en place de la TGC, modifie profondément ce fonctionnement. Les biens d'investissements et les matières premières ne sont pas exonérés de TGC mais bien taxés (au taux réduit de 3 % pour les matières premières). Leur importation ouvre cependant des droits à déduction.

Également, afin d'encourager l'export, le congrès de la Nouvelle-Calédonie a adopté, en septembre 2018, une loi du pays instituant un crédit d'impôt pour les entreprises réalisant des démarches ou des opérations d'exportations. Ce crédit d'impôt qui représente 50 % du montant des dépenses de prospection commerciale, est plafonné à 50 millions de F CFP et ne peut être accordé que pour une durée de 15 années successives.

## 1.3. UN SECTEUR À LA RECHERCHE DE NOUVELLES DYNAMIQUES

Les acteurs de l'industrie estiment que le secteur arrive au bout de son modèle et que la poursuite de son développement passe par de nouvelles impulsions. Dans cet esprit, les **états généraux de l'industrie**, menés en fin d'année 2017, ont permis de définir un plan de stratégie industrielle. Dix projets sont ressortis, dont neuf sont en cours de déploiement, animés par des groupes de professionnels du secteur. Ils visent notamment à proposer une réflexion sur des sujets propres à l'industrie (développement d'une identité visuelle des produits, renforcement des synergies entre entreprises, gestion des ressources humaines...) mais également sur des sujets concernant toute l'économie calédonienne (simplification administrative, financement des investissements verts, création d'un hub régional).

Par ailleurs, les industriels du territoire souhaitent développer l'export et se sont rassemblés au sein du **cluster NCT&I** (anciennement AVEX, créé en 2018), qui est en charge d'accompagner les entrepreneurs dans leur démarche de prospection ou promotion en direction des marchés extérieurs. Depuis sa création plusieurs missions ont été menées dans les pays de la zone (Nouvelle-Zélande, Polynésie française...) et en métropole. Après le Vanuatu en 2017, le cluster s'est rendu au salon international « Food Show » de Taipei (Taiwan) en juin 2018, afin d'évaluer le potentiel de ce marché pour les produits calédoniens.

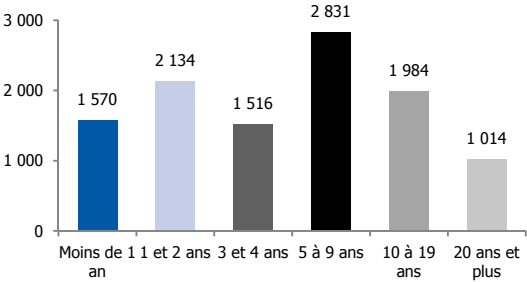
## 2. L'artisanat

### 2.1. CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRISES ARTISANALES

75 % des établissements de l'artisanat sont des entreprises individuelles (8 299 établissements) en 2018. Les sociétés commerciales (EURL, SARL et autres) regroupent 2 750 établissements, soit 25 % des entreprises artisanales, une part en progression (+3,1 %). Les entreprises artisanales évoluent le plus souvent sans salariés. Au 30 septembre 2018, l'ISSE a recensé 1 615 entreprises artisanales employant des salariés, soit environ 14 % du total. Les chefs d'entreprises du secteur sont majoritairement des hommes (77 %) et sont âgés en moyenne de 47 ans. En 2018, 47 % des entreprises artisanales en activité ont une ancienneté inférieure à 5 ans.

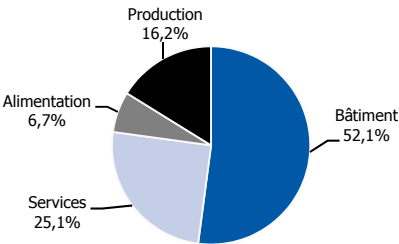
287 activités<sup>1</sup> sont exercées dans l'artisanat. En 2018, la part du secteur du bâtiment continue de diminuer (-0,8 point), au profit des autres secteurs que sont les services (+ 0,9 point), la production (+0,3 point) et l'alimentation (+ 0,2 point). Dans le bâtiment, les activités les plus répandues sont la maçonnerie et le gros œuvre, la réhabilitation de bâtiments et l'installation électrique. Dans les services, les activités les plus exercées sont le nettoyage courant des bâtiments, la mécanique automobile de véhicules légers et les travaux à façon divers. Dans le secteur productif, ce sont la réparation de machines et d'équipement<sup>2</sup>, la fabrication de vêtements féminins ainsi que la réparation et la maintenance navale. Les activités les plus pratiquées dans les métiers de bouche sont la fabrication de plats pour consommation immédiate, puis celles de la pâtisserie et la boulangerie.

Nombre d'entreprises par tranche d'ancienneté 2018



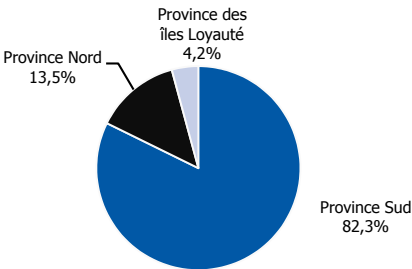
Source : Chambre de métiers et de l'artisanat

Répartition des entreprises artisanales par secteur d'activité...



Source : Chambre de métiers et de l'artisanat

...et par province en 2018



<sup>1</sup> Au sens de la Nomenclature d'Activités Française de l'Artisanat (NAFA).

<sup>2</sup> Plus particulièrement la « Réparation d'autres machines » code NAFA 33.12Z-B ; machines diverses autres qu'agricoles (machines d'usage général, machines – outils, machines pour métallurgie, machines pour extraction et la construction, machines de transformations des aliments...).

## 2.2. UNE FORTE DENSITÉ DANS LE TISSU ÉCONOMIQUE CALÉDONIEN

Au 31 décembre 2018, la Chambre de métiers et de l'artisanat de Nouvelle-Calédonie (CMA-NC) recense 11 049 entreprises artisanales, pour 16 792 personnes actives : 10 515 chefs d'entreprises, 5 966 salariés et 311 apprentis. L'artisanat concentre environ 30 % des entreprises du secteur marchand, 9 % des emplois salariés du privé et 47 % des apprentis en Nouvelle-Calédonie. Les entreprises de ce secteur dégagent un chiffre d'affaires annuel déclaré de 169 milliards de F CFP en 2017.

### UNE SITUATION QUI SE TEND POUR L'ARTISANAT EN 2018

Fin 2018, la Chambre des Métiers et de l'artisanat a réalisé une **enquête d'opinion** auprès de 401 entreprises artisanales afin d'évaluer la santé économique du secteur. Au global, pour l'année 2018, les entrepreneurs interrogés estiment que la **situation économique** s'est ralentie avec une diminution de l'activité pour près de la moitié des entreprises, une dégradation de l'état de leur trésorerie et une baisse significative de la sous-traitance. Malgré tout, les effectifs se maintiennent. L'emploi salarié poursuit sa progression pour la deuxième année consécutive (+4 %). Les entreprises continuent à investir dans les mêmes proportions que l'an dernier (40% des entreprises interrogées), et avec un montant moyen investi en progression (+28 %\*). Le chiffre d'affaires moyen annuel repart à la hausse. Cependant cette progression, après trois années consécutives de baisse, s'explique en grande partie par les disparités qui s'accroissent entre des entreprises solidement ancrées sur leur marché et des établissements qui peinent à s'y pérenniser ou se développer.

Les entreprises ont plus d'**incertitude** concernant l'avenir. Elles s'attendent au maintien de leur activité et de leurs effectifs, mais l'embauche et le recours à la sous-traitance sont moins envisagés, particulièrement dans le secteur du bâtiment et de la production.

*\*Calcul réalisé à partir des données redressées des enquêtes réalisées en 2017 (entreprises de plus d'un an d'ancienneté) et en 2018.*

Par rapport à 2017, le nombre d'établissements est resté relativement stable dans les trois provinces. Dans le Grand Nouméa, le nombre d'entreprises se stabilise (-0,2 %), malgré un recul significatif enregistré pour la commune de Nouméa (-2,2 %). La zone VKP<sup>1</sup> enregistre quant à elle une croissance de 2,2 % des établissements. La densité artisanale (nombre d'entreprises artisanales rapporté à la population) est particulièrement élevée en Nouvelle-Calédonie, avec près de 400 entreprises pour 10 000 habitants, soit le double du ratio observé pour la France entière (environ 200 entreprises pour 10 000 hab.<sup>2</sup>).

### Évolution de l'artisanat au cours de la période 2013-2018

En nombre	2013	2014	2015	2016*	2017**	2018**	Variation 2018/2017
Entreprises	11 707	11 463	11 581	11 028	11 064	11 049	-0,1%
Chefs d'entreprises	11 240	10 986	11 049	10 511	10 554	10 515	-0,4%
Salariés	5 222	5 589	5 684	5 096	5 733	5 966	4,1%
Apprentis	341	344	335	317	320	311	-2,8%

*\* Chiffres non comparables aux précédents suite à une fiabilisation du Répertoire des métiers*

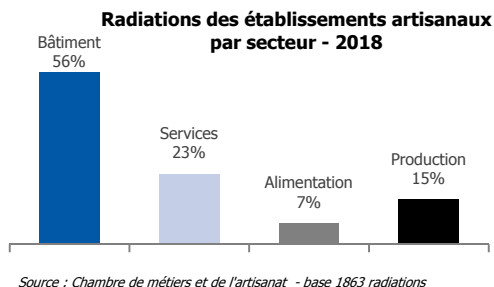
*Source : Chambre de métiers et de l'artisanat de Nouvelle-Calédonie*

*\*\*Source : données ISEE-CAFAT 2018 et 2017 fiabilisées en 2018 au 30/09/2018*

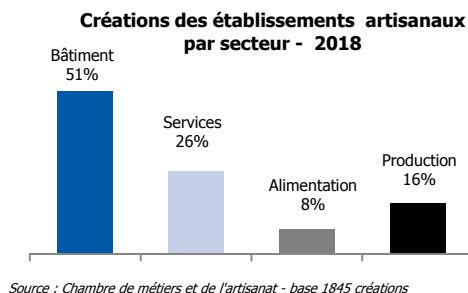
<sup>1</sup> Communes de Voh, Koné, Pouembout.

<sup>2</sup> Dernière donnée : 2017.

Au cours de l'année 2018, **1 845 établissements artisanaux** ont été créés, dont 51 % dans le bâtiment. La création d'entreprise est toutefois en baisse de 3,4 % par rapport à 2017. L'évolution des créations varie selon les secteurs d'activité : elle est positive dans la production (+11,2 %) et dans l'alimentation (+3,6 %) mais négative pour les secteurs des services (-6,1 %) et du bâtiment (-6,7 %). Si elles sont moins nombreuses que l'an dernier dans les deux provinces de la Grande terre (-3,2 % dans le Sud et -5,6 % dans le Nord), la province des Îles se distingue au contraire par une progression des créations (+3,8 %)¹.



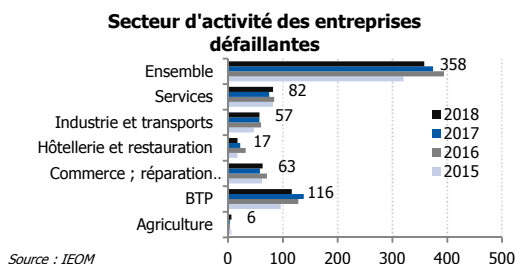
La baisse des **radiations** observées en 2017 se poursuit en 2018 avec **1 863 établissements radiés** (-0,9 %). L'évolution des radiations est différente suivant les provinces : elles diminuent en province Nord (-17,0 %), restent relativement stables en province Sud (+1,0 %) et progressent nettement aux îles Loyauté (+15,0 %). Le recul du nombre de radiations observé dans les secteurs des services (-7,0 %) et de l'alimentation (-1,5 %) compense l'augmentation dans les secteurs du bâtiment (+0,4 %) et de la production (+5,0 %).



Au global, le solde création / radiation de l'artisanat, légèrement déficitaire, induit une baisse du stock d'entreprises (-18). En dépit de ce recul, l'emploi salarié artisanal affiche une progression de près de 4 %. Le renouvellement du tissu artisanal reste dynamique. En 2018, il représente près de 40 % des créations (le taux de création² de 17 % reste stable depuis 2014) et 45 % des cessations d'entreprises dans le total du secteur marchand.

## EN 2018, BAISSÉ DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISE

En 2018, le nombre de défaillances s'établit à 358, en baisse pour la seconde année consécutive (-16 défaillances par rapport à 2017, soit -4,3 %) après le point haut de 2016 (394 défaillances). Cette évolution est essentiellement portée par le recul dans le secteur du BTP (-22 défaillances par rapport à 2017) et dans une moindre mesure par celui dans le secteur de l'hôtellerie et la restauration (-5 défaillances). À l'inverse, le nombre de défaillances progresse dans les secteurs du commerce, des services et de l'agriculture (+15 défaillances au total). Lors de l'étude réalisée par l'IEOM en 2018 pour l'année 2017, l'analyse des caractéristiques des entreprises défaillantes apprend qu'environ 95 % d'entre elles sont des SARL ou des entreprises individuelles (essentiellement artisanales), et que 80 % n'ont pas de salariés. Par ailleurs, au moment de la défaillance, les entreprises sont relativement peu anciennes. Elles sont 62 % à avoir moins de 10 ans d'ancienneté (dont 32 %, moins de 5 ans).



¹ Source : Le Répertoire des métiers de la CMA – sur la base de 1587 créations en province Sud, 204 en province Nord et 54 en province des Îles Loyauté en 2018.

² Taux de création : nombre de créations rapporté au stock total d'entreprises.



## Section 4

# L'énergie, l'eau et le traitement des déchets

La volonté du territoire de réduire sa **dépendance énergétique** (objectif fixé par le schéma pour la transition énergétique de la Nouvelle-Calédonie (STENC) adopté en 2016), et de poursuivre son rattrapage en matière de **gestion des déchets et d'assainissement** se traduit par des investissements conséquents. La **gestion de l'eau**, sa tarification et sa facturation constituent un enjeu majeur pour la population, comme pour les politiques communales. Si le **mix énergétique** de la Nouvelle-Calédonie reste fortement contraint par l'industrie métallurgique, énergivore en énergies fossiles, l'émergence d'alternatives utilisant le gaz ou le solaire rend possible un changement de donne, à terme.

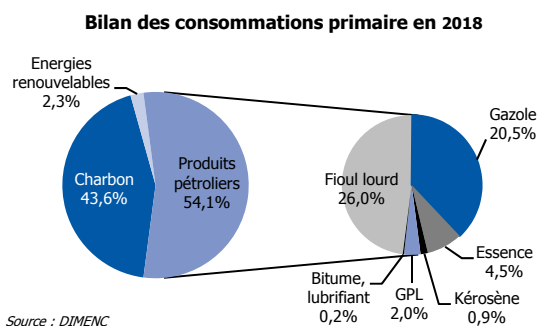
Plus largement, **l'économie dite verte**<sup>1</sup> monte en puissance en Nouvelle-Calédonie, sous les effets combinés de l'impulsion publique, de la baisse du coût des énergies renouvelables, de l'identification d'éco-activités porteuses ou encore du développement de l'économie circulaire et de l'innovation. En 2017, elle regrouperait 3,1 % des entreprises marchandes et 4,9 % des emplois marchands (y/c non salariés).

## 1. La consommation d'énergie primaire

### 1.1 UN MIX ÉNERGÉTIQUE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

#### Une forte dépendance énergétique liée au secteur métallurgique

Le **mix énergétique** de la Nouvelle-Calédonie est composé à 97,7 % d'énergies fossiles, dont 54,1 % de produits pétroliers (principalement du fioul et du gasoil) et 43,6 % de charbon, et 2,3 % d'énergies renouvelables. La **consommation primaire** de la Nouvelle-Calédonie s'élève à 1 704 ktep, en hausse de +6,3 % sur l'année. L'évolution de la croissance d'une année sur l'autre est largement déterminée par celle de la production métallurgique.



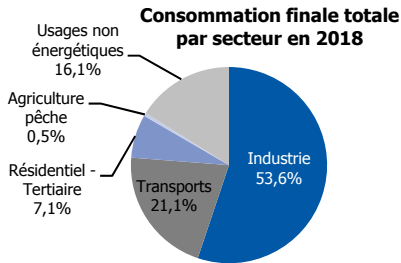
L'utilisation du **charbon et de fioul lourd**, destinés principalement aux usines de nickel, s'est légèrement accrue dans la consommation primaire (respectivement de +2,8 % +5,7 %), en raison de l'augmentation des besoins pour la production d'électricité. La hausse la plus marquée sur l'année revient au **gazole** (+20,5 %), du fait d'une forte augmentation des besoins du secteur métallurgique (essentiellement portée par l'usine KNS). En revanche, les **énergies renouvelables** sont en baisse de -5,2 % (-2 100 tep), l'augmentation de la production d'origine photovoltaïque et éolienne (+1 600 tep, soit +25,1 %) ne permet pas de compenser la diminution de la production d'énergie hydroélectrique (-3 700 tep, soit -12,0 %) sur l'année. La part des énergies renouvelable dans le total de la consommation d'énergie primaire totale se réduit par conséquent à 2,3 % contre 2,5 % l'année précédente, signifiant une hausse de la dépendance énergétique sur l'année.

Cette forte **dépendance énergétique** est directement liée à la présence de l'industrie métallurgique, énergivore, avec plus de 50 % de la consommation totale. Le secteur industriel consomme principalement de l'électricité (22,7 %), suivi des produits pétroliers (21,2 %) et du

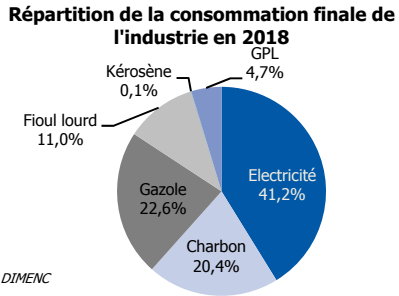
<sup>1</sup> L'IEOM a publié une note « l'économie verte en Nouvelle-Calédonie : un essor mesuré mais prometteur » [https://www.ieom.fr/IMG/pdf/cp\\_economie\\_verte.pdf](https://www.ieom.fr/IMG/pdf/cp_economie_verte.pdf).

charbon (11,3 %) qui sont utilisés pour la production d'électricité et en consommation finale par l'industrie métallurgique.

Derrière le secteur industriel, le secteur des transports consomme 21,1 % de la consommation d'énergie primaire, suivi par le secteur des « usages non énergétiques » (16,1 %), du secteur résidentiel et tertiaire (7,1 %) et enfin du secteur agricole (0,5 %). Le secteur résidentiel et tertiaire consomme majoritairement de l'électricité (78,4 %) pour des besoins énergétiques tels que la production d'eau chaude, la climatisation ou l'éclairage. Ce secteur consomme également des produits pétroliers (17,0 %) et le solaire thermique (4,5 %).



Source : DIMENC



Source : DIMENC

## La transition énergétique

Dans le cadre de la **transition énergétique**<sup>1</sup> du territoire, la volonté de réduire la dépendance énergétique est affichée, et prend forme à travers le **plan climat**. Le développement des énergies renouvelables est encouragé et stimulé (cf. Chapitre III – Section 4 - 2.2), avec des objectifs ambitieux pour le secteur public qui s'accompagnent d'investissements conséquents : la mise en œuvre de la stratégie de développement des énergies renouvelables représenterait à la fois un investissement de 115 milliards F CFP et des importations de matériel à hauteur de 85 milliards de F CFP. Elle devrait permettre par ailleurs une économie de 50 milliards de F CFP d'importations de combustibles fossiles sur la période 2016-2030. À l'issue de ce programme, sur les 15 prochaines années, environ 150 emplois pérennes devraient être créés sur la Grande Terre et un à deux emplois par île Loyauté (source : Agence Calédonienne de l'Énergie).

Le **secteur métallurgique** lui-même pourrait être acteur de ces transformations, puisque des projets émergent avec des centrales n'utilisant pas les énergies fossiles comme intrants, au profit du gaz (cf. encadré), voire du solaire.

### REMPACEMENT DE LA CENTRALE À FUEL DE LA SLN PAR UNE CENTRALE À GAZ

La centrale au fuel de la SLN en fin de vie doit être remplacée par une centrale au gaz naturel liquéfié d'ici 2021. Cette construction, qui s'intègre dans le schéma de transition énergétique (STENC), devra couvrir les besoins énergétiques de l'usine de la SLN et fournir le réseau de distribution publique. Le gouvernement a adopté en janvier 2018 un avant-projet de loi relatif au financement de la future « centrale pays », qui reposera sur le recours à l'emprunt pour 47 milliards de F CFP, des apports en fonds propres de ses actionnaires à hauteur de 11 milliards de F CFP, un apport de l'État sous forme de défiscalisation pour 13 milliards de F CFP et des aides de l'État et de la Nouvelle-Calédonie pour la phase d'études à hauteur de 646 millions de F CFP. Ces études (investigations techniques, analyse des impacts sociaux et environnementaux...) ont débuté au 2<sup>e</sup> trimestre 2018, pour une décision finale d'investissement prévue au 2<sup>e</sup> trimestre 2019.

<sup>1</sup> La transition énergétique désigne le passage d'un modèle économique fortement consommateur d'énergie à un modèle plus durable devant répondre aux enjeux d'approvisionnement en énergie, d'évolution des prix, d'épuisement des ressources naturelles et de préservation de l'environnement.

## 1.2 L'APPROVISIONNEMENT

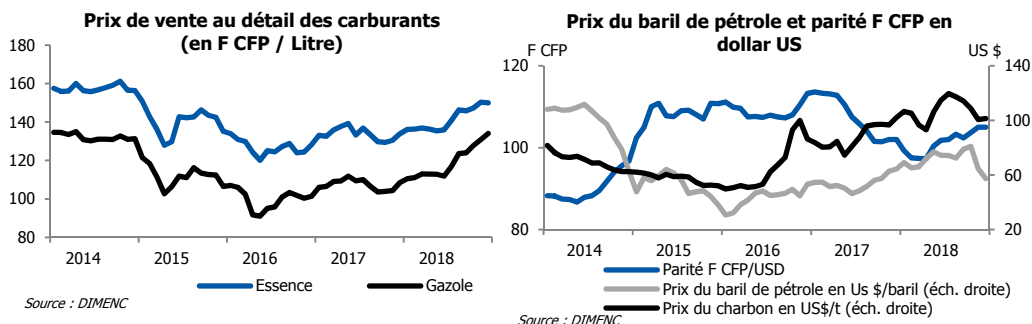
L'approvisionnement de la Nouvelle-Calédonie en hydrocarbures liquides (kérosène, fioul lourd, gazole et essence) est réalisé par **trois compagnies pétrolières** : Total Pacifique, Mobil IPC et la Société de Services Pétroliers (SSP, ex-Shell), qui se fournissent généralement auprès des raffineries de Singapour et de Corée du Sud. La SLN gère par ailleurs directement ses approvisionnements en fioul lourd, destinés à sa centrale électrique.

L'approvisionnement en **gaz butane** du territoire est assuré par **Total Pacifique**, via sa filiale Sogadoc, depuis l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il représente 7 300 tonnes importées en 2018, soit 8,8 % de moins qu'en 2017. Les évolutions annuelles sont cependant à interpréter avec prudence, en raison d'importants mouvements de stock. Le conditionnement, effectué sur le territoire par Sogadoc, représente environ 300 000 bonbonnes. En complément des approvisionnements en butane, destinés principalement à la consommation domestique, l'usine VALE-NC importe d'importantes quantités de propane, pour ses besoins propres. Elle est de ce fait la principale utilisatrice du gaz sur le territoire.

La constitution de **stocks stratégiques d'hydrocarbures** est strictement réglementée<sup>1</sup> : les sociétés importatrices doivent ainsi constituer des stocks stratégiques pour tous les produits pétroliers (à l'exception du gaz), équivalant à 73 jours de consommation.

## 1.3 STRUCTURE ET ÉVOLUTION DES PRIX DES CARBURANTS

Les prix des **produits pétroliers** sont uniformes sur le territoire et réglementés. Depuis 2006, les prix de vente de l'essence et du gazole sont révisés mensuellement. Ils suivent les variations des cours mondiaux du pétrole, avec un décalage de quelques mois lié aux délais d'acheminement des produits. Les prix moyens du pétrole et du charbon progressent en 2018 (respectivement de +31,0 % et +21,1 % en moyenne annuelle). Après avoir atteint un point bas en janvier 2016, les cours continuent de remonter progressivement.



Contrairement à 2017, l'appréciation de l'euro par rapport au dollar (donc par rapport au F CFP) n'a permis d'amortir qu'une faible partie de la hausse du cours du pétrole. Ainsi, le prix moyen de l'essence augmente de 5,7 % par rapport à 2017 pour s'établir en moyenne à 141,5 F CFP le litre ; celui du gazole progresse de 10,9 % à 119,1 F CFP le litre.

Le **prix public du gaz** (conditionné et en vrac) est révisé tous les deux mois depuis l'adoption en 2013 de la réforme des modalités de calculs du prix du gaz. Son prix est lié aux évolutions du prix d'importation (y compris fret et assurance) et au cours du dollar US, suivant ainsi les variations de prix du produit sur le marché avec un décalage d'environ trois mois. Le prix au détail de la bouteille de gaz de 12,5 kg augmente de 3,5 % en 2018, pour s'établir en moyenne à 2 869 F CFP.

<sup>1</sup> Décret du 6 mai 1995, rendu applicable en Nouvelle-Calédonie par un arrêté du 14 septembre 1995.

## 2. L'énergie électrique

Le système électrique de Nouvelle-Calédonie est organisé en trois ensembles :

- **La production d'électricité** est soumise au régime de la concurrence. Les principaux propriétaires de centrales sont ENERCAL et sa filiale Prony énergie, KNS, la SLN, EEC et sa filiale Alizée Energies et Quadran.
- **Le transport de l'électricité** est assuré exclusivement par ENERCAL.
- **La distribution** est exercée dans les différentes communes de la Grande-Terre et des îles par ENERCAL ou EEC, sous le régime de concession du service public.

### 2.1. LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ

#### Capacité installée

La capacité de production totale du système électrique calédonien s'établissait à près de 975 MW à fin 2018. Toutes les centrales de la Grande Terre sont reliées au réseau de transport et peuvent en cas de besoin fournir les industries comme la distribution publique.

Puissance totale installée en Nouvelle-Calédonie

		Type centrale	Energie	Puissance installée (MW)	Part en %
Métallurgistes		Renouvelable	Hydraulique	68,0	7%
		Thermique	Charbon	270,0	28%
		Thermique	Diesel - Turbines à combustion	99,0	10%
		Thermique	Fioul lourd	203,2	21%
		Total métallurgistes		640,2	66%
Distribution Publique	Grande Terre	Renouvelable	Eolien	36,8	4%
		Renouvelable	Hydraulique	10,1	1%
		Renouvelable	Photovoltaïque	46,3	5%
		Renouvelable	Photovoltaïque hybride	0,0	0%
		Thermique	Diesel	23,2	2%
		Thermique	Fioul lourd	53,0	5%
		Thermique	Charbon	100,0	10%
		Thermique	Kérosène	45,6	5%
		Total Distribution Grande-Terre		315,0	32%
	îles autres que la Grande-Terre	Renouvelable	Photovoltaïque	0,2	0,0%
		Thermique	Diesel	4,2	0,4%
		Total Maré		4,4	0,4%
		Renouvelable	Biocarburant	0,3	0,03%
		Thermique	Diesel	2,4	0,3%
		Total Ouvéa		2,7	0,3%
		Renouvelable	Eolien	0,8	0,1%
		Renouvelable	Photovoltaïque	1,3	0,1%
		Renouvelable	Biocarburant	1,3	0,1%
		Thermique	Diesel	4,7	0,5%
		Total Lifou		8,1	0,8%
		Thermique	Diesel	2,9	0,3%
		Renouvelable	Photovoltaïque	0,3	0,0%
		Total Ile des Pins		3,2	0,3%
		Renouvelable	Biocarburant	0,0	0,0%
		Renouvelable	Photovoltaïque	0,1	0,0%
		Thermique	Diesel	0,8	0,1%
		Total Autres îles		0,9	0,1%
		Total des îles autres que la Grande-Terre		19,2	2,0%
		Total Distribution Publique		334,3	34%
		Total Nouvelle-Calédonie			974,5

Source : DIMENC

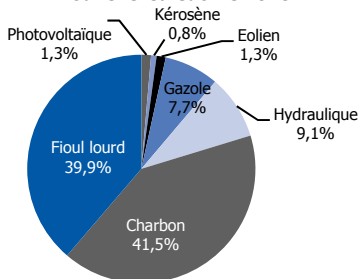
Les centrales thermiques (fioul, charbon, gazole...) représentent 809 MW soit 83 % de la puissance installée, générant un fort degré de dépendance énergétique. Une grande partie de leur production est dédiée aux besoins des métallurgistes qui disposent d'une capacité totale de 640 MW, dont une puissance installée disposée par KNS de 369 MW non connectée au réseau de transport. La capacité restante utilise les énergies renouvelables, dont 41 % par la centrale hydraulique de Yaté. Les régions isolées (îles Loyauté, Ile des Pins, Belep ...) ne représentent que 19 MW de la capacité.

## La production d'électricité

En 2018, la production totale d'électricité (y compris la production du secteur métallurgique) s'élève à 3 485,8 GWh, en hausse de 8,0 % par rapport à 2017, tirée par la production **d'électricité thermique** (fioul, charbon, gazole...) qui augmente de 10,1 % par rapport à 2017. L'énergie thermique apporte 88,3 % de la production d'électricité en 2018, dont 41,5 % et 39,9 % à base de charbon et de fioul lourd respectivement.

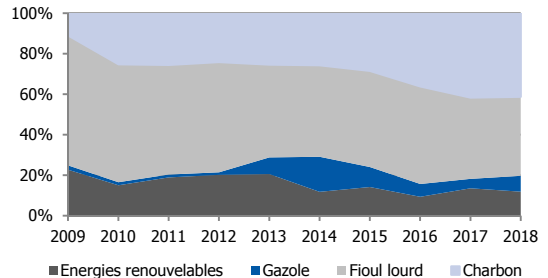
La proportion d'électricité produite à partir **d'énergies renouvelables** recule de 5,7 % en 2018. Cette baisse est due à une chute de la production hydraulique (-12,1 %) alors que la production solaire augmente de 68,6 %. La part des énergies renouvelables dans la production totale d'électricité s'établit à 11,7 % en 2018, en retrait par rapport au 13,5 % atteint en 2017, une année de production d'énergie renouvelable particulièrement soutenue due à des régimes de pluies favorables. Sur ces 11,7 % de production à base d'énergies renouvelables, l'hydraulique apporte 9,1 % et l'éolien et le photovoltaïque 1,3 % chacun.

**Mix énergétique de la production électrique  
Nouvelle-Calédonie 2018**



Source: DIMENC, Observatoire de l'énergie

**Mix électrique de la Nouvelle-Calédonie**



Source : DIMENC, Observatoire de l'énergie

## 2.2. LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

### Cadre stratégique : une politique volontariste

Le recours aux énergies renouvelables pour la production d'électricité se développe en Nouvelle-Calédonie et s'articule autour de la politique publique « climat », reposant sur deux axes : le schéma pour la transition énergétique STENC et le schéma d'adaptation aux changements climatiques (en cours d'élaboration). Afin de mener ces actions, **l'Agence calédonienne de l'énergie** (ACE), établissement public, a été créée en janvier 2017 en remplacement du Comité Territorial pour la Maîtrise de l'Énergie (CTME).

Adopté à l'unanimité par le Congrès en juin 2016, le **STENC** définit la stratégie énergétique de la Nouvelle-Calédonie jusqu'en 2030 afin de réduire son niveau de dépendance énergétique et de développer les énergies renouvelables. Décliné en sept orientations stratégiques, le plan s'articule autour de trois objectifs principaux : **réduire la consommation**

**énergétique** (-20 % dans la consommation primaire, -25 % dans la consommation finale), **diminuer les émissions de gaz à effet de serre** (-35 % dans les secteurs résidentiel et tertiaire ; -10 % dans le secteur de la mine et la métallurgie ; -15 % dans le secteur du transport) et **accroître la contribution des énergies renouvelables** dans le mix électrique du territoire (100 % de la consommation d'électricité de la distribution publique d'ici 2030 et autonomie dans les îles Loyauté).

En septembre 2016, le gouvernement a voté l'arrêté n° 2016-1931/GN relatif à la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) de la production électrique sur la période 2016-2030. La PPI prévoit d'autoriser 193 MW de puissance renouvelable supplémentaire sur la Grande Terre afin d'atteindre 350 MW d'ici 2030. Pour les îles, l'objectif est l'autonomie électrique d'ici 2030.

Selon le STENC, le taux de pénétration des énergies renouvelables pour la distribution publique d'électricité doit passer de 16 % en 2016 à 39 % en 2020 et à 100 % en 2025 (objectif à l'origine prévu en 2030 mais avancé compte tenu des évolutions). Entre 2017 et 2018, le gouvernement a autorisé 15 projets, portant à près de 90 MW la capacité supplémentaire autorisée de production d'énergies renouvelables en Nouvelle-Calédonie. Le coût total de ces investissements s'établit à 22 milliards de F CFP.

En mai 2018, le gouvernement a voté l'arrêté n° 2018-1221/GNC, venant modifier à la hausse les objectifs de développement de la filière photovoltaïque avec et sans stockage : 226 MW de puissance renouvelable supplémentaire sur la période 2016 à 2030.

## **L'hydroélectricité : principale source d'énergie renouvelable**

L'hydroélectricité utilise l'énergie des cours d'eau pour transformer le courant en électricité. La production d'énergie hydroélectrique dépend fortement des conditions de pluviométrie. En 2018, plus de 77 % de la production d'énergies renouvelables en Nouvelle-Calédonie est d'origine hydraulique. En 2018, elle enregistre une baisse de 12,1 % du fait de moindres précipitations.

Le barrage de Yaté (68 MW, mis en service en 1958) est le principal ouvrage hydroélectrique sur le territoire. L'énergie produite est principalement destinée à l'alimentation de l'usine métallurgique de la SLN (90 % de la production) et une partie est réservée à la distribution publique (10 %). En 2017, la concession du barrage de Yaté à Enercal a été renouvelée pour vingt années supplémentaires.

Il existe deux autres barrages situés sur la commune de Houailou, le barrage sur la Néaoua (7,2 MW) et le barrage sur la Thu (2,2 MW). Neuf microcentrales produisent également de l'électricité, au fil de l'eau car elles ne disposent pas de réservoir de stockage. Enfin, le gouvernement a donné son autorisation à l'exploitation d'une centrale hydroélectrique de 3 MW à Pouebo à l'horizon 2020, dont le montant d'investissement s'élève à 1,9 milliard de F CFP.

## **L'énergie éolienne**

L'énergie éolienne utilise la force du vent pour générer de l'électricité. L'énergie éolienne ne représente que 1,3 % de la production d'électricité totale et 11,0 % de la production d'énergies renouvelables en 2018. Elle reste quasiment stable en 2018 (-0,2 %).

La Nouvelle-Calédonie compte **six parcs éoliens** d'une puissance électrique d'environ 38 MW. Les parcs (Négandi, Prony, Mont Mau, Touango) sont concentrés dans la province Sud, à l'exception du site de Kaféaté dans la province Nord. Le parc éolien de Lifou, constitué de neuf éoliennes de 60 kW chacune, a été complété en 2010 par l'installation d'une éolienne de 275 kW, un projet financé par des fonds européens pour développer les énergies renouvelables

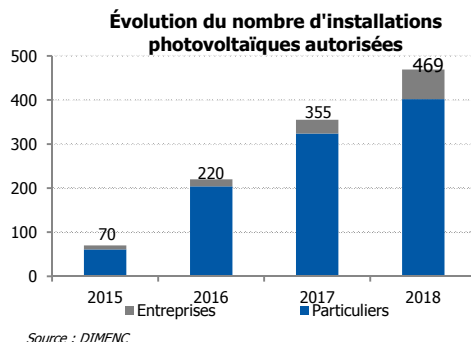
(projet TEP<sup>1</sup> vertes). Une ferme éolienne, Eole Yaté, d'une puissance de 20 MW est en construction dans le Sud du pays, pour une ouverture prévue début 2020. Ce projet représente un investissement de 5,5 milliards de F CFP.

## L'électricité solaire photovoltaïque : en plein boom

Le photovoltaïque transforme la lumière solaire en énergie électrique en utilisant des panneaux solaires. La filière se développe rapidement avec la multiplication des **fermes photovoltaïques** depuis 2015 (suite à la chute du prix des panneaux photovoltaïques : réduction de moitié du coût moyen des projets de ferme sans stockage entre 2015 et 2018). La part de la production d'énergie solaire reste marginale en Nouvelle-Calédonie, mais elle se développe particulièrement rapidement, passant de 0,8 % en 2017 à 1,3 % de la production totale d'électricité en 2018, soit une envolée de **68,6 % sur l'année**.

Six nouvelles centrales sont entrées en production en 2018 : les centrales solaires Dréhu PV (Xepenehe, Mucaweng et Lakony) pour une puissance totale de 0,47 MW ainsi que les centrales Helios Moindou (5,38 MW), Hélios Tamoia (5,26 MW) et Hélios Popidéry (3,68 MW). En 2018, le gouvernement a autorisé quatre projets (trois projets de centrales photovoltaïques et un projet hydraulique), pour une puissance totale de 11,7 MW et dont l'investissement s'élève à 3,2 milliards de F CFP.

En parallèle, les installations **photovoltaïques de toiture** chez les particuliers et les entreprises pour leur autoconsommation se multiplient rapidement depuis 2015, suite à l'autorisation du gouvernement de vendre les excédents de production aux distributeurs (au prix de 21 francs/kWh). Le nombre d'installations photovoltaïques autorisées a ainsi été multiplié par sept en quatre ans pour s'élever à 469 pour une puissance totale de 5,2 MW et un chiffre d'affaires de la filière de 1,1 milliard de F CFP.



Depuis mars 2018, le gouvernement autorise également l'utilisation de l'énergie solaire pour l'habitat collectif. Le Fonds social de l'habitat (FSH) est le premier à équiper un immeuble collectif (75 panneaux photovoltaïques pour un coût total de 5,5 millions de F CFP). Ce sont plus de 1 100 installations photovoltaïques qui ont été installées depuis 2015, représentant ainsi une puissance totale de 9 440 kWc par an et un chiffre d'affaires de plus d'un milliard de F CFP en 2018 (634 millions en 2017).

## La biomasse

La biomasse désigne la matière organique utilisée comme source d'énergie. La biomasse permet de produire de l'électricité soit par combustion (bois, paille, huile de coprah et huile de récupération), méthanisation (déchets alimentaires) ou transformation chimique (biocarburants).

L'utilisation de la biomasse dans la production d'énergie reste marginale (0,02 % de la production totale d'électricité en 2018). La centrale d'Enercal à Ouvéa privilégie l'utilisation de l'huile de coprah pour le fonctionnement d'un de ses groupes électrogènes depuis 2003. Néanmoins son fonctionnement est difficile et intermittent ces dernières années en raison d'approvisionnements aléatoires en coprah.

<sup>1</sup> Territoire à Énergie Positive.

2.3. LE TRANSPORT

Le réseau de transport (ligne d’une tension supérieure à 33 kV) n’est présent que sur la Grande Terre. Les îles ne bénéficient que d’un réseau de distribution. L’exploitation du réseau de transport est attribuée à ENERCAL à travers une concession dont elle est titulaire depuis le 25 août 1972.

Les infrastructures de la concession de transport s’organisent sous la forme d’un réseau interconnecté comprenant deux sous-ensembles :

- une ligne de transport de 150 kV dédiée à l’énergie produite par les centrales de grande puissance relie Koumac à Yaté ;
- des réseaux de répartition de 33 kV qui récupèrent l’énergie produite par des centrales d’une puissance installée plus modeste et assurent l’alimentation des concessionnaires des distributions publiques EEC et ENERCAL et des clients privés alimentés en moyenne tension

Le réseau de transport est relié au réseau de répartition par des postes d’interconnexion 150kV/33kV. Les transformateurs permettent à l’électricité de transiter entre ces réseaux de tension différents. Ce système permet à l’énergie d’être livrée en tous points sur la Grande Terre. En 2017, le réseau de transport de la Grande Terre comprend 560 km de lignes 150 kV et 650 km de lignes 33 kV reliant les centres de production aux centres de consommation.

2.4. LA DISTRIBUTION

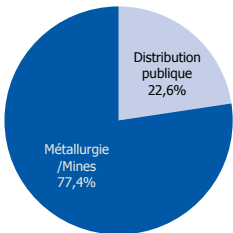
La Nouvelle-Calédonie est **compétente en matière de distribution publique**. Les communes ou leur groupement sont libres de choisir les opérateurs et d’autoriser les concessions de distribution, réparties entre EEC et ENERCAL. Ainsi, **ENERCAL** distribue l’électricité dans 27 communes sur 33. **EEC** est présente dans 6 communes sur 33, dont Nouméa.

La consommation des **industries métallurgiques et des sites miniers**, incluant l’autoconsommation des usines, représente les **trois-quarts** de la consommation finale d’électricité, le quart restant étant destiné à la distribution publique.

La consommation totale d’électricité (incluant la production autonome du secteur métallurgique) s’élève à 3 421 GWh en 2018, en hausse par rapport à 2017 (+8,2 %). La hausse de la consommation issue de la distribution publique (+0,9 %) est accompagnée par la progression de la distribution d’électricité consommée par le secteur métallurgique (+10,6 %), en raison d’un accroissement des besoins de l’usine KNS (mise en service de la deuxième ligne de production métallurgique).

Les pertes apparentes d’énergie sur les réseaux de transport et de distribution (différence entre l’énergie produite et celle distribuée aux clients finaux) ressortent à 1,9 % de la distribution électrique en 2018.

Répartition de la consommation d’électricité en 2018



Source: DIMENC, Observatoire de l’énergie

Distribution globale d’électricité

Millions kWh	2014	2015	2016	2017	2018	Vaiation 2018/2017
Distribution Publique (DP)	710	738	731	822	774	-5,8%
Métallurgie	2 209	2 072	2 205	2 307	2 617	13,4%
Mines	34	32	31	31	30	-3,2%
Total distribution	2 953	2 842	2 967	3 160	3 421	8,3%

Source : DIMENC



## Fonds d'électrification rurale (FER)

Le fonds d'électrification rurale (FER), créé en 1983, a pour objectif d'accompagner la desserte en électricité des foyers domestiques et des installations à caractère économique en milieu rural (raccordement au réseau ou installation d'un générateur photovoltaïque). Il est financé par une taxe sur l'électricité, une participation des communes adhérentes au FER et une participation de l'État.

## Tarification de l'électricité

La tarification de l'électricité est réglementée par le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. La réforme tarifaire instaurée par la délibération du 5 mars 2012 a permis d'améliorer la lisibilité de ce système. Depuis cette réforme, le système tarifaire se base sur les coûts réels des différents maillons du système, soit la production, le transport et la distribution. Le tarif en vigueur pour un usage domestique s'établit à 31,38 F CFP/kWh consommé et à 22,01 F CFP/kWh pour un usage professionnel.

## 3. L'eau

### UN RATTRAPAGE PROGRESSIF EN MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT

Tandis que son développement urbain et industriel s'accélère, la Nouvelle-Calédonie rattrape progressivement son retard en matière d'assainissement. En province Sud, Nouméa et Dumbéa ont engagé d'importants travaux afin d'augmenter significativement le traitement des eaux usées. En province Nord, en particulier dans la zone Voh-Koné-Pouembout, la gestion de l'eau, sa tarification et sa facturation sont des enjeux majeurs compte tenu du développement de la zone.

### 3.1 LES INFRASTRUCTURES ET LA DISTRIBUTION

L'adduction d'eau potable est une compétence municipale, qui peut être déléguée à des syndicats de communes. La distribution d'eau potable peut aussi être assurée par des entreprises privées, dans le cadre de contrats de délégation de service public. Ainsi, la Calédonienne des Eaux (CDE), filiale du groupe Suez, gère la distribution d'eau potable des communes de Nouméa, Mont-Dore, Dumbéa, Païta, La Foa et Boulouparis. Le SIVOM eaux et déchets VKP ainsi que la commune de Koumac ont délégué leur service public de l'eau potable à Aqua Nord, autre filiale du groupe Suez. Les autres municipalités gèrent directement la distribution d'eau. La CDE et Aqua Nord assurent toutefois des prestations d'entretien des installations de production et de traitement de l'eau potable pour certaines de ces communes.

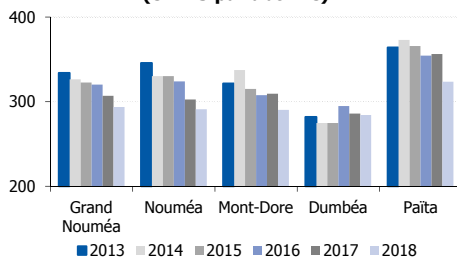
### 3.2 LA CONSOMMATION

#### La baisse de la consommation se généralise

En 2018 le Grand Nouméa compte **63 107 abonnés**, ce nombre augmente de façon constante (+2,1 % en 2018 après +2,4 % et +2,3 % en 2017 et 2016). Parallèlement, **le volume d'eau consommé** continue de baisser pour la deuxième année consécutive, à un rythme plus soutenu (-2,3 % en 2018 après -1,8 % en 2017).

La consommation moyenne par abonné s'établit à 294 m<sup>3</sup>, en net recul (-4,3 %), passant pour la première fois sous le seuil des 300 m<sup>3</sup>.

Evolution de la consommation par abonné (en m<sup>3</sup> par abonné)



Source : Calédonienne des Eaux

Le secteur de Païta commence cette année un rattrapage en matière de consommation, ayant toujours eu le niveau le plus élevé, celui-ci baisse de 9,2 % sur l'année. Parallèlement, la zone VKP compte 5 405 abonnés pour une consommation moyenne de 362 m<sup>3</sup> par abonné, en recul de 12,5 % par rapport à 2017.

### 3.3 L'ASSAINISSEMENT

#### Le raccordement et l'équipement en stations d'épuration se développent

Sur les dix dernières années, le **taux de raccordement à l'assainissement collectif** est ainsi passé d'environ 30 % à près de 60 % pour la commune de Nouméa. Il atteint près de 70 % pour la partie sud de la commune de Dumbéa. Les communes du Grand Nouméa comptent 9 stations **d'épuration publiques (STEP)**. Le schéma directeur d'assainissement couvrant la période 2010-2030, prévoit que 95 % des effluents domestiques soient raccordés à une station d'épuration communale d'ici 2030. Deux stations d'épuration récentes, représentant un investissement total d'environ 4,6 milliards de F CFP, contribuent à ce projet : la STEP James Cook (10 000 équivalents-habitants), la STEP Baie Sainte-Marie (20 000 équivalents-habitants). Le raccordement d'autres quartiers de la ville (Magenta et des Portes-de-Fer) à cette STEP interviendra ultérieurement. En outre, des projets d'extension de la capacité de traitement des STEP de Yahoué et de Rivière-Salée sont à l'étude. La station d'épuration Dumbéa 2, d'une capacité de 24 000 équivalents-habitants, a été mise en service en septembre 2016, et la réalisation de la deuxième tranche, d'une capacité épuratoire de 24 000 équivalents-habitants, devrait commencer courant 2019. Estimé à 4,3 milliards de F CFP, cet investissement est partagé entre la commune (32 %) et la Secal (68 %).

La zone VKP compte neuf stations d'épuration publiques : deux à Pouembout, six à Koné et une à Voh. La capacité épuratoire de la zone a été multipliée par 3 entre 2010 et 2018. En province des Iles, il existe très peu de structures d'assainissement collectif, et celles-ci sont uniquement liées à des bâtiments administratifs ou des établissements hôteliers. L'assainissement des particuliers est donc exclusivement individuel (fosses toutes eaux) avec un traitement primaire. La recherche d'alternatives privées plus « vertes » pour équiper les ménages dans ces zones excentrées pourrait émerger à travers de possibles nouveaux modèles de gestion (basculement d'un modèle « d'équipement » vers un modèle de « services »).

### 3.4 LES TARIFS DE L'EAU

#### Des tarifs variables selon les communes

À Nouméa, le prix de l'eau<sup>1</sup> pour l'utilisateur a progressé de 65 % environ au cours des dix dernières années, les relèvements tarifaires successifs correspondant à l'accompagnement de la mise en service des sites de traitement des eaux usées : +9 % en 2012 (mise en service de la STEP « James Cook »), +4 % en 2013, puis +18 % en 2014 (mise en service de la STEP de Sainte-Marie), +12 % en 2015 et +3 % en 2016. En 2018, le prix de la consommation d'eau (370,45 F CFP/m<sup>3</sup>) reste similaire à celui de 2017 (370,13 F CFP/m<sup>3</sup>).

Concernant les autres communes du Grand Nouméa, les prix de l'eau augmentent à Dumbéa (+2,6 % en 2018 après une baisse de 1,1 % en 2017), augmentent légèrement au Mont-Dore (+1,0 %), après une forte hausse l'année passée (+16,6 % en 2017), et restent stables à Païta (-0,2 %).

Dans la zone VKP, la tarification de l'eau a été revue en 2015 par le SIVOM VKP. Elle établit une différenciation selon les niveaux de consommation, avec la création d'une tranche supplémentaire pour les volumes de consommation les plus élevés.

---

<sup>1</sup> Les tarifs sont présentés hors taxe.

## 4. Le traitement des déchets

### 4.1 LES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

#### Des efforts d'équipement importants en matière de stockage des déchets

En **province Nord**, le schéma provincial des déchets (2012) visait la mise en place de 4 installations de stockage des déchets (ISD), soit une pour chaque ETH<sup>1</sup> (Entités Territoriales Homogènes) du territoire. Aujourd'hui, 3 sont opérationnelles (Kaala-Gomen, Touho et Canala) et une est prévue pour 2020-2021 dans la zone VKP. Afin de résorber les décharges sauvages, l'objectif est également d'équiper en déchèteries chaque commune ne disposant pas d'ISD. De ce point de vue, si des efforts sont constatés, des installations restent à construire notamment dans les ETH « Espaces de l'Ouest » (Voh, Koné, Pouembout, Poya), « Côte océanienne » (Ponérihouen, Hienghène, Touho) et « Sud Minier » (Kouaoua, Houailou). En province Nord, la production collectée de DMA a progressé de 4,6 % entre 2012 et 2017 (atteignant 8 524 tonnes en 2017), soit une croissance plus rapide que celle de la population sur la période (+2,3 %) du fait notamment d'une amélioration du taux d'abonnement au service de collecte (de 47 % en 2012 à 55 % en 2018).

En **province des Îles**, chaque commune est désormais équipée de sa propre ISD. Selon les estimations, la production de déchets s'élevait à 14 000 tonnes en 2010 (5 200 tonnes de déchets solides et 8 800 tonnes de déchets liquides) et le volume serait en hausse, avec notamment une production de déchets solide/habitant qui passerait de 240 à 280 kilogrammes.

À **Nouméa** et dans les communes liées (Dumbéa, Mont-Dore et Païta), différentes structures ont été construites depuis 2005<sup>2</sup> : une installation de stockage des déchets de classe II (déchets non dangereux) à Païta-Gadji (qui dessert toute la province Sud), un centre de transfert, de tri et de valorisation à Ducos-Nouméa et six déchèteries réparties sur l'agglomération. Le reste de la province est relativement bien équipé en termes de déchèterie, seule l'île des Pins doit encore créer la sienne.

Dans le **Grand Nouméa**, en 2018, 78 372 tonnes de déchets ménagers et assimilés ont été collectées et traitées (soit -5,2 % sur un an), correspondant à près de 400 kg par habitant. Un ratio, inférieur à la métropole (573 kg/habitant en 2015, source : Sinoe) ou encore aux autres outre-mer et en baisse ces dernières années (535 kg/habitant en 2009), mais qui ne prend pas en compte l'accroissement du nombre de décharges sauvages.

Les **déchets verts valorisables** et valorisés progressent suite à l'ouverture de déchèteries de proximité et à la mise en place des filières de valorisation dans le Grand Nouméa. Ils représentent 23 % des DMA en 2018 contre 15 % en 2009, soit 91 kg/habitant (contre 80 kg/habitant en métropole).

#### Déchets traités pour le Grand Nouméa

En tonnes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
Ordures ménagères	44 825	44 453	44 050	43 610	41 947	40 868	-2,6%
Déchets encombrants et déchets verts non valorisables	11 746	11 771	11 675	12 268	12 370	11 693	-5,5%
Résidus de balayage	5 221	4 953	3 964	3 591	3 055	3 503	14,7%
Déchets verts valorisables	20 134	17 713	17 799	16 340	20 889	17 743	-15,1%
Autres déchets valorisés *	-	1 891	3 009	4 131	4 394	4 566	3,9%
<b>Total</b>	<b>81 926</b>	<b>80 781</b>	<b>80 497</b>	<b>79 940</b>	<b>82 655</b>	<b>78 372</b>	<b>-5,2%</b>

Source : SIGN

\*déchets réglementés et non réglementés (métaux, piles, batteries, papier, carton, verre, plastique, etc.)

<sup>1</sup> « Espaces de l'ouest » : Voh, Koné, Pouembout, Poya ; « Grand nord » : Poum, Koumac, Pouébo, Ouégoa, Kaala Gomen, Belep ; « Côte océanienne » : Hienghène, Touho, Poindimié, Ponérihouen ; « Sud minier » : Houailou, Canala, Kouaoua.

<sup>2</sup> La collecte, le traitement et la valorisation des déchets sont du ressort du Syndicat intercommunal du Grand Nouméa (SIGN), qui a cependant délégué cette compétence à la Calédonienne de Service public Fidélio, à travers un contrat de concession signé en 2005 pour une durée de 30 ans.

## 4.2 LES DÉCHETS RÉGLEMENTÉS

Dès 2008, la province Sud a réglementé le recyclage de certains déchets<sup>1</sup> avec un principe de « Responsabilité élargie des producteurs » (REP), selon lequel les producteurs ou importateurs doivent financer et organiser la collecte et le traitement des déchets issus des produits qu'ils ont mis sur le marché. À l'initiative des importateurs, fabricants et industriels installés localement, l'éco-organisme à but non lucratif Trecodec (Traitement écologique et économique des déchets) est en charge de la collecte et du recyclage des déchets concernés. La province Nord a également réglementé les filières de gestion des déchets dangereux depuis 2012 (les missions opérationnelles de Trecodec se sont donc élargies au Nord), tout comme la province des Iles en 2013 (pour les huiles, piles et batteries usagées). En 2017, près de 9 800 tonnes de déchets ont été collectées (soit + 45 % depuis 2011), dont 8 406 en province Sud, 1 298 en province Nord et 123 en province des Iles.

## 4.3 LE FINANCEMENT DU TRAITEMENT DES DÉCHETS

Le traitement des déchets est aujourd'hui essentiellement financé par trois types de sources : la **Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères (REOM)**, les **éco-participations des filières REP (responsabilité élargie des producteurs)** et la **TAP**. L'ADEME et les provinces contribuent également à l'effort notamment à travers le financement d'infrastructures. Le niveau de la REOM acquittée par les administrés des communes, représente la principale source de financement et est variable selon les collectivités<sup>2</sup>. D'après une estimation de la province Sud de 2016, le montant total<sup>3</sup> des dépenses engagées pour la prévention et la gestion des déchets atteint 2,7 milliards de F CFP en province Sud, soit 13 700 F CFP par personne ou 43 400 F CFP par foyer assujetti à la REOM.

Un fonds de soutien aux actions de lutte contre les pollutions permet d'aider financièrement les provinces, les communes et la Nouvelle-Calédonie dans la réalisation d'opérations relatives au traitement de déchets présentant un risque environnemental ou de santé publique. Ce fonds est alimenté par la **Taxe de soutien aux Actions de lutte contre les Pollutions (TAP)**, exigible sur huit types de produits importés. L'élargissement du champ d'application de la TAP permet de soutenir depuis deux ans de nouveaux projets tels que la réhabilitation des dépotoirs et le soutien à la mise en place de nouvelles infrastructures de gestion des déchets. Depuis son origine et jusqu'à fin 2017, ce fonds a permis de financer les demandes des communes et des provinces à hauteur d'un peu plus d'un milliard de F CFP. Ces subventions ont notamment permis en 2017 de soutenir la commune de Koumac pour l'ouverture du casier n°3 de l'installation de stockage de déchets du SIVOM Nord et la commune de l'Ile des Pins dans la mise en place d'une toute nouvelle installation de stockage de déchets non dangereux. Le dispositif spécifique relatif à l'évacuation des « Véhicules Hors d'usage » ou VHU, acté en 2016, s'est poursuivi en 2017 avec une subvention attribuée à la commune de Lifou pour l'évacuation de près de 1000 véhicules usagés.

---

<sup>1</sup> Huiles usagées, pneumatiques, véhicules en fin de vie, piles, accumulateurs et batteries au plomb usagées, puis en 2013, la filière des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE : gros électroménager, informatique, téléphonie, écrans et lampes).

<sup>2</sup> Une étude de l'AFD et l'ADEME sur les coûts de la gestion des déchets des communes est en cours.

<sup>3</sup> Le montant présenté ici comprend uniquement les coûts directs et indirects supportés par les administrés et par les consommateurs finaux. Le « coût réel » total devrait intégrer les dépenses des entreprises pour la gestion de leurs déchets, les coûts budgétaires supportés par les collectivités publiques (passation de marché, régie, coûts de fonctionnement), les coûts des services rendus par le secteur associatif et tenir compte des coûts induits par les externalités négatives.

## Section 5

# Le nickel

### LE PARADOXE DU SECTEUR NICKEL

En 2018, le secteur nickel en Nouvelle-Calédonie est resté sous tension, marqué par un paradoxe entre d'une part, l'atteinte de nouveaux records de production et d'exportation, et d'autre part, l'incapacité des opérateurs métallurgiques à être rentable, dans un contexte de cours encore relativement faibles. Au plan mondial, l'amélioration des fondamentaux du marché (baisse des stocks, demande en acier inoxydable dynamique, développement du marché des véhicules électriques) ne se concrétise pas encore par une augmentation durable des cours. Ils sont notamment bridés par l'inquiétude des négociants face à la guerre commerciale qui perdure entre la Chine et les États-Unis et qui impacte la croissance mondiale.

## 1. Le nickel dans le monde

### 1.1 L'UTILISATION DU NICKEL

Le nickel entre dans la composition de très nombreux alliages métalliques, auxquels il confère certaines propriétés mécaniques et chimiques (résistance à la corrosion ; stabilisation des propriétés mécaniques face aux températures extrêmes...). Il constitue d'ailleurs l'élément d'addition le plus répandu parmi les quelque 3 000 alliages modernes.

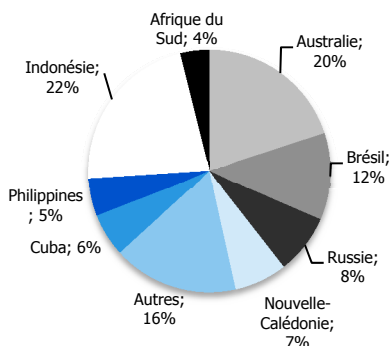
Selon des estimations récentes, environ trois quarts de la production mondiale de nickel métal sert à la fabrication **d'aciers inoxydables**, très largement utilisés par de nombreux secteurs de l'économie : biens d'équipement, biens de consommation courante, automobile, bâtiment, etc. Le marché de l'acier inoxydable, notamment chinois, constitue donc le principal moteur de l'activité du secteur du nickel. Le marché **des batteries** des véhicules électriques, en plein développement, devrait s'affirmer un débouché significatif dans le futur pour le secteur.

### 1.2 LA NOUVELLE-CALÉDONIE, CINQUIÈME RÉSERVE MONDIALE DE NICKEL

Malgré l'abondance du nickel sur la planète (la ressource), les gisements effectivement exploitables, qui constituent les réserves, sont relativement peu nombreux. L'appréciation du niveau des réserves mondiales de nickel prend en compte la faisabilité des investissements nécessaires à l'exploitation des gisements identifiés.

Selon l'USGS (United States Geological Survey), les réserves mondiales sont estimées à plus de 95 millions de tonnes de nickel en 2018. La Nouvelle-Calédonie<sup>1</sup> en détiendrait environ 7 %, en **cinquième position** après l'Indonésie (22 %), l'Australie (20 %), le Brésil (12 %) et la Russie (8 %).

Réserves estimées de nickel en 2018



Source : US Geological Survey

<sup>1</sup> La dernière estimation pour la Nouvelle-Calédonie date de 2016.

### 1.3 DIFFÉRENTS TYPES DE MINÉRAI

Le minerai de nickel est classé en deux catégories distinctes :

- **les minerais sulfurés** (65 % de la production mondiale) présentent des teneurs en nickel comprises entre 0,7 % et 3 %, et peuvent également contenir d'autres métaux (cuivre, cobalt, argent...). Ils représentent environ un tiers des ressources en nickel, et sont principalement extraits de mines souterraines au Canada, en Russie et en Australie.

- **les minerais oxydés** (35 % de la production mondiale) ne contiennent pas de métaux précieux, mais renferment du cobalt. Ces minerais sont exploités dans des mines à ciel ouvert, où le coût d'extraction est moins élevé que celui des minerais sulfurés. Outre la Nouvelle-Calédonie, les principaux gisements exploités se situent en Indonésie, aux Philippines, à Cuba, en Australie et au Brésil. Parmi les minerais oxydés, on distingue deux catégories : les latérites jaunes, dont les teneurs moyennes exploitées en nickel avoisinent 1,5 %, et les saprolites, situées en dessous dans le sol, dont les teneurs moyennes exploitées en nickel varient entre 1,8 % et 2,4 %. Ces deux types de minerais oxydés sont exploités en Nouvelle-Calédonie, réputée pour la relative richesse de ses gisements.

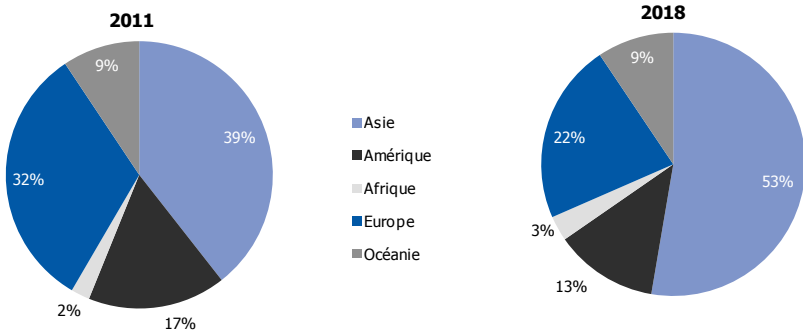
### 1.4 UNE DÉCENNIE DE RÉÉQUILIBRAGE DU MARCHÉ ET DE PRIX VOLATILS

#### Une redistribution des cartes : hausse des capacités et du poids de l'Asie

Suite au boom du cours du métal en 2007-2008 et à une demande soutenue (+3,2 % par an sur la décennie passée), en particulier grâce à la croissance chinoise, un cycle de nouveaux investissements s'est enclenché, marqué par la réorientation du marché vers des pays émergents (Indonésie, Philippines, Chine, Madagascar, Brésil...) et l'exploitation de minerais et métaux de moins bonne qualité (développement du « pig iron<sup>1</sup> » notamment).

Ce cycle d'investissement a modifié en profondeur la géographie du marché mondial : le poids de l'Asie, désormais à l'origine de près de la moitié de la production mondiale de nickel primaire, s'est renforcé de 14 points en sept ans, au détriment des acteurs historiques (l'opérateur russe Norilsk notamment). Ce contexte a rendu le marché très fragile pour les grands acteurs internationaux les moins compétitifs et explique la persistance d'une forte pression à la baisse de leurs coûts de production.

Production de Nickel dans le monde



Sources: DIMENC, INSG

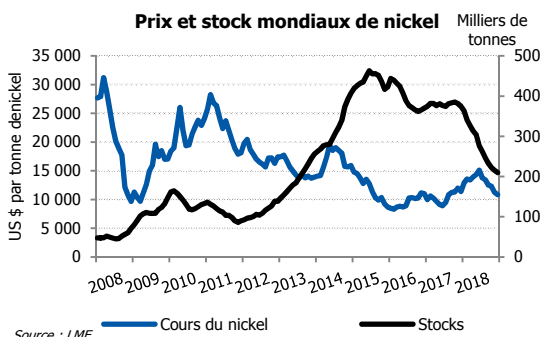
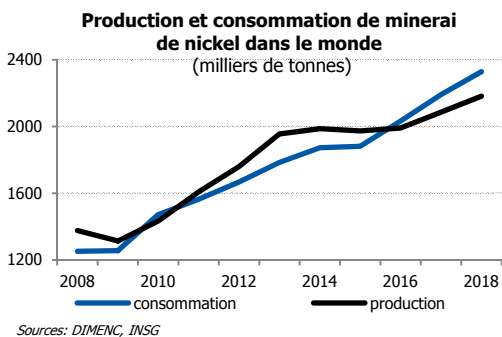
<sup>1</sup> Le « Pig Iron » (ou NPI) est un ferronickel à faible teneur en nickel. Selon les estimations d'Eramet pour 2018, il représenterait désormais près de 33 % de la production mondiale de nickel.

## Un rééquilibrage récent du marché

Ce cycle a suscité une production mondiale nettement supérieure à la consommation, induisant une croissance des stocks de métal disponible, jusqu'à l'atteinte d'un niveau record de 441 milliers de tonnes (enregistrées au LME, marché des métaux de Londres) fin 2015, ce qui représentait environ un quart de la consommation mondiale annuelle. Ces deux facteurs (baisse globale des coûts de production et offre excédentaire) ont induit la crise du Nickel, qui a vu son prix de référence chuter de moitié entre 2011 et 2016 et atteint son paroxysme en 2016, avec un cours au plus bas en janvier, en deçà de 8 500 USD la tonne.

Progressivement, les signes d'une inversion de la tendance sont apparus en 2016, puis se sont confirmés en 2017 et 2018. En 2018, pour la troisième année consécutive, le marché enregistre un déficit (146 000 tonnes après 105 000 tonnes en 2017). La demande mondiale demeure dynamique, tirée par la croissance de la production d'acier inoxydable (+4,8 % sur un an) notamment en Chine. Une demande qui reste encore supérieure à l'offre toutefois également en augmentation, et marquée par la poussée du NPI indonésien (+77 000 tonnes).

Au final, en 2018, l'amélioration des fondamentaux du marché, notamment des stocks qui n'ont cessé de fondre tout au long de l'année (-43,3 % sur un an) ainsi que les perspectives de développement de nouveaux débouchés (véhicules électriques), ne s'est traduite par une croissance du cours moyen du nickel que sur la première partie de l'année. Les cours ont atteint un point haut en juin 2018 à plus de 15 000 USD la tonne. Durant le second semestre, en lien avec les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, le cours s'est subitement réorienté à la baisse. Il perd 4 300 USD la tonne (soit -28,0 %) entre juin et décembre et retrouve son niveau d'août 2017, à environ 10 800 USD la tonne. En moyenne annuelle, il affiche tout de même une progression significative par rapport à l'exercice précédent (+26 %), mais la volatilité reste importante.



## 2. Le nickel en Nouvelle-Calédonie

### 2.1 LES ACTEURS DE LA FILIÈRE NICKEL EN NOUVELLE-CALÉDONIE

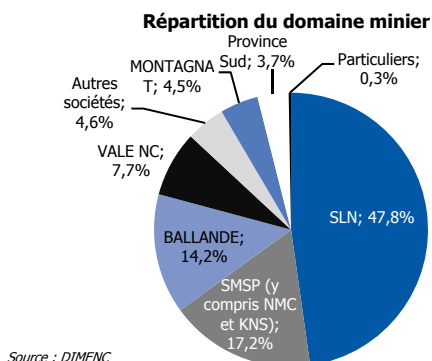
L'extraction du **minerai** s'articule autour de concessions minières, exploitées soit directement par les branches minières des opérateurs métallurgistes, soit par des « petits mineurs », qui possèdent un domaine et des autorisations d'exportation, soit enfin par des « tâcherons », sociétés effectuant de la sous-traitance pour le compte des propriétaires miniers (entités métallurgistes ou petits mineurs). L'appellation « petits mineurs » recouvre trois entités



calédoniennes : la **Société des Mines de Tontouta (SMT)** du Groupe Ballande et ses filiales, la **Société Minière Georges Montagnat (SMGM)**, et le Groupe **Maï Kouaoua Mines (MKM)**.

Autre acteur important de l'extraction, la **Nickel Mining Company SAS (NMC<sup>1</sup>)** exploite plusieurs centres miniers afin d'approvisionner en minerai de nickel l'usine de production de ferronickel SNNC de Gwangyang, en Corée du Sud.

À fin décembre 2018, le domaine minier calédonien, qui intègre les concessions, les permis de recherche et les réserves techniques provinciales, couvre près de 270 000 hectares (environ 15 % de la surface totale de la Nouvelle-Calédonie). Selon les données officielles, la SLN disposerait de 48 % des titres miniers, la SMSP, 17 %, Ballande, 14 % et Vale NC, 8 %. Afin de mesurer les potentialités d'exploitation des titres, les opérateurs sont tenus d'effectuer des travaux de reconnaissance à un niveau indiqué (niveau relativement précis qui permet d'envisager une planification minière) de leurs concessions, sous peine de déchéance.



Le minerai transformé localement est traité sur l'un des trois sites métallurgiques :

- l'usine de la **Société Le Nickel (SLN)**, plus que centenaire, était la seule usine de transformation du minerai en nickel métal du territoire jusqu'en 2010. Son capital est détenu à hauteur de 56 % par Eramet, 34 % par la STCPI<sup>2</sup> et 10 % par Nisshin Steel (producteur d'acier inoxydable au Japon). Elle utilise un procédé pyrométallurgique éprouvé, et produit du ferronickel (premier producteur mondial en 2014). Elle produisait également des mattes jusqu'à la mi-2016.

- l'usine hydrométallurgique de **Vale NC** dans le Grand Sud est détenue majoritairement par le groupe brésilien Vale (95 %<sup>3</sup>), les 5 % restants étant détenus par la SPMSC<sup>4</sup>. Le procédé industriel mis en œuvre lui permet d'extraire du nickel et du cobalt à partir de latérites (minerai pauvre en nickel) issus de l'exploitation du plateau de Goro. Si plusieurs incidents techniques ont retardé sa montée en charge, la production de l'usine du Sud progresse.

- l'usine de **Koniambo Nickel SAS** traite par un procédé pyrométallurgique les saprolites à teneur élevée du massif de Koniambo en province Nord, l'un des plus importants gisements de saprolites au monde. Son capital est détenu à 51 % par la SMSP et à 49 % par Glencore, qui rachète l'intégralité du ferronickel produit. L'usine est entrée en production en 2013, mais sa montée en puissance a été retardée par un grave incident survenu en décembre 2014, qui a révélé après expertise un défaut de conception nécessitant la reconstruction des deux fours. La reconstruction du premier four en 2015, puis du second four fin 2017, doit permettre à l'usine de produire à pleine capacité à l'horizon 2020.

<sup>1</sup> Société créée en 2006 par la SMSP (Société Minière du Sud Pacifique ; à 51 %) et POSCO (Pohang Iron & Steel Corporation ; à 49 %), en charge de la branche minière du partenariat.

<sup>2</sup> La Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle est détenue à parts égales par Promosud et Nordil qui sont respectivement la SEM de développement de la province Sud et la société de prise de participation de la province Nord et des Îles.

<sup>3</sup> Position renforcée à la suite du départ du japonais SUMIC qui détenait 14,5 % du capital.

<sup>4</sup> La Société de Participation Minière du Sud Calédonien qui regroupe les trois provinces.



Le minerai extrait localement est également traité à l'étranger, notamment dans l'usine « offshore » de la SNNC<sup>1</sup> à Gwangyang en Corée du Sud. Cette usine pyrométallurgique a une capacité de production de 54 000 tonnes par an. Elle peut traiter des minerais de moyenne teneur (1,95 % en moyenne avec une teneur de coupure de 1,60 %).

Un nouveau partenariat entre la SMSP et la société chinoise Yichuan Nickel Industry est en négociation. La société calédonienne devrait détenir 51 % du capital, en contrepartie de quoi elle s'engagerait à fournir annuellement les 600 000 tonnes de minerai nécessaire à l'exploitation de l'usine (capacité de 50 000 tonnes de ferronickel). En 2019, huit bateaux d'une capacité de 62 000 tonnes de minerai sont programmés pour alimenter l'usine chinoise. Cette usine peut traiter les minerais de basse teneur (en moyenne à 1,65 %).

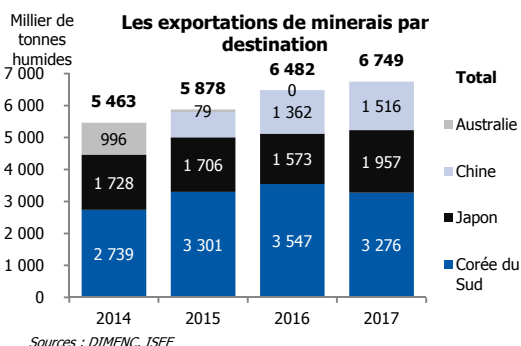
## 2.2 LE MINERAÏ

### Un record de production et d'exportation

Malgré les difficultés rencontrées sur certains sites miniers<sup>2</sup>, le volume du minerai extrait en Nouvelle-Calédonie atteint en 2018 un niveau historique avec près de 16 600 milliers de tonnes humides (th). Cette nouvelle hausse (+0,5 % par rapport à 2017) s'explique par la progression de la production saprolitique (+ 873 000 tonnes humides, soit +7,8 %) qui est en partie atténuée par la baisse de la production latéritique (-791 000 tonnes humides soit -14,9 %). Elle est relativement faible comparativement au rythme de croissance enregistré par le passé (+6,8 % de taux croissance annuel moyen entre 2013 et 2018).

Le marché chinois, qui se substitue au partenaire historique australien Queensland Nickel<sup>3</sup>, continue de croître. Après 793 000 tonnes humides en 2016 et 1 362 000 tonnes humides en 2017, ce sont 1 516 000 tonnes humides (soit environ 50 % des quotas autorisés) qui ont été exportées vers la Chine en 2018.

Concernant les saprolites, après trois années consécutives de baisse, les exportations vers le Japon repartent à la hausse (+24,4 % sur un an) et avec près de 2 000 000 de tonnes humides, atteignent leur plus haut niveau depuis l'année 2000. À l'inverse, celles destinées à la Corée du Sud, en progression depuis 2008 et le démarrage de l'activité de l'usine de la SNNC, enregistrent, pour la première fois, une baisse (-7,6 % sur un an). Les cessions de minerai à la NMC par les autres mineurs calédoniens, qui en 2017, avaient permis d'approcher l'objectif de 3 600 milliers de tonnes humides nécessaire à l'approvisionnement de l'usine pour une production à pleine capacité, ont été moins importantes en 2018, expliquant pour partie ce recul des exportations.



<sup>1</sup> La SNNC (Société de Nickel de Nouvelle Calédonie et Corée) constitue la branche métallurgique du partenariat entre la SMSP et POSCO. Son actionnariat est identique à celui de la NMC (51 % pour la SMSP et 49 % pour POSCO).

<sup>2</sup> Notamment la SLN, qui a fait face à de lourds conflits sociaux (dégradations, incendies, grèves) sur plusieurs sites miniers, l'ayant conduit à fermer pendant trois mois l'un d'entre eux (Kouaoua).

<sup>3</sup> L'activité de la raffinerie Queensland Nickel (QNI) s'est arrêtée en 2016. Elle constituait jusqu'alors le principal débouché du minerai latéritique calédonien.

#### Extraction et exportations de minerai de Nickel (en milliers de tonnes humides - th)

	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
<b>Extraction</b>	<b>12 926</b>	<b>14 786</b>	<b>15 429</b>	<b>16 552</b>	<b>16 634</b>	<b>0,5%</b>
Saprolites	8 594	9 862	11 087	11 215	12 088	7,8%
Latérites	4 331	4 923	4 342	5 337	4 546	-14,8%
<b>Exportations</b>	<b>5 442</b>	<b>5 463</b>	<b>5 879</b>	<b>6 482</b>	<b>6 749</b>	<b>4,1%</b>
Saprolites	3 426	4 467	5 454	5 919	6 162	4,1%
Latérites	2 016	996	425	563	587	4,3%
<b>Exportations (en millions de F CFP)</b>	<b>24 839</b>	<b>24 163</b>	<b>22 147</b>	<b>27 578</b>	<b>32 019</b>	<b>16,1%</b>
Valeur moyenne à l'exportation (F CFP/th)	4 564	4 423	3 767	4 255	4 744	11,5%

Sources : DIMENC, ISEE

### Une valorisation qui bénéficie de cours mieux orientés

La valeur totale des exportations atteint 32 019 millions de F CFP, soit un nouveau record historique, résultat de cours internationaux mieux orientés et de la progression du volume de minerai exporté (+0,5 % en 2018). Elle progresse de 16,1 % sur un an (après +24,5 % en 2017). Sur l'année 2018, la tonne humide de minerai de nickel calédonienne s'est négociée en moyenne à 4 744 F CFP, soit une hausse de près de 11,5 % par rapport à l'année précédente. Les prix moyens sous-jacents de vente à la tonne humide suivent des évolutions contrastées selon les destinations, avec un marché qui tend à se décorréliser de la bourse de référence (LME) : ils sont en forte baisse pour les exports vers la Chine (-21,8 % sur un an) mais en forte hausse pour les exports vers la Corée du Sud et le Japon (respectivement +21,8 % et +19,2 %).

### 2.3 LES PROCÉDÉS DE PRODUCTION MÉTALLURGIQUE

Selon le minerai traité, deux procédés d'extraction différents sont mis en œuvre :

- **la pyroméallurgie** : ce procédé, le plus ancien et éprouvé, est utilisé sur le territoire par les usines de la SLN et de KNS. Après avoir été préparé (broyage, calcination, etc.) le minerai est porté à température de fusion (approximativement 1 400°C) dans des fours électriques. Le métal décanse par gravité pour être séparé de la scorie par contraste de densité : la scorie (franche résiduelle stérile) est extraite par le haut du four, et le métal récupéré en partie basse.

- **l'hydroméallurgie** : à partir d'un procédé technique connu de longue date, Vale-NC a développé une variante qui consiste à traiter le minerai par lixiviation. Un solvant (acide sulfurique), employé à forte pression et à très haute température, permet d'isoler les métaux contenus dans le minerai latéritique traité. La solution obtenue, qui contient les métaux dissous, traverse ensuite plusieurs circuits permettant d'en extraire le nickel et le cobalt par réactions chimiques.

Le produit fini dépend du procédé mis en œuvre, et contient plus ou moins de nickel pur. Au total, trois types (la SLN a arrêté la production de mattes en 2016) de produits sont ainsi élaborés en Nouvelle-Calédonie :

- **le ferronickel** : composé d'environ 25 % de nickel, le reste étant principalement du fer (70 %). Il est utilisé pour la fabrication d'acier inoxydable, et produit par la SLN et KNS ;

- **l'oxyde de nickel (NiO)** : produit fini de l'usine Vale NC contenant 78 % de nickel, destiné à la production des batteries ;

- **le Nickel Hydroxyde Cake (NHC)** : produit intermédiaire non raffiné contenant environ 17 % de nickel et 2,5 % de cobalt, produit par l'usine Vale NC.

## 2.4 LA MÉTALLURGIE

**La production métallurgique** calédonienne de nickel s'accroît une nouvelle fois en 2018 (+3,6 % après +2,9 % en 2017), atteignant près de 115 000 tonnes de nickel contenu, soit un nouveau point haut historique.

### Production et exportations de produits métallurgiques

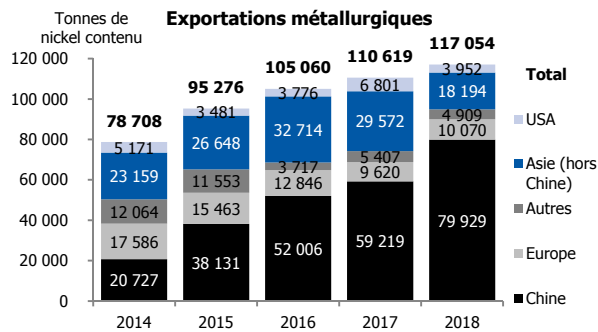
En tonnes de nickel contenu	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
<b>Production de nickel</b>	<b>82 754</b>	<b>93 977</b>	<b>107 538</b>	<b>110 619</b>	<b>114 637</b>	<b>3,6%</b>
Ferronickels	54 683	56 486	67 518	73 219	82 114	12,1%
Mattes	8 241	6 761	4 287	0	0	ns
NHC	12 464	9 686	7 269	6 525	6 723	3,0%
NiO	7 366	21 044	28 465	30 875	25 800	-16,4%
<b>Production de carbonate de cobalt (CoCO3)</b>	<b>435</b>	<b>1 568</b>	<b>2 531</b>	<b>2 302</b>	<b>1 662</b>	<b>-27,8%</b>
<b>Exportations de nickel</b>	<b>78 708</b>	<b>95 276</b>	<b>105 060</b>	<b>110 619</b>	<b>117 054</b>	<b>5,8%</b>
Ferronickels	51 786	56 890	65 383	73 800	83 745	13,5%
Mattes	8 812	6 761	4 287	0	0	ns
NHC	10 660	11 132	6 933	7 114	6 585	-7,4%
NiO	7 449	20 493	28 457	29 705	26 724	-10,0%
<b>Exportations de carbonate de cobalt (CoCO3)</b>	<b>373</b>	<b>1 515</b>	<b>2 587</b>	<b>2 277</b>	<b>1 734</b>	<b>-23,9%</b>
<b>Exportations de nickel (en millions de F CFP)</b>	<b>107 921</b>	<b>97 251</b>	<b>104 468</b>	<b>115 987</b>	<b>142 574</b>	<b>22,9%</b>
Ferronickels	75 414	61 492	67 929	81 243	105 641	30,0%
Mattes	12 119	7 002	4 249	0	0	ns
NHC	10 896	10 299	6 221	7 374	8 131	10,3%
NiO	9 492	18 458	26 069	27 370	28 802	5,2%
<b>Exportations de CoCO3 (en millions de F CFP)</b>	<b>718</b>	<b>3 172</b>	<b>6 710</b>	<b>11 363</b>	<b>11 261</b>	<b>-0,9%</b>

Sources : DIMENC, ISEE

Cette progression est portée par la hausse de la **production de ferronickels** (+12,1 %, soit 8 900 tonnes supplémentaires) inhérente à la montée en puissance de l'usine de KNS, suite à la remise en service du deuxième four. En ce qui concerne l'usine de VALE NC, après 3 années consécutives de croissance et en lien avec la survenance de difficultés techniques et opérationnelles, la production **d'oxyde de nickel** enregistre une baisse (-16,4 %, soit -5 075 tonnes). En revanche, la production, du **Nickel Hydroxide Cake (NHC)**, son produit intermédiaire, repart légèrement à la hausse (+3,0 %, soit +200 tonnes). La production de **carbonate de cobalt** connaît une nouvelle baisse, de l'ordre de 27,8 % (-640 tonnes).

**Les exportations** de produits métallurgiques en volume s'élèvent à près de 117 000 tonnes (+5,2 % par rapport à 2017), soit un nouveau record historique. Pour la quatrième année consécutive, le volume exporté est supérieur à la production induisant un recul des stocks constitués sur les années précédentes.

En valeur, les exportations métallurgiques profitent, comme l'an passé, d'un double effet positif : une



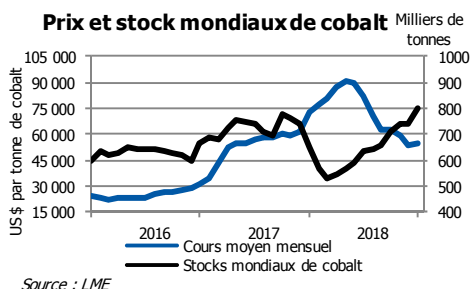
hausse des volumes écoulés et une appréciation des cours du nickel et du cobalt. Ainsi, les produits métallurgiques exportés ont généré environ 142 600 millions de F CFP, soit +22,9 % dont 18 749 millions de F CFP d'effet prix et 7 838 millions de F CFP d'effet volume.

La prépondérance des **commandes chinoises** se fait de plus en plus prégnante. En progression de 20 700 tonnes de nickel contenu sur un an (+35 %), elles concentrent désormais près de 70 % (52,0 % en 2017 et 26,3 % en 2014) de la totalité des exportations de la Nouvelle-Calédonie. Taiwan conserve sa deuxième place avec 7,1 % des volumes exportés, suivi du Japon (5,3 %) et de la Belgique (3,9 %). (cf. Chapitre II – Section 2 – 5.3)

### LE COBALT SOUTIENT LES EXPORTATIONS MÉTALLURGIQUES

Depuis 2012, l'usine de VALE exporte du cobalt sous la forme de carbonate de cobalt. Les volumes exportés ont rapidement progressé, de 123 tonnes en 2012 à 1 734 tonnes en 2018 (point haut en 2016 à 2 587 tonnes). De la même manière, le cours progresse sensiblement passant de près de 25 000 USD la tonne en mi-2016 à près de 90 000 USD en avril 2018. Bénéficiant de cette flambée, les exportations de cobalt en valeur ont été multipliées par plus de 10 en l'espace de 5 ans. En 2018, elles représentent 7,3 % de la valeur totale des exports de produits métallurgiques.

Toutefois, les cours déviennent depuis avril 2018 en raison d'une surproduction du Congo, principal pays producteur de cobalt dans le monde.



## 3. Perspectives

Les fondamentaux du marché du nickel se sont nettement améliorés en 2017, puis en 2018. Les stocks mondiaux continuent de se résorber, alimentant une demande en nickel en forte croissance, tirée par une production d'acier inoxydable qui augmente encore sur des rythmes rapides. En outre, les perspectives de développement de l'industrie des véhicules électriques s'annoncent exponentielles<sup>1</sup>, venant renforcer l'idée de l'installation sur le moyen terme d'une tendance positive sur le marché du nickel.

Néanmoins, à court terme, la vigilance reste de mise pour les acteurs du secteur. L'évolution des cours reste très volatile, impactée pour partie par les décisions politiques et économiques d'acteurs majeurs du marché. En 2017, les annonces successives et contradictoires du gouvernement philippin, avait provoqué un rebond, puis rapidement une rechute des cours. L'année 2018 a été marquée quant à elle par les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis. Une situation qui perdure au premier semestre 2019, laissant planer le doute d'un ralentissement de l'activité et de l'économie mondiale.

Par ailleurs, le recentrage du marché autour des enjeux asiatiques qui est déjà une réalité depuis plusieurs années va s'accentuer dans le futur. La Chine continuera à tirer le marché mondial tant par sa production que sa contribution à la demande. Il faut également s'attendre à un retour en force de l'Indonésie, qui après la levée du « ban » en 2017, se met en

<sup>1</sup> Selon divers analystes, la vente de véhicules électriques pourrait dépasser les 60 millions d'unités à horizon 2040 (contre 2,4 millions en 2016). La Chine prévoit la production de 7 millions de véhicules électriques d'ici à 2025. D'autres pays envisagent d'interdire les véhicules essence et diesel : l'Inde en 2030, les Pays-Bas en 2035, l'Angleterre et la France à partir de 2040.

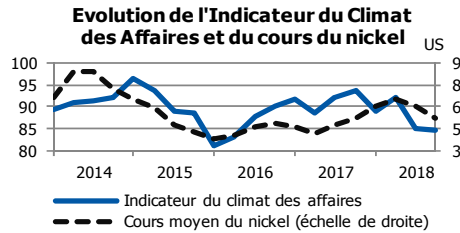
ordre de marche avec des investissements massifs<sup>1</sup>. Dans ce contexte, les analystes de l'INSG<sup>2</sup> anticipent un marché encore déficitaire pour 2019 (-84 000 tonnes contre -146 000 tonnes en 2018) avec une hausse de la production de 198 000 tonnes et une progression plus faible de la demande (+84 000 tonnes).

Au plan local, les trois opérateurs métallurgiques calédoniens continuent de composer avec des coûts de production discriminants qui ne leur permettent pas d'assurer la rentabilité de leur activité aux cours actuels. Aussi, afin d'inverser la tendance, ils poursuivent leurs efforts de recherche de gains de productivité à travers la rationalisation des coûts, l'optimisation de la performance et la réalisation d'investissements structurants. Ainsi, la SLN qui traversé une année particulièrement difficile (7<sup>e</sup> année de perte) s'évertue à mettre en œuvre un « plan de sauvetage » en trois parties : réorganisation du temps de travail des équipes (passage aux 147 heures) sur ses sites miniers, réduction du prix de l'énergie<sup>3</sup> dans l'attente du remplacement de sa centrale électrique (la mise en service de la nouvelle centrale au gaz est attendue pour 2023) et augmentation des exportations de minerai. De son côté, VALE NC a lancé le chantier Lucy (cf. Chapitre III - Section 6), destiné à limiter les risques environnementaux et à réduire les investissements futurs pour le traitement de ses résidus. KNS poursuit des travaux sur son usine, ce qui doit lui permettre d'atteindre progressivement sa capacité de production nominale (environ 50 000 tonnes) à l'horizon 2020-2021.

En outre, l'évolution des paramètres du marché mondial amène les opérateurs calédoniens à repenser en profondeur leur modèle économique. La SLN, qui vient d'obtenir l'autorisation d'exporter 4 millions de tonnes humides de minerai basse teneur (teneur inférieure à 2 %) par an, souhaite désormais, en plus de son cœur de métier, la métallurgie, développer son activité d'exportation de minerai. VALE NC se prépare à répondre aux exigences de qualité des fabricants de batteries électriques en optimisant son site industriel, ce qui nécessite des réglages. À court terme, ces ajustements vont vraisemblablement se ressentir sur la dynamique de croissance de la production métallurgique. Les effets positifs de ces stratégies sont cependant attendus à plus long terme. Elles doivent permettre aux opérateurs du territoire de faire face durablement à des cours dégradés et ainsi de commencer à récolter les fruits des investissements massifs réalisés dans les années 2000.

### LA CONFIANCE DES ENTREPRENEURS, CORRÉLÉE À LA CONJONCTURE DU NICKEL

Les enquêtes conjoncturelles de l'IEOM montrent que les cours du Nickel, et plus généralement la santé économique du secteur, ont un effet d'entraînement sensible sur la confiance des acteurs économiques. Ainsi, l'évolution des cours crée un effet de confiance ou de défiance qui se répercute par des évolutions de comportements dans l'économie calédonienne (niveau d'épargne, de consommation et propension à investir).



Sources : Enquête de conjoncture IEOM, LME.

<sup>1</sup> Selon l'INSG, l'Indonésie aurait lancé la construction de 12 complexes industriels, qui seraient capables de produire plus de 250 000 tonnes de nickel.

<sup>2</sup> International Nickel Study Group.

<sup>3</sup> Des négociations sont en cours avec le gouvernement et Enercal afin d'obtenir une baisse du prix de l'énergie.

## Section 6

# Le secteur du BTP

Longtemps porté par l'équipement en infrastructure du territoire (en lien avec le rattrapage économique), puis par les chantiers d'envergure de construction d'usines métallurgiques, le secteur du BTP a changé de contexte depuis plusieurs années. Ce changement de dimension se traduit par des destructions d'emplois depuis 2011, date de fin de construction des usines du Nord et du Sud.

Pour autant, le secteur bénéficie de la défiscalisation, des programmes de construction de logement, avec la bonne tenue de l'investissement des ménages dans l'immobilier, ainsi que du maintien de nombreux chantiers, certes de dimension plus modeste, mais encore importants : pôles hospitaliers, Néobus, fermes photovoltaïques, centre commercial de Dumbéa, Hôpital du Nord, extension du port maritime... En 2019 et 2020, d'autres projets devraient voir le jour (Hôtel Hilton de Lifou, projet Lucy, carré Rolland, marina de Nouré...), et devraient permettre de maintenir un certain niveau d'activité dans ce secteur.

## 1. Aperçu structurel

### Le poids du secteur de la construction dans...

...la création de richesses en 2017	...les effectifs salariés* en 2017	...le parc d'entreprises en 2018	...les créations d'entreprises en 2018
11%	8,3%	12,8%	19,7%

Source : ISEE / RIDET

\*salariés du secteur privé et public

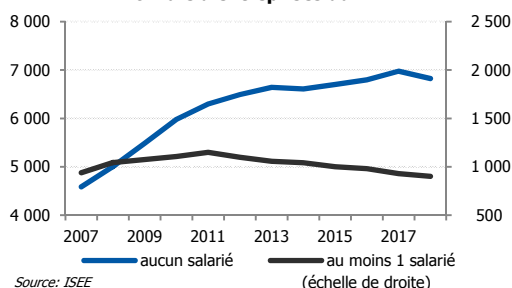
### Baisse du nombre d'entreprises et de l'emploi salarié

Au 31 décembre 2018, le répertoire d'identification des entreprises (RIDET) recense 7 727 entreprises dans le secteur de la construction, soit 12,8 % du total. Le nombre d'entreprises est en baisse de 2,3 % en 2018, mais progresse de 3,7 % depuis 2011.

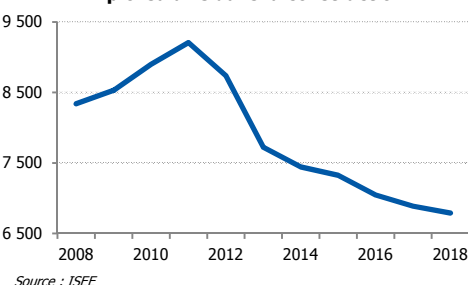
Ce secteur est caractérisé par une majorité d'entreprises sans salarié (88,3 % du total), dont le nombre baisse de 2,2 % en 2018, mais progresse de +1,2 % en moyenne depuis 2011.

En revanche, le nombre d'entreprises employant du personnel (un salarié et plus) diminue en moyenne de 3,4 % chaque année, depuis l'achèvement des grands chantiers miniers en 2011, soit 206 entreprises en moins. Cette évolution se retrouve dans les chiffres de l'emploi salarié avec une baisse des effectifs de 1,3 % en moyenne sur l'année et de -26,2 % depuis 2011, année de la construction des deux usines métallurgiques de KNS et Valé.

Nombre d'entreprises du BTP



Emploi salarié dans la construction



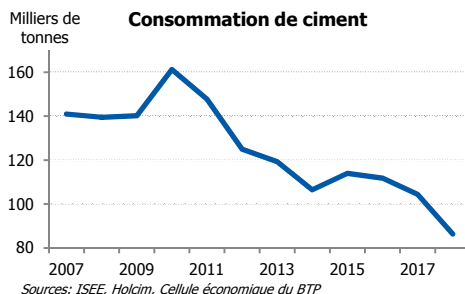
## Une activité en berne

En 2018, les entrepreneurs du BTP interrogés par l'IEOM sont de plus en plus nombreux à déclarer avoir des difficultés à pérenniser leur activité, déplorant un manque d'activité et des problèmes de trésorerie.

Indicateur de l'activité dans le secteur du BTP, la consommation de ciment est en recul de 17,3 % par rapport à 2017 et atteint son niveau le plus bas depuis 1997.

Par ailleurs, les défaillances d'entreprises (source : IEDOM) dans le secteur de la construction continuent d'être importantes même si elles baissent légèrement en 2018: 116 après 137 en 2017. Le secteur représente 32,4 % des défaillances totales sur l'année.

Parallèlement, sur un an, les coûts de la construction augmentent très légèrement (+0,8 %). L'indice BT21 s'établit à 104,42 à fin 2018.



## 2. L'immobilier

### 2.1 LE FINANCEMENT DE L'IMMOBILIER

#### Les dispositifs d'incitation fiscale

Afin de soutenir le secteur du BTP, le Congrès de la Nouvelle-Calédonie a voté le 13 décembre 2013 une loi de Pays instaurant une défiscalisation locale du logement intermédiaire (RILI) pendant deux ans. Ce dispositif permet une exonération fiscale à hauteur de 30 % de l'investissement réalisé, étalé sur une durée de six ans pour les contribuables investisseurs, et de dix ans pour les contribuables primo-accédants. Début 2016, le Congrès a reconduit ce dispositif jusqu'au 31 décembre 2018 (RILI 2), en y apportant des modifications permettant la création de logements plus adaptés aux besoins de la population. Ce dispositif s'est effectivement arrêté au 31 décembre 2018.

La défiscalisation immobilière métropolitaine a été recentrée sur le logement social. Les opérations concernent désormais essentiellement les bailleurs sociaux (FSH, SIC, SEM Agglo). Le dispositif reste accessible pour le logement intermédiaire privé pour les investisseurs soumis à l'imposition sur les sociétés. La loi **Pinel** a été reconduite par la loi de finances pour 2018 jusqu'à fin 2025. Elle permet à tout investisseur particulier de bénéficier d'une réduction d'impôt sur 6, 9 ou 12 ans qui peut s'élever de 23 à 32 % du prix du logement neuf situé en outre-mer et donné en location sous conditions de plafonds de loyers et de ressources du locataire.

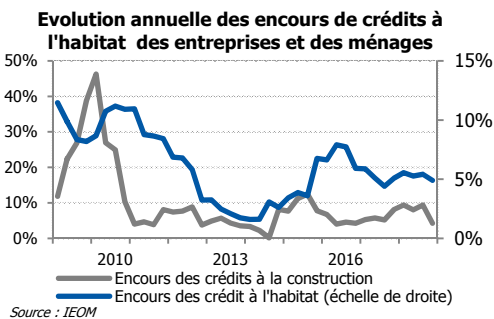
Depuis 2019, les ventes d'immeubles en état futur d'achèvement, et dont le propriétaire se réserve la jouissance à titre d'habitation principale, sont soumises au droit proportionnel d'enregistrement réduit à 0,5 %.

Par ailleurs, le Congrès de la Nouvelle-Calédonie a voté en 2014 un dispositif d'exonération de la Taxe Communale d'Aménagement (TCA) pour les constructions à usage d'habitation et leurs annexes édifiées par des primo-accédants répondant à des conditions de ressources fixées par arrêté.

D'autres mesures ont également été adoptées les 29 novembre et 3 décembre 2018 comme l'augmentation du plafond de déductibilité des intérêts d'emprunt de 500 000 à 1 million de F CFP, ou encore la prolongation de l'exonération totale ou partielle des revenus locatifs pour les constructions nouvelles.

## Des crédits bancaires à l’habitat et à la construction toujours dynamiques

Le financement de l’immobilier reste dynamique en 2018. L’encours des crédits à l’habitat des ménages, dont plus de 80 % est porté par les banques de la place, progresse de 4,9 % sur l’année 2018. Les encours de crédits à la construction des entreprises augmentent de 4,3 % sur un an. Un léger ralentissement de la croissance des encours est néanmoins enregistré au dernier trimestre de l’année 2018, après plusieurs années de croissances soutenues (>5,0 %).



## Maintien des dispositifs d’aides au logement complémentaires

D’autres dispositifs continuent de soutenir l’accession à la propriété. Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie propose notamment depuis février 2011 un dispositif de **Prêt à Taux Zéro (PTZ)**. Plafonné à 15 050 000 F CFP, ce dispositif s’adresse aux ménages ayant un projet de construction ou d’achat de leur résidence principale et justifiant de ressources inférieures aux plafonds définis par arrêté. En 2018, 454 foyers ont bénéficié de cette avance remboursable sans intérêt, pour un montant global de 3,8 milliards F CFP ce qui représente une baisse de 10,1 % du nombre de foyers concernés et de 9,5 % du montant des avances.

Prêts à Taux Zéro	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
Prêts à Taux Zéro (Gouvernement de NC)	533	470	600	505	454	-10,1%
Montant avances - en milliards F CFP	5	4,1	5,2	4,2	3,8	-9,5%

Source : Direction des Services Fiscaux

Au cours de l’année 2018, ce dispositif a fait l’objet d’un nouveau projet de loi visant à recentrer le dispositif sur les foyers les plus modestes. Ainsi, à partir de 2019, le prix du bien immobilier est plafonné avec un niveau plus élevé pour le neuf que pour l’ancien afin de soutenir au mieux le secteur du BTP.

L’aide au logement locatif s’élève en 2018 à 3,4 milliards de F CFP et a concerné 8 311 ménages, soit une aide moyenne mensuelle par ménage de plus de 34 000 francs.

Le montant total de ces aides augmente de 6,3 % en 2018 après deux années de baisse consécutives. L’aide a concerné 387 ménages de plus qu’en 2017 (+4,9 %), il s’agit pour le Fond Social de l’Habitat (FSH) d’un nombre record de bénéficiaires, reflétant un contexte économique difficile pour une plus grande partie de la population.

En complément, les provinces attribuent un ensemble d’aides à la construction, à l’accession à la propriété et à l’amélioration de l’habitat. En Province Sud, les aides à l’accession à la propriété pour les ménages primo-accédants se sont établies sur l’année à 143 millions de F CFP pour 75 foyers. La forte diminution des ménages bénéficiaires s’explique par la réforme des aides à l’habitat de la province adoptée en avril 2018. En Province Nord, l’association TEASOA est l’opérateur de plusieurs programmes d’accession aidée au logement, dont le programme Habitat de la Province Nord (HPN) qui subventionne les ménages primo-accédants aux revenus inférieurs à 330 000 F CFP mensuels. La SAEML Nord Aménagement opère par ailleurs un programme de la Province Nord d’accession à la propriété dans la zone VKP : l’Habitat Intermédiaire Aidé (HIA), à destination des catégories moyennes de revenu. La Province des Îles Loyauté a également créé en 2017 la première société publique locale : Loyauté Habitat ayant pour objectif de gérer et de dynamiser les opérations de



logements sociaux, ainsi que les projets d'aménagement et les infrastructures publiques. En 2018, 39 dossiers de logements ont déjà été retenus, la construction des premières habitations a débuté en décembre à Lifou, elle se poursuivra à Ouvéa et Maré en 2019.

## 2.2 LES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

L'observatoire de l'immobilier enregistre un fléchissement du nombre de transactions immobilières (appartement, maison, terrain à bâtir, commerce, etc.) depuis 2015, malgré une conjoncture plutôt favorable pour l'habitat en 2017 avec des taux de crédits bas, et un prolongement jusqu'à fin 2018 des dispositifs de défiscalisation. En effet, le nombre d'opérations enregistrées baisse de plus de 15 % entre 2015 et 2017 et de 9,0 % par rapport à l'année 2016. Cependant, le montant total des transactions de biens destinés à l'habitat reste stable, indiquant une tendance à la hausse des prix de vente.

Les appartements restent le principal type de bien vendu (43 % des transactions). Un repli est constaté pour les ventes d'appartements neufs, en lien avec la restriction en 2016 du dispositif de défiscalisation locale du logement intermédiaire neuf. Le prix médian constaté sur l'ensemble des ventes d'appartements neufs en 2017 s'établit à 462 000 F CFP/ m² soit une

Montant total des transactions (en millions de F CFP)

Nature du bien	2014	2015	2016	2017	Variation 2017/2016
Appartement	29 184	38 847	30 129	28 737	-4,6%
Maison-villa	27 646	28 083	28 530	30 693	7,6%
Terrain à bâtir	9 473	10 065	10 991	10 191	-7,3%
Autres types de biens	15 316	11 093	10 983	9 617	-12,4%
<b>Total</b>	<b>81 619</b>	<b>88 088</b>	<b>80 633</b>	<b>79 238</b>	<b>-1,7%</b>
<b>Nombre de transactions</b>	<b>2 995</b>	<b>3 201</b>	<b>2 977</b>	<b>2 708</b>	<b>-9,0%</b>
dont biens destinés à l'habitat	2 668	2 855	2 650	2 400	-9,4%

Source : ISEE

augmentation de 7,2 % par rapport à l'année précédente.

Le Grand Nouméa concentre toujours la majorité de l'activité du secteur (87 % en 2017). Parallèlement, la zone Voh-Koné-Pouembout-Poya perd de la vitesse depuis 2015 avec un nombre de transactions réduit de moitié.

## 2.3 LE LOGEMENT SOCIAL

### Accroissement du parc locatif social et développement de la réhabilitation

À fin 2018, les trois principaux bailleurs sociaux (SIC, FSH, SEM Agglo) gèrent un parc cumulé de près de 15 342 logements, en progression de 62,7 % en 10 ans. Le nombre de logements total augmente de 3,0 % sur l'année.

La **Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie (SIC)** compte 10 886 logements répartis sur 21 communes et héberge plus de 40 000 personnes. Les investissements de l'opérateur s'élèvent en 2018 à 9,7 milliards de F CFP, dont près de 3 milliards de F CFP consacrés à l'entretien du patrimoine locatif. Sur l'année 2018, la SIC a livré 308 logements et 6 commerces essentiellement à Koné (114 livraisons) et Nouméa (101 livraisons). Les mises en chantiers se sont élevées à 72, un chiffre éloigné des prévisions (404 logements) en raison de nombreux reports ou suspensions de projets. La poursuite des efforts de réhabilitation du parc

Parc locatif des principaux opérateurs immobiliers

	Nombre	2008	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
SIC		7 835	10 358	10 624	10 886	2,5%
FSH		1 158	2 306	2 532	2 687	6,1%
SEM Agglo		437	1 658	1 745	1 769	1,4%
<b>Total</b>		<b>9 430</b>	<b>14 322</b>	<b>14 901</b>	<b>15 342</b>	<b>3,0%</b>

Sources : SIC, FSH, SEM Agglo

ancien a permis la livraison en 2018, des 30 derniers logements à la cité N’gea (mettant fin à la réhabilitation de cette résidence menée sur plusieurs années), 41 logements aux tours de Magenta et 6 logements à la cité Boutonnet. Aussi, dans cette dynamique de rénovation de l’ancien, la réhabilitation des résidences Tindu et Pierre Lenquette, débutée en 2017 avec une phase de désamiantage, est entrée en phase travaux en 2018. Les premiers logements seront livrés mi-2019. Par ailleurs, le projet « Carré Rolland », mené dans le cadre d’un partenariat public-privé entre la SIC, Caillard Kaddour et Promobat, prévoit la construction en centre-ville de 234 logements, 6 000 m² de commerces et 8 000 m² de bureaux.

Le **Fonds Calédonien de l’Habitat (FCH)**, filiale du FSH, gère 2 687 logements locatifs, majoritairement situés dans le Grand Nouméa. En 2018, il a livré 84 logements locatifs dans cette zone (Nouméa, Dumbéa, Païta, Mont-Dore) auxquels s’ajoutent 50 livraisons à Koné et 44 logements en accession à la propriété à Poya. Les opérations en cours de réalisation représentent un total de 698 logements, pour moitié en locatif et moitié en accession à la propriété. Ces opérations sont localisées à 43 % sur Dumbéa, à 31 % sur le reste du Grand Nouméa et à 23 % sur Pouembout.

La **SEM de l’Agglomération** (SEM Agglo) détient pour sa part un parc locatif de 1 769 logements. En 2018, 24 nouveaux logements ont été livrés, tous situés à Païta (Grand Nouméa). La SEM Agglo a également lancé 276 chantiers sur l’année, ainsi que la construction d’une EHPAD d’une capacité de 70 lits, 449 logements sont encore à l’étude.

En province nord, l’acteur majeur du logement social est **l’association TEASOA** qui, depuis 1983, a participé, à la livraison de 4 317 projets en province Nord. En 2018, 61 projets ont été livrés dans le cadre de l’habitat social après une année 2017 particulièrement productive (147 logements livrés), 50 projets étaient en cours de réalisation à la fin de cette année pour un montant total de plus de 365 millions de F CFP. La majorité des logements sont livrés dans le cadre de l’aide à l’Habitat de la Province Nord.

### Des livraisons en baisse mais une demande toujours importante

Les livraisons de logements sont en baisse en 2018 (-7,4 % par rapport à 2017) avec 515 logements neufs livrés sur l’année, soit 41 logements de moins qu’en 2017. Cette diminution est entièrement due aux logements destinés à l’accession dont les livraisons diminuent pour la deuxième année consécutive (-42 logements en 2018 après -90 en 2017). Les livraisons de logements neufs destinés à la location restent stables.

Parallèlement, les conventionnements de logements neufs enregistrent une baisse plus importante en 2018 qu’en 2017 (-52,6 %), avec 334 conventionnements. Il s’agit du nombre le plus faible depuis 2010. Cette variation concerne aussi bien le segment locatif (-267 logements) que celui de l’accession (-103 logements).

Par ailleurs, la **demande de logements** sociaux est toujours importante en province Sud, qui concentre près des trois quarts de la population. La province Sud gère un stock de 7 089 demandes actives<sup>1</sup> en 2018, dont 4 779 demandes de location, 2 173 demandes d’accession à la propriété et 137 demandes de rénovation et construction.

Nombre de logements sociaux en Province Sud

	Variation			
Nombre	2008	2016	2017	2018 2018/2017
<b>Conventionnements logements</b>	<b>844</b>	<b>637</b>	<b>704</b>	<b>334</b> <b>-52,6%</b>
dont locatif	671	421	526	259 -50,8%
dont accession	173	216	178	75 -57,9%
<b>Livraison logements neufs</b>	<b>578</b>	<b>495</b>	<b>556</b>	<b>515</b> <b>-7,4%</b>
dont locatif	339	248	399	400 0,3%
dont accession	239	247	157	115 -26,8%
Ratio livraisons/conventionnements	68%	78%	79%	154%

Source : Direction de l’équipement de la Province Sud

<sup>1</sup> Un dossier actif a une durée de vie de 12 mois renouvelables.

La demande est en baisse (-5,8 %) par rapport à l'année 2017 qui avait atteint un niveau record. Les demandes, particulièrement les demandes d'accessions, restent nettement supérieures au niveau enregistré pour les années antérieures à 2017.

Ainsi, l'offre en logements sociaux ne couvre qu'un dixième du besoin exprimé avec une forte baisse de l'offre et une demande qui reste globalement élevée.

### 3. Les grands chantiers

---

Le secteur du BTP reste soutenu par un ensemble de grands projets publics ou privés.

#### Les infrastructures routières

En 2018, la Nouvelle-Calédonie via la Direction des Infrastructures de la Topographie et des Transports Terrestres (DITTT) a investi 2,8 milliards de F CFP (en légère hausse sur un an) au total dans le domaine des infrastructures routières. 1,8 milliard de F CFP ont été consacrés à la remise à niveau des routes et des ouvrages d'art existants et 1,0 milliard de F CFP ont été investis dans le développement et la création d'infrastructures (aménagement de l'accès à la nouvelle clinique de Nouville, giratoire de Voh...).

#### LE NÉOBUS, CHANTIER EMBLÉMATIQUE DU GRAND NOUMÉA

Le syndicat mixte des transports urbains (SMTU), qui regroupe la province Sud et les quatre communes de l'agglomération du Grand Nouméa, conduit le projet Néobus (ligne de bus en site propre). La première phase de ce projet, permet de relier le centre-ville de Nouméa à Dumbéa et au Médipôle, qui a été déclarée d'utilité publique le 31 décembre 2015. La mise en service du premier tronçon (centre-ville - Médipôle) est prévue pour septembre 2019. Cette infrastructure de 13,3 km représente un investissement de 20 milliards F CFP, financés par une écofiscalité, mise en œuvre par la Nouvelle-Calédonie, qui affecte au SMTU une part supplémentaire de la taxe sur les produits pétroliers.

En lien avec ce projet, le centre de maintenance des bus situé au niveau du giratoire Belle-Vie à Nouméa, véritable tour de contrôle de Tanéo, futur réseau de transport unique de l'agglomération du Grand Nouméa, a été livré à l'exploitant CARSUD en fin d'année 2018. Il a accueilli le 1<sup>er</sup> Néobus en janvier 2019.

La première étape de modernisation des réseaux souterrains (eau, électricité, télécommunications...) s'est terminée en novembre 2018. La seconde étape d'aménagement urbain avec la construction de stations et de voies dédiées aux futurs bus se terminera au 1<sup>er</sup> semestre 2019.

En parallèle, le marquage au sol et la végétalisation sont en cours de réalisation. Les futures stations Néobus seront la dernière étape du projet avant la mise en service prévue en septembre 2019.

#### Les infrastructures de santé et d'éducation

Après la livraison en 2016 de la plus grande infrastructure publique du territoire, le **Médipôle**, la modernisation du parc hospitalier calédonien continue de s'opérer avec l'ouverture en octobre 2018, à Nouméa, de la **clinique privée de Nouville** qui regroupe trois cliniques de la capitale (Magnin, Anse-Vata, Baie des Citrons) pour un investissement global supérieur à 13 milliards de F CFP. Dans le nord, le **centre hospitalier de Koné** a également ouvert en novembre 2018. D'une superficie de 9 400 m<sup>2</sup> sur 3 niveaux et d'une capacité de 63 lits pour un budget de 6 milliards de F CFP, cet établissement de santé conventionnel regroupe sur un même centre les pôles médecine, chirurgie, obstétrique, un plateau technique, un SMUR et des secteurs de logistique médicale. Parallèlement, en septembre 2018, la SECAL (Société d'Équipement de Nouvelle-Calédonie) a lancé la construction d'un nouveau **centre médico-social** de la CAFAT. D'une surface de 2000 m<sup>2</sup>, l'établissement regroupera un service de radiologie, un laboratoire d'analyses, des cabinets médicaux et dentaires, une salle de soin et une infirmerie pour un budget initial de plus d'un milliard de F CFP.

Concernant les infrastructures d'éducation, de nouveaux locaux ont été construits au **Lycée Escoffier**, 850 millions de F CFP ont été investis au total dans ce projet, ainsi qu'au lycée agricole et général de Pouembout et le collège d'Apogoti a ouvert en février 2018. La construction d'une **antenne de l'Université de Nouvelle-Calédonie** a également été lancée à Koné en fin d'année 2018. Les nouveaux bâtiments de plus de 1000 m<sup>2</sup>, représentent un investissement de 540 millions de F CFP, pour une ouverture prévue en février 2020.

## Les autres chantiers marquants

Avec comme objectif l'accroissement de l'activité commerciale et de l'offre de service, la ville de Nouméa poursuit le **développement du front de mer** et du centre-ville. Cet objectif se poursuit notamment à travers les travaux d'aménagement des **quais Ferry** démarrés en juin 2018. Trois bâtiments sont en construction, ils seront destinés à la location commerciale avec une surface totale de 3 470 m<sup>2</sup> auxquels s'ajoute 1 865 m<sup>2</sup> de terrasse couverte pour un investissement total de 2,3 milliards de F CFP. Enfin, **l'extension du port autonome** de Nouméa est toujours en cours, afin d'accueillir des bateaux de croisières de plus grande envergure. De même, le chantier de l'extension de la **Marina de Boulari** a débuté en mars pour accueillir une centaine de bateaux supplémentaires.

Certains chantiers se sont également terminés en 2018. L'OPT a ainsi pu inaugurer un nouveau **centre de tri** du courrier à Ducos en mai ; les travaux du centre de maintenance du Néobus à Nouméa ont été réceptionnés en juillet ; un nouveau **centre culturel** a également pu être inauguré à Hienghène en octobre.

En province Nord, l'année 2018 a été marquée par le début de la construction d'une **usine hydroélectrique** portée par ENERCAL et Nord Avenir. Cet investissement de 1,6 milliard de F CFP permet de développer la filière du renouvelable dans cette zone.

La **filière du photovoltaïque** a également été porteuse d'investissements d'envergures pour le territoire en 2018. Trois fermes photovoltaïques sont en effet en construction depuis 2017, représentant au total un investissement de 6,2 milliards de F CFP, elles devraient être opérationnelles en 2020. Les particuliers sont également encouragés à mettre en place des installations photovoltaïques de toiture. Le nombre d'installations tend à se multiplier rapidement depuis 2015 (cf. Chapitre III - Section 4 - 2.2).

## Perspectives

En plus de ces chantiers pour partie toujours à l'oeuvre, d'autres projets sont prévus pour **l'année 2019** comme l'hôtel Hilton à Lifou (cf. encadré Chapitre III - Section 8 - 3.2), le carré Rolland, la marina de Nouré, le centre pénitentiaire de Koné, le centre médicale du Pacifique, le cinéma de Dumbéa ou encore des centrales photovoltaïques. Le plus emblématique et d'envergure est de loin le projet **LUCY**.

### LE PROJET LUCY

Le projet Lucy est porté par VALE pour son usine du Sud et pour un investissement de plus de 600 millions de dollars USD (dont 150 millions USD en 2019 et 300 millions en 2020). Le projet consiste en une solution innovante de stockage des résidus issus du procédé hydrométallurgique, en substitution au barrage arrivé à saturation. Le procédé, qui constitue une première mondiale, consiste à transformer les résidus humides en résidus secs par un système d'assèchement des boues humides (qui pourront s'accumuler pour former une montagne qui sera revégétalisée).

Environ 650 emplois seront nécessaires en moyenne pour la phase de construction, prévue sur 3 ans. Ce dispositif doit étendre la visibilité de l'usine du Sud jusqu'en 2038 en augmentant sensiblement sa capacité de stockage des résidus.

# Section 7

## Le commerce

En 2018, le secteur du commerce est marqué par la mise en place de la TGC à taux plein, l'ouverture d'un complexe commercial à Dumbéa ou encore l'entrée en fonction d'une Autorité de la Concurrence calédonienne. Ce secteur fait face à une conjoncture peu favorable en 2018. Malgré l'inflation et les taux d'intérêt bas, la consommation des ménages est à court de souffle, affectée par un manque de levier et de confiance. Les importations de biens de consommation des ménages sont en léger recul alors que la contraction des immatriculations de véhicules neufs ne confirme pas l'embellie de 2017. La grande distribution continue cependant de se développer avec de nouvelles ouvertures.

### 1. Aperçu structurel

**Le poids du secteur du commerce dans...**

...la création de richesses en 2017	...les effectifs salariés* en 2017	...le parc d'entreprises en 2018	...les créations d'entreprises en 2018
11,0%	11,7%	6,6%	8,7%

Source : ISEE / RIDET

\*salariés du secteur privé et public

Le répertoire d'identification des entreprises recense 3 962 entreprises dans le secteur du commerce à la fin de l'année 2018, soit une baisse de 1,4 % sur l'année, en contraste avec la hausse de 1,4 % enregistrée en 2017 et de plus de 20,0 % depuis 2008. Pourtant, ce secteur représente 8,7 % des créations d'entreprises sur l'année.

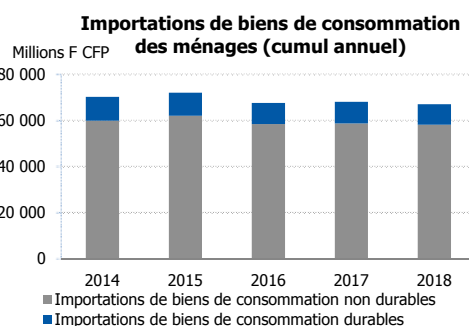
Les entreprises du secteur commerce se répartissent à 59,1 % dans le commerce de détail, 21,2 % dans le commerce de gros et 19,8 % dans la réparation d'automobile. Les deux tiers des entreprises du secteur n'emploient aucun salarié.

Le secteur du commerce contribue à hauteur de 11,0 % à la création de richesse du territoire et englobe 11,7 % des effectifs salariés du territoire en 2017.

### 2. L'activité du secteur en 2018

#### Une consommation des ménages à court de souffle

La consommation des ménages reste plutôt morose en 2018, dans un contexte de stagnation de la croissance de l'emploi et d'incertitudes politiques et économiques. La valeur des importations de biens de consommation baisse légèrement par rapport à 2017 (-0,7 %), dont -1,0 % pour les biens non durables. Le changement de fiscalité avec l'introduction de la TGC s'est traduit par un fort mouvement de déstockage au 3<sup>e</sup> trimestre.



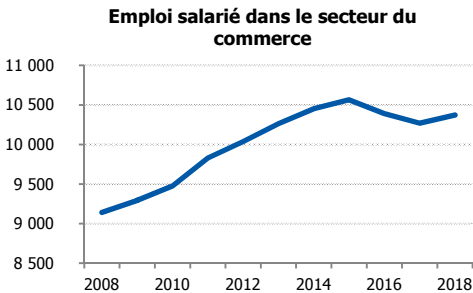
La faiblesse de l'inflation (hors tabac) couplée à l'environnement des taux d'intérêt historiquement bas apporte un peu de soutien en faveur de la consommation. L'encours des crédits à la consommation des ménages affiche un regain de dynamisme en 2018 : +2,7 % contre +0,5 % en fin 2017, après plusieurs années de contraction.

Une conjoncture de l'activité commerciale peu favorable

L'enquête de conjoncture de l'IEOM indique une dégradation de l'activité pour le commerce en 2018. Les chefs d'entreprises interrogés ont fait état, plus que l'année précédente d'une activité dégradée, notamment en deuxième partie d'année. Le solde d'opinion a en effet diminué de 0,6 point sur l'année pour s'établir au dernier trimestre 2018 à 1,4 point en dessous de sa moyenne de longue période.

Parallèlement, les défaillances d'entreprises, enregistrées par l'IEOM, dans ce secteur augmentent après deux années de baisse. Les entreprises exerçant une activité commerciale représentent 17,6 % des défaillances totales enregistrées en 2018.

Pour autant, le nombre d'emplois salariés du secteur commerce augmente légèrement en 2018 (+1,1 % au cours des trois premiers trimestres de l'année), après -1,2 % en 2017. Il reste toutefois inférieur au pic atteint en 2015. En 10 ans, les effectifs salariés du secteur commerce progressent de 13,5 %.



Sources: ISEE

3. Les principaux sous-secteurs commerciaux

3.1 LE COMMERCE DE DÉTAIL

Un secteur en mutation dominé par un groupe restreint d'acteurs

Six groupes se partagent actuellement le marché de la grande distribution sur le territoire : le groupe Bernard Hayot (GBH), Ballande, Heli, Kenu-in, Korail, Pentecost. En 2018, les groupes Kenu-in et Hayot se partageaient 80 % des parts de marché de la grande distribution.

Le marché des hypers est actuellement dominé par 2 acteurs : le groupe Bernard Hayot, détenant les deux magasins Géant, et le groupe Kenu-in, détenant l'hypermarché Carrefour.

Dans une moindre mesure, le groupe Korail est également présent.

En 2018, le secteur de la grande distribution a connu plusieurs bouleversements dont l'ouverture, au mois d'avril, d'un nouvel hypermarché Géant à Dumbéa. Cette ouverture donne lieu, dans le cadre de la loi anti-trust, à une restructuration du marché. Les surfaces commerciales sont en effet soumises au contrôle de l'Autorité de la Concurrence de la Nouvelle-Calédonie. Le groupe GBH (détenteur du Géant) a été contraint de céder certain de

Principaux acteurs de la distribution dans le Grand Nouméa

Groupe	Principales enseignes	Part de la surface totale <sup>(1)</sup>
Kenu-in	Champion	23%
	Carrefour	
Groupe Bernard Hayot (GBH)	Casino	26%
	Leader Price	
	Géant	
Autres indépendants		51%

(1) total de la surface de la grande distribution à dominante alimentaire, 65 surfaces de ventes renseignées pour 816 unités ressassées

(2) le Groupe détient 5% du capital du Casino Johnston

Source : Fichier consulaire CCINIC - personnes morales

ses magasins soit 4 500 m<sup>2</sup> de supermarchés, ainsi que sa participation dans la grande surface Johnston désormais indépendant.

Le projet du groupe Ballande d'ouvrir deux grandes surfaces à l'enseigne « Hyper U » à l'Anse Uaré de Ducos (5 500 m<sup>2</sup>) et à Païta (3 000 m<sup>2</sup>) reste pour le moment bloqué. L'ouverture de ces deux magasins pourrait permettre de renforcer la concurrence et de distribuer les parts de marché en trois ce qui pourrait induire une baisse des prix.

Par ailleurs, la mise en place de la TGC à taux plein a également marqué l'année des acteurs du secteur commerce qui ont notamment été soumis à un contrôle des marges.

## Une offre concentrée principalement en Province Sud et le Grand Nouméa

Au 31 décembre 2018, 2 340 entreprises<sup>1</sup> relèvent du secteur du commerce de détail. À cette date, 6,0 % de ces établissements se situent en province des Îles et 13,4 % en province Nord ; les 80,6 % restants se concentrent en province Sud, notamment dans le Grand Nouméa pour une surface de vente totale de plus de 246 000 m<sup>2</sup>.

Dans la zone du Grand-Nouméa, l'observatoire du commerce de la CCI enregistre une superficie totale des surfaces de vente de 208 842 m<sup>2</sup>. La vente de produits alimentaires occupe 41,9 % de cet espace, suivi par la vente d'équipement de maison (28,7 % de la superficie totale) et par celle des équipements des personnes (vêtement, accessoires, etc.). Les grandes et moyennes surfaces à dominante alimentaire, personnes morales uniquement, totalisent en 2018 une superficie d'environ 52 300 m<sup>2</sup>, soit 59,8 % de la superficie totale de la zone. Selon l'enquête sur la consommation des ménages de la CCI, 72 % des dépenses des familles de cette zone sont effectuées dans une grande surface, et 37 % dans un des 4 hypermarchés.

### L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE DE LA CONCURRENCE

Le Congrès de la Nouvelle-Calédonie a voté en avril 2014 une loi de pays ou « loi anti-trust » créant une autorité administrative indépendante locale de la concurrence, chargée de contrôler diverses opérations dans le secteur du commerce de détail telles que la concentration, l'accroissement des surfaces exploitées ou le changement d'enseigne. L'Autorité de la Concurrence de la Nouvelle-Calédonie (ACNC) a officiellement pris ces fonctions le 2 mars 2018.

Un premier bilan de l'Autorité a pu être dressé à la fin de l'année 2018. Sur l'année, 30 avis, recommandations, et décisions ont été rendus, 8 décisions concernaient des opérations affectant le commerce de détail.

Pour l'année 2019, l'Autorité de la concurrence souhaite prioritairement mettre l'accent sur sa mission répressive afin de protéger les entreprises victimes de pratiques anticoncurrentielles.

## 3.2 LE COMMERCE AUTOMOBILE

### Une offre diversifiée dans un marché mature

Plus de 40 marques sont représentées par **six groupes automobiles** qui se partagent l'essentiel du marché calédonien : le Groupe Jeandot, la Compagnie Française d'Afrique Occidentale-CFAO, le Groupe Pentecost, le Groupe Bernard Hayot, les Groupes Dang et Hickson. Fin 2018, 78 entreprises interviennent dans le commerce de voitures (hors réparation et équipement), soit quatre de moins que l'année précédente.

Le taux d'équipement des ménages en véhicule s'établissait à 77,5 %, en 2014 (dernier chiffre disponible), soit un niveau proche de la France métropolitaine (81,2 % en 2015) mais supérieur aux DOM (69,3 % en Guadeloupe, 58,6 % en Guyane, 71,3 % à La Réunion), témoignant d'un marché mature.

<sup>1</sup> Hors commerce de détail d'équipements automobiles.

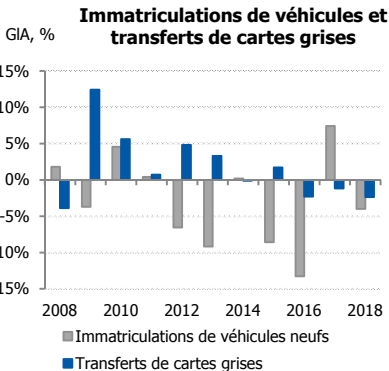
Le territoire comptabilise un total de 8 921 nouvelles immatriculations de véhicule et 23 974 transferts de cartes grises (véhicules d'occasion) en 2018, soit un nombre de transactions en baisse de 2,9 % par rapport à 2017. Les **immatriculations de véhicules neufs** sont en baisse de 4,0 % et ne confirment donc pas l'embellie de 2017 (+7,4 %). Ce chiffre revient proche de celui de 2016, avec une tendance globalement à la réduction depuis 2011. Une nouvelle fois les voitures particulières portent la tendance (-5,9 % d'immatriculations par rapport à 2017). Parmi les immatriculations neuves, 62 % sont des voitures particulières et 30 % des pick-up-camionnettes. En 2018, le marché des **véhicules d'occasion** enregistre également moins de transactions, avec 582 transferts de cartes grises en moins qu'en 2017, soit une baisse de 2,4 % après -1,2 % l'année précédente.

Sur 10 ans, les flux sont en hausse de 2,5 %, avec une hausse de 24,0 % pour le marché de l'occasion mais une baisse de 30 % pour le neuf, qui a connu un engouement du début des années 2000 jusqu'en 2011. Ainsi, la part du marché de l'occasion a progressé, passant de moins de 60 % des transactions en 2008 à plus de 70 % en 2018. Toutefois, le nombre de transactions reste relativement important, représentant plus de 15 % des personnes en âge de conduire et plus de 1/3 des ménages.

Transactions de véhicules	Variation			
	2008	2017	2018	2018/2017
Immatriculations des véhicules à quatre roues neufs	12 684	9 292	8 921	-4,0%
Voitures particulières	7 853	5 923	5 571	-5,9%
Pick up et Camionnettes	3 880	2 595	2 603	0,3%
Camions	251	94	80	-14,9%
Autres	700	680	667	-1,9%
Immatriculations des véhicules à deux roues neufs	583	552	530	-4,0%
Transferts de cartes grises <sup>(1)</sup>	22 959	24 557	23 975	-2,4%
<b>Total des immatriculations</b>	<b>36 226</b>	<b>34 401</b>	<b>33 426</b>	<b>-2,8%</b>

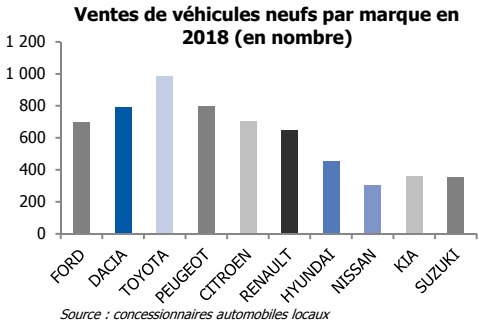
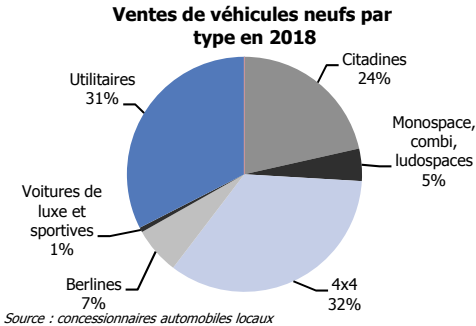
(1) Les transferts de cartes grises représentent les ventes de l'ensemble des véhicules d'occasion (particuliers, utilitaires, camions, motos et remorques)

Sources : ISEE, Direction des Infrastructures, de la Topographie et des Transports Terrestres



Source: ISEE

En 2018, la marque Toyota reste la plus demandée, suivie de Peugeot, Dacia et Ford. La voiture particulière la plus vendue sur le territoire devient le Ford Ranger.





## Section 8

# Le tourisme

Le secteur du tourisme en Nouvelle-Calédonie marque le pas en 2018 (après une année 2017 dynamique), dans un contexte de conjoncture internationale favorable pour le secteur et malgré de nombreux efforts de valorisation du territoire (développement de l'offre de service, partenariats internationaux avec la Chine et le Japon notamment, campagnes de publicité...). La fréquentation touristique ne progresse plus (-0,3 %) et le nombre de croisiéristes chute (-9,7 %). Au sein de ce secteur, l'hôtellerie tend à se développer avec l'arrivée de nouveaux employeurs et une hausse des capacités d'hébergement, qui devraient continuer à augmenter (complexe hôtelier à Lifou...). Parallèlement, dans le cadre de la stratégie de développement touristique 2025, plusieurs projets de développement de l'offre de services à destination des touristes sont en cours (construction de commerces au quai Ferry à Nouméa, agrandissement du port autonome...).

### 1. Aperçu structurel

#### Le poids du secteur de l'hôtellerie - restauration dans...<sup>1</sup>

...la création de richesses en 2017	...les effectifs salariés* en 2017	...le parc d'entreprises en 2018	...les créations d'entreprises en 2018
n.d.	6,1%	1,9%	2,5%

Source : ISEE / RIDET

\*salariés du secteur privé et public

Le répertoire d'identification des entreprises recense 1 148 entreprises au sein du secteur de l'hôtellerie et de la restauration, soit le même nombre qu'en 2017. Sur ce total, 269 entreprises exercent une activité liée à l'hébergement (-3 entreprises) et 879 une activité de restauration (+3 entreprises). Le secteur représente 1,9 % du parc d'entreprises en 2018 mais trois fois plus en termes d'effectifs salariés. Il est l'un des moins créateur d'entreprise sur l'année avec seulement 2,5 % des entreprises créées. De même, les défaillances d'entreprises dans ce secteur recensées par l'Ieom sont relativement faibles, mais en baisse, avec 17 défaillances en 2018 contre 21 en 2017 et 14 en 2016.

### 2. Le contexte international et régional

D'après le baromètre du tourisme mondial de l'OMT, le tourisme international est bien orienté avec 1,4 milliard arrivées de touristes internationaux en 2018, soit une augmentation de 6 % par rapport à 2017. La croissance est particulièrement forte au Moyen-Orient (+10 %), en Afrique (+7 %) ainsi qu'en Asie-Pacifique et en Europe (+6 % pour ces deux régions).

La région Asie Pacifique compte 343 millions d'arrivées en 2018, avec une hausse plus marquée en Asie du Sud-est (+7 %), que dans l'Océanie (+3 %).

#### STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE 2025

Dans le cadre de sa stratégie de diversification de l'économie, le gouvernement a approuvé une stratégie de développement touristique des services et des loisirs allant jusqu'en 2025 afin de développer le tourisme, deuxième secteur d'exportation après le nickel. La Nouvelle-Calédonie a pour objectif d'accueillir plus de **200 000 touristes et 1 200 000 croisiéristes**.

L'adoption de cette stratégie s'est traduite par la création d'une agence de développement touristique par les acteurs de l'industrie touristique. Ses objectifs sont notamment de rendre le territoire plus accessible, renforcer sa visibilité, soutenir la professionnalisation des acteurs, sensibiliser la population aux effets bénéfiques du tourisme dans une logique de développement durable et de rééquilibrage...

<sup>1</sup> Le poids du tourisme dans l'économie est supérieur à celui du seul secteur de l'hôtellerie-restauration.

### 3. Le tourisme en Nouvelle-Calédonie

#### 3.1 LES CARACTÉRISTIQUES DE LA CLIENTÈLE

##### La fréquentation touristique marque le pas en 2018

Répartition des touristes par pays de résidence (en nombre)

Provenance	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017	Part de marché en 2018
Métropole	36 545	37 245	36 725	37 827	37 326	-1,3%	31,0%
Japon	19 087	20 056	21 151	21 838	21 472	-1,7%	17,8%
Australie	18 065	20 926	22 809	23 705	23 025	-2,9%	19,1%
Nouvelle-Zélande	6 780	8 529	9 143	10 255	10 553	2,9%	8,8%
Divers	26 710	27 195	25 848	27 073	27 968	3,3%	23,2%
dont Wallis-et-Futuna	6 128	6 329	6 128	6 594	7 125	8,1%	5,9%
dont Polynésie française	3 371	3 552	3 453	3 391	3 167	-6,6%	2,6%
dont Vanuatu	3 616	3 520	3 648	4 194	3 910	-6,8%	3,2%
<b>Total</b>	<b>107 187</b>	<b>113 951</b>	<b>115 676</b>	<b>120 697</b>	<b>120 343</b>	<b>-0,3%</b>	

Source : ISEE

Après trois années de croissance ininterrompue et une année 2017 dynamique, la fréquentation touristique ne progresse plus en 2018 (-0,3 %). Avec 120 343 visiteurs (hors croisiéristes) la fréquentation reste proche du record de 120 697 visiteurs enregistré l'année précédente. La provenance principale des touristes reste la France métropolitaine qui représente 31,0 % des arrivées en 2018 malgré une baisse de 1,3 % (après +3,0 % en 2017). La fréquentation des touristes provenant du Japon et de l'Australie est en baisse également (-1,7 % et -2,9 % respectivement). Parallèlement, le marché des touristes néo-zélandais continue de se développer : la Nouvelle-Calédonie a accueilli 2,9 % de plus de touristes provenant de Nouvelle-Zélande qu'en 2017 (après +12,2 %). Dans une moindre mesure, la fréquentation touristique en provenance de Wallis-et-Futuna progresse également (+8,1 %).

#### LA CHINE IDENTIFIÉE COMME MARCHÉ PORTEUR

La Chine est devenue le premier marché de la Nouvelle-Calédonie pour les échanges commerciaux. Cette évolution pourrait s'accompagner d'une intensification des échanges touristiques avec la destination. La Chine, à moins de 10 heures d'avion, constitue en effet un marché porteur, avec l'émergence d'une classe moyenne de plusieurs centaines de millions d'habitants. Lors de sa visite en Nouvelle-Calédonie en décembre 2016, le vice-président chinois a préconisé l'ouverture d'une ligne aérienne directe entre les deux pays. La Chine souhaite par ailleurs la mise en place d'un jumelage entre l'une de ses régions et la Province Sud. Une association d'amitié sino-calédonienne a également été créée fin 2016.

En octobre 2017, la Nouvelle-Calédonie a obtenu le statut de « destination touristique agréée », autorisant les tour-opérateurs chinois à proposer des voyages de groupes et facilitant l'obtention de visas. En février 2018, la compagnie Aircalin a effectué son premier vol charter entre Hangzhou et Nouméa. Les 254 touristes chinois ont passé un séjour haut de gamme organisé par le tour opérateur chinois Caissa et avec la participation de professionnels locaux. Le bilan est jugé très positif par les professionnels du secteur qui espèrent attirer 6 000 Chinois d'ici 2025. Deux autres vols ont suivi, avec l'arrivée de 232 touristes en septembre en provenance de Tianjin et de 258 passagers en février 2019.

En avril 2018, un second contrat de destination visant à favoriser le tourisme a été signé avec le Japon. Les touristes japonais sont essentiels au tourisme calédonien, dans la mesure où ils représentent le deuxième marché émetteur après la France métropolitaine.

Ces contrats de destination, engageant notamment le gouvernement, Air Calédonie et l'OPT ont pour objectif d'améliorer l'image de la Nouvelle-Calédonie au Japon et en Chine, d'accroître les capacités d'hébergement, d'augmenter le nombre de vols et de sièges (tout en ayant des tarifs adaptés), d'améliorer le niveau de service, l'accueil et la qualité des produits touristiques, la coordination des efforts promotionnels et la levée des barrières (linguistique, accès, informations...).

L'enquête passagers de l'ISEE révèle que les touristes viennent principalement sur le territoire en vacances (« motifs principal » évoqué par 56,0 % des visiteurs), pour rendre visite à des proches (21,6 %), ou pour des raisons professionnelles (11,5 %). La durée moyenne d'un séjour est de 17,8 jours, durée en baisse constante depuis 2012 (21 jours). Elle est de 30,5 jours pour les touristes métropolitains, de 9,4 et 9,3 jours pour les Néo-zélandais et Australien et de 7,7 jours pour les Japonais. Plus de la moitié des touristes se logent à l'hôtel.

### 3.2 L'HÉBERGEMENT

#### Les capacités d'hébergement

Sous l'impulsion du Plan de Développement Touristique Concerté (PDTC), l'offre d'hébergement touristique s'est fortement développée entre 2008 et 2014 avant de ralentir. Les livraisons successives de plusieurs complexes hôteliers se sont traduites par une hausse de la capacité d'accueil du territoire de 25 % entre 2008 et 2014. En 2017 (derniers chiffres disponibles) l'offre d'hébergement continuait d'augmenter (+7,0 %, soit 221 unités supplémentaires), pour atteindre un total de 3 357 unités d'hébergement.

##### Capacités d'hébergement par province

Nombre d'unité (1)	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Variation	
							2017/2016	Part en 2017
Province Sud (2)	2 435	2 453	2 528	2 293	2 395	2 508	4,7%	74,7%
Province Nord	501	481	530	549	549	620	12,9%	18,5%
Province Îles Loyauté	210	224	208	224	229	229	0,0%	6,8%
<b>Total</b>	<b>3 146</b>	<b>3 158</b>	<b>3 266</b>	<b>3 066</b>	<b>3 136</b>	<b>3 357</b>	<b>7,0%</b>	<b>100%</b>

(1) Hôtels, gîtes, chambres d'hôtes, accueil en tribu - (2) camping exclus

Sources : Bureau du tourisme de la Province Sud, GIE Tourisme Province Nord, Destination, Îles Loyautés

La **province Sud** concentre les trois quarts de l'offre d'hébergement. En 2017, sa capacité d'hébergement progresse de 4,7 %, soit 113 unités de plus, dont près des trois quarts s'expliquent par l'ouverture de l'hôtel Gondwana (80 chambres) en novembre. La capacité d'accueil de la **province Nord** s'élève à 620 unités d'hébergement, une hausse de 70 unités en raison de l'ouverture de deux nouveaux hôtels à Koné et Koumac en décembre 2017 et d'un nouveau gîte à Houaïlou. Enfin, la capacité d'hébergement de la **province des Îles** s'établit à 229 unités d'hébergement, stable par rapport à 2016.

#### LANCEMENT DU COMPLEXE HÔTELIER À LIFOU

Après l'accord de Paris et l'obtention de la défiscalisation fin octobre 2018, la construction du Wadra Bay Resort, projet hôtelier sous l'enseigne du **groupe hôtelier de luxe Hilton** a été lancée à Lifou le 5 décembre 2018. Les travaux de ce complexe comprenant 23 bungalows, 22 chambres et 5 villas, ont débuté au mois de mars 2019 pour une durée de deux ans et demi. Le projet constitue une étape décisive dans la stratégie de développement du tourisme des îles loyautés.

Le projet de 3,5 milliards de F CFP est pour moitié couvert par les aides fiscales de la Nouvelle-Calédonie et de l'État, la province ayant également apporté une subvention de 1 milliard F CFP. Le complexe hôtelier de 50 clés devrait permettre la création d'une cinquantaine d'emplois directs et ainsi contribuer au développement social et économique de Lifou, il sera géré par le groupe GLP Hotels.

### 3.3 LE TOURISME DE CROISIÈRE

Le nombre de croisiéristes s'affiche en recul pour la deuxième année consécutive, avec cette fois une forte diminution du nombre de croisiéristes (-9,7 % après -3,2 % en 2017), en lien avec le fort ralentissement des arrivées de paquebots (199 paquebots contre 219 en 2017).

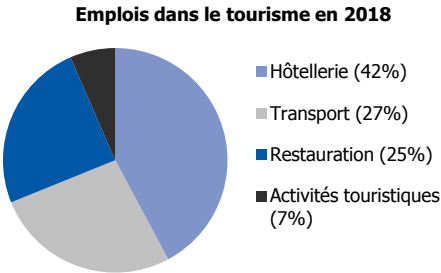
Les croisières de courte durée organisées au départ de l'Australie proposent une ou plusieurs des quatre escales actuellement proposées : Nouméa, Lifou, l'Île des Pins et Maré. Trois escales supplémentaires sont en cours d'étude : Poum, Ouvéa et les îles Bélep. Les

professionnels du tourisme estiment la dépense moyenne entre 5 500 et 6 000 F CFP par croisiériste en Nouvelle-Calédonie, destinée essentiellement aux excursions et transports.

### 3.4 LES EMPLOIS DANS LE TOURISME

Les effectifs employés dans le secteur du tourisme (source CAFAT) baissent légèrement en 2018, ils s'établissent à 5 241 soit une diminution de 0,7 % (correspondant à 36 emplois en moins), après une forte augmentation l'année passée (+3,5 % en 2017). Parallèlement, le nombre d'employeurs tend à augmenter sur l'année avec 17 nouveaux employeurs recensés.

L'activité hôtelière concentre la plus grande partie des emplois (42 %), suivi par le transport et la restauration (27 % et 25 %). Le nombre d'emplois dans l'hôtellerie continue d'augmenter en 2018 (+3,0 % après +3,5 % en 2017) (soit 64 emplois de plus), en lien avec l'arrivée de nouveaux employeurs sur le marché (+9 employeurs) concernant principalement l'ouverture de gîtes. À l'inverse, l'emploi salarié poursuit sa baisse dans le transport avec une perte de 62 emplois en 2018. Le secteur de la restauration perd 47 emplois (-3,5 %) alors que 4 nouveaux employeurs se sont installés au cours de l'année 2018 et après une année 2017 particulièrement pourvoyeuse d'emploi dans ce secteur.



Source: CAFAT

Nombre d'emplois salariés dans le secteur du tourisme

	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
Hôtellerie	2 074	2 056	2 147	2 211	3,0%
Transport	1 473	1 445	1 462	1 400	-4,2%
Restauration	1 187	1 241	1 335	1 288	-3,5%
Activités touristiques	343	358	333	342	2,7%
Total	5 077	5 100	5 277	5 241	-0,7%

Source : Cafat

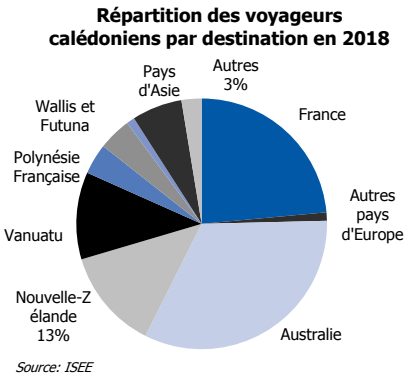
## 4. Les voyages des Calédoniens

Le nombre de voyages des résidents calédoniens augmente en 2018 avec 139 195 voyages à l'extérieur du territoire (+3,5 %). Cette augmentation explique en grande partie la progression du trafic international entre la Nouvelle-Calédonie et l'étranger (cf. Chapitre III - Section 9 - 2.1).

33 % des résidents partis en 2018 ont voyagé vers l'Australie. Un nombre en augmentation de 5 %. Les départs vers cette destination ont connu une progression notable depuis 2013 suite à l'ouverture de la desserte aérienne vers Melbourne.

La France métropolitaine, deuxième destination avec 24 % du marché local, a accueilli un peu plus de voyageurs en provenance de Nouvelle-Calédonie qu'en 2017 (910 touristes de plus).

Les voyages vers le Vanuatu (4<sup>e</sup> destination la plus prisée) ont considérablement augmenté, 1 133 touristes de plus qu'en 2017 ont choisi cette destination. La destination Polynésie Française a également connu un intérêt sans précédent de la part des Calédoniens (+473 touristes calédoniens).



Source: ISEE

## Section 9

# Les transports et télécommunications

Le secteur des **transports** est resté dynamique en 2018. Le transport maritime de marchandises progresse de 6,8 % (malgré une baisse du trafic intérieur), avec un nombre de conteneurs manipulés qui diminue mais des activités de transbordement qui progressent sensiblement. Le transport aérien est également en hausse, tant sur la desserte internationale (+1,8 %), que sur la desserte domestique (+6,2 %). Les travaux d'aménagement et d'extension du Port, de l'aérodrome de Magenta ou encore l'achat d'ATR et la signature de deux « contrats de destination avec la Chine et le Japon » soulignent le développement de ces filières.

Le secteur des **télécommunications** poursuit sa croissance à travers le déploiement d'internet et de la téléphonie mobile. L'équipement du territoire de la 4G et de la fibre optique se développe, ce qui constitue un élément structurant pour l'économie sur le plan économique comme social.

En 2017, le secteur des transports et télécommunications emploie 7,4 % des effectifs salariés. Il est aussi à l'origine de 4,8 % des créations d'entreprises sur le territoire.

## 1. Les activités portuaires

### LES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

L'activité maritime en Nouvelle-Calédonie s'organise autour des infrastructures du port public de Nouméa et de quelques ports secondaires, dont l'activité est fortement liée au secteur du nickel.

#### Principaux ports français de marchandises en 2017 (en tonnes)

1	Marseille	80 361 052
2	Le Havre	72 041 844
3	Calais	50 551 267
4	Dunkerque	50 197 972
5	Nantes Saint-Nazaire	29 870 018
6	Rouen	20 060 433
7	La Rochelle	8 559 146
8	Bordeaux	7 265 926
9	Port Réunion	5 363 866
10	Nouméa	5 153 486
11	Sète	4 018 926
12	Pointe-à-Pitre	3 709 542
13	Caen Ouistreham	3 185 646
14	Fort-de-France	2 995 758
15	Toulon	2 963 826

Sources : Ministère des Transports, Port autonome de Nouvelle-Calédonie

Par son trafic total, le port de Nouméa se situe au dixième rang des ports français en 2017 et au deuxième rang des ports de l'Outre-mer.

Conformément au schéma directeur 2014-2024, des travaux d'aménagement sont planifiés afin de répondre au développement du commerce international.

Ces travaux prévoient l'extension d'un quai de commerce existant, la construction d'un quai permettant d'accueillir simultanément deux paquebots de grande capacité, la création d'une zone de barging et l'extension de la zone de cabotage. Les travaux d'extension du quai, plusieurs fois retardés, ont commencé en début d'année 2018, et dureront 20 mois. Le Port Autonome finance les 2,5 milliards de F CFP que coûte ce chantier de grande envergure.

Les principaux ports intérieurs (Naketi, Kouaoua, Népoui,...) reçoivent essentiellement des vraciers, navires destinés au chargement du minerai brut de nickel. Les ports de Doniambo, Vavouto, ou de Prony, en eau profonde, ont été aménagés à proximité des installations industrielles, en vue de l'importation des intrants (charbon, calcaire,...) et de l'exportation des produits métallurgiques.

### 1.1 LE TRAFIC DE MARCHANDISES

Le volume total du **transport maritime de marchandises** s'établit à 14,2 millions de tonnes, en hausse de 6,2 % en 2018. Le trafic maritime de marchandises est fortement lié au transport de minerai de nickel (destiné à l'usine SLN de Doniambo ou exporté) qui représente près de trois quarts des échanges, soit 9,4 millions de tonnes.

**Le trafic extérieur** progresse de 10,6 % en raison d'une augmentation significative du volume débarqué (+29,3 %), dont les minéraux solides (+48 %) représentent un peu moins de deux tiers, avec notamment le calcaire (+32,0 %), le soufre (+70,9 %) et la houille (+55,4 %). Le trafic embarqué augmente de 1,6 %, en lien avec les expéditions de minerai de nickel.

## Volume du trafic maritime

	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
Milliers de tonnes						
<b>Trafic extérieur</b>	<b>8 673</b>	<b>10 872</b>	<b>10 432</b>	<b>10 077</b>	<b>11 150</b>	<b>10,6%</b>
Débarquement	2 909	3 324	4 189	3 288	4 253	29,3%
dont calcaire	-	639	1 062	651	859	32,0%
dont houille	-	740	1 043	833	1 295	55,4%
dont soufre	-	198	338	209	357	70,9%
Embarquement	5 705	5 971	6 243	6 789	6 897	1,6%
dont minéral de nickel	5 393	5 570	5 821	6 389	6 444	0,9%
<b>Trafic intérieur</b>	<b>3 334</b>	<b>3 081</b>	<b>3 307</b>	<b>3 326</b>	<b>3 078</b>	<b>-7,5%</b>
dont cabotage	116	122	117	117	118	0,9%
dont minéral de nickel (1)	3 218	2 959	3 190	3 209	2 960	-7,8%
<b>Trafic maritime global</b>	<b>12 007</b>	<b>13 953</b>	<b>13 739</b>	<b>13 403</b>	<b>14 228</b>	<b>6,2%</b>

(1) Minéral de nickel débarqué à Doniambo en provenance des centres miniers

Source : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie

Le **trafic intérieur** de marchandises est à 96 % constitué des acheminements de minéral de nickel depuis les sites miniers vers l'usine SLN de Doniambo. Le volume de minéral de nickel débarqué vers Doniambo recule de 7,5 % en 2018, impacté par les mouvements sociaux sur les sites miniers. À 3,0 millions de tonnes, il retrouve un niveau similaire à 2015.

Le **cabotage** est exercé par quatre sociétés qui assurent le transport de marchandises et d'hydrocarbures : la CMI exploite depuis novembre 2013 la barge « ISAN » ; la Société de Transport des îles (STILES) exploite la barge « LAURA III » et la société TRANSWEB exploite la barge « DL SCORPIO » ; la société SOWEMAR enfin, avec la barge « Belema Nenema », dessert l'extrême Nord de la Grande Terre, de Poum aux îles Bélep. Le cabotage représente un tonnage total de 118 000 tonnes.

La **manutention portuaire** (embarquement, débarquement et transbordement) est assurée par quatre entreprises privées d'acconage, concessionnaires du Port de Nouméa.

## Trafic maritime conteneurisé

	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
Conteneurs débarqués	53 424	53 540	57 501	58 478	55 102	-5,8%
dont vides	7 424	8 271	12 604	14 363	10 309	-28,2%
Conteneurs embarqués	47 174	49 140	52 201	52 676	49 352	-6,3%
dont vides	33 513	36 246	37 942	37 862	35 098	-7,3%
Conteneurs transbordés	3 509	3 783	4 114	2 949	3 387	14,9%
<b>Nombre de conteneurs</b>	<b>104 107</b>	<b>106 463</b>	<b>113 816</b>	<b>114 103</b>	<b>107 841</b>	<b>-5,5%</b>

Source : Port Autonome de Nouvelle-Calédonie

Le nombre de **conteneurs manipulés** diminue au cours de l'année (-6 262 conteneurs, soit -5,5 %). Le nombre de conteneurs pleins débarqués se redresse (+1,5 %) alors que celui des conteneurs pleins embarqués se repli (-3,8 %). Le nombre de conteneurs vides s'inscrit en baisse (42 % contre 46 % en 2017), en raison d'une diminution des exportations de ferronickels et de la consommation calédonienne.

En 2018, les opérations de **transbordement** augmentent de 14,9 %. En tonnage, environ 98 % des marchandises transbordées sont redirigées vers l'Océanie, notamment vers le Vanuatu (48,0 % contre 15,8 % en 2017), la Nouvelle-Zélande (22,0 % contre 17,6 %) et les îles Fidji (15,4 % contre 40,2 %); les autres marchandises sont transbordées principalement vers l'Asie.

Par pays, l'**Europe** reste en 2018 le premier fournisseur du territoire, avec 47,0 % des conteneurs reçus (dont près des trois quart proviennent de France métropolitaine), suivie de l'**Asie** (30,6 %), de l'**Australie** (10,0 %) et de la Nouvelle-Zélande (6,6 %). Par rapport à 2017, le nombre de conteneurs en provenance de France est en recul (-5,6 %), ainsi que ceux expédiés d'Australie (-7,7 %) et de Nouvelle-Zélande (-20,6 %).

## 1.2 LE TRAFIC INTÉRIEUR DE PASSAGERS

Le **trafic maritime intérieur de passagers** (hors croisière) est assuré par plusieurs compagnies de transport ou de tourisme. La principale, la SAS Sudiles exploite le catamaran rapide « Betico 2 » d'une capacité de 358 places, permettant de relier Nouméa aux îles Loyauté et à l'Île des Pins ; le « Mary D » organise des excursions à la journée au Phare Amédée une dizaine de sociétés opèrent comme « taxi-boat », à destination des îlots proches de Nouméa; enfin, la société Vale NC affrète depuis mars 2010 le « Nyie Djeu », destiné à transporter son personnel vers le port de Prony.

## 2. Les activités aéroportuaires

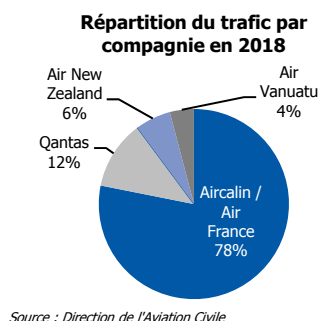
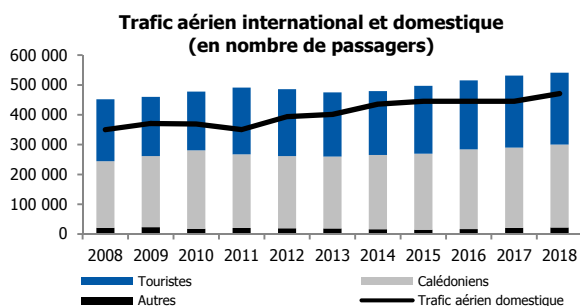
### 2.1 LA DESSERTE AÉRIENNE INTERNATIONALE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

La Nouvelle-Calédonie est compétente depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000 en matière de **droits de trafic internationaux et de programmes d'exploitation des transporteurs aériens**. Le transfert de compétence concernant la police et la sécurité de la circulation aérienne, pour le trafic intérieur uniquement, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013. **L'Agence pour la Desserte Aérienne de la Nouvelle-Calédonie (ADANC)**, établissement public de la Nouvelle-Calédonie, est chargée de garantir la pérennité de la desserte aérienne. Elle détient à ce titre 99,38 % du capital de la compagnie aérienne Air Calédonie International (Aircalin).

#### Un trafic en progression

Cinq compagnies opèrent des vols réguliers à destination du territoire : Air Calédonie International (Aircalin), en partage de code avec Air France, suivie par Qantas, Air New Zealand et Air Vanuatu.

En 2018, le trafic international de/vers la Nouvelle-Calédonie progresse de 1,8 % pour s'établir à 540 971 passagers (contre 531 580 passagers en 2017). L'augmentation des voyages des résidents (+3,5 %) explique principalement cette progression alors que la fréquentation touristique a ralenti (-0,3 %).



**L'Australie maintient son rang de premier partenaire aérien** de la Nouvelle-Calédonie, devançant le Japon. L'année 2018 marque une année record du trafic avec l'Australie, représentant ainsi 35,9 % du trafic total avec plus de 194 000 passagers (+2,7 % par rapport à 2017). Le transport de passagers vers l'Australie s'est intensifié depuis l'ouverture de la ligne Nouméa-Melbourne en 2014, qui constitue l'un des axes du « Contrat de destination Australie/Nouvelle Zélande » signé en 2013. Les efforts de promotion en faveur du tourisme de proximité portent leurs fruits et contribuent à la progression du trafic avec Brisbane (+2,0 %),

Sydney (+3,9 %) et la Nouvelle-Zélande (+0,8 %), deuxième pays du contrat de destination, qui représente 13,8 % du marché en 2018. Le GIE Nouvelle-Calédonie Tourisme Point Sud (NCTPS) a investi 754 millions de F CFP au total en 2018 pour faire la promotion de la Nouvelle-Calédonie à l'international.

Sur le **réseau asiatique**, le trafic avec Tokyo progresse de 4,9 % mais la baisse continue du trafic en direction d'Osaka (-14,9 %) conduit à une diminution de 0,2 % du nombre de passagers à destination du Japon.

Le trafic sur l'ensemble des autres destinations régionales poursuit sa croissance (+2,3 %). La ligne Port-Vila présente un nombre record et dépasse le seuil des 45 000 passagers, soit une augmentation de 2,0 % sur l'année. Le trafic de la ligne Papeete est également en progression (+6,4 %). Enfin, le trafic vers Wallis-et-Futuna et Nandi (Fidji) progresse de 0,5 %.

Trafic de passagers							
Destinations / Provenances	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017	Part en 2018
<b>Australie</b>	<b>157 218</b>	<b>170 062</b>	<b>180 269</b>	<b>189 242</b>	<b>194 340</b>	<b>2,7%</b>	<b>35,9%</b>
Sydney	99 851	95 659	100 407	105 578	109 741	3,9%	20,3%
Melbourne	13 750	29 084	31 707	33 466	33 396	-0,2%	6,2%
Brisbane	43 617	45 319	48 155	50 198	51 203	2,0%	9,5%
<b>Nouvelle-Zélande</b>	<b>61 505</b>	<b>67 868</b>	<b>70 380</b>	<b>73 857</b>	<b>74 465</b>	<b>0,8%</b>	<b>13,8%</b>
Auckland	61 505	67 868	70 380	73 857	74 465	0,8%	13,8%
<b>Asie</b>	<b>172 406</b>	<b>175 527</b>	<b>173 204</b>	<b>171 113</b>	<b>170 787</b>	<b>-0,2%</b>	<b>31,6%</b>
Tokyo	110 828	121 817	125 790	126 697	132 968	4,9%	24,6%
Osaka	55 810	53 710	47 414	44 416	37 819	-14,9%	7,0%
Séoul	5 768	-	-	-	-	-	-
<b>Pacifique insulaire</b>	<b>87 048</b>	<b>82 673</b>	<b>89 988</b>	<b>95 521</b>	<b>97 714</b>	<b>2,3%</b>	<b>18,1%</b>
Port-Vila	38 818	35 069	39 919	44 480	45 359	2,0%	8,4%
Papeete	16 376	15 901	17 306	18 010	19 164	6,4%	3,5%
Wallis/Nandi	31 854	31 703	32 763	33 031	33 191	0,5%	6,1%
Divers	1 207	1 263	1 605	1 847	3 665	98,4%	0,7%
<b>Total</b>	<b>479 384</b>	<b>497 393</b>	<b>515 446</b>	<b>531 580</b>	<b>540 971</b>	<b>1,8%</b>	

Source : Direction de l'Aviation Civile

### DEUX « CONTRATS DE DESTINATION » CHINE ET JAPON

Signés le 6 avril 2018, deux contrats multi-partenariaux visent à favoriser le tourisme en provenance de la Chine et du Japon. Tous les acteurs (gouvernement, compagnies aériennes, organismes de promotion touristique, structures d'hébergement, agences spécialisées et l'OPT) sont engagés autour de cet objectif.

## Un trafic international de fret limité

Les compagnies aériennes qui desservent la Nouvelle-Calédonie sont essentiellement orientées vers le transport de passagers. Aucun vol cargo régulier n'est en effet opéré au départ ou à destination de la Nouvelle-Calédonie. Le fret aérien ne constitue donc pour les compagnies qu'une activité annexe complémentaire.

Trafic international de fret sur La Tontouta						
En tonnes	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
Fret à l'arrivée	3 801	3 682	4 164	3 550	3 351	-5,6%
Fret au départ	934	1 116	961	940	790	-16,0%
<b>Total</b>	<b>4 735</b>	<b>4 798</b>	<b>5 125</b>	<b>4 490</b>	<b>4 141</b>	<b>-7,8%</b>

Source : Direction de l'Aviation Civile

diminution des réceptions de marchandises (-5,6 %, après +14,7 % en 2017).

Le fret à l'arrivée est prépondérant, et représente les quatre cinquièmes du fret total. En 2018, le total du tonnage transporté par voie aérienne continue de reculer (-7,8 %). Il s'établit à 4 141 tonnes, porté par la forte



## 2.2 LA DESSERTE DOMESTIQUE

Trois compagnies se partagent le **transport public domestique : Air Calédonie (Aircal), Air Loyauté et Air Alizé.**

Aircal prend en charge, sous licence, le trafic régulier de passagers (99,0 % du trafic total). Air Loyauté dispose de contrats d'affrètement avec Aircal pour réaliser des vols sur la Grande Terre et transporte également des passagers à la demande, notamment dans le cadre d'Evasan (évacuation sanitaire). De plus, depuis juillet 2015, Air Loyauté assure les liaisons inter-îles avec un nouveau Twin Otter. Enfin, la compagnie Air Alizé est spécialisée dans les évacuations sanitaires et les déplacements professionnels à la demande. En complément, il existe deux compagnies locales de transport à la demande par hélicoptère, Hélicocéan et Héli sud, basées à Nouméa-Magenta.

### LES INFRASTRUCTURES AÉROPORTUAIRES DOMESTIQUES

La Nouvelle-Calédonie dispose de 14 aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique :

- 3 aérodromes territoriaux (Magenta, Koné et Lifou).
- 11 aérodromes provinciaux dont 3 gérés par la province Sud (Île des Pins-Moué, Bourail-Poé, La Foa), 5 par la province Nord (Canala, Koumac, Touho, Belep, Poum) et 3 par la province des îles Loyauté (Maré, Tiga et Ouvéa).

**L'aérodrome de Magenta :** Le 24 janvier 2018, la nouvelle aérogare de fret de l'aérodrome a ouvert ses portes. La construction de ce nouvel équipement vient soutenir l'augmentation des volumes de fret traités et pallier le sous-dimensionnement des espaces dédiés jusqu'alors au sein de l'aéroport. Par ailleurs, l'espace libéré par le fret sera réaménagé au bénéfice de l'agrandissement des salles d'arrivées et de départs, sous dimensionnées par rapport au trafic domestique.

Des travaux d'extension de la piste et de réaménagement du parking de l'aérodrome sont actuellement en cours afin de répondre à l'augmentation du trafic domestique et aux critères d'homologation exigés pour exploiter les ATR72. Le coût de ce chantier s'élève à 1,5 milliard de F CFP, financés dans le cadre du contrat de développement État-Nouvelle-Calédonie 2017-2021. Les travaux devraient s'achever mi-2019.

## Le trafic domestique de passagers progresse

Avec plus de 471 000 passagers en 2018, le trafic commercial intérieur progresse par rapport à l'année précédente (+6,2 % contre +0,9 % en 2017). Le nombre de passagers transportés par Air Calédonie connaît une forte augmentation (+5,8 % soit +25 820 passagers), essentiellement due à deux facteurs : le renouvellement de la flotte, engendrant une augmentation de la disponibilité des avions avec un nombre de pannes en diminution sensible, et la stratégie commerciale du transporteur (concentration sur les cinq grandes destinations, campagnes de promotion fréquentes).

### Trafic domestique de passagers par aérodrome

Destination/provenance	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
Magenta	427 432	434 923	431 595	435 433	461 712	6,0%
Lifou	172 415	172 347	172 679	168 165	178 416	6,1%
Ile-des-Pins	93 230	98 782	102 485	103 011	113 424	10,1%
Ouvéa	83 444	86 611	88 656	86 397	87 001	0,7%
Maré	80 141	83 009	80 601	89 377	96 501	8,0%
Koné	4 717	7 346	5 713	6 306	9 654	53,1%
Touho	1 684	1 492	1 678	1 522	680	-55,3%
Tiga	2 532	2 615	2 689	3 261	2 579	-20,9%
Belep	1 791	1 174	986	1 338	949	-29,1%
Koumac	3 286	2 488	2 233	2 664	2 592	-2,7%
<b>Total (arrivées et départs)</b>	<b>870 672</b>	<b>890 787</b>	<b>889 315</b>	<b>897 474</b>	<b>953 508</b>	<b>6,2%</b>
dont Inter-îles	5 705	9 122	11 658	14 327	13 616	-5,0%
<b>Nombre de passagers concernés</b>	<b>435 784</b>	<b>445 219</b>	<b>445 109</b>	<b>445 240</b>	<b>471 060</b>	<b>5,8%</b>

Source : Direction de l'Aviation Civile

Néanmoins, cette croissance a été modérée par le trafic opéré par Air Loyauté, qui a continué de reculer en 2018 (-5,0 %, soit -700 passagers). À cela s'ajoute l'arrêt de la desserte Maré-Tiga qui avait généré 200 passagers en 2017.

#### L'AIDE AU TRANSPORT POUR LES RÉSIDENTS CALÉDONIENS

Trois dispositifs actuellement en vigueur permettent de faciliter la mobilité des résidents entre le territoire et la France métropolitaine, et à l'intérieur du pays.

- l'aide à la **continuité territoriale** : octroyée par l'État, sous conditions de ressources, aux résidents habituels en Nouvelle-Calédonie. En fonction des revenus du foyer, l'aide est comprise entre 19 093 F CFP et 63 246 F CFP par billet.

- le dispositif « **Continuité Pays** » : instauré en 2012 et financé par l'Agence pour la Desserte Aérienne (ADANC) depuis le 1<sup>er</sup> mai 2016. Ce dispositif, étendu en 2014 au transport maritime, couvre une partie du billet Aircal ou Betico 2 de l'ensemble des résidents des îles Loyauté, de l'Île des Pins et de Bélep. L'aide à la continuité pays s'élève à 471 millions de F CFP en 2018 (estimation).

- le dispositif « **Solidarité Transport** » : financé par les provinces, il s'adresse aux populations économiquement défavorisées, bénéficiaires de l'Aide médicale. La collectivité prend en charge le différentiel entre le prix d'un billet de référence et le prix du billet effectivement payé.

### 3. Les transports terrestres

**Le réseau routier** en Nouvelle-Calédonie s'étale sur 5 400 km (46 % en Province Nord, 40 % en Province Sud et 14 % aux îles Loyauté). Le réseau routier, constitué de routes territoriales, provinciales et communales, a continué à se développer ces dernières années. Selon le recensement 2014, le moyen de transport privilégié est la voiture pour les deux tiers de la population calédonienne. Avec 5 571 voitures particulières neuves en 2018, les immatriculations de véhicules neufs (quatre roues) reculent de -4,0 % après +7,4% en 2017.

**Les réseaux de transport en commun**, encore relativement peu développés, sont assurés par plusieurs réseaux de bus : le Réseau d'Autocars Interurbain de Nouvelle-Calédonie (RAÏ), qui comprend 25 lignes, le réseau urbain Karuïa Bus et suburbain Carsud qui se partagent le Grand Nouméa. L'usage des transports en commun dans le Grand Nouméa devrait se développer dans les années à venir avec la mise en œuvre du projet « Néobus » (cf. encadré Section 6), un bus à haut niveau de service, lancé en 2013. Ce projet vise à développer le réseau et rendre les transports en commun davantage rapides, accessibles et écologiques. Les futurs bus, d'une capacité de 120 passagers, relieront sur 25 km de voies dédiées le centre-ville de Nouméa à Dumbéa-sur-Mer et au centre urbain de Koutio à Boulari. Les travaux ont débuté en juin 2016, pour une première mise en service entre la baie de la Moselle et le Médipôle prévue en septembre 2019. Des extensions vers le Mont Dore et la zone industrielle de Ducos sont prévues à plus long terme (entre 2025 et 2030).

Le financement de la première phase du projet, soit de la ligne 1 Moselle-Médipôle, dont le coût est estimé à 20 milliards de F CFP, est assuré par le SMTU, Syndicat mixte des transports urbains du Grand Nouméa, qui sera en charge de l'exploitation du réseau, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, l'État, la Province Sud et les quatre communes du Grand Nouméa. Le financement est constitué de subventions directes des collectivités à hauteur de 2,4 milliards F CFP, de deux emprunts contractés auprès de l'Agence Française de Développement et de la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur d'environ 8,5 milliards de F CFP chacun, qui seront remboursés via une extension de la Taxe sur les Produits Pétroliers.

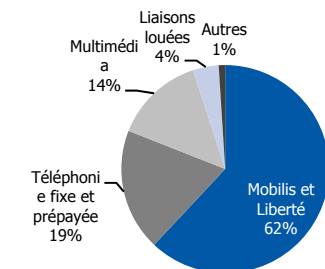
## 4. Les télécommunications

Le secteur des télécommunications comprend l'opérateur territorial, l'Office des Postes et Télécommunications de Nouvelle-Calédonie (OPT-NC) et ses partenaires (fournisseurs d'accès internet, distributeurs Mobilis et fournisseurs de contenu).

Le chiffre d'affaires des télécommunications de l'OPT s'établit à 20,4 milliards de F CFP (comptes créditeurs internationaux compris). Il recule de 2,6 % sur l'année 2018, après une baisse de 0,8 % en 2017. Cette diminution de 549 millions de F CFP est consécutive aux différentes mesures de réductions tarifaires, à différentes évolutions d'offres et d'usages clients tant sur le mobile que sur le fixe. Ces mesures, dont les effets jouent en année pleine en 2017, concernent la téléphonie mobile (-144,1 millions de F CFP) et la téléphonie fixe (-451,3 millions de F CFP).

La première source de revenus télécoms reste la téléphonie mobile, qui constitue à elle seule 50,9 % du chiffre d'affaires global de l'OPT-NC et 62 % de son CA Télécom. La part de la téléphonie fixe dans le chiffre d'affaires des télécommunications continue de décroître et représente 19 % du CA Télécom (contre 20 % en 2017).

**Répartition des recettes Télécoms de l'OPT en 2018**



Source : OPT

### 4.1 INTERNET

Le territoire est raccordé à Internet via un câble optique sous-marin (Gondwana), qui relie Nouméa à Sydney depuis 2008. Localement un câble optique sous-marin relie Poindimié (grande terre) à Lifou puis Ouvéa (îles Loyauté). Maré est reliée au réseau par faisceau hertzien. Cinq fournisseurs d'accès se partagent le parc des abonnés à Internet Haut Débit OPTimo (ASDL + Fibre Optique).

Le nombre d'abonnés progresse et s'établit à 57 711 en décembre 2018 dont 9 671 raccordés au Très Haut Débit (THD) Fixe. La répartition des parts de marché est de 40 % pour Lagoon, 23 % pour Can'l, 22 % pour MLS, 12,5 % pour Nautile et 2,5 % pour Internet NC. En complément, 1 426 abonnés, non éligibles aux services ADSL ou Fibre optique bénéficient d'un accès à internet par le biais de solutions techniques alternatives proposées par l'OPT-NC.

Un programme de sécurisation des réseaux de transport est actuellement porté par l'OPT-NC, avec l'appui du gouvernement de Nouvelle-Calédonie. Ce programme a pour objectif d'améliorer la résilience du réseau domestique, terrestre et marin, et des liaisons internationales. Il s'appuie notamment sur le déploiement d'un second câble sous-marin international, qui permettrait de sécuriser la connectivité internationale de la Nouvelle-Calédonie pour les 25 prochaines années. Les choix techniques doivent être arrêtés en 2019.

#### LE DÉPLOIEMENT DU RÉSEAU FIBRE OPTIQUE

Le plan OPT2017, mené par l'opérateur dans le cadre du Plan Stratégique pour l'Économie Numérique (PSEN) mis en place par le gouvernement, s'engage à migrer d'ici à 2023 l'ensemble des 80 000 abonnés du réseau cuivre vers le réseau fibre optique. La fibre optique permet au réseau d'internet fixe d'augmenter les débits de transmission de données, et donc la vitesse de navigation et de téléchargement. Elle implique le remplacement de l'intégralité du réseau cuivre existant, soit un investissement prévu de 9,4 milliards de F CFP sur dix ans.

Les travaux de déploiement ont débuté mi-2015. À décembre 2018, 11 000 clients sont abonnés à la fibre optique et au Très Haut Débit.

## 4.2 LA TÉLÉPHONIE

### Téléphonie fixe

Le parc de lignes fixes augmente légèrement en 2018 (+0,9 % sur un an), avec 79 100 lignes actives. Le chiffre d'affaires de la téléphonie fixe poursuit sa baisse (-10,4 %), pour s'établir autour de 3,9 milliards de F CFP (contre 4,2 milliards de F CFP en 2017), soit 19 % des recettes de l'OPT-NC liées aux télécommunications.

La téléphonie fixe locale, la téléphonie fixe internationale et la téléphonie publique et prépayée sont en recul. Ce sont principalement les communications locales (trafic intérieur) et les comptes créditeurs internationaux qui subissent les plus forts reculs. La baisse des trafics intérieurs s'est fortement accélérée (-16 % en 2018 contre -0,6 % en 2017).

Le repli constaté de l'utilisation de la téléphonie fixe s'explique par l'accroissement continu du taux d'équipement en téléphone mobile de la population calédonienne, et par la démocratisation de l'usage de la « voix sur IP » en matière de communications internationales, via les opérateurs internet, ou en utilisant des applications dédiées (Skype, Facetime, Viber...).

### Téléphonie mobile

Le chiffre d'affaires dégagé par la téléphonie mobile atteint 12,6 milliards de F CFP en 2018, en baisse de 1 %. 275 295 cartes SIM sont en circulation (+0,9 % par rapport à 2017), dont 165 912 liées à des comptes Liberté (-4,2 %) et 109 383 correspondant à des abonnements Mobilis (+9,7 %). Le taux de pénétration de la téléphonie mobile s'établit ainsi à 98 % principalement porté par les forfaits M.

Le nombre d'utilisateurs d'internet mobile progresse toujours rapidement, avec un total de 72 062 clients (54 656 en 2017, soit +32 %), en lien notamment avec l'extension de la couverture 4G et la mise en place de forfaits adaptés (regroupant la voix et l'accès à l'Internet Mobile) et révisés régulièrement en termes de tarifs (à la baisse) et de volumes de chargement alloués (à la hausse). L'Internet Mobile à la Demande (IMD) connaît toujours un grand succès avec 65 906 clients distincts sur le mois de décembre 2018 (contre 59 762 en 2017).

### L'ouverture de la 4G en Nouvelle-Calédonie

Depuis février 2015, la Nouvelle-Calédonie dispose d'un réseau de téléphonie mobile de quatrième génération (4G). La 4G est l'évolution du réseau 3G vers le Très Haut Débit Mobile (THD). Concrètement, ce passage vers la 4G augmente la capacité de transmission de données du réseau, permettant un débit théorique allant jusqu'à 20 Mb/s (mégabits par second), contre 2 Mb/s sur le réseau 3G, qui se traduit par une navigation plus rapide sur internet.

Fin 2018, 71 % du parc mobile est équipé de la 4G (52 extensions réalisées sur 2018). Sur les 381 antennes, 271 sont équipées en 4G, et 8 sont équipées en 4G+.

## Section 10

# L'éducation et la santé

La compétence du territoire en matière d'**éducation** s'élargit progressivement et s'articule au autour d'un « projet éducatif » ambitieux, voté en 2016. Le collège a notamment été réformé en début d'année 2018. En 2018, le nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur progresse, et l'offre de formation s'étoffe davantage. L'équipement en infrastructure scolaire du territoire continue également de se développer (lycée du Mont-Dore, lycée agricole de Pouembout, collège d'Apogoti, antenne nord de l'UNC à Koné, centre de recherche de l'UNC...).

Le **système de santé calédonien** est marqué par une progression rapide de l'offre médicale et notamment de l'offre hospitalière : ouverture du médipôle et de la clinique de Nouville en province Sud et ouverture du centre hospitalier de Koné pour la province Nord. En parallèle de ce renforcement des capacités médicales, la Nouvelle-Calédonie doit composer avec une population vieillissante de plus en plus touchée par les maladies chroniques. Cette évolution de la situation sanitaire accroît les tensions sur le régime de l'assurance maladie, en déficit. Face à l'enjeu de la pérennité du système de santé, les pouvoirs publics ont mis en place le plan « Do Kamo, Être épanoui », qui ambitionne une profonde réforme du modèle économique du système de santé calédonien.

## 1. L'éducation

### 1.1 UNE COMPÉTENCE LARGEMENT TERRITORIALE

La Nouvelle-Calédonie est, depuis 2000, compétente pour l'élaboration des programmes d'enseignement, la formation des maîtres et le contrôle pédagogique de l'enseignement primaire. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, le territoire est également compétent en matière d'enseignement du second degré (collèges et lycées), d'enseignement privé et de santé scolaire. Ce **transfert de compétences** se traduit par la prise en charge par la Nouvelle-Calédonie du projet éducatif, du contrôle et de l'évaluation des politiques éducatives, de la carte scolaire et de la construction, de l'entretien et de l'équipement des établissements scolaires.

L'**État** continue pour sa part d'intervenir dans la délivrance et la vérification des titres et diplômes nationaux, dans la gestion des personnels et la définition des programmes d'enseignement, avec la possibilité pour le territoire de demander des adaptations de programmes afin de prendre en compte le contexte local.

Le **vice-rectorat** de la Nouvelle-Calédonie met en œuvre à la fois les compétences de l'État et celles du territoire, qu'elles concernent l'enseignement du second degré public, l'enseignement privé ou la santé scolaire. La Direction du service d'État de l'agriculture, de la forêt et de l'environnement (DAFE) est en charge de la gestion de l'enseignement agricole.

Pour accompagner ces transferts, l'État verse au territoire une « **dotation annuelle de compensation** ». De plus, pendant une période transitoire dont la durée n'est pas fixée, l'État continue de rémunérer les personnels qui exercent pour le compte de la Nouvelle-Calédonie.

En janvier 2016, le Congrès de la Nouvelle-Calédonie a voté une délibération relative à l'avenir de l'école calédonienne, qui définit le **projet éducatif** pour le territoire. Les grands principes qui sous-tendent ce projet sont l'éducation pour tous, l'adaptation aux contextes locaux, la laïcité et la liberté de l'enseignement, l'équité et l'égalité d'accès et de traitement des élèves et la gratuité scolaire. En octobre 2016, un protocole d'accord entre la Nouvelle-Calédonie et l'État a été signé. Il prévoit notamment l'octroi de 5,4 milliards de F CFP de crédits de paiement destinés à soutenir le projet éducatif calédonien. Enfin, en décembre 2016, le Congrès a voté la charte d'application des orientations de politique éducative de la Nouvelle-Calédonie, qui comprennent notamment un plan d'actions triennal pour la période 2017-2019.

En décembre 2016, le Congrès a voté en faveur d'une **correction locale des épreuves du baccalauréat**, jusqu'ici corrigées en France pour les séries générales et technologiques. La première correction locale du baccalauréat a donc eu lieu en décembre 2017.

Dans le cadre du projet éducatif de la Nouvelle-Calédonie, le **collège est réformé** à compter de la rentrée 2018. Une réforme qui offre plus d'autonomie aux établissements (notamment en termes d'accompagnement personnalisé des élèves), refond les cycles d'enseignements, met l'accent sur les langues vivantes et instaure une nouvelle forme d'évaluation pour la délivrance du brevet des collèges.

Par ailleurs, en 2018, l'accès en **premier cycle universitaire** se transforme à travers la mise en place de deux nouvelles plateformes en ligne de gestion des vœux et des candidatures, qui viennent remplacer les anciens outils (« admission post bac » et « SupNC »). La spécificité du calendrier scolaire de la Nouvelle-Calédonie nécessite l'utilisation de deux plateformes différenciées : une plateforme nationale PARCOURSUP en ce qui concerne l'offre de formations métropolitaines et une plateforme locale PARCOURSUP NC pour l'offre de formations du territoire.

## 1.2 LES EFFECTIFS ET LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

La Nouvelle-Calédonie compte 4 696 enseignants en 2018 (+0,5 % par rapport à 2017). Le nombre de personnels progresse dans les provinces Sud et Nord (respectivement +0,9 % et +2,1 %). En revanche, il diminue en province des Îles (-6,0 %). Les effectifs enseignants sont majoritairement situés en province Sud (72 % du total contre 20 % en province Nord et 8 % en province des Îles).

Répartition du personnel enseignant chargé de classe en 2018

En nombre	Premier degré	Second degré et classes supérieures de lycées	Total
Province des Îles Loyauté	189	206	395
Province Nord	441	476	917
Province Sud	1 227	2 157	3 384
<b>Total</b>	<b>1 857</b>	<b>2 839</b>	<b>4 696</b>

Source : Vice-Rectorat de la Nouvelle-Calédonie

### Le nombre d'étudiants progresse dans l'enseignement supérieur

En 2018, la population scolaire calédonienne rassemble 70 158 élèves, en léger recul par rapport à 2017 (-0,4 %). En lien avec l'évolution de la trajectoire démographique (vieillessement de la population et baisse de la natalité), le nombre d'élèves dans le premier et le second degré est en diminution (respectivement -1,0 % et -1,2 % sur un an). En revanche, la population de l'enseignement supérieur continue de progresser à un rythme important (+8,2 % sur un an et +36,4 % sur les 4 dernières années), suite au renforcement et à une diversification des formations post-bac.

Population scolaire par niveau

	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
<b>Premier degré</b>	<b>34 611</b>	<b>34 748</b>	<b>34 720</b>	<b>34 742</b>	<b>34 394</b>	<b>-1,0%</b>
. Pré-élémentaire	12 555	12 667	12 734	12 918	12 762	-1,2%
. Élémentaire	21 818	21 833	21 715	21 522	21 358	-0,8%
. Enseignement spécial (CLIS + DIM (1))	238	248	271	302	274	-9,3%
<b>Second degré</b>	<b>32 184</b>	<b>31 629</b>	<b>31 182</b>	<b>30 842</b>	<b>30 474</b>	<b>-1,2%</b>
. Collèges (y compris SEGPA)	19 135	18 759	18 202	17 677	17 435	-1,4%
. Lycées	6 356	6 350	6 462	6 617	6 515	-1,5%
. Lycées professionnels	6 693	6 520	6 518	6 548	6 524	-0,4%
<b>Études supérieures</b>	<b>3 879</b>	<b>4 305</b>	<b>4 623</b>	<b>4 887</b>	<b>5 290</b>	<b>8,2%</b>
. Classes post-bac (2)	1 261	1 451	1 642	1 921	2 192	14,1%
. École Supérieur du Professorat et de l'Éducation (3)	0	97	147	126	138	9,5%
. IUT		82	139	151	180	19,2%
. Université	2 618	2 675	2 695	2 689	2 780	3,4%
<b>Total</b>	<b>70 674</b>	<b>70 682</b>	<b>70 525</b>	<b>70 471</b>	<b>70 158</b>	<b>-0,4%</b>

(1) CLIS: Classe d'Intégration Scolaire; DIM: Déficiant Intellectuel Moyen, (2) Section de techniciens supérieurs, classe préparatoire aux grandes écoles, diplôme de comptabilité et gestion, (3) Ne sont décomptés que les effectifs inscrits dans les masters MEEF (Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation) et les DU (Diplôme universitaire)

Source : Vice-Rectorat de la Nouvelle-Calédonie (secteur public et privé sous contrat)

Le territoire comptabilise **373 établissements scolaires** sous contrat en 2018 (+2 établissements). La part de l'enseignement public a nettement progressé depuis 1994, dans le premier degré (78 % en 2018 contre 70 % en 1994) comme dans le second degré (71,1 % contre 65 %).

Nombre d'établissements scolaires publics et privés (sous-contrat) en 2018

	Province des Iles Loyauté	Province Nord	Province Sud	Nouvelle-Calédonie
<b>Premier degré</b>	<b>58</b>	<b>86</b>	<b>117</b>	<b>261</b>
<b>Second degré</b>	<b>16</b>	<b>31</b>	<b>52</b>	<b>99</b>
. Collèges + GOD (1) + SEGPA (2)	13	23	36	72
. Lycées d'enseignement général	1	2	6	9
. Lycées professionnels + ALP (3)	2	6	10	18
<b>Classes post-bac</b>		<b>1</b>	<b>12</b>	<b>13</b>
<b>Total</b>	<b>74</b>	<b>118</b>	<b>181</b>	<b>373</b>

(1) Groupe d'observation dispersé, (2) Sections d'enseignement général et professionnel adapté, (3) antenne de lycée professionnel

Source : Vice-Rectorat de la Nouvelle-Calédonie

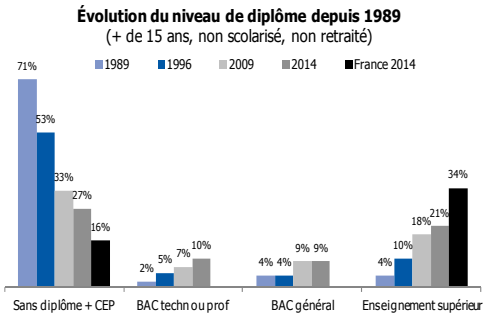
D'une capacité de 760 élèves, le lycée du Mont-Dore a ouvert ses portes à la rentrée 2017. L'extension du lycée de Pouembout situé en Province Nord (capacité d'accueil de 1 200 élèves) a été livrée pour la rentrée 2019. Le **collège d'Apogoti**, financé par la province Sud (2,5 milliards de F CFP d'investissement), a également ouvert en février 2018. A terme, cet établissement, tourné vers le numérique (tous les élèves ont reçu une tablette) et le développement durable devrait accueillir 600 élèves.

**L'Université de la Nouvelle-Calédonie** a ouvert une antenne dans le Nord. La première rentrée a eu lieu en février 2018 dans les locaux d'une école du **centre de Koné**, en attendant la fin de la construction d'un ensemble immobilier de 1 000 m<sup>2</sup> à l'horizon de février 2020 comprenant notamment un amphithéâtre, des salles de classe, une médiathèque et des locaux de recherche. L'objectif de l'antenne nord de l'UNC est de favoriser l'accès à l'université et de répondre à un besoin de rééquilibrage économique vers la province Nord. Par ailleurs, la fin de l'année 2018, a vu l'université réceptionner le tout nouveau **centre de recherche** et de pédagogies innovantes SIGMA. Représentant un investissement de près de 2 milliards de F CFP, ce bâtiment de 3 000 m<sup>2</sup> est dédié à la recherche (laboratoire à atmosphère contrôlée, plateforme de microscopie électronique et divers matériel de haute technologie) et aux pédagogies numériques (studio de production télévisuelle, espaces de travail collaboratif, laboratoire d'expérimentation, salle de montage...).

### 1.3 LES NIVEAUX DE FORMATION

#### Le niveau de formation des calédoniens s'améliore progressivement

D'après les résultats des différents recensements de la population, le niveau de qualification des calédoniens s'est globalement amélioré en vingt-cinq ans. La part des diplômés a ainsi considérablement augmenté puisque, parmi les 15 ans ou plus, deux tiers ont un diplôme en 2014, contre moins de la moitié en 1989. Le niveau du diplôme a également progressé : la proportion des diplômés de l'enseignement supérieur a été multipliée par cinq, à 21 %. Néanmoins, cette transformation laisse apparaître un écart de qualification encore important en comparaison avec la métropole.



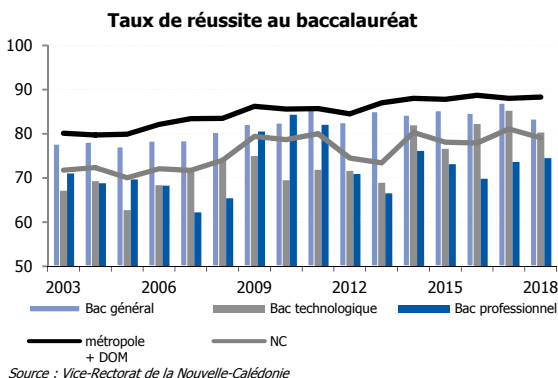
Source : S. Gorohouna (UNC), Recensement général de la population (INSEE/ISEE)



## La réussite au baccalauréat recule en 2018

Après le record obtenu en 2017, le taux de réussite au baccalauréat pour l'année scolaire 2018 recule de 2 points, s'établissant à 79,1 %. Le taux de réussite se dégrade dans les filières générales et technologiques (respectivement -3,6 et -4,9 points). En revanche, il progresse dans la filière professionnelle (+0,9 point). L'écart avec le score obtenu en métropole demeure sensiblement défavorable à la Nouvelle-Calédonie (près de 8 points).

La réussite au brevet des collèges augmente peu mais de manière constante. Depuis 2012, le taux de réussite a gagné 3,2 points pour s'établir en 2018 à 79,0 % (soit 0,3 point supplémentaire par rapport à 2017). À l'image du baccalauréat, l'écart avec les performances métropolitaine reste significatif (8,2 points) mais se réduit, en raison principalement de la baisse du taux de réussite de la métropole (-1,8 point).



### MISE EN OEUVRE D'UN PLAN DE LUTTE CONTRE LA DÉLINQUANCE

Adopté le 12 mars 2018 par le Congrès, le plan territorial de sécurité et de prévention de la délinquance a pour objectif d'inverser la courbe de la délinquance et de changer le comportement des calédoniens face aux conduites à risques. Ce plan, sur 5 ans, se structure autour de quatre grandes orientations :

- Mieux coordonner les actions : améliorer la coordination des acteurs en structurant la gouvernance à travers la mise en place d'un conseil territorial de sécurité et de prévention de la délinquance ;
- Changer les mentalités : diffuser des messages de prévention contre les addictions et violences ;
- Renforcer la réglementation et les sanctions : cannabis, insécurité routière, violences aux personnes, atteintes aux biens ou encore consommation excessive d'alcool ;
- Mettre la jeunesse au centre du dispositif : **lutte contre le décrochage scolaire, réforme de l'alternance, renforcement de l'accès aux activités sportives**, culturelles et socio-éducatives et inclusion numérique.

## 1.4 L'OFFRE DE FORMATION

### L'offre universitaire s'étoffe

L'université de la Nouvelle-Calédonie (UNC) est organisée en quatre départements (« Lettres, Langues et Sciences Humaines », « Droit, Economie et Gestion », « Sciences et Techniques » et « Formation continue »), et propose notamment des formations de licences généralistes et masters recherches ou professionnels. Elle comprend également une École Supérieure du Professorat et de l'Éducation (ESPE, ancien IUFM), et un Institut Universitaire de Technologie (IUT). En 2018, l'offre de formation universitaire s'est renforcée avec l'apparition de deux nouvelles licences professionnelles (Licence « Commerce et distribution » et Licence « Métiers de la mesure, de l'instrumentation et du contrôle qualité ») en réponse aux besoins exprimés par les acteurs économiques du territoire.

Par ailleurs, en 2018, l'UNC a préparé une réforme (TREC : Trajectoires Réussite pour les Étudiants en Calédonie) de ses licences, avec une mise en œuvre dès la rentrée 2019. Ce nouveau programme pédagogique, qui a pour objectif de favoriser la réussite des étudiants, propose deux parcours pour réaliser la formation : un parcours dit « standard et plus progressif » sur 7 semestres (3,5 ans) et un parcours dit « intensif » sur 5 semestres (2,5 ans).



En 2018, l'UNC a délivré 314 licences générales pour un taux de réussite (diplômés par rapport aux inscrits) de 75 %. L'université a également délivré 9 DEUST (100 % de taux de réussite), 35 DUT (83 %), 48 licences professionnelles (87 %), 86 masters (75 %) et 164 DAEU (47 %). Au global, le taux de réussite toutes formations confondues s'élève à 66 %.

#### Les licences à l'UNC

	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
<b>Licence générale</b>					
. Nbre d'inscrits	354	387	371	420	13,2%
. Nbre de diplômés	248	299	282	314	11,3%
. Taux de réussite (%)	70,1	77,3	76,0	74,8	-1,6%
<b>Licence professionnelle</b>					
. Nbre d'inscrits	26	22	23	55	139,1%
. Nbre de diplômés	23	19	18	48	166,7%
. Taux de réussite (%)	88,5	86,4	78,3	87,3	11,5%

Source : UNC

## L'offre de formations professionnalisantes se développe

Près de 30 formations sont proposées en Nouvelle-Calédonie par la voie de l'apprentissage. Les centres de formations d'apprentis des chambres consulaires peuvent former les jeunes à différents métiers : comptabilité, paramédical et social, bâtiment, commerce, etc.

Le centre de formation de l'artisanat (CFA) a notamment accueilli 311 apprentis en 2018, dans 12 métiers différents (électricité, coiffure, maintenance automobile, froid et climatisation, installation sanitaire, boucherie, fabrication de menuiserie, etc.). 89 % des apprentis qui se sont présentés ont été admis aux examens. En ce qui concerne l'insertion, 68 % des jeunes diplômés occupent un emploi directement à l'issue de leur formation dont 40 % dans l'entreprise formatrice.

En 2018, le Centre de formation par alternance (CFA) de la Chambre de Commerce et d'industrie (CCI) a étoffé son offre éducative avec l'ouverture de deux nouveaux bachelors développés conjointement avec des acteurs économiques<sup>1</sup> : le bachelor « développement commercial option banque-assurance » et le bachelor « commerce international ». Ainsi, les apprentis du CFA se forment désormais dans 5 métiers différents (commerce, services, logistique, industrie, médico-social) au travers de 13 formations professionnalisantes. En 2018, 254 apprentis se sont inscrits dans ces cursus et 108 ont été diplômés (taux de réussite de 90 %). Le taux d'insertion<sup>2</sup> des jeunes diplômés du CFA s'établit à 86 %.

L'École de Gestion et de Commerce (EGC) a accueilli 118 étudiants et a délivré 31 diplômes (niveau bachelor : Bac +3). Le taux de réussite aux examens s'est élevé à 94 % pour un taux d'insertion<sup>2</sup> de près de 70 %.

### CRÉATION DU GROUPEMENT POUR L'INSERTION ET L'ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

Dans le cadre de la réforme de la formation et de l'insertion professionnelle, la Nouvelle-Calédonie a créé un groupement d'intérêt rassemblant l'établissement de formation des adultes (EFPA), l'école des métiers de la mer (EMM) et l'institut pour le développement des compétences (IDC). Ce nouveau groupement, effectif depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, est doté d'un budget de fonctionnement d'1,2 milliard de F CFP, que viennent compléter des financements européens issus du 10<sup>e</sup> FED (Fonds européen de développement). Il est organisé en pôles thématiques opérationnels (industrie, transport et logistique, maintenance, hôtellerie et restauration, métiers de la mer) et a pour objectif de rationaliser les actions de formation en mutualisant les compétences, les moyens et en renforçant les synergies entre les différents acteurs de la formation professionnelle et notamment avec le fonds interprofessionnel d'assurance formation (FIAF). Sa gouvernance est assurée par une assemblée composée des partenaires sociaux, des acteurs de l'insertion, du gouvernement et des trois provinces.

<sup>1</sup> COSODA (Comité des Sociétés d'Assurances), SCA (Syndicat des Courtiers en Assurance) et Fédération des banques, cluster NCT&I (Nouvelle-Calédonie Trade and Invest)

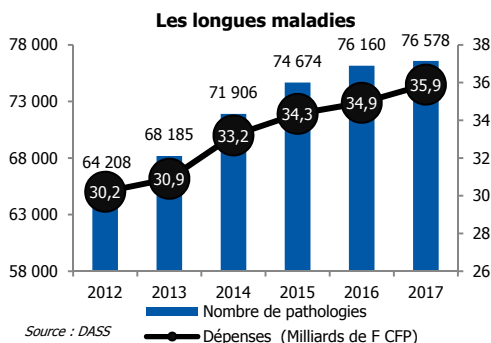
<sup>2</sup> Enquête de la promotion 2017 menée 9 mois après la sortie de la formation.

## 2. La santé

### 2.1 DES BESOINS CROISSANTS

La Nouvelle-Calédonie est particulièrement touchée par les **maladies chroniques**<sup>1</sup>. En 2017, 49 257 assurés (+2,0 % sur un an) sont pris en charge en longue maladie, contre 40 205 assurés en 2012, soit une progression de 23 % en cinq ans. Les dépenses en longue maladie s'élèvent à 35,9 milliards de F CFP, en augmentation de 19 % par rapport à 2012. Les principales affections prises en charge au titre du régime longue maladie en 2017 sont le diabète (18 %), l'hypertension artérielle sévère (15 %), les tumeurs malignes (12 %) et l'insuffisance cardiaque (10 %). Les cofacteurs de l'importance des longues maladies sont la pauvreté, l'obésité, la consommation d'alcool, de psychotropes et de tabac ainsi que la « malbouffe ». La Nouvelle-Calédonie fait face également aux maladies infectieuses et parasitaires (4 938 déclarations recensées en 2017), notamment la Dengue (4 379 cas), la Syphilis (189 cas) ou encore la Leptospirose (89 cas).

Par ailleurs, bien que la population soit encore jeune (cf. Chapitre II – Section 1), son **vieillesse** est en cours (en 25 ans la part des personnes âgées de plus de 60 ans est passée de 6 % de la population à 12 % en 2014) et accroît le besoin en soins médicaux. En 2017, le taux brut de mortalité s'élève à 5,5 ‰ alors qu'il était de 4,8 ‰ en 2010 (8,8 ‰ en France métropolitaine où la population est plus âgée). Les principales causes médicales des décès<sup>2</sup> survenus en 2017 sont liées aux tumeurs (30,0 %), aux maladies de l'appareil circulatoire (20,9 %) et aux causes externes, dont les accidents de transport, les liaisons traumatiques accidentelles (14,1 %).



#### DO KAMO : VERS UNE RÉFORME DU SYSTÈME DE SANTÉ

En écho aux assises de la santé de 2015, le plan de santé calédonien « Do Kamo, Être épanoui » est adopté à l'unanimité par le Congrès en mars 2016. Il a objectif de réformer le système de santé en tenant compte des évolutions démographiques, économiques et sociales du territoire (vieillesse de la population, augmentation des maladies longues durées, ralentissement économique...) afin de le pérenniser sur le long terme. Entre 2016 et 2018, un groupe de travail rédige un programme d'actions devant permettre d'atteindre les orientations stratégiques fixées par le plan. En 2018, le plan « Do Kamo » entre dans sa phase opérationnelle. Le congrès adopte une délibération cadre pour l'application du plan de santé en matière de gouvernance, puis le gouvernement arrête un projet de délibération du congrès dressant le programme d'actions du plan « Do Kamo » relatif au modèle de santé. Ce programme comporte 86 actions articulées autour de trois grands axes : « construire le modèle économique du système de santé calédonien », « construire une gouvernance du système de santé calédonien », « assurer une offre de santé efficiente grâce à une offre de prévention renforcée et coordonnée avec l'offre de soin ».

<sup>1</sup> D'après le dernier baromètre santé adulte de 2015 de l'Agence sanitaire et sociale (ASSNC), un peu plus de deux tiers des adultes (67 %), de 18 à 60 ans, sont en excès de poids : 30 % sont en surpoids et 38 % obèses. La Nouvelle-Calédonie compte deux fois et demie plus d'obèses qu'en France métropolitaine (15 % selon l'étude « Obépi » 2012).

<sup>2</sup> Source DASS-NC.

## 2.2 LES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

### Une densité médicale inférieure à celle de la France métropolitaine

En début 2018, 2 999 professionnels de santé<sup>1</sup> exercent en Nouvelle-Calédonie, un effectif en hausse de 4,9 % par rapport à 2017. Les densités des professionnels de santé restent globalement inférieures aux niveaux nationaux, à l'exception des sages-femmes, en lien avec la fécondité plus importante de la population calédonienne.

Les **disparités territoriales** sont relativement importantes entre les provinces : certaines sont peu pourvues alors que d'autres ont accès à tous les professionnels de santé. Dans les provinces des Îles et du Nord, la densité de médecins généralistes libéraux est relativement faible (respectivement 10,4 et 18,8 médecins pour 100 000 habitants contre 61 médecins en province Sud). En province des Îles, aucun médecin spécialiste n'est installé tandis que le Grand Nouméa en totalise 302 (93,8 % du total). Ce manque de praticien dans les zones isolées, lié à la petite taille de la population (les spécialistes ont besoin d'équipement qui ne peuvent être amortis que sur des tailles de population minimum), est partiellement compensé par des vacations de médecins privés ou publics.

#### Densité des professions médicales pour 100 000 habitants

	Nouvelle-Calédonie			France métropolitaine		
	2008	2017	2018	2008	2017	2018
Médecins	223	210	231	340	307	295
dont médecins généralistes	104	108	117	166	138	131
dont médecins spécialistes	119	102	114	174	169	164
Chirurgiens-dentistes	51	46	45*	67	64	nd
Sages-femmes <sup>(1)</sup>	163	203	198*	120	148	nd
Infirmiers	446	569	583*	785	967	nd
Pharmaciens	58	92	98*	115	112	nd
Masseurs-kinésithérapeutes	48	57	62*	102	129	nd

(1) Densité pour 100 000 femmes en âge de procréer (de 15 à 49 ans)

\*Données actualisées à fin 2017 pour les chirurgiens dentistes, les sages-femmes, les infirmiers et les pharmaciens

Sources : DASS-NC, INSEE

## 2.3 LA CAPACITÉ D'HOSPITALISATION

### Une capacité d'hospitalisation en développement

Au 31 décembre 2018, la capacité d'hospitalisation globale en court séjour (médecine, chirurgie, obstétrique et réanimation) a augmenté, avec 810 lits et places installés (777 en 2017). Le taux d'équipement en court séjour (287 lits et places pour 100 000 habitants) reste cependant bien inférieur à celui de la métropole (400 en 2014).

Le **Médipôle** de Koutio, réunissant les services du CHT Gaston Bourret et de l'hôpital de Magenta, a ouvert en décembre 2016. Cette ouverture explique la hausse du nombre de lits et places installés pour les courts séjours en 2017 (+7,2 %).

<sup>1</sup> Les professionnels décomptés sont les médecins généralistes et spécialistes (curatifs), les chirurgiens-dentistes, les sages-femmes, les pharmaciens, les infirmiers (y compris des cadres) et les masseurs-kinésithérapeutes.

En 2018, deux projets structurant l'offre hospitalière ont été finalisés:

- le **centre hospitalier de Koné**, en province Nord, ouvert en novembre 2018 avec l'objectif de couvrir 75 % des besoins de la population du Nord et d'améliorer l'accessibilité géographique aux soins hospitaliers (réduction de 2 heures du temps moyen d'accès de la population provinciale à l'hôpital). L'établissement est doté d'un plateau médico-technique complet, d'un SMUR (Service Mobile d'Urgence et de Réanimation) et d'un scanner. Ce nouvel hôpital de proximité, qui vient s'ajouter à ceux de Poindimié et de Koumac, offre une capacité de 58 lits et 5 places d'hospitalisation de jour. La capacité totale du Centre Hospitalier du Nord (CHN) compte 119 lits, soit 33 lits de plus qu'en 2017.
- la **clinique Kuindo-Magnin**, à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), ouverte en octobre 2018, et qui regroupe sur un site unique les trois cliniques privées Magnin, Baie des Citrons et Anse Vata. Le nouvel établissement dispose d'une capacité de 219 lits et places en médecine-chirurgie-obstétrique (MCO) et 25 lits pour les soins de suite et de réadaptation.

En province Sud, la construction de la **Maison de la santé de Yaté** a été lancée fin 2017, pour une ouverture prévue début 2019. Ce projet s'inscrit dans le contrat de développement 2017-2021, pour un coût total de 440 millions de F CFP, cofinancé par l'État et la province Sud.

#### La capacité d'accueil en Nouvelle-Calédonie

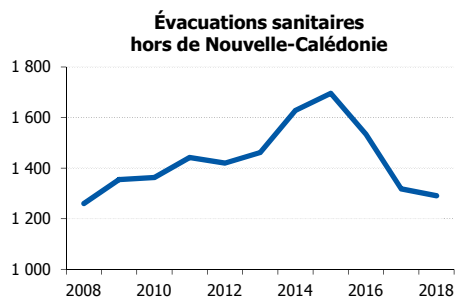
Nombre de lits et places installés (MCO)	2008	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
<b>Court séjour</b>	<b>670</b>	<b>706</b>	<b>758</b>	<b>810</b>	<b>6,9%</b>
Médecine	300	319	385	422	9,6%
Chirurgie	208	253	233	251	7,7%
Obstétrique	101	94	97	94	-3,1%
Réanimation, soins intensifs, post-opératoire	61	40	43	43	0,0%
<b>Moyen, long séjour et psychiatrie</b>	<b>nd</b>	<b>415</b>	<b>402</b>	<b>421</b>	<b>4,7%</b>
Soins de suite	nd	75	75	79	5,3%
Rééducation fonctionnelle	nd	79	79	94	19,0%
Psychiatrie adulte	nd	169	169	169	0,0%
Pédopsychiatrie	nd	25	25	25	0,0%
Long séjour	nd	67	54	54	0,0%

Source : DASS-NC

#### Des évacuations sanitaires en baisse

Les évacuations sanitaires sont en baisse depuis le point haut de 2015 : -24,0 % (à 1 291 évacuations en 2018). Cette diminution s'explique principalement par l'ouverture en octobre 2016 du centre local de radiothérapie au Médipôle qui permet de traiter sur place des patients jusqu'ici évacués. Les malades ont été évacués majoritairement en Australie (79,1 % des cas) et en France métropolitaine (20,1 %).

L'organisation en 2018 de missions régulières de chirurgie cardiaque au CHT, en collaboration avec l'Institut Mutualiste Montsouris, a également permis d'opérer sur place des patients relevant de cette discipline.



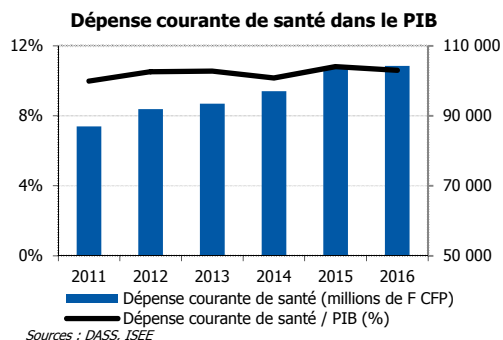
Source : DASS-NC

## 2.4 LA CONSOMMATION MÉDICALE

En 2016 (derniers chiffres disponibles encore provisoires), la dépense courante de santé<sup>1</sup> totalise 104,3 milliards F CFP, composée à 89 % par la consommation de soins et de biens médicaux.

Le financement des dépenses de santé repose essentiellement sur le **RUAMM** et les pouvoirs publics à travers **l'aide médicale** lesquels représentent respectivement 65 % et 21 % du total des dépenses de santé en 2016. Les mutuelles locales qui couvrent 166 000 bénéficiaires représentent environ 8 % des dépenses. Le reste à charge des ménages est quant à lui estimé à 5 % des dépenses de santé.

La dépense courante de santé représente **10,6 % du PIB**. La Nouvelle-Calédonie se place ainsi dans la moyenne des pays développés. **La dépense de santé par habitant** (environ 374 000 F CFP) reste inférieure à celle de la France métropolitaine (environ 441 000 F CFP). La population, plus jeune, est moins consommatrice de soins, et l'offre de soins reste encore plus limitée dans certaines zones. Les dépenses de formation et de recherche sont elles aussi contenue, comparativement à la France métropolitaine.

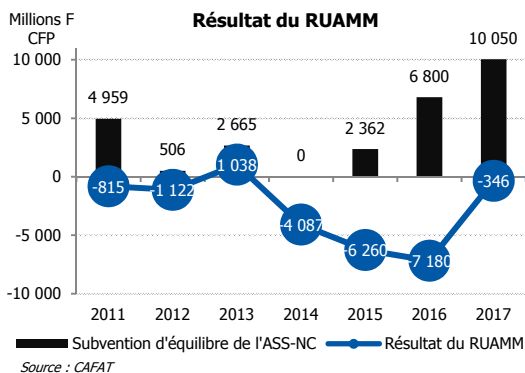


## 2.5 LA PROTECTION SOCIALE

La Nouvelle-Calédonie dispose d'un **système autonome de protection sociale** (cf. Chapitre II – Section 3 - 4). La CAFAT (Caisse de compensation des prestations familiales, des accidents du travail et de prévoyance des travailleurs de Nouvelle-Calédonie) administre le **Régime Unifié d'Assurance Maladie-Maternité (RUAMM)**<sup>2</sup>, assure la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles et gère le Fonds d'Action Sanitaire, Sociale et Familiale (FASSF). Un service du contrôle médical a pour mission de veiller au bien-fondé des dépenses supportées par la CAFAT.

Au titre du RUAMM, la CAFAT couvre 261 755 assurés et bénéficiaires fin 2017, soit 0,3 % de plus qu'en 2016. Les ressources du RUAMM sont essentiellement constituées de cotisations (78 % en 2017) et de subventions versées par l'agence sanitaire<sup>3</sup> (12 % en 2017).

Depuis sa création en 2002, le résultat du RUAMM est déficitaire, les



<sup>1</sup> Dépenses au titre de la santé des personnes + dépenses dédiées des institutions concernées (CAFAT, provinces, Nouvelle-Calédonie et organismes de protection complémentaire). Source : DASS NC.

<sup>2</sup> Instauré par la loi du pays n°2001-016 du 11 janvier 2002 relative à la sécurité sociale en Nouvelle-Calédonie. Le RUAMM couvre l'ensemble des actifs exerçant leur activité en Nouvelle-Calédonie (fonctionnaires, salariés, travailleurs indépendants...) et leurs ayants-droits.

<sup>3</sup> Agence Sanitaire et Sociale de Nouvelle-Calédonie.

dépenses (+257 %) augmentant plus rapidement que les recettes (+237 %)<sup>1</sup>. En 2017, les cotisations baissent de 1,5 % alors que les dépenses en hospitalisations privées et publiques progressent (respectivement +6,7 et +6,6 %). Malgré cela, le déficit du RUAMM se réduit de manière exceptionnelle à 346 millions de F CFP (7,2 milliards de F CFP en 2016), en raison notamment d'une forte hausse (+3,3 milliards de F CFP, soit +47,7 %) de la subvention exceptionnelle d'équilibre versée au régime par l'ASS-NC.

**L'Aide médicale** est gérée par les Directions provinciales d'action sanitaire et sociale (DPASS) et dépend budgétairement des provinces. Elle permet la prise en charge du risque maladie, en qualité de caisse principale pour les populations qui ne bénéficient d'aucune couverture sociale ou en complément du RUAMM, via un dispositif variable selon les provinces<sup>2</sup>. Le nombre de bénéficiaires recule de 0,4 % en 2018, et les dépenses engagées de 11,9 %.

#### Dépenses et bénéficiaires de l'Aide Médicale Gratuite

	2008	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
<b>Province Sud</b>						
Dépenses Totales (en millions de F CFP)	5 139	6 992	7 556	7 042	6 301	-10,5%
Nombre de bénéficiaires	27 564	29 227	28 637	28 856	27 988	-3,0%
<i>dont bénéficiaires à 100%</i>		11 702	11 455	12 110	12 139	0,2%
Dépenses par bénéficiaire (en F CFP)	186 439	239 231	263 854	244 039	225 132	-7,7%
<b>Province Nord</b>						
Dépenses Totales (en millions de F CFP)	3 590	4 745	4 855	5 092	4 244	-16,7%
Nombre de bénéficiaires	18 912	17 326	18 000	17 956	18 663	3,9%
<i>dont bénéficiaires à 100%</i>		12 287	12 600	13 090	13 820	5,6%
Dépenses par bénéficiaire (en F CFP)	189 827	273 878	269 700	283 582	227 402	-19,8%
<b>Province des Îles Loyauté</b>						
Dépenses Totales (en millions de F CFP)	1 821	2 794	2 549	2 619	2 455	-6,3%
Nombre de bénéficiaires	10 082	12 476	12 646	12 723	12 657	-0,5%
<i>dont bénéficiaires à 100%</i>						
Dépenses par bénéficiaire (en F CFP)	180 619	223 950	201 569	205 848	193 964	-5,8%
<b>Total dépenses (en millions de F CFP)</b>	<b>10 550</b>	<b>14 531</b>	<b>14 960</b>	<b>14 753</b>	<b>13 000</b>	<b>-11,9%</b>
<b>Total bénéficiaires</b>	<b>56 558</b>	<b>59 029</b>	<b>59 283</b>	<b>59 535</b>	<b>59 308</b>	<b>-0,4%</b>

Source : Directions provinciales des Affaires sanitaires et sociales

<sup>1</sup> D'après le rapport d'orientation sur les pistes potentielles de réforme du système de santé calédonien (avril 2018) pour la période 2002/2016.

<sup>2</sup> Accès gratuit en province Nord, système de cartes semestrielles payantes d'accès aux soins dont le montant varie selon les revenus dans les îles Loyauté et ticket modérateur plafonné en province Sud.

## CHAPITRE IV

### L'évolution monétaire et financière

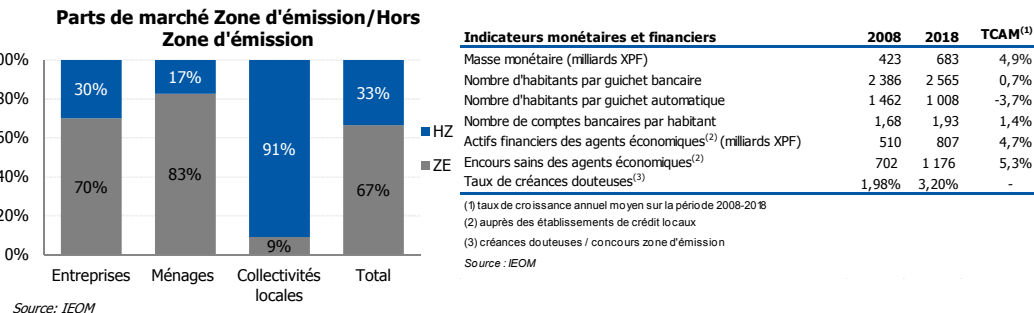
# Section 1

## Aperçu général

La place bancaire calédonienne compte **9 établissements** de crédit implantés localement, dont 4 banques, 4 sociétés de financement et 1 établissement de crédit spécialisé. En outre, l'Agence Française de Développement (AFD), la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) et la Banque Européenne d'Investissement (BEI), interviennent régulièrement sur le territoire, de même que plus marginalement certaines banques commerciales de métropole.

Avec 67 % de parts de marché, les **établissements de crédit locaux** se positionnent comme les principaux bailleurs de fonds de l'économie calédonienne. Si leur part de marché atteint 83 % pour la clientèle des ménages, et 70 % pour les entreprises, elle est de seulement 9 % des crédits aux collectivités locales qui se refinancent essentiellement auprès de la CDC et de l'AFD (qui sont comptabilisés dans le « hors zone d'émission »). Les concours octroyés localement se répartissent à 44 % en faveur des entreprises et à 53 % en faveur des ménages.

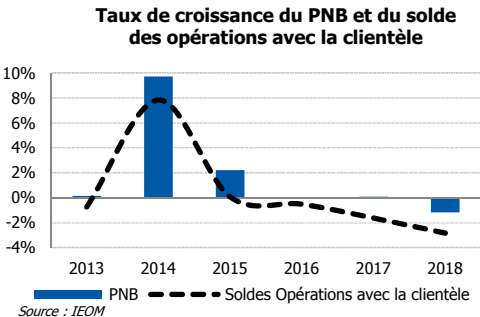
La **bancarisation** et même la financiarisation de l'économie se développent au regard de la croissance des crédits, du nombre de comptes ou encore de la monétique. En termes de moyen de paiement, les comportements évoluent, et l'utilisation de la carte bancaire se diffuse.



### Une activité d'intermédiation bancaire soutenue, mais des performances bancaires moins bien orientées

Sur la période 2008-2018, **l'activité bancaire et financière** est soutenue : la croissance annuelle des encours sains octroyés aux agents économiques calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit progresse de 5,3 % en moyenne chaque année, soit à un rythme nettement plus élevé que celui de l'évolution du PIB.

En 2018, la production de crédit est soutenue dans un **contexte monétaire particulièrement accommodant**, avec des taux directeurs historiquement bas et des mesures d'assouplissement. Les taux créditeurs aux ménages et dans une moindre mesure aux entreprises se détendent globalement, et les écarts avec la métropole ont tendance à se réduire. Par ailleurs, les engagements de modération des tarifs bancaires se poursuivent avec un nouvel accord signé en aout 2018. Combiné à un





contexte de croissance économique affaiblie, ces éléments se traduisent par une baisse du PNB des établissements de crédit de la place, une situation plutôt peu fréquente.

Compte tenu par ailleurs de la remontée du cout du risque après la forte baisse de 2017, le **résultat net** des banques locales s'inscrit en repli en 2018 (-1 milliard, à 7 milliards de F CFP). Il reste cependant significativement positif. La progression des frais de fonctionnement, alors que le PNB se replie, entraine une dégradation du **coefficient net d'exploitation** moyen (+1,4 point) pour la quatrième année consécutive, atteignant 53,8 %. Il reste cependant à un niveau favorable en comparaison notamment de celui de la place polynésienne (>70 %) et de la France entière. Le total du bilan agrégé des quatre banques locales progresse pour atteindre 945 milliards de F CFP, soit un peu moins que le PIB.

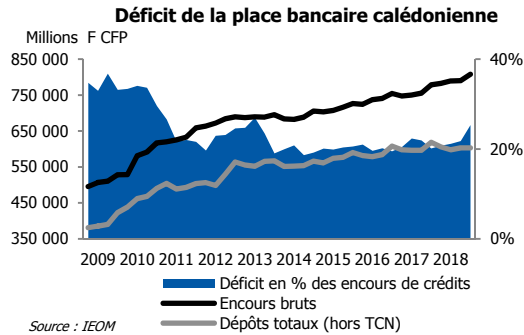
### Le déficit ressources-emplois se creuse, sur fond de ralentissement des dépôts et de croissance des crédits

À fin décembre 2018, l'**encours sain total** des crédits octroyés aux agents économiques calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit atteint 1 174 milliards de F CFP, en hausse de 3,1 % en glissement annuel. Bien que cette croissance soit encore relativement soutenue, elle ralentit pour la deuxième année consécutive (+4,2 % à fin décembre 2017), dans un contexte marqué par les incertitudes liées à la tenue du Référendum et à la mise en place de la TGC. L'évolution des crédits est portée pour 80,6 % par les établissements de la **zone d'émission**, avec notamment un dynamisme des crédits à l'habitat et à la construction des ménages et des entreprises (respectivement +8,2 % et +4,2 %). Les encours des établissements situés **hors de la zone d'émission** (19,4 %) sont tirés principalement par les crédits d'équipement des collectivités locales (+8,4 %).

La **qualité du portefeuille** de l'ensemble des établissements de crédit se dégrade, en lien avec le classement en douteux, provisoire, de certains gros investissements. Le taux de créances douteuses, s'établit à 3,2 %, soit un taux relativement faible.

La croissance des **actifs financiers** détenus par l'ensemble des agents économiques calédoniens, principalement constitués de dépôts locaux (75 %), ralentit pour la troisième année consécutive (+0,6 %), atteignant 807 milliards de F CFP à fin décembre 2018.

En 2018, alors que la progression des crédits accélère, les dépôts croissent à un rythme qui ralentit entraînant un nouveau creusement du **déficit ressources-emplois** de la place bancaire calédonienne. Il passe la barre des 200 milliards de F CFP au terme de l'année (+28,2 % sur un an, après +9,1 % en 2017). Il représente à fin 2018, 25 % des crédits de la place (après 20 % un an auparavant). La gestion de ce déficit est plus ou moins handicapante pour les établissements de la place, qui n'appartiennent pas à un réseau bancaire national.



Indicateurs ménages	2018	Indicateurs entreprises	2018
Concours bancaires <sup>(1)</sup> (milliards F CFP, au 31/12)	501	Concours bancaires <sup>(1)</sup> (milliards F CFP, au 31/12)	490
dont crédits à la consommation (%)	15%	dont crédits d'exploitation (%)	17%
dont crédits à l'habitat (%)	84%	dont crédits d'investissement (%)	48%
Nombre de dossiers de surendettement déposés	89	dont crédits à la construction (%)	33%
Créances douteuses nettes (milliards F CFP, au 31/12)	5	Créances douteuses nettes (milliards F CFP, au 31/12)	12
Actifs financiers <sup>(2)</sup> (milliards F CFP, au 31/12)	425	Actifs financiers <sup>(2)</sup> (milliards F CFP, au 31/12)	226

(1) concours sur l'ensemble des établissements de crédit

(2) auprès des établissements de crédit

Source : IEOM

## LES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE DE L'IEOM

**Le réescompte :** le réescompte est un dispositif permettant à un établissement de crédit de la zone d'émission d'obtenir des liquidités auprès de l'IEOM pour une durée supérieure à la journée, en contrepartie d'une cession temporaire de créances admissibles au réescompte.

Au-delà d'un simple apport de liquidité bancaire, le réescompte des crédits aux entreprises contribue à orienter la distribution du crédit vers des entreprises appartenant à des secteurs d'activité jugés prioritaires ou situées dans des zones ciblées, poursuivant ainsi une finalité de développement économique. En outre, il contribue à modérer le coût des crédits aux entreprises en plafonnant le « taux de sortie » maximal (= taux de réescompte de l'IEOM majoré de la marge d'intermédiation maximale des banques qui est fixée à 2,75 % depuis le 12 décembre 2006) pour les crédits réescomptés.

Ce dispositif, qui a beaucoup évolué depuis sa création, va être simplifié pour se concentrer sur les petites entreprises du territoire dans le cadre du projet GIPOM de modernisation de la politique monétaire de l'IEOM (qui a également supprimé le réescompte de crédit sur les particuliers il y a quelques années).

À la lumière des éléments de conjoncture économique et financière, le Conseil de surveillance de l'IEOM a décidé d'abaisser le taux de réescompte à 0,00 % à compter du 21 juin 2016. Le portefeuille moyen annuel de réescompte des crédits aux entreprises en Nouvelle-Calédonie concerne en moyenne 1 759 entreprises pour un montant moyen de crédits mobilisés de 10 milliards de F CFP. Le réescompte représente ainsi 1,2 % des ressources des banques de la place (*cf.* Section 3.3) et 3,1 % de l'encours de crédit sain aux entreprises des banques FBF.

**Les réserves obligatoires :** les réserves obligatoires sont constituées sur les comptes des établissements de crédit ouverts dans les livres de l'IEOM. Le système des réserves obligatoires de l'IEOM remplit 3 fonctions principales : (i) élargir la demande de monnaie de banque centrale ; (ii) orienter la politique de crédit des banques en dispensant de la constitution de réserves obligatoires sur emplois certains crédits consentis aux agents économiques des territoires ; (iii) contribuer à la stabilisation financière de la place.

Depuis décembre 2017, le Conseil de surveillance de l'IEOM a acté une dernière baisse du taux des réserves obligatoires sur emplois, qui s'établit au taux de 0,00 %. La suppression progressive des réserves obligatoires sur emplois s'inscrit dans le cadre du projet de refonte de la politique monétaire de l'IEOM et a permis de libérer environ 12 milliards de F CFP de liquidité aux banques de la zone en 2017. Le conseil de surveillance de l'IEOM du 17 décembre 2018 a décidé de fixer les taux des réserves obligatoires sur les exigibilités applicables dans les COM comme suit : 1,00 % pour les exigibilités à vue, 1,00 % pour les comptes sur livrets, 1,00 % pour les autres exigibilités < 2 ans et de 0,00 % pour celles > 2 ans.

**La facilité de dépôt :** l'IEOM offre aux établissements de crédit de sa zone d'émission une facilité de dépôt visant à favoriser la conservation des excédents de liquidités de ces établissements à l'intérieur de la zone d'émission. Le taux de la facilité de dépôt se situe en « territoire négatif » depuis le début de l'année 2016. Ce taux a été amené à -0,20 %, à compter du 21 juin 2016.

**La facilité de prêt marginal (FPM) :** en l'absence d'un marché interbancaire organisé à l'intérieur ou entre les collectivités d'outre-mer du Pacifique, la facilité de prêt marginal (FPM) permet aux établissements de crédit d'ajuster leur trésorerie sur un horizon de 24 heures ou de procéder à des arbitrages financiers. Le système de sécurisation du dispositif repose sur la cession de créances admissibles au dispositif de garantie. Le taux de la facilité de prêt marginal a été ramené à 0,25 %, à compter du 21 juin 2016.

## Section 2

# La structure du système bancaire

L'économie calédonienne dispose d'une **place bancaire** constituée de 9 établissements bancaires installés localement (dont 4 banques commerciales), auxquels s'ajoutent 6 établissements situés hors de la zone, mais qui participent au financement de l'économie (principalement des prêteurs institutionnels -AFD et la CDC-). Ces derniers représentent en 2018 presque 1/3 des encours de la place (contre moins de 1/4 en 2008). Six fonds de garantie interviennent également sur le territoire (dont la SOGEFOM).

La **bancarisation** de la population est relativement avancée et se poursuit, mais moins rapidement que sur la décennie précédente. L'équipement du territoire en guichets et en automates semble arriver à maturité, notamment dans le Grand Nouméa. L'équipement et l'utilisation de la carte bancaire se généralisent. La carte s'impose ainsi comme **le moyen de paiement** le plus utilisé, alors que le volume des chèques se réduit, mais reste encore relativement important.

## 1. Les principaux événements locaux

### Poursuite des négociations sur les tarifs bancaires<sup>1</sup>

La loi de régulation bancaire et financière d'octobre 2010 (art. 81) a confié à l'IEOM pour mission de créer un Observatoire des tarifs bancaires qui relève chaque semestre, au 1<sup>er</sup> avril et au 1<sup>er</sup> octobre, les tarifs de 17 services bancaires pour l'ensemble des établissements bancaires installés dans les COM du Pacifique. La loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013 prévoit la tenue de négociations annuelles avec les banques de la place, sur convocation du Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et en présence de l'IEOM, visant à obtenir un accord de modération sur les tarifs bancaires.

À l'issue des négociations qui se sont déroulées entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 juillet 2018, le Haut-commissaire, les banques calédoniennes et l'OPT-NC ont signé un **accord de concertation sur les tarifs bancaires**. Il prévoit la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, comportant notamment la poursuite de la baisse des tarifs des abonnements internet, et de la mise en place d'une autorisation de prélèvement. Il prévoit également le maintien de la gratuité ou du gel de nombreux tarifs de services bancaires. En outre, les 4 derniers tarifs qui étaient encore fixés librement sont désormais gelés.

### Autres événements concernant la place bancaire

- Lors du XVIII<sup>e</sup> **comité des signataires**<sup>2</sup> de l'accord de Nouméa la ministre des Outre-mer a confirmé que la **Banque publique d'investissement**<sup>3</sup> s'installerait immédiatement en Nouvelle-Calédonie. La banque devrait proposer notamment les outils PDOM-COM développement et PDOM-COM création permettant le financement de projets d'investissement immatériel des PME, d'investissements corporels et de leur besoin en fonds de roulement.

<sup>1</sup> Pour plus de détails voir Chapitre IV- 2. Les tarifs bancaires aux particuliers.

<sup>2</sup> Source : Relevé de conclusions du XVIII<sup>e</sup> Comité des signataires.

<sup>3</sup> Pour mémoire, lors de sa déclaration de politique générale du 22 décembre 2017, le président du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie Philippe Germain avait annoncé le projet d'étendre au territoire l'ensemble des outils de la banque publique d'investissement (BPI). Préalablement, en 2016, une convention a été signée entre BPI France, ses partenaires (AFD, ICAP et SOGEFOM) et les provinces, actant la mise en œuvre d'un « Prêt de Développement de la province Sud » (PDPS) à destination des TPE et PME calédoniennes. Par ailleurs, dans sa déclaration le président du gouvernement, avait également annoncé la volonté de doter le territoire d'un fonds d'épargne et d'investissement calédonien afin que l'épargne reste sur la place et puisse servir à financer des investissements locaux.

L'arrivée d'un permanent BPI (délégué régional) est prévue en septembre 2019. À cette occasion, le Premier ministre a confirmé la grande attention de l'État à la stabilité du système bancaire en Nouvelle-Calédonie et au bon fonctionnement des dispositifs d'aide à l'investissement productif. Il a été également annoncé que l'État, en lien avec les autorités de la collectivité, constituera un groupe de travail sur la possibilité de maintenir l'épargne des Calédoniens (ménages, entreprises, établissements publics) en Nouvelle-Calédonie.

- En avril 2019, **Océor Lease Nouméa** a changé de nom et devient **BPCE Lease Nouméa**.
- La **BNC** sera rattachée en 2019 à la **Caisse d'épargne Île-de-France**.
- Début 2019, la **BCI** a modifié son statut et doublé son capital social (à 15 milliards de F CFP).

## 2. L'organisation du système bancaire

### LE CADRE RÉGLEMENTAIRE

L'exercice des activités bancaires et financières en France est soumis à l'obtention d'un agrément et à une surveillance particulière. Ce principe se justifie par la place particulière de cette activité dans le financement de l'économie. Il s'agit en effet d'assurer la protection de l'épargne du public ainsi que la surveillance de la monnaie et du crédit. L'ensemble des lois régissant le secteur est réuni dans un texte de référence unique, le Code monétaire et financier, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001. La législation bancaire applicable dans les COM du Pacifique relève de la compétence de l'État.

Suite à l'ordonnance n°2013-544 du 27 juin 2013 relative aux établissements de crédit et aux sociétés de financement modifiant le statut d'établissement de crédit et instituant le statut de société de financement, les établissements du secteur bancaire agréés par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) relèvent depuis 2014 de l'un des statuts juridiques suivants :

- **Statut d'établissement de crédit (EC)** : délivré à des entités qui effectuent cumulativement des opérations de crédit, d'intermédiation financière et de réception de fonds remboursables du public.
- **Statut de société de financement** : délivré aux entités qui effectuent uniquement des opérations de crédit.
- **Statut d'établissement de crédit spécialisé** : accordé aux ex-sociétés financières qui n'ont pas fait de demande d'agrément pour devenir des sociétés de financement et qui réalisent cumulativement des opérations de crédit, d'intermédiation financière et « d'émission continue d'obligations et d'autres titres comparables ».

Certains établissements ont des statuts qui ne relèvent d'aucun des trois statuts cités. Ainsi, la Caisse des Dépôts et consignations (CDC) est un « **établissement à statut particulier** » et la Banque européenne d'investissement (BEI) est une « **institution financière internationale** ».

Le statut des PTOM dans les territoires d'outre-mer du Pacifique implique que les dispositions du Traité relatif à l'Union européenne et les directives européennes concernant le passeport bancaire européen ne sont pas applicables sur ces territoires. En conséquence, seul un établissement agréé en France (par l'ACPR) peut y effectuer des opérations réglementées, telles que les opérations de banque, l'émission et la gestion de monnaie électronique ou la fourniture de services de paiement : les agréments obtenus dans d'autres pays européens ne sont pas reconnus.

### 2.1 TYPOLOGIE DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

La place bancaire calédonienne compte :

- **4 banques** : la Banque Calédonienne d'Investissement (BCI), la Banque de Nouvelle-Calédonie (BNC), la Banque Nationale de Paris Paribas - Nouvelle-Calédonie (BNPP-NC) et la Société Générale Calédonienne de Banque (SGCB) ;
- **1 établissement de crédit spécialisé (ECS)**, le Crédit Agricole Mutuel (CAM) ;

- **4 sociétés de financement** (SF) : BPCE Lease Nouméa, Nouméa crédit, SOCALFI, et CREDICAL (Crédit calédonien et tahitien) ;

L'offre de prestations de caractère bancaire est complétée par le Centre financier de Nouméa, service de l'Office des Postes et Télécommunications (OPT), qui propose des comptes chèques postaux (CCP). L'OPT dispose d'un réseau d'agences étoffé, qui concourt au désenclavement du territoire, mais ne fait pas de crédit.

En complément du système bancaire local, plusieurs **établissements de crédit situés hors zone d'émission** interviennent avec une certaine régularité en Nouvelle-Calédonie :

- **L'Agence Française de Développement** (AFD) qui assure également la gestion de la Société de gestion des fonds de garantie d'outre-mer (SOGEFOM) ;
- La **CASDEN** Banques Populaires (représentée localement par la SGCB et la BCI) ;
- **BPCE International** qui est une filiale du groupe bancaire français BPCE ;
- La **Caisse des Dépôts et Consignations** (CDC), qui n'est pas un établissement de crédit au sens du Code Monétaire et Financier, intervient également localement ;
- La **Banque Européenne d'Investissement** (BEI) ;
- **Natixis-Banques populaires**

Enfin, la banque Australia and New Zealand Banking group limited (ANZ) n'effectue pas d'opérations bancaires sur le territoire, mais y dispose d'un bureau de représentation.

À titre de comparaison, la Polynésie française compte 6 établissements bancaires, dont 3 banques.

#### L'ADIE ET L'INITIATIVE NC

L'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) est implantée en Nouvelle-Calédonie depuis 1999. Son segment d'intervention principal est le microcrédit, sur financement privé, à destination des personnes rencontrant des difficultés d'accès au crédit bancaire (petites entreprises et particuliers). L'association accorde également des prêts d'honneur, sans garantie et à taux zéro. En complément de son offre de financement, l'association propose un accompagnement aux entrepreneurs de Nouvelle-Calédonie, en amont (montage de projet, etc.) et post-crédation (gestion, mise en place d'une comptabilité, etc.). 6,4 milliards de F CFP de crédits ont été accordés depuis sa création. En 2018, 1 249 porteurs de projet et entrepreneurs ont participé à ces formations et 1 268 prêts ont été accordés pour un montant de 671 millions de F CFP, soit une hausse de 12 % par rapport à 2017. La répartition des projets soutenus en 2017 était de 42 % en province Sud, 31 % en province Nord et 27 % en province des îles Loyauté.

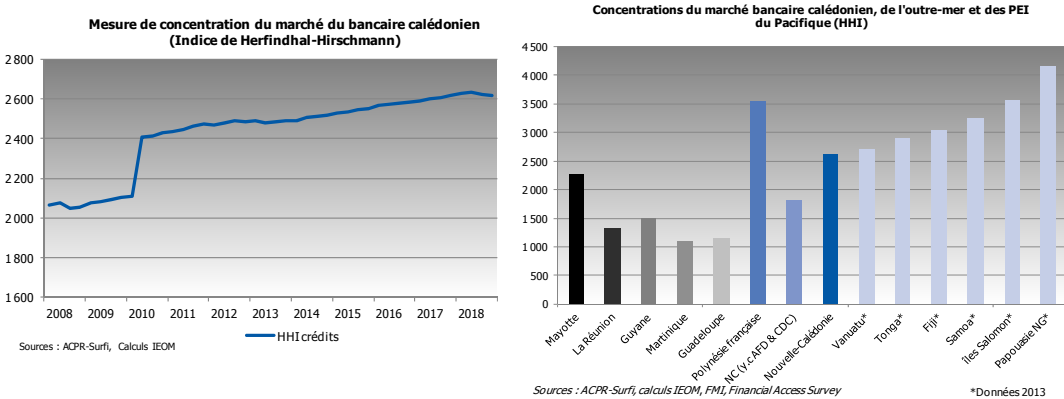
L'association Initiative Nouvelle-Calédonie (Initiative NC) attribue depuis 2007 des prêts sans garantie et à taux zéro aux porteurs de projets de PME calédoniennes. Ces prêts ont pour finalité de couvrir tout ou partie des besoins en fonds propres d'un projet et de permettre l'éligibilité à un prêt bancaire. La structure propose également des services entièrement gratuits aux porteurs de projets, soit via un dispositif d'accompagnement dans la phase de pré-projet, soit au cours de leurs premières années d'activité, soit via le parrainage par un entrepreneur expérimenté.

## 2.2 ÉLÉMENTS SUR LA CONCENTRATION ET LA RÉPARTITION DU MARCHÉ

La part de marché des **établissements locaux** en termes d'encours de crédits sains s'établit à 64,1 % en 2018, soit un poids stable par rapport à 2017, mais une tendance à la baisse depuis 10 ans puisqu'elle était autour de 80 % en 2008.

Sur ce marché, la part des sociétés de financement poursuit son repli, à 2,4 % des encours sains (contre 6 % il y a 10 ans). À titre de comparaison, en Polynésie française, les établissements locaux détiennent 80 % des encours de la place (sur un stock deux fois moins important que la Nouvelle-Calédonie).

Le marché bancaire calédonien est en première analyse relativement concentré, avec un indice d’Herfindahl-Hirschman<sup>1</sup> (HHI) légèrement au-dessus de 2 500, le seuil d’une forte concentration bancaire. Cette concentration s’explique par la taille limitée du système bancaire, qui accueille un nombre limité d’intervenants. Néanmoins, aucun établissement de la place n’occupe une position prépondérante, ni sur le marché des dépôts, ni sur celui des crédits, et la concurrence entre les banques et les sociétés de financement est réelle.

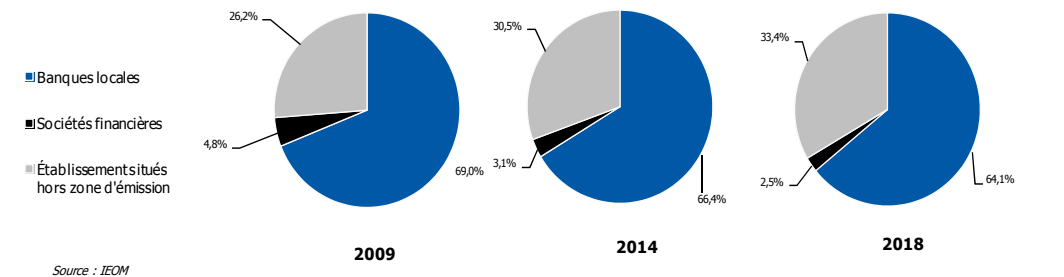


En recalculant l’indice HHI en intégrant l’AFD et la Caisse des dépôts, comme le font les départements d’outre-mer, la concentration bancaire en Nouvelle-Calédonie est moindre et se situe en dessous du seuil de forte concentration. Elle reste toutefois à un niveau supérieur à la concentration bancaire des autres territoires d’outre-mer, excepté Mayotte et la Polynésie française. Au niveau régional, la concentration bancaire du marché calédonien est relativement faible : le marché bancaire est fortement concentré dans les autres îles du Pacifique avec un indice HHI qui s’élève à 3 000 aux îles Fidji ou 4 000 en Papouasie-Nouvelle Guinée.

### 2.3 VENTILATION DES DÉPÔTS ET DES CRÉDITS PAR CATÉGORIE D’ÉTABLISSEMENT

#### Les emplois

Parts de marché sur les concours selon les différentes catégories d’établissements



<sup>1</sup> L’indice HHI est calculé en faisant la somme des carrés des parts de marché en pourcentage (prêts ou dépôts collectés) de toutes les entreprises du secteur considéré. Plus l’indice est élevé et plus le marché est concentré. Si l’indice est inférieur à 1 500 le marché n’est pas concentré, si l’indice est compris entre 1 500 et 2 500 le marché est modérément concentré, au-dessus de 2 500 le marché est considéré comme étant très concentré.

Les banques de la place constituent les principaux bailleurs de fonds pour la plupart des catégories de crédits (64,1 % de l'ensemble des crédits). Cependant, les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission ont une position dominante sur certains marchés. C'est le cas du segment des crédits à la construction pour les entreprises (60,8 %), du fait du développement de leur activité avec les opérateurs sociaux, et sur les crédits d'investissement aux collectivités locales (93,3 %), marché sur lequel elles renforcent leur assise.

**Répartition des crédits selon les différentes catégories d'établissements de crédit à fin 2018**

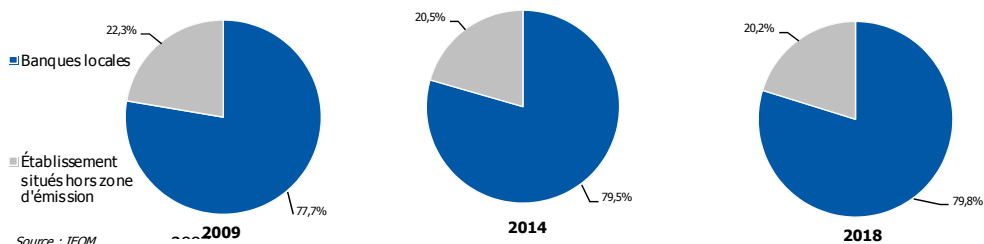
En %	Banques locales FBF	Sociétés financières et ECS	Établissements hors zone
<b>Crédits d'exploitation</b>	<b>97,7%</b>	<b>2,1%</b>	<b>0,1%</b>
<b>Crédits d'investissement</b>	<b>45,8%</b>	<b>3,7%</b>	<b>50,5%</b>
dont aux entreprises	73,6%	6,1%	20,3%
dont aux collectivités locales	6,3%	0,3%	93,3%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>70,4%</b>	<b>0,0%</b>	<b>29,6%</b>
dont aux entreprises	39,2%	0,0%	60,8%
dont aux particuliers	82,3%	0,0%	17,7%
<b>Crédits à la consommation</b>	<b>68,8%</b>	<b>15,5%</b>	<b>15,7%</b>
<b>Autres crédits</b>	<b>79,0%</b>	<b>0,2%</b>	<b>20,8%</b>
<b>Ensemble des crédits</b>	<b>64,1%</b>	<b>2,4%</b>	<b>33,5%</b>

Source : IEOM

Les sociétés de financement focalisent leur activité sur le marché des crédits à la consommation des ménages, essentiellement le crédit-bail principalement automobile (15,5 % à fin 2018) et, dans une moindre mesure, sur le marché des crédits d'investissement des entreprises (6,1 % à fin 2018). Les établissements situés hors de la zone d'émission sont principalement présents sur le marché des crédits d'investissement destinés aux entreprises et aux collectivités locales (50,5 % à fin 2018). Ils occupent également une place importante dans le financement de l'habitat (29,6 % à fin 2018) au travers notamment des opérateurs sociaux, mais aussi via les crédits CASDEN, distribués par la BCI et la SGC. Sur le segment des crédits à l'habitat des particuliers, leur part de marché recule pour s'établir à 17,7 %, en raison de la baisse de l'encours de la CASDEN qui bénéficie aux banques FBF.

## Les ressources

**Parts de marché sur les dépôts selon les différentes catégories d'établissements**



La collecte de ressources auprès de la clientèle ne concerne pas les sociétés de financement, qui ne disposent pas d'agrément dans ce domaine. Les établissements situés hors zone d'émission interviennent en revanche, sur les segments des valeurs mobilières (actions, obligations et OPCVM) et des produits d'assurance-vie. Les fonds sont collectés par les banques de la place, qui les représentent localement, puis transférés vers la métropole pour souscrire généralement à l'achat de produits distribués par leur maison-mère ou des établissements affiliés. Ils représentent globalement 20 % de l'encours des dépôts collectés localement.

2.4 LES EFFECTIFS

À fin 2018, l'effectif en équivalent temps plein des établissements de crédit locaux atteint **1 258 agents**, en léger repli par rapport à 2017 (-10 ETP). Les effectifs des sociétés de financement et établissements de crédit spécialisés s'établissent à 47 ETP, soit 1 ETP de moins sur un an.

Effectifs des établissements de crédit locaux<sup>(1)</sup>

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/ 2017
Banques	1 147	1 162	1 184	1 200	1 220	1 211	-0,8%
Sociétés financières et EC spécialisé	52	52	54	54	48	47	-2,1%
Total	1 199	1 214	1 238	1 254	1 268	1 258	-0,8%

(1) effectifs équivalent temps plein - non compris les services de l'OPT

Source : IEOM

3. La densité du système bancaire

3.1 LE NOMBRE DE GUICHETS BANCAIRES ET AUTOMATIQUES

Au 31 décembre 2018, la Nouvelle-Calédonie compte **110 guichets bancaires** permanents (y compris les 42 guichets proposant les services financiers de l'OPT). Les guichets permanents sont toujours essentiellement concentrés au sein de l'agglomération du Grand Nouméa, principal centre économique et administratif du territoire, avec 67 % du nombre total d'agences bancaires (pour la même proportion de la population du territoire).

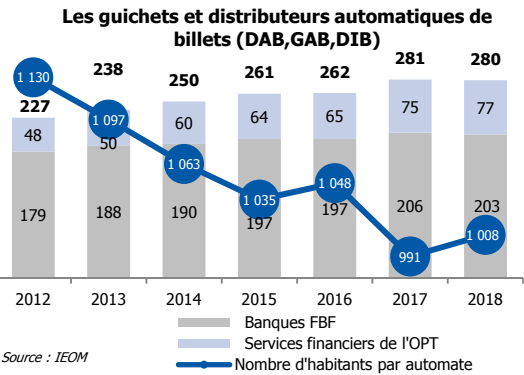
La **dynamique d'expansion** du réseau semble arriver à son terme. Les établissements de la place disent ne pas prévoir l'installation de nouveaux guichets. Et pour la première fois depuis 5 ans, leur nombre diminue, en lien avec la fermeture de deux agences dans le Grand Nouméa (1 à Nouméa et 1 au Mont-Dore). Avec un guichet bancaire pour 2 565 habitants, l'équipement de la Nouvelle-Calédonie en guichet diminue, et reste inférieur à celui de la France métropolitaine (un guichet bancaire pour 1 800 habitants en 2017).

Les guichets bancaires permanents

	2005	2010	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
Province Sud	60	73	75	77	79	77	- 2,5%
dont Nouméa	37	46	46	47	46	45	- 2,2%
Province Nord	27	24	26	26	26	26	-
Province des Iles Loyautés	6	10	7	7	7	7	-
Total des guichets bancaires	93	107	108	110	112	110	- 1,8%
dont banques	56	66	66	68	70	68	- 2,9%
dont services financiers de l'OPT	37	41	42	42	42	42	-
Habitants par guichet bancaire	2 478	2 312	2 502	2 496	2 487	2 565	3,2%

Source : IEOM

À fin 2018, le **nombre de distributeurs de billets et de guichets automatiques** (DAB-GAB) installés en Nouvelle-Calédonie perd une unité. L'OPT a poursuivi son déploiement (2 unités supplémentaires en brousse) quand les banques ont supprimé 3 distributeurs. 280 distributeurs sont installés en 2018, alors que le territoire n'en comptait que 227 en 2012 et à peine 73 en 2000.





Le **nombre d'habitants par guichet** bancaire s'approche des 1 000 habitants / DAB, soit un niveau d'équipement proche de celui de la métropole avec qui l'écart s'est comblé en quelques années : en 2000 la densité était de 2 914 habitants / DAB et en 1995 de 7 435. La mise en place de bornes libre-service (BLS), qui proposent la distribution de billets et de multiples opérations courantes (consultation de compte, virements, dépôts de chèques et espèces), témoigne par ailleurs de la mutation technologique des services à la clientèle.

### 3.2 LE NOMBRE DE COMPTES BANCAIRES DE LA CLIENTÈLE

Au 31 décembre 2018, les établissements de crédit installés localement gèrent près de **544 000 comptes**, (+0,6 %, soit 3 500 comptes de plus qu'un an auparavant). La progression du nombre de comptes de dépôts à vue se poursuit (+1,9 % après +2,9 % en 2017). En revanche, pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, le nombre de comptes à terme se replie (-11,0 % par rapport à 2017, en lien avec des taux moins attractifs sur les dépôts à terme). L'épargne logement continue également de baisser à un rythme important (-2,6 % pour le nombre de CEL et -8,4 % pour celui des PEL).

Nombre de comptes bancaires de la clientèle						Variation	Encours moyen	Variation
	2005	2010	2016	2017	2018	2018/2017	2018	2018/2017
Comptes ordinaires créditeurs	147 493	181 060	235 850	242 724	247 241	1,9%	1,4	- 1,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	207 185	251 756	287 779	288 697	288 656	- 0,0%	0,4	- 2,9%
<i>Livrets ordinaires</i>	72 046	100 068	124 270	125 679	127 622	1,5%	0,8	- 4,3%
<i>Livrets A &amp; Livrets B</i>	124 974	143 392	153 880	153 378	151 877	- 1,0%	0,1	- 0,2%
<i>Comptes d'épargne-logement (CEL)</i>	2 222	1 892	1 353	1 316	1 282	- 2,6%	0,4	2,3%
<i>Plans d'épargne-logement (PEL)</i>	7 731	3 421	3 448	3 169	2 904	- 8,4%	1,5	4,7%
<i>Autres comptes d'épargne</i>	212	2 983	4 828	5 155	4 971	- 3,6%	0,2	1,5%
Comptes créditeurs à terme	6 990	9 493	10 008	9 129	8 125	-11,0%	18,7	2,2%
Bons de caisse et bons d'épargne	120	4	0	0	0	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
Titres de créances négociables	0	0	29	23	31	34,8%	1 320,4	17,6%
<b>Ensemble des comptes</b>	<b>361 668</b>	<b>442 313</b>	<b>533 666</b>	<b>540 573</b>	<b>544 053</b>	<b>0,6%</b>	<b>1,2</b>	<b>- 0,7%</b>

Sources : IEOM, FBF et OPT

**L'encours moyen** d'un compte de dépôt à vue fléchit légèrement (-1,1 % par rapport à 2017), toutes clientèles confondues (particuliers, entreprises, divers) et s'établit à 1,4 million de F CFP à fin décembre 2018. L'encours moyen des comptes sur livrets se contracte (-2,7 %) dans le sillage de trois années de décélération (+0,4 % en 2017, après +1,2 % en 2016 et +1,9 % en 2015).

Globalement, les ouvertures de comptes progressent à un rythme proche du rythme d'accroissement de la population, ce qui se traduit par une relative stabilité du nombre de comptes bancaires par habitant, qui passe de 1,94 à 1,93 sur un an. **Le taux de bancarisation** (nombre de comptes à vue par habitant) continue de s'améliorer, pour s'établir à 88 % à fin 2018, soit une progression de 25 points de pourcentage en 13 ans. Néanmoins, il reste encore nettement inférieur à celui observé pour la France entière (126 % en 2016).

Nombre de comptes bancaires par habitant						Variation
	2005	2010	2016	2017	2018	2018/2017
Comptes ordinaires créditeurs	0,63	0,72	0,85	0,87	0,88	0,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,88	1,00	1,04	1,04	1,02	- 1,3%
<i>dont comptes sur livrets</i>	0,84	0,97	1,00	1,00	0,99	- 1,2%
Comptes créditeurs à terme	0,03	0,04	0,04	0,03	0,03	-12,2%
<b>Ensemble des comptes à la clientèle</b>	<b>1,54</b>	<b>1,77</b>	<b>1,93</b>	<b>1,94</b>	<b>1,93</b>	<b>- 0,7%</b>

Source : IEOM

## 4. Les moyens de paiement

L'article L. 712-5 du Code Monétaire et Financier dispose que l'Institut d'émission d'outre-mer s'assure, en liaison avec la Banque de France, de la **sécurité des moyens de paiement** tels que définis à l'article L. 311-3, autres que la monnaie fiduciaire, et de la pertinence des normes applicables en la matière. S'il estime qu'un de ces moyens de paiement présente des garanties de sécurité insuffisantes, il peut recommander à son émetteur de prendre toutes mesures destinées à y remédier. Si ces recommandations n'ont pas été suivies d'effet, il peut, après avoir recueilli les observations de l'émetteur, décider de formuler un avis négatif publié au Journal officiel.

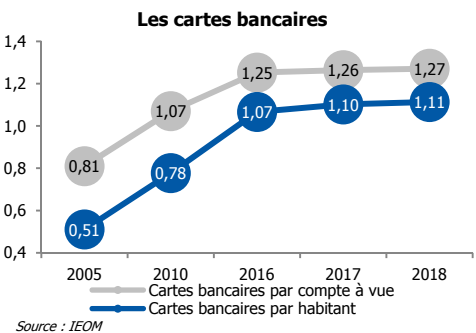
Pour l'exercice de ces missions, l'Institut d'émission d'outre-mer procède ou fait procéder par la Banque de France aux expertises des différents moyens de paiement utilisés sur le territoire.

Le **Système Interbancaire d'Échanges (SIE)** de la Nouvelle-Calédonie est géré par un GIE qui regroupe l'Institut d'Émission d'outre-mer et les établissements bancaires et assimilés de Nouvelle-Calédonie. Depuis le 30 mai 2005, le SIE de la place a mis en œuvre l'échange dématérialisé des valeurs pour le traitement des chèques, des virements, des prélèvements et TIP. Le traitement automatique des effets ainsi que celui des AOCT est venu compléter le dispositif en 2006.

### 4.1 LES CARTES BANCAIRES

Au 31 décembre 2018, le **nombre de cartes bancaires** en circulation en Nouvelle-Calédonie atteint près de 314 000 unités, correspondant à une progression de 2,4 % sur un an, soit un rythme soutenu, mais plus faible qu'en 2017 (+3,9 %) et 2016 (+6,2 %). Cette croissance est essentiellement portée par la distribution de cartes internationales (+5,2 % sur un an) alors que, pour la première fois depuis 2002, le nombre de cartes privatives recule (-0,5 %).

La commercialisation de cartes bancaires s'est effectuée à un rythme particulièrement soutenu, supérieur à la croissance du nombre d'habitants. Ainsi, **le taux d'équipement** est passé de 0,5 carte par habitant en 2005 à 1,11 en 2018. Depuis 2015, l'évolution du nombre de cartes suit un rythme proche de celui du nombre de comptes à vue, induisant une stabilisation à près de 1,25 du ratio cartes bancaires par compte à vue. Si l'OPT a sensiblement renforcé son positionnement depuis 2010, gagnant plus de 10 points de parts de marché, en 2017, deux tiers des cartes restent émises par les banques FBF.



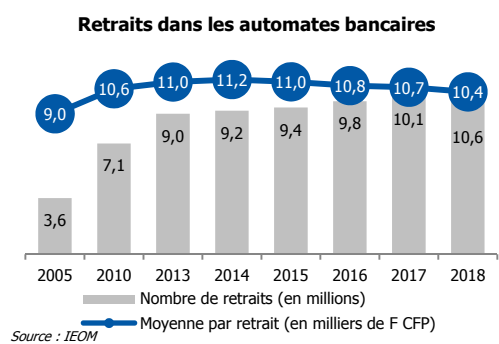
#### Les cartes bancaires

	2005	2010	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
<b>Cartes bancaires en circulation</b>	<b>119 175</b>	<b>194 268</b>	<b>295 342</b>	<b>306 848</b>	<b>314 230</b>	<b>2,4%</b>
Cartes internationales	72 394	105 332	147 504	157 859	165 999	5,2%
Cartes privatives	46 781	88 936	147 838	148 989	148 231	-0,5%
<i>Cartes JADE (1)</i>	24 025	36 020	62 742	66 027	66 487	0,7%
<i>Autres cartes privatives</i>	22 756	52 916	85 096	82 962	81 744	-1,5%
<b>Cartes bancaires par compte à vue</b>	<b>0,81</b>	<b>1,07</b>	<b>1,25</b>	<b>1,26</b>	<b>1,27</b>	<b>0,5%</b>
<b>Cartes bancaires par habitant</b>	<b>0,51</b>	<b>0,78</b>	<b>1,07</b>	<b>1,10</b>	<b>1,11</b>	<b>1,1%</b>

<sup>(1)</sup> La Carte JADE est une carte de paiement utilisable exclusivement en Nouvelle Calédonie. Elle est distribuée par la BCI et l'OPT.

Source : IEOM

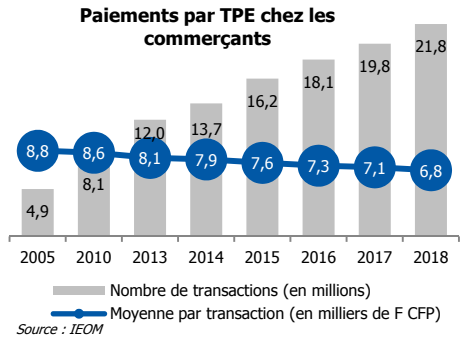
En 2018, les **opérations de retrait** par carte bancaire poursuivent leur progression pour atteindre 10,6 millions de retraits (+5,0 % sur un an), pour un montant total de 110,2 milliards de F CFP (+2,2 %). Depuis 2005, la progression est rapide, avec une multiplication par près de trois de l'utilisation de ce moyen de paiement, tant en volume qu'en valeur. En 2018, le nombre de distributeurs automatiques est resté stable tandis que l'équipement en carte a continué de progresser, induisant une hausse du nombre de retraits par automate et par carte. Le montant moyen d'un retrait dans un distributeur automatique reste relativement stable depuis 2010, aux environs de 11 000 francs.



Transactions de retraits dans les automates bancaires	2005	2010	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
Montant (en milliards de F CFP)	32,2	75,7	105,5	107,8	110,2	2,2%
Nombre de retraits par automate	32 937	35 267	37 578	36 033	37 279	3,5%
Nombre de retraits par carte	30,1	36,7	33,1	32,8	33,8	3,2%

Source : IEOM

En 2018, la croissance du **nombre de paiements par cartes bancaires** chez les commerçants reste très dynamique (+10,2 % après +9,4 % en 2017) et dépasse pour la première fois les 20 millions. Le montant total de ce type de paiement progresse également rapidement (+5,5 %) et atteint 148 milliards de F CFP. Depuis 2005, du fait notamment de la multiplication par deux du parc de TPE installé chez les commerçants, et de la généralisation de l'utilisation des cartes bancaires, le nombre de transactions a été multiplié par 4 et les montants cumulés de ces paiements par 3. Sur la même période, le nombre de transactions par TPE et par carte a fortement augmenté (respectivement de +94 % et +70 %).



Le recul du montant moyen des transactions par TPE, qui passe sous la barre des 7 000 F CFP en 2018, illustre l'évolution de l'utilisation des moyens de paiements. Le paiement par carte est de plus en plus utilisé, y compris pour des dépenses du quotidien de faibles montants. La suppression par les commerçants du seuil d'acceptation des paiements par cartes bancaires devrait vraisemblablement accélérer ce mouvement.

Transactions de paiement par TPE chez les commerçants	2005	2010	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
Terminaux de paiement électronique (TPE)	2 364	3 247	4 925	5 191	5 458	5,1%
Montant (en milliards de F CFP)	43,0	69,7	131,9	140,5	148,2	5,5%
Nombre de transactions par TPE	2 061	2 504	3 685	3 809	3 993	4,8%
Nombre de transactions par carte	40,9	41,9	61,4	64,4	69,4	7,6%

Source : IEOM

## 4.2 LES CHÈQUES

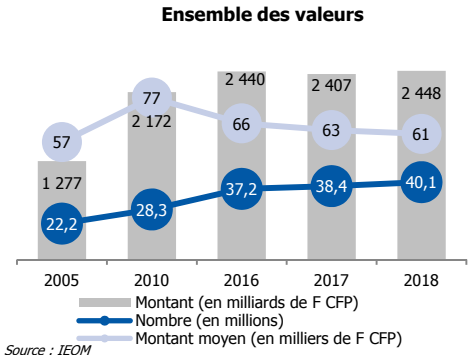
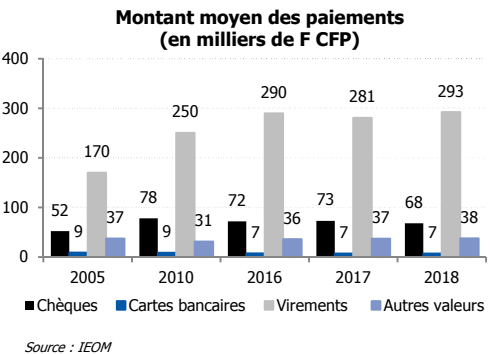
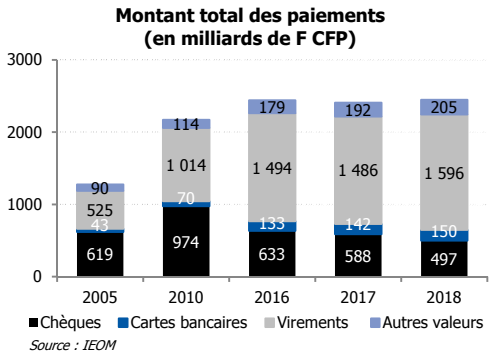
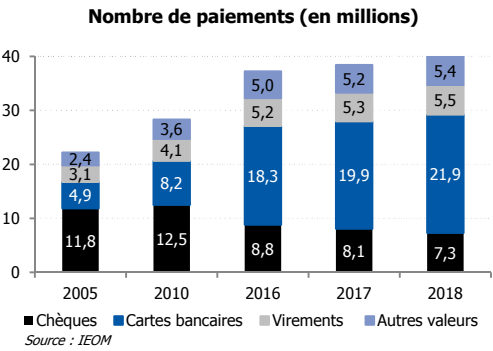
Bien qu'il reste un moyen de paiement important en Nouvelle-Calédonie, le **chèque** tend à se raréfier. En 2018, 7,3 millions de chèques ont été échangés en Nouvelle-Calédonie, soit une nouvelle baisse de 9,5 % sur un an (-41,2 % depuis 2010).

Les chèques	Variations					
	2005	2010	2016	2017	2018	2018/2017
Nombre de chèques émis (en millions)	11,8	12,5	8,8	8,1	7,3	-9,5%
Montant (en milliards de F CFP)	618,9	973,6	633,3	587,6	497,2	-15,4%
Nombre de chèques émis par habitant	50,7	49,1	31,8	29,0	25,9	-10,6%

Source : IEOM

## 4.3 ANALYSE DE L'UTILISATION DES DIFFÉRENTS MOYENS DE PAIEMENT

La **carte bancaire** constitue, depuis 2013, le moyen de paiement le plus utilisé en nombre de transactions, (54,6 % du nombre de paiements en 2018 contre 21,9 % en 2005), pour une valeur qui a dépassé celle des retraits de billets en 2014. Le chèque se positionne comme le second moyen de paiement en volume, mais continue de perdre de l'importance. Ainsi, il ne représente plus que 18,2 % des transactions en 2018, contre plus de 50 % en 2005. Les virements, qui ne totalisent que 13,1 % du nombre de paiements, concentrent 65,2 % des valeurs échangées. Il reste le moyen de paiement le plus usité pour les transactions de montants élevés.



### BAISSE DE LA FRAUDE EN 2017

Dans le cadre de sa mission de **surveillance des moyens de paiement scripturaux**, l'IEOM a mis en place depuis 2014, un processus de collecte de données statistiques portant sur les moyens de paiement scripturaux. La collecte s'effectue auprès des établissements de Nouvelle-Calédonie, gestionnaires de moyens de paiement scripturaux et auprès des systèmes d'échanges interbancaires locaux, et recense les informations relatives aux moyens de paiement scripturaux et aux transactions de paiement traitées pour le compte de la clientèle.

Après la très forte augmentation observée en 2016, la **fraude** est en recul en 2017 pour revenir à un niveau proche de celui de 2015. Les données collectées font état de 7 600 cas de fraudes déclarées en Nouvelle-Calédonie (-17 % sur un an), pour un montant total de 321,2 millions de F CFP (-17 % sur un an).

Les virements frauduleux qui atteignaient un niveau record en 2016 (377 millions de F CFP) retombent à 28 millions de F CFP. La fraude à la carte bancaire est également en baisse (-40 % sur un an) et atteint 133,7 millions de F CFP. En revanche, en dépit du recul global de l'usage de ce moyen de paiement et des actions de communication des établissements bancaires destinées à accroître la vigilance des utilisateurs, la fraude liée à l'utilisation de chèques repart à la hausse (+68 % par rapport à 2016) et représente le premier vecteur de fraude du territoire (49 % du total). Pour autant, **les taux de fraude du chèque** en Nouvelle-Calédonie sont inférieurs au taux métropolitain (0,020 % contre 0,029 %). En ce qui concerne les autres moyens de paiements, la Nouvelle-Calédonie fait face en revanche, à des taux de fraude bien supérieurs à ceux de la France métropolitaine : 3 fois supérieurs pour les virements et près de 2 fois supérieurs pour les cartes.

## 5. L'activité des fonds de garantie

### 5.1 LA SOCIÉTÉ DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE D'OUTRE MER (SOGEFOM)

La **SOGEFOM** est une société de financement dont l'objet est de faciliter l'octroi de concours par les établissements de crédit qui en sont actionnaires<sup>1</sup> ou qui bénéficient de l'agrément du Conseil d'Administration<sup>2</sup> en vue de partager le risque. L'AFD assure, depuis 2003, la gestion de ce fonds. Les engagements de la SOGEFOM se répartissent en cinq sections : haut de bilan, économie générale, zones de développement prioritaire, RT-CCE (Renforcement de la Trésorerie pour la Croissance, la Compétitivité et l'Emploi) et court terme. Ces garanties peuvent couvrir jusqu'à 80 % du montant des crédits concernés (dans le cas de la création d'une TPE) et leur durée peut atteindre seize ans. La SOGEFOM a progressivement étendu son champ d'intervention à tous les secteurs d'activité, dans la mesure où l'intérêt économique du projet présenté est démontré.

La SOGEFOM gère également quatre autres fonds de garantie : le Fonds de Garantie de la Province Sud, le Fonds de Garantie du comité de restructuration de l'industrie minière, le Fonds de Garantie pour le développement de la Province Nord et le Fonds de Garantie pour le développement économique de la Province des Iles Loyauté.

La SOGEFOM enregistre en 2018 une hausse de ses nouveaux engagements (+54,3 %), qui s'explique par la conjonction de divers éléments : l'augmentation des quotités garanties octroyées, les modifications intervenues sur le processus de la délégation telles que validées par le Conseil d'Administration du 18/12/2017, les sessions de communication dispensées auprès des établissements de crédit partenaires.

<sup>1</sup> Les établissements de crédits calédoniens actionnaires dans la SOGEFOM aux côtés de l'AFD sont la BCI, la BNC, la BNPPNC, la SGCB et le CAM.

<sup>2</sup> BPI France a été agréé en qualité de bénéficiaire de la SOGEFOM par le Conseil d'Administration du 16 décembre 2014.

Alors que depuis quelques années la production et le niveau d'encours valides étaient en baisse continue, une inflexion est donc constatée en 2018 avec une production de garanties qui induit une légère croissance de l'encours valide qui s'établit à 3,40 milliards de F CFP contre 3,39 milliards de F CFP à fin 2017. Le taux de risque (garanties compromises brutes sur engagements valides bruts) à 10,1 % connaît une augmentation d'un point.

<b>Engagements valides</b> en millions de F CFP	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Variation 2018/2017</b>
Section « Économie générale »	2 387	2 290	2 133	1 954	1 996	2,1%
Section « Zones de Développement Prioritaire »	1 610	1 443	1 368	1 347	1 309	-2,8%
Section « Haut de bilan »	40	40	62	45	27	-40,0%
Section « RT-CCE »	32	55	43	35	27	-22,9%
Section « Court terme »	-	91	27	8	42	425,0%
<b>Ensemble des sections</b>	<b>4 069</b>	<b>3 919</b>	<b>3 633</b>	<b>3 389</b>	<b>3 401</b>	<b>0,4%</b>
Taux de garanties compromises	8,9%	7,6%	8,4%	9,1%	10,1%	1,0 pt

Source : SOGEFOM

En 2018, le portefeuille de la SOGEFOM reste principalement exposé sur les secteurs des services (20 % de l'encours total), de l'hôtellerie (18 %) et du commerce (13 %).

Il existe **cinq autres fonds de garantie** en Nouvelle-Calédonie :

- **Le Fonds de garantie du comité de restructuration de l'industrie minière "FG-COREMINES"**, qui est destiné à garantir partiellement les prêts de restructuration à moyen terme accordés par les établissements de crédit aux entreprises appartenant à la filière « nickel » dans le cadre du dispositif d'intervention de l'État « COREMINES ». Sa gestion est assurée par la SOGEFOM ;

- **Le Fonds de garantie de la province Sud « FGPS »**, qui a pour objet initial d'apporter une garantie complémentaire aux concours bancaires en faveur d'entreprises réalisant des investissements en province Sud relevant du secteur « productif ». Après la révision des textes en 2009 afin d'élargir les possibilités de financement des entreprises appartenant aux secteurs d'activité tels que définis par le « Code des Investissements », son mode de fonctionnement a été de nouveau modifié en 2012 pour apporter entre autres un soutien aux entreprises dans le secteur de l'innovation et du développement durable. Depuis septembre 2016, BPIFrance est éligible au FGPS. La gestion comptable et financière est assurée par la SOGEFOM. Le secrétariat permanent est rattaché à l'ICAP (Institut Calédonien de Participation) qui assure l'instruction des dossiers ;

- **Le Fonds de Garantie bancaire pour les Micro-Projets Économiques « FGMPE »**, qui a pour objet de faciliter l'octroi de crédits bancaires à de petits projets productifs. Il est géré par la BCI ;

- **Le Fonds de Garantie pour le développement de la province Nord « FGN »**, qui apporte une garantie complémentaire aux concours bancaires en faveur de petits et moyens projets économiques réalisés dans la zone géographique de la province Nord, notamment sur les terres coutumières. Depuis septembre 2016, BPIFrance est éligible au FGN. La gestion comptable et financière est assurée par la SOGEFOM. Le secrétariat permanent est rattaché à l'ICAP qui assure l'instruction des dossiers ;

- **Le Fonds de Garantie pour le développement économique de la province des îles Loyauté « FGIL »**, qui apporte une garantie complémentaire aux concours bancaires en faveur de toute personne physique ou morale qui est porteur d'un projet de développement économique dans la limite géographique de la province des îles Loyauté. Depuis juillet 2017, BPI France est éligible au FGIL. La gestion comptable et financière est assurée par la SOGEFOM depuis avril 2017. Le secrétariat permanent est rattaché à l'ICAP qui assure l'instruction des dossiers.

## Section 3

# Les conditions d'exercice de l'activité bancaire

L'année 2018 s'est déroulée en Nouvelle-Calédonie dans un **contexte monétaire accommodant**, avec des taux directeurs historiquement bas et des mesures d'assouplissement. Les taux créditeurs aux ménages et, dans une moindre mesure aux entreprises, se détendent de nouveau. Les écarts avec la métropole ont tendance à se réduire. Par ailleurs, les engagements de modération **des tarifs bancaires** se poursuivent avec un nouvel accord signé en août 2018. Combiné à un contexte de croissance économique affaiblie, ces éléments se traduisent par une baisse du PNB des établissements de crédit de la place. Compte tenu par ailleurs de la remontée du coût du risque après la forte baisse de 2017, le **résultat net des banques locales** reste significativement positif, mais s'inscrit en repli en 2018 (de -1 milliard, à 7 milliards de F CFP).

## 1. Les taux d'intérêt

### 1.1. LES TAUX DIRECTEURS ET LES AUTRES DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE

#### LE CADRE INSTITUTIONNEL DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE DE L'IEOM

L'article L. 712-4 du Code monétaire et financier, modifié par la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 - art. 56, définit les prérogatives de l'Institut d'émission d'outre-mer comme suit : « L'Institut d'émission d'outre-mer met en œuvre, en liaison avec la Banque de France, la politique monétaire de l'État en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis-et-Futuna. Il définit les instruments nécessaires à sa mise en œuvre. Il fixe notamment le taux et l'assiette des réserves obligatoires constituées dans ses livres par les établissements de crédit relevant de sa zone d'émission. Les décisions afférentes à la mise en œuvre de la politique monétaire deviennent exécutoires dans un délai de 10 jours suivant leur transmission au ministère chargé de l'Économie, sauf opposition de sa part. En cas d'urgence constatée par l'Institut, ce délai peut être ramené à 3 jours ».

L'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) met en œuvre la politique monétaire de l'État dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique. Cette politique monétaire de la zone franc Pacifique poursuit trois objectifs (non hiérarchisés, c'est-à-dire sans ordre de priorités) :

- favoriser le développement économique ;
- permettre la stabilité des prix ;
- assurer la liquidité de la zone.

#### LE PROJET DE REFONTE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE DE L'IEOM

Le Conseil de surveillance de l'IEOM a approuvé le lancement d'un projet de refonte progressif de la politique monétaire de la zone franc Pacifique. L'objectif de ce projet est de moderniser le financement de l'économie dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique. Il a débuté en 2015 par la suppression progressive des réserves obligatoires sur les crédits et celle du dispositif de réescompte de crédit sur les particuliers.

Ce grand chantier de modernisation se poursuit aujourd'hui avec le projet GIPOM (Gestion Informatisée de la Politique Monétaire). Une interface web permettant de gérer les instruments de politique monétaire sera accessible aux banques et à l'IEOM. Avec GIPOM, l'IEOM se dote plus généralement d'un dispositif complet de refinancement. Des opérations de fourniture de liquidité dont le montant sera garanti par un panier de garanties de créances sur les entreprises dites éligibles seront créées pour les banques. Les spécificités inhérentes aux besoins de ces territoires ultra-marins sont préservées : le réescompte sur les entreprises est conservé, mais simplifié, et devient un véritable outil de développement économique dédié aux plus petites entreprises.

La **politique monétaire** de l'IEOM contribue à orienter la politique de crédit dans les collectivités d'outre-mer du Pacifique en agissant sur des leviers qui lui sont propres, parmi lesquels on compte le mécanisme du réescompte de crédit aux entreprises et les réserves obligatoires sur les emplois. Par ailleurs, l'IEOM propose aux établissements de crédit des instruments leur permettant d'optimiser la gestion de leur trésorerie : facilité de dépôt, facilité d'escompte de chèques et facilité de prêt marginal.

Le Conseil de surveillance de l'IEOM fixe les taux directeurs de l'Institut au regard des objectifs de la politique monétaire de l'État dans la zone franc Pacifique et en fonction de l'évolution de la conjoncture économique et financière dans la zone. Les taux directeurs de l'IEOM sont à ce jour le taux de réescompte, le taux de facilité de dépôt et le taux de facilité de prêt marginal.

Historique des taux directeurs de l'IEOM

	24/07/2012	28/05/2013	08/07/2013	01/11/2013	14/04/2014	01/07/2014	05/01/2015	01/01/2016	21/06/2016
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	1,00%	1,00%	1,00%	0,75%	0,40%	0,30%	0,30%	0,25%
Taux de réescompte de crédit aux entreprises	0,75%	0,50%	0,50%	0,50%	0,25%	0,15%	0,05%	0,05%	0,00%
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	0,25%	0,15%	0,05%	0,00%	0,00%	0,00%	-0,10%	-0,20%

Source : IEOM

En 2018, l'IEOM a poursuivi sa politique monétaire accommodante en maintenant des **taux directeurs** historiquement bas (taux stables depuis le 21/06/2016) et en prorogeant les **mesures d'assouplissement** de mise en œuvre des instruments monétaires. Ces mesures visent à soutenir la demande, à encourager l'investissement des entreprises et à inciter les établissements de crédit à utiliser les liquidités dont ils disposent pour financer le développement économique des territoires de la zone d'intervention de l'IEOM.

## 1.2 LES TAUX CRÉDITEURS

Aux termes du règlement du CRBF n° 86-13 du 14 mai 1986 modifié, la Banque de France est chargée d'effectuer, les 15 janvier et 15 juillet de chaque année, le calcul du taux du livret A et du livret de développement durable (LDD) selon la formule fixée par ce règlement<sup>1</sup>.

Tous les **placements réglementés** ne sont pas accessibles en Nouvelle-Calédonie. Les Calédoniens peuvent souscrire au **Livret A**, au **Compte d'Épargne Logement** (CEL) et au **Plan d'Épargne-Logement** (PEL). En revanche, ils n'ont pas accès, localement, au Livret d'Épargne Populaire (LEP) et au Livret de Développement Durable (LDD).

Pour la période suivante, le Gouvernement, en concertation avec l'ensemble des parties prenantes (Banque de France, Caisse des dépôts et consignations, représentants du secteur du logement social, associations de consommateurs, représentants du secteur bancaire), a décidé de réformer la **formule de calcul du taux du Livret A** :

- en la simplifiant : à compter du 1er février 2020, le taux du livret A sera désormais fixé comme la moyenne semestrielle du taux d'inflation et des taux interbancaires à court terme (EONIA) ;
- en protégeant le pouvoir d'achat des épargnants : l'évolution du taux demeurera liée à celle du taux d'inflation ; en outre, un plancher sera introduit à compter du 1er février 2020, de sorte que le taux du livret A ne pourra jamais être inférieur à un minimal absolu de 0,5 % ;
- en permettant un ajustement du taux plus précis et plus juste en fonction des conditions économiques : le taux sera désormais arrondi au dixième de point le plus proche, au lieu de l'arrondi au quart de point pratiqué précédemment.

<sup>1</sup> Ce calcul peut ne pas être appliqué lorsque la Banque de France estime que des circonstances exceptionnelles justifient une dérogation à l'application des taux calculés, notamment si le nouveau taux ne permet pas de préserver globalement le pouvoir d'achat des épargnants. Le Gouverneur de la Banque de France soumet alors la proposition de taux au ministre de l'Économie qui préside le Comité de la réglementation bancaire et financière.



Enfin, le Gouvernement va demander aux banques d'accentuer la promotion du Livret d'épargne populaire, de manière à ce que toutes les personnes éligibles, qui représentent près de 40 % de la population, puissent en disposer.

### 1.3 LES TAUX DÉBITEURS

Les conditions de crédit en Nouvelle-Calédonie sont en partie liées à celles de la France métropolitaine, où les établissements locaux se refinancent majoritairement et placent leurs excédents de trésorerie, la totale liberté des transferts avec la métropole contribuant à faciliter ces mouvements. Depuis 1973, une délibération de l'Assemblée Territoriale de Nouvelle-Calédonie a cependant institué une taxe sur les opérations financières (TOF), dont le taux est stable depuis 1990, à 6 % du montant brut des intérêts, arrérages ou autres produits.

Rémunération des placements à taux réglementés (taux d'intérêt nominal annuel)

	depuis le 01/02/2015	depuis le 01/08/2015	depuis le 01/02/2016	depuis le 01/08/2016	depuis le 01/02/2017	depuis le 01/08/2017	depuis le 01/02/2018	depuis le 01/08/2018	depuis le 01/02/2019
Livret A	1,00 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %
Compte d'épargne-logement (CEL) *	0,75 %	0,50 %	0,50 %	0,50 %	0,50 %	0,50 %	0,50 %	0,50 %	0,50 %
Plan d'épargne-logement (PEL) *	2,00 %	2,00 %	1,50 %	1,00 %	1,00 %	1,00 %	1,00 %	1,00 %	1,00 %
Livret d'épargne populaire (LEP)**	1,50 %	1,25 %	1,25 %	1,25 %	1,25 %	1,25 %	1,25 %	1,25 %	1,25 %
Livret de développement durable (LDD)**	1,00 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %

\* hors prime de l'État

\*\*non accessible en Nouvelle-Calédonie

Source : Banque de France

#### MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE SUR LE COUT DU CRÉDIT

La méthodologie de l'enquête sur le cout du crédit aux entreprises a évolué en 2017. Elle continue de prendre en compte l'intégralité des crédits nouveaux accordés au cours de chaque trimestre aux entreprises. En revanche, les séries présentées sont désormais scindées en 2 catégories distinctes : les sociétés non financières et les entrepreneurs individuels. Elles ne sont donc plus comparables avec celles publiées auparavant qui étaient construites autour d'une seule catégorie qui intégrait les SNF et les entrepreneurs individuels.

Concernant les **taux des crédits aux sociétés non financières et aux entrepreneurs individuels**, les « découverts » rassemblent des découverts stricto sensu ainsi que les crédits permanents. La catégorie « escompte » regroupe l'escompte au sens strict, les financements sur loi Dailly, les mobilisations de créances sur l'étranger et les autres créances commerciales. La « trésorerie échancée » correspond à l'ensemble des instruments de trésorerie hors découverts et escompte. La catégorie « Immobilier » regroupe les prêts immobiliers classiques, ainsi que le crédit-bail immobilier. Les « crédits d'équipement » regroupent les crédits à l'équipement aidés ainsi que les autres crédits à l'équipement. Enfin, les « Autres crédits d'investissement », comprennent les autres crédits à la clientèle, les prêts subordonnés, ainsi que le crédit-bail mobilier.

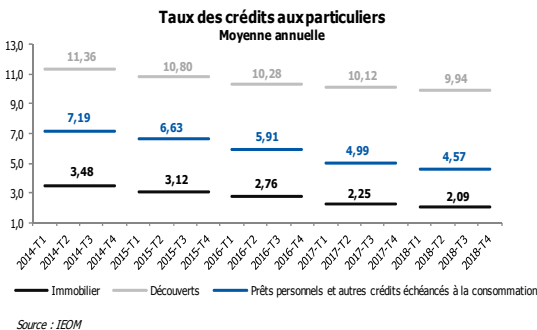
S'agissant des **taux des crédits aux particuliers**, les « crédits à l'habitat » intègrent l'ensemble des crédits à l'habitat des ménages et ce quelle que soit la période de fixation initiale du taux (PFIT). Les « découverts » incluent toutes les utilisations de découvert enregistré au cours d'un mois de référence ainsi que les crédits de trésorerie non échancés (crédits permanents ou revolving). Le montant déclaré est le montant débiteur moyen constaté au cours du mois de référence. Les « prêts personnels » incluent, en plus des prêts personnels, les financements de ventes à tempérament et les prêts sur carte de crédit.

Les taux utilisés sont des taux effectifs au sens étroit (TESE). Ceux-ci sont des taux actuariels annualisés, correspondant à la composante d'intérêt du Taux Effectif Global (TEG) ou, dit autrement, au TEG diminué des charges qui ne sont pas des intérêts au sens comptable du terme. Les taux moyens publiés, de même que la durée moyenne, sont calculés en pondérant les taux collectés par les montants de crédit correspondants.

## Le cout du crédit aux particuliers

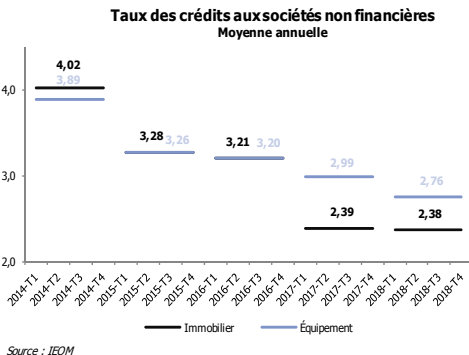
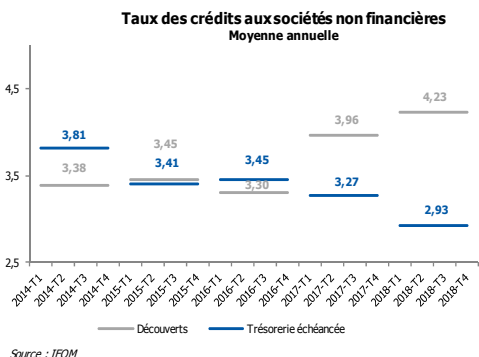
La baisse tendancielle du cout du crédit aux particuliers se poursuit en 2018 et concerne toutes les catégories de crédits. Comparativement à 2017, la détente des taux est particulièrement marquée pour les prêts personnels et autres crédits à la consommation avec un taux d'intérêt moyen annuel qui recule de 42 points de base. La baisse des taux moyens appliqués aux découverts et aux prêts immobiliers est moins prononcée (respectivement -18 et -16 pb).

L'écart entre les taux pratiqués en Métropole et ceux pratiqués en Nouvelle-Calédonie continue globalement de se réduire. Pour les prêts personnels et autres crédits à la consommation, l'écart moyen s'élève à 80 pb (contre 108 pb en 2017). Il est plus faible pour les crédits immobiliers, à 53 pb (contre 65 pb en 2017). En revanche, ce différentiel pour les découverts reste quasiment stable à un niveau important, 399 pb.



## Le cout du crédit aux sociétés non financières

En 2018, à l'exception du taux moyen annuel appliqué aux découverts qui est en progression pour la deuxième année consécutive (+27 pb en 2018 après +65 pb en 2017), les taux pratiqués pour les sociétés non financières sont dans l'ensemble plus favorable qu'un an auparavant. Les taux moyens annuels des crédits de trésorerie et des crédits à l'équipement sont en recul (respectivement -34 et -23 pb par rapport à 2017) quand celui des crédits immobiliers reste stable, à un niveau historiquement bas.

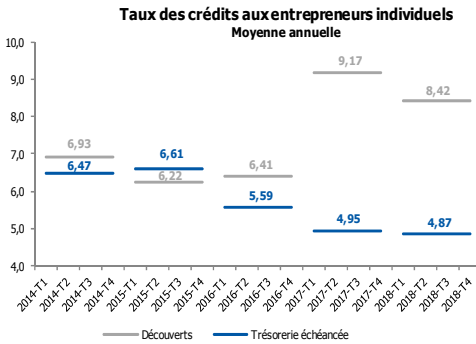


Les taux pratiqués en Nouvelle-Calédonie sont historiquement supérieurs à ceux pratiqués en France métropolitaine. En 2018, l'écart se réduit pour les crédits d'équipement (+137 pb contre +158 pb en 2017) et les crédits de trésorerie (+123 pb contre 165 pb en 2017). En revanche, il s'accroît pour les découverts (+160 pb contre +125 pb en 2017) et pour les crédits immobiliers (+76 pb contre +70 pb en 2017). Une partie des écarts constatés s'expliquent cependant par des différences dans la composition du parc d'entreprises ainsi que par des couts de structure plus élevés des banques locales.

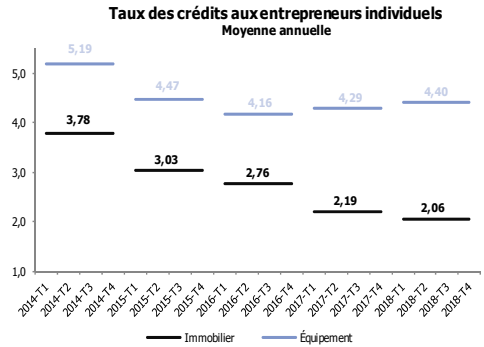
# Le cout du crédit aux entreprises individuelles

En 2018, les taux moyens appliqués aux entreprises individuelles suivent des évolutions contrastées. En évolution sur un an, le cout moyen de la trésorerie échéancée poursuit sa baisse (-8 pb après -64 pb en 2017). Après la forte croissance enregistrée un an auparavant (+276 pb), les taux d'intérêt appliqués aux découverts affichent également une baisse (- 76 points de base).

Les taux appliqués aux crédits à long terme, crédits d'équipements et crédits immobiliers, continuent de suivre des tendances opposées. Les taux moyens pratiqués pour les crédits d'équipements progressent de 11 points de base, tandis que ceux pratiqués pour les crédits immobiliers reculent de 13 points de base et atteignent un nouveau point bas (2,06 %).



Source : IEOM



Source : IEOM

## 1.4 LES TAUX DE L'USURE

La législation française relative **aux seuils de l'usure** repose sur les articles L. 314-6 à L.314-9 du code de la consommation, qui a fait l'objet d'une recodification en 2016, et les articles L. 313-5 à L. 313-5-2 du code monétaire et financier.

Est ainsi considéré comme usuraire « tout prêt conventionnel consenti à un taux effectif global (TEG) qui excède, au moment où il est consenti, de plus du tiers, le taux effectif moyen pratiqué au cours du trimestre précédent par les établissements de crédit pour des opérations de même nature comportant des risques analogues telles que définies par l'autorité administrative après avis du Comité consultatif du secteur financier ». Ce taux est déterminé par la Banque de France et s'applique uniformément sur le territoire métropolitain et les départements d'outre-mer ainsi que dans les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin et Saint Barthélemy.

Les articles précités sont applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna depuis juillet 2017. En outre, les dispositions relatives au crédit à la consommation et au crédit immobilier sont devenues compétence locale en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française. Les dispositions nationales ont été recopiées telles qu'elles à l'instant du transfert. Il revient ensuite aux collectivités de faire évoluer lesdits textes.

Le financement de la consommation des ménages constitue un enjeu important pour l'économie française. La loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 a réaffirmé l'importance de la transparence de l'information comme élément de régulation des rapports entre consommateurs et entreprises, et a confirmé l'utilité du comité de suivi de la réforme de l'usure, créé par la loi n° 2010-737 du 1<sup>er</sup> juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation.

La loi n° 2010-737 du 1<sup>er</sup> juillet 2010 (dite « loi Lagarde ») a, en effet, défini un cadre structurant pour le crédit à la consommation visant à promouvoir une distribution plus responsable du crédit. Elle a notamment organisé la transition vers un nouveau système de calcul des seuils de l'usure et créé, dans son article 1, un comité chargé de suivre et d'analyser, au regard du mode de fixation des taux de l'usure, le niveau et l'évolution des taux d'intérêt des prêts aux particuliers.

La loi n° 2014-344 du 17 mars 2014 (dite « loi Hamon ») s'inscrit dans la perspective du développement d'une consommation responsable et crée de nouveaux outils de régulation économique pour mieux équilibrer le marché du crédit entre consommateurs et entreprises. Elle lutte également contre le surendettement en renforçant l'encadrement de la production du crédit à la consommation.

Par ailleurs, la loi poursuit les efforts engagés pour promouvoir un endettement soutenable en suspendant les crédits renouvelables au bout d'un an sans utilisation et en obligeant les organismes prêteurs à proposer le choix entre un crédit renouvelable et un crédit amortissable pour tout achat supérieur au seuil réglementaire de 1 000 euros. Dans le même esprit, la loi prohibe les hypothèques rechargeables<sup>1</sup>.

#### Évolution des seuils d'usure

Catégories de crédit		1T17	2T17	3T17	4T17	1T18	2T18	3T18	4T18	1T19
Particuliers	<b>Prêts immobiliers</b>									
	- Prêts à taux fixe	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<i>prêts durée inférieure à 10 ans</i>	3,40%	3,29%	3,12%	3,05%	3,09%	3,00%	2,93%	2,83%	2,79%
	<i>prêts d'une durée comprise entre 10 ans et moins de 20 ans</i>	3,35%	3,15%	3,09%	3,07%	3,11%	3,03%	2,95%	2,85%	2,83%
	<i>prêts d'une durée de 20 ans et plus</i>	3,37%	3,20%	3,25%	3,35%	3,36%	3,28%	3,19%	3,08%	3,01%
	- Prêts à taux variable	2,83%	2,75%	2,83%	2,89%	2,83%	2,69%	2,59%	2,45%	2,43%
	- Prêts relais	3,43%	3,25%	3,33%	3,40%	3,35%	3,23%	3,28%	3,25%	3,24%
	<b>Crédits à la consommation</b>									
	* d'un montant compris inférieur à 3 000 €	19,96%	20,27%	20,60%	20,75%	20,88%	21,07%	21,12%	21,21%	21,20%
	* d'un montant compris entre 3 000 € et 6 000 €	13,25%	13,33%	13,12%	12,99%	12,87%	12,99%	12,69%	12,59%	12,49%
	* d'un montant supérieur à 6 000 €	6,65%	6,59%	6,40%	6,08%	5,85%	5,89%	5,99%	5,89%	5,96%
Personnes morales	<b>Personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle</b>									
	- Prêts consentis en vue d'achat ou de ventes à tempérament	6,32%	6,07%	5,81%	5,56%	5,31%	5,05%	4,80%	4,55%	4,31%
	- Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,47%	2,43%	2,23%	2,12%	2,12%	2,04%	2,03%	1,96%	1,81%
	- Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	2,65%	2,55%	2,45%	2,39%	2,36%	2,29%	2,27%	2,27%	2,24%
	- Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,40%	2,35%	2,21%	2,20%	2,13%	2,04%	2,05%	1,96%	1,79%
	- Découverts (**)	13,29%	13,55%	13,69%	13,81%	14,04%	13,85%	13,77%	13,96%	13,93%

<sup>1</sup> Source : Rapport annuel 2013 du Comité de suivi de la réforme de l'usure, Banque de France.

## 2. Les tarifs bancaires aux particuliers

---

La loi de régulation bancaire et financière d'octobre 2010 (art.81) a confié à l'IEOM et à l'IEDOM (ainsi que, par ailleurs, au CCSF pour la métropole) la mission de mettre en place et gérer un **Observatoire des tarifs bancaires** dans sa zone d'intervention. Son statut est codifié à l'article L. 712-5-1 du Code monétaire et financier : « Il est créé au sein de l'Institut d'émission d'outre-mer un Observatoire des tarifs bancaires (...) [L'Observatoire] publie périodiquement des relevés sur l'évolution des tarifs et les différences constatées entre les établissements. Il établit chaque année un rapport d'activité remis au ministre chargé de l'Économie, qui est transmis au Parlement ».

Dans le cadre de cette mission, l'Observatoire relève chaque semestre, au 1<sup>er</sup> avril et au 1<sup>er</sup> octobre, 17 services bancaires pour l'ensemble des établissements bancaires installés dans les COM du Pacifique, parmi lesquels figurent les tarifs « standards » (voir tableau ci-après). Ces tarifs « standards » s'attachent à accroître la lisibilité et la comparabilité des prix en adoptant une dénomination commune pour les principaux frais et services bancaires. Outre la mise en parallèle des tarifs des différentes banques, l'Observatoire présente pour chacune des trois géographies incluses dans sa zone d'intervention des **tarifs moyens pondérés** (par le nombre de comptes ordinaires particuliers détenus par l'établissement considéré), ainsi qu'un tarif moyen pour l'ensemble de la zone (pondération par le poids de chaque place bancaire). Le suivi des tarifs bancaires est réalisé sur la base de données publiques, telles qu'elles sont transcrites dans les **plaquettes tarifaires** des banques. Ces données sont validées par chaque établissement de crédit. Afin de permettre des comparaisons avec la Métropole, les publications de l'Observatoire de l'IEOM incluent, depuis octobre 2011, les moyennes des tarifs métropolitains issues de l'Observatoire des tarifs bancaires du Comité consultatif du secteur financier (CCSF).

Par ailleurs, dans le cadre de la loi bancaire de juillet 2013, le Gouvernement avait remis au Parlement un rapport sur les tarifs bancaires outre-mer. Le **rapport « Constans »**, publié en juillet 2014, dressait un état des lieux, en Métropole et en Outre-mer, des tarifs correspondant aux services bancaires les plus utilisés, et présentait un certain nombre de propositions visant à la **convergence des tarifs outre-mer et en Métropole**. Consécutivement à cette publication, le CCSF a adopté le 30 septembre 2014 un « avis sur un dispositif visant à favoriser une convergence des tarifs bancaires outre-mer avec les tarifs métropolitains ». Cet avis reprend à son compte les observations du rapport Constans : concernant les COM, il notait que « les tarifs moyens [étaient] très supérieurs à ceux de la métropole » et posait un objectif de convergence des tarifs bancaires, afin de « faire en sorte qu'en trois ans, les écarts moyens de tarifs entre chaque COM et la France entière soient réduits d'au moins 50 % ».

Suite à cet avis, des **accords-cadres triennaux** ont été signés le 8 décembre 2014 en Polynésie française et le **15 décembre 2014 en Nouvelle-Calédonie**. Dans cette logique également, la Loi de programmation n°2017-256 du 28 février 2017 relative à l'égalité réelle outre-mer et portant d'autres dispositions en matière sociale et économique, dite **Loi Égalité réelle**, prévoit pour la Nouvelle-Calédonie (article 68) de rapprocher progressivement les prix des services bancaires mentionnés à l'article L. 743-2-1 de ceux constatés dans l'hexagone par l'Observatoire des tarifs bancaires et publiés par le CCSF et ce, dans un délai maximum de trois ans. À la même échéance, pour les services bancaires de base mentionnés à l'article L. 312-1, les établissements de crédit ne pourront appliquer des tarifs supérieurs à ceux que les établissements ou les caisses régionales du groupe auxquels ils appartiennent pratiquent dans l'hexagone.

En Nouvelle-Calédonie, un premier **accord de suivi annuel** a été signé le 2 février 2016. Pour 2017, Le Haut-commissaire a décidé de **fixer par arrêté, en janvier, la valeur maximale de certains tarifs**. Cet arrêté prévoyait également **une baisse de 25 %** pour les frais de tenue de compte, les frais d'abonnement Internet et les frais de mise en place d'une autorisation de prélèvement dès avril 2017. L'arrêté impose également **la gratuité pour 11 tarifs bancaires** et le maintien du **gel d'autres tarifs**. Un **nouvel accord de modération des tarifs bancaires** a été signé le 22 août 2018 en Nouvelle-Calédonie. Cet accord prend effet à sa date de signature pour une application au 1<sup>er</sup> avril 2019, jusqu'au 31 mars 2020.

Enfin, afin d'effectuer un bilan des évolutions tarifaires ayant eu lieu dans les DCOM sur la période 2014-2018 et de proposer de nouvelles orientations pour les années à venir, le ministre de l'Économie et des Finances et la ministre des Outre-mer ont confié à la présidente du CCSF, Corinne Dromer, le soin d'élaborer un nouveau rapport<sup>1</sup>. Ce rapport, publié en février 2019, fait ressortir notamment que « s'agissant des territoires du Pacifique, la convergence en cours doit être poursuivie et peut-être réalisée, notamment sur les services en ligne ».

Tarifs bancaires moyens par géographie au 1<sup>er</sup> octobre 2018

en F CFP	Nouvelle-Calédonie	Polynésie Française	Wallis-et-Futuna	Moyenne COM	Moyenne métropole (1)
<b>TARIFS DE L'EXTRAIT STANDARD</b>					
Frais de tenue de compte (par an)	2 134	4 097	7 000	3 083	2 295**
Abonnement permettant de gérer ses comptes sur Internet (par mois)	185	240	943	218	17
Produit offrant des alertes sur la situation du compte par SMS (par mois)	NS	170	SO	NS	229
Produit offrant des alertes sur la situation du compte par SMS (par message)	NS	NS	SO	NS	55
<b>Carte bancaire</b>					
Carte de paiement internationale à débit différé	4 736	5 833	5 000	5 243	5 245
Carte de paiement internationale à débit immédiat	4 339	5 292	4 953	4 783	4 988
Carte de paiement à autorisation systématique	3 623	3 474	3 458	3 553	3 779
Retrait dans un DAB d'un autre établissement dans le territoire avec une carte de paiement internationale ( au 1 <sup>er</sup> retrait payant)*	71	118	0	92	110
<b>Virement SEPA</b>					
Virement occasionnel externe dans le territoire en agence (par virement et au 1 <sup>er</sup> virement)	390	422	453	406	459
Virement occasionnel externe dans le territoire par Internet (par virement et au 1 <sup>er</sup> virement)	0	0	0	0	0
<b>Prélèvement</b>					
Mise en place d'une autorisation de prélèvement	717	0	1 189	399	25
Frais par prélèvement (autre qu'un établissement financier)	0	0	0	0	0
<b>Divers</b>					
Commission d'intervention (par opération)	1 059	1 000	991	1 031	920
Assurance perte ou vol des moyens de paiement	2 831	3 025	2 566	2 918	2 956
<b>TARIFS RÉGLEMENTÉS</b>					
Frais de rejet de chèque < 5 967 F CFP (le tarif maximum imposé par la loi est de 3 580 F CFP)***	3 599	3 578	3 579	3 589	
Frais de rejet de chèque > 5 967 F CFP (le tarif maximum imposé par la loi est de 5 967 F CFP)***	5 809	5 964	5 967	5 882	
Frais de rejet de prélèvement (le tarif maximum imposé par la loi est de 2 387 F CFP)***	2 037	2 386	2 251	2 200	

SO : Sans objet (service non proposé)  
 NS : Non significatif (nombre d'observations insuffisant)  
 (1) Tarifs moyens relevés au 5 janvier 2018  
 \* Depuis l'observatoire d'octobre 2015, c'est le tarif du 1<sup>er</sup> retrait payant (et non celui du 1<sup>er</sup> retrait) qui est suivi, conformément à l'extrait standard.  
 \*\* Le montant de 2 295 F CFP (soit 19,23 €) est celui de la moyenne métropole des frais de tenue de comptes actifs y compris cas de gratuité.  
 \*\*\* Les montants intègrent d'éventuelles commissions d'intervention.

<sup>1</sup> Disponible sur le site du CCSF : [Rapport final 2018 sur la tarification des services bancaires dans les départements et collectivités d'outre-mer](#).

## 3. Le bilan agrégé des banques locales et l'analyse des risques

### 3.1 LA STRUCTURE DU BILAN AGRÉGÉ

#### Une activité orientée principalement vers l'intermédiation

L'analyse de la structure bilancielle fait ressortir la prédominance des opérations d'intermédiation : 81 % de l'actif correspond à des crédits à la clientèle, et 68 % du passif est constitué des dépôts de la clientèle. Le refinancement interbancaire représente 21 % du bilan.

##### Bilan agrégé des banques

Millions de F CFP	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
Opérations de trésorerie	147 454	151 186	184 917	159 382	146 935	-7,8%
Opérations avec la clientèle	663 631	683 573	709 721	734 801	763 318	3,9%
Autres opérations	27 795	30 608	34 548	33 889	34 820	2,7%
<b>Total Actif</b>	<b>838 881</b>	<b>865 367</b>	<b>929 187</b>	<b>928 072</b>	<b>945 074</b>	<b>1,8%</b>
Opérations de trésorerie	157 958	148 156	196 310	183 376	199 686	8,9%
Opérations avec la clientèle	588 396	620 934	632 516	644 382	642 343	-0,3%
Autres opérations	92 526	96 278	100 360	100 314	103 045	2,7%
<b>Total Passif</b>	<b>838 881</b>	<b>865 367</b>	<b>929 187</b>	<b>928 072</b>	<b>945 074</b>	<b>1,8%</b>

Source : IEOM

Au 31 décembre 2018, le total du bilan agrégé des 4 banques locales progresse légèrement (+1,8 % après -0,1 % en 2017) pour atteindre 945 milliards de F CFP, la hausse des opérations avec la clientèle étant plus importante que la baisse des opérations de trésorerie. Le bilan agrégé des 4 banques locales représente un peu moins de 100 % du PIB, signe de la bancarisation et de la financiarisation de l'économie.

Après un redressement ponctuel en 2015, le solde négatif des opérations avec la clientèle s'accroît sensiblement pour la troisième année consécutive, atteignant 121 milliards de F CFP, soit 31 milliards supplémentaires en un an (-58 milliards par rapport à 2015). Ce creusement du déficit s'explique, par la progression des crédits (+3,9 %) tandis que les dépôts se stabilisent. Tout comme l'année précédente, le solde des opérations de trésorerie a plus que doublé, atteignant 53 milliards de F CFP, après 24 milliards de F CFP un an auparavant. Le solde des autres opérations, issu principalement de l'excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées, progresse (+2,7 %, après +0,9 % en 2017).

##### Solde par type d'opérations

Millions de F CFP	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
<b>Opérations de trésorerie</b>	<b>10 504</b>	<b>-3 030</b>	<b>11 393</b>	<b>23 994</b>	<b>52 751</b>	<b>119,8%</b>
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>-75 235</b>	<b>-62 640</b>	<b>-77 205</b>	<b>-90 419</b>	<b>-120 976</b>	<b>33,8%</b>
dont Entreprises	-73 537	-66 481	-65 260	-64 833	-63 140	-2,6%
dont Ménages	-77 992	-79 203	-93 751	-111 192	-143 646	29,2%
dont Collectivités locales	87 697	92 052	94 021	99 008	98 121	-0,9%
dont Autres agents et CCB non ventilés	-11 404	-9 007	-12 215	-13 402	-12 310	-8,1%
<b>Autres opérations</b>	<b>64 731</b>	<b>65 670</b>	<b>65 812</b>	<b>66 425</b>	<b>68 225</b>	<b>2,7%</b>

Source : IEOM

### 3.2 L'ÉQUILIBRE EMPLOIS RESSOURCES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT LOCAUX

Fin 2018, les emplois des quatre banques FBF de Nouvelle-Calédonie s'établissent à 802 milliards de F CFP, enregistrant une légère hausse rapport à l'année précédente (+0,6 %). Les ressources des banques locales sont affectées en quasi-totalité à leur activité de crédit (97 %), le solde étant déposé auprès de l'IEOM.

## Équilibre emplois - ressources

Millions de F CFP						Struct.	Variation
	2014	2015	2016	2017	2018	Déc.2018	2018/2017
<b>Emplois</b>	<b>724 995</b>	<b>731 244</b>	<b>784 021</b>	<b>797 962</b>	<b>802 389</b>		<b>0,6%</b>
Excédent des op. diverses	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	674 062	695 410	722 709	748 268	777 504	96,9%	3,9%
Réserves obligatoires et libres	50 933	35 833	61 312	49 694	24 885	3,1%	-49,9%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0		
<b>Ressources</b>	<b>724 995</b>	<b>731 243</b>	<b>784 023</b>	<b>797 962</b>	<b>802 389</b>		<b>0,6%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	551 011	572 813	591 761	602 925	586 707	73,1%	-2,7%
Ressources propres - Val. immo.	65 037	69 598	75 543	76 492	81 604	10,2%	6,7%
Excédent des op. diverses	17 625	18 315	3 411	7 858	5 065	0,6%	-35,6%
Réescompte	16 481	15 991	9 452	9 725	9 903	1,2%	1,8%
Position extérieure nette	74 843	54 527	103 855	100 962	119 110	14,8%	18,0%

Source : IEOM

Les ressources des banques de la place émanent essentiellement des dépôts collectés (73 % des ressources). Ceux-ci, minorés des encaisses, représentent 587 milliards de F CFP à fin décembre 2018 en repli de 2,7 % sur l'année. Les banques locales se financent également sur ressources propres (10,2 % du total des ressources), pour un montant de 81,6 milliards de F CFP à fin 2018 (+6,7 % sur un an). Avec un encours à nouveau inférieur à 10 milliards de F CFP, le refinancement de l'IEOM par le réescompte ne représente qu'une faible part des ressources des établissements de crédit locaux (1,2 %).

L'équilibre **emplois-ressources** nécessite de recourir à des refinancements en provenance de l'extérieur de la zone d'émission (via notamment les maisons mères). La position extérieure nette des banques locales, après avoir doublé en 2016, évolue depuis à un niveau supérieur à 100 milliards de F CFP. Après un repli en 2017, elle progresse sensiblement en 2018 (+18,0 %) sous l'effet principalement de la baisse des dépôts collectés (-2,7 %).

## 3.3 L'ÉVOLUTION DES RISQUES DE CONTREPARTIE

### Un taux de créances douteuses brutes peu élevé

Millions de F CFP	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
<b>Créances douteuses brutes</b>	<b>18 713</b>	<b>20 781</b>	<b>21 510</b>	<b>22 864</b>	<b>24 613</b>	<b>7,6%</b>
Créances douteuses nettes	8 282	8 945	8 522	9 397	10 427	11,0%
dont entreprises	5 099	5 113	4 533	5 212	6 662	27,8%
dont ménages	3 180	3 829	3 940	3 982	3 545	-11,0%
dont autres agents	4	3	49	203	220	8,5%
Provisions	10 430	11 837	12 988	13 467	14 186	5,3%
<b>Taux de provisionnement</b>	<b>55,74%</b>	<b>56,96%</b>	<b>60,38%</b>	<b>58,90%</b>	<b>57,64%</b>	<b>-1,26 pt</b>
<b>Taux de douteux bruts</b>	<b>2,78%</b>	<b>2,99%</b>	<b>2,98%</b>	<b>3,06%</b>	<b>3,17%</b>	<b>0,11 pt</b>

Source : IEOM

En 2018, les **créances douteuses** brutes des banques de la place<sup>1</sup> progressent (+1,7 milliard F CFP après 1,3 milliard F CFP en 2017). Cette progression plus rapide des douteux que celle de l'encours brut total entraîne une légère hausse du **taux de créances douteuses brutes** des banques qui s'établit à 3,17 % en 2018, soit un niveau contenu.

Cette dégradation est essentiellement imputable **aux entreprises** dont les créances douteuses augmentent de 1,4 milliard de F CFP, en raison du classement en douteux, de certains gros investissements. En revanche celles des ménages se contractent (-11,0 %).

Les **provisions** progresse également (+5,3 % après +3,7 % en 2017) mais moins rapidement que les créances douteuses, entraînant une baisse du taux de provisionnement des créances douteuses brutes. Il s'établit ainsi à 57,6 % en 2018 (-1,3 point sur un an).

<sup>1</sup> Ces chiffres diffèrent de ceux p184 qui concerne l'ensemble des établissements, y compris hors FBF.



## Décomposition des créances douteuses nettes par agent économique

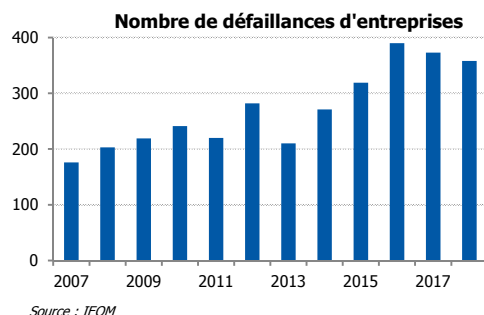
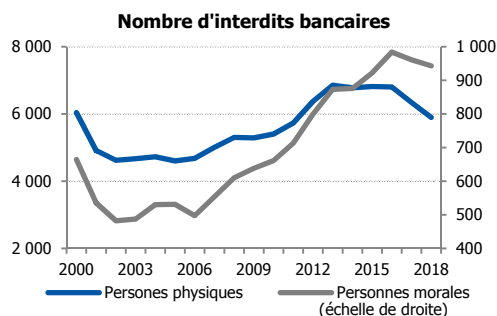
	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
<b>Doux nets</b>	<b>18 713</b>	<b>20 781</b>	<b>21 510</b>	<b>22 864</b>	<b>24 613</b>	<b>7,6%</b>
dont entreprises	61,6%	57,2%	53,2%	55,5%	63,9%	8,4 pts
dont ménages	38,4%	42,8%	46,2%	42,4%	34,0%	-8,4 pts
dont autres agents	0,0%	0,0%	0,6%	2,2%	2,1%	-0,05 pt
<b>Poids de ces clientèles au sein des concours sains totaux consentis à la clientèle</b>						
dont entreprises	46,6%	46,6%	45,0%	44,0%	43,1%	-0,9 pt
dont ménages	49,2%	49,4%	50,6%	51,7%	53,5%	1,7 pt
dont autres agents	4,2%	4,0%	4,3%	4,3%	3,5%	-0,8 pt

Source : IEOM

Proportionnellement, le taux de douteux est plus élevé pour les entreprises que pour les ménages. En effet, les entreprises représentent 43,1 % du total des encours sains portés par les banques FBF, mais concentrent près des deux tiers des créances douteuses nettes, alors que les ménages représentent 53,5 % des encours sains et seulement un tiers des créances douteuses. Depuis 2017, la hausse des créances douteuses se concentre sur la clientèle des entreprises, ce qui traduit vraisemblablement la plus forte sensibilité de cette clientèle au ralentissement économique.

## Les indicateurs de vulnérabilité

Les principaux indicateurs de vulnérabilité des ménages s'améliorent en 2018, au regard de la baisse du nombre de **personnes physiques interdites bancaires** (-7,0 %) et du nombre de dossiers déposés à la Commission de surendettement (-5 dossiers). Le nombre de personnes morales interdites bancaires diminue également de 1,9 %. Le nombre de **défaillances** d'entreprise enregistré par l'IEOM enregistre également un net recul sur l'année 2018 (-4,0 %). Les défaillances d'entreprises sont en baisse depuis trois années consécutives après avoir connu un pic de 390 défaillances en 2016.



### Indicateurs de vulnérabilité des ménages et des entreprises

	2010	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
<b>Interdits bancaires</b>						
Personnes morales	661	922	984	961	943	-1,9%
Persones physiques	5399	6816	6802	6341	5898	-7,0%
<b>Surendettement</b>						
Nb annuel de dossiers déposés	86	92	109	94	89	-5,3%
<b>Défaillances</b>						
Nb défaillances d'entreprise	241	319	390	373	358	-4,0%

Source : IEOM

## 4. Les performances financières des banques locales<sup>1</sup>

### DÉFINITIONS DES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

**Coefficient net d'exploitation** : (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB

**Cout du risque** : dotations aux provisions (créances douteuses, dépréciation et risques et charges) + reprises sur provisions (créances douteuses, dépréciation et risques et charges) – pertes sur créances irrécupérables + intérêts sur créances douteuses

**ECZE (établissement de crédit de la zone d'émission)** : établissement bancaire disposant d'un guichet domiciliataire d'opération enregistré auprès de la Banque de France dans l'une des COM de la zone XPF.

**ECHZE (établissement de crédit hors de la zone d'émission)** : établissement bancaire intervenant dans l'une des COM de la zone XPF depuis l'Hexagone sans aucune implantation locale, ou ayant une représentation locale, mais qui pour des questions d'organisation n'identifie pas chacune de leurs implantations par l'attribution d'un guichet domiciliataire d'opération enregistré auprès de la Banque de France.

**Intérêts nets** : intérêts perçus des crédits et des placements interbancaires – intérêts versés à la clientèle et aux prêteurs interbancaires + produits nets sur opérations de crédit-bail et assimilé (hors intérêts sur créances douteuses)

**Marge globale d'intermédiation** : produits nets d'intermédiation / les encours intermédiés

**Marge nette** : résultat net / PNB

**Marge sur les opérations avec la clientèle** : rendement moyen des emplois clientèle - cout moyen des ressources clientèle.

**Produit net bancaire (PNB)** : intérêts nets + commissions nettes + divers nets

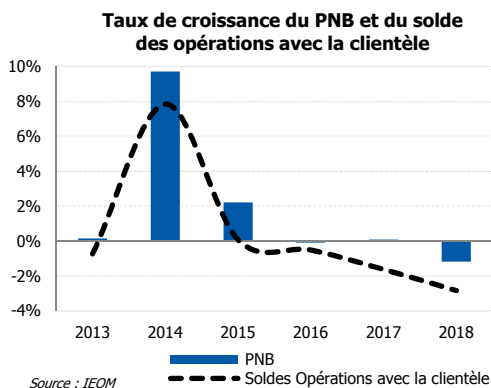
**Rendement moyen** : produits générés par un encours / encours moyen

**Résultat brut d'exploitation** : PNB – frais généraux – dotations aux amortissements – dotations nettes aux provisions sur immobilisations

**Résultat net** : produits de l'exercice – charges de l'exercice

Depuis une année 2014 exceptionnelle, l'activité bancaire se stabilise progressivement. La production de crédit est restée globalement soutenue, mais les contrastes selon le type de crédit et le segment de clientèle bénéficiaire se renforcent. Les conditions d'exercice se tendent pour les banques, comme en témoigne le repli progressif de la marge d'intermédiation. Conjugué aux limitations touchant différents postes de commissions (*cf.* tarifs bancaires) et à la poursuite de la baisse des intérêts perçus dans un contexte de taux bas, le PNB agrégé des banques FBF de la place, stable depuis 2016, marque le pas en 2018.

Si l'augmentation des frais généraux reste contenue, le cout du risque, se retourne à la hausse entrainant la contraction du résultat net consolidé de la place, après une amélioration en 2017.



<sup>1</sup> Les résultats des banques FBF ont été établis sur la base des états périodiques au 31 décembre avant arrêté et approbation des comptes annuels par leurs organes sociaux. Le compte de résultat détaillé figure en annexe (tableau n°6).

## 4.1 LA FORMATION DU PNB

### Contraction du PNB et du solde des opérations avec la clientèle

#### Segmentation du produit net bancaire par type d'opérations

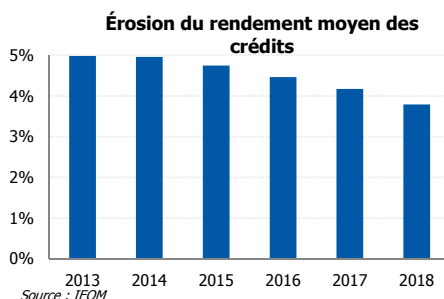
Millions de F CFP	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
<b>Produits</b>						
Opérations de trésorerie	876	778	544	346	516	49,0%
Opérations avec la clientèle	32 310	31 972	31 185	29 984	28 628	-4,5%
<i>Dont intérêts sur créances douteuses</i>	<i>219</i>	<i>230</i>	<i>307</i>	<i>325</i>	<i>325</i>	—
Autres opérations	11 514	12 410	11 715	12 860	12 599	-2,0%
<b>Total des produits</b>	<b>44 700</b>	<b>45 160</b>	<b>43 444</b>	<b>43 190</b>	<b>41 742</b>	<b>-3,4%</b>
<b>Charges</b>						
Opérations de trésorerie	3 669	3 131	2 404	1 977	1 950	-1,4%
Opérations avec la clientèle	6 082	5 724	5 072	4 295	3 667	-14,6%
Autres opérations	3 808	4 415	4 037	4 964	4 650	-6,3%
<b>Total des charges</b>	<b>13 558</b>	<b>13 270</b>	<b>11 513</b>	<b>11 236</b>	<b>10 267</b>	<b>-8,6%</b>
<b>Soldes</b>						
Opérations de trésorerie	-2 792	-2 354	-1 861	-1 631	-1 434	-12,0%
Opérations avec la clientèle*	26 228	26 248	26 113	25 689	24 961	-2,8%
Autres opérations	7 706	7 996	7 679	7 896	7 948	0,7%
<b>Total exploitation bancaire</b>	<b>31 142</b>	<b>31 890</b>	<b>31 931</b>	<b>31 954</b>	<b>31 475</b>	<b>-1,5%</b>
<b>PNB</b>	<b>31 476</b>	<b>32 174</b>	<b>32 147</b>	<b>32 174</b>	<b>31 798</b>	<b>-1,2%</b>

\* hors intérêts sur créances douteuses

Source : IEOM

Après 2 années de stabilité, le PNB est en repli en 2018 (-1,2 % après +0,1 % en 2017). Il s'agit de la plus forte baisse de ces sept dernières années (-2,2 % en 2012 et -0,1 % en 2016). Ce repli s'explique par celui des opérations avec la clientèle qui se renforce en 2018 (-2,8 %), en raison d'une baisse des produits supérieure à celle des charges (respectivement -1,4 milliard contre -0,6 milliard de F CFP).

De manière globale les produits reculent plus sensiblement qu'en 2017, principalement du fait du retournement à la baisse des « Autres opérations » et, dans une moindre mesure, par la baisse plus prononcée des opérations avec la clientèle (69 % des produits d'exploitation bancaire). Celle dernière est imputable à la poursuite de l'érosion du **rendement moyen<sup>1</sup> des crédits** qui s'accroît en 2018 (-0,4 point, après -0,3 point en 2017).



Les charges d'exploitation bancaires continuent de se réduire. En 2018, leur diminution est amplifiée par le retournement à la baisse de la catégorie « Autres opérations » (-6,3 %), tandis que les opérations de trésoreries et avec la clientèle se replient plus modérément. Ces baisses sont permises par le recul du **cout de rémunération de la ressource** (-0,1 point) pour la sixième année consécutive.

Principale composante du compte d'exploitation des quatre banques FBF, les **intérêts nets** (solde entre les intérêts perçus par les banques et les intérêts versés) représentent 63 % de leur PNB. Le repli des intérêts nets pour la seconde année consécutive (-1,8 %), notamment des intérêts reçus (-4,1 %) est à relier en partie à l'impact des taux d'intérêt bas et des renégociations de prêts.

<sup>1</sup> Le rendement moyen pour un type de crédit est le rapport des produits ou des charges du crédit rapportés à son encours moyen.

## Le solde des commissions nettes se contracte

### Segmentation du produit net bancaire par nature d'opérations

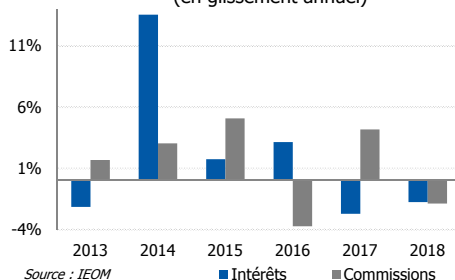
Millions de F CFP	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
<b>Produits</b>						
Intérêts	29 845	29 296	28 530	26 726	25 623	-4,1%
<i>Dont intérêts sur créances douteuses</i>	<i>219</i>	<i>230</i>	<i>307</i>	<i>325</i>	<i>348</i>	<i>7,2%</i>
Commissions	11 853	12 420	12 166	12 692	12 608	-0,7%
Divers	3 003	3 445	2 748	3 771	3 511	-6,9%
<b>Total des produits</b>	<b>44 700</b>	<b>45 160</b>	<b>43 444</b>	<b>43 190</b>	<b>41 742</b>	<b>-3,4%</b>
<b>Charges</b>						
Intérêts	9 790	8 891	7 483	6 250	5 508	-11,9%
Commissions	2 120	2 192	2 321	2 436	2 544	4,4%
Divers	1 649	2 187	1 709	2 550	2 216	-13,1%
<b>Total des charges</b>	<b>13 558</b>	<b>13 270</b>	<b>11 513</b>	<b>11 236</b>	<b>10 267</b>	<b>-8,6%</b>
<b>Soldes</b>						
Intérêts	20 055	20 405	21 047	20 476	20 116	-1,8%
Commissions	9 733	10 228	9 845	10 257	10 064	-1,9%
Divers	1 354	1 257	1 039	1 221	1 295	6,1%
<b>Total exploitation bancaire</b>	<b>31 142</b>	<b>31 890</b>	<b>31 931</b>	<b>31 954</b>	<b>31 475</b>	<b>-1,5%</b>
<b>PNB</b>	<b>31 476</b>	<b>32 174</b>	<b>32 147</b>	<b>32 174</b>	<b>31 798</b>	<b>-1,2%</b>
<i>dont intérêts*</i>	<i>63,7%</i>	<i>63,4%</i>	<i>65,5%</i>	<i>63,6%</i>	<i>63,3%</i>	<i>-0,4 pt</i>
<i>dont commissions</i>	<i>30,9%</i>	<i>31,8%</i>	<i>30,6%</i>	<i>31,9%</i>	<i>31,7%</i>	<i>-0,2 pt</i>

\* hors intérêts sur créances douteuses

Source : IEOM

En 2018, dans un contexte de poursuite des négociations tarifaires, les **commissions** reçues sont en baisse (-1,9 %), ce qui, cumulé avec le repli des intérêts nets (-1,8 %), explique la contraction du résultat d'exploitation bancaire donc du PNB. Pour mémoire, en 2016, les commissions s'étaient déjà contractées (baisse des commissions d'interventions en année pleine et impact des nouvelles baisses tarifaires consenties) mais la baisse était plus que compensée par la croissance des intérêts nets, alors qu'à l'inverse en 2017, la reprise de la croissance des commissions (résultat des efforts commerciaux déployés par les établissements : recherche de nouveaux clients et amélioration de leur taux d'équipement ; diversification des produits et services proposés...) avait permis de compenser partiellement le recul des intérêts nets enregistré sur l'année. Les commissions génèrent 31,6 % du PNB des banques en 2018 (contre 30,9 % en 2014).

**Soldes intérêts et commissions**  
(en glissement annuel)



### Formation du produit net bancaire

Millions de F CFP	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
<b>Intérêts nets</b>	<b>20 055</b>	<b>20 405</b>	<b>21 047</b>	<b>20 476</b>	<b>20 116</b>	<b>-1,8%</b>
dont opérations interbancaires	-2 715	-2 279	-1 764	-1 558	-1 359	-12,7%
dont opérations avec la clientèle	22 879	22 725	22 741	21 993	21 380	-2,8%
<b>Commissions nettes</b>	<b>9 733</b>	<b>10 228</b>	<b>9 845</b>	<b>10 257</b>	<b>10 064</b>	<b>-1,9%</b>
dont Commissions avec la clientèle	3 350	3 523	3 372	3 696	3 581	-3,1%
dont Commissions hors bilan	752	876	868	841	808	-3,9%
dont Commissions d'opérations de services financiers	5 648	5 852	5 653	5 724	5 694	-0,5%
<b>Produits divers</b>	<b>1 354</b>	<b>1 257</b>	<b>1 039</b>	<b>1 221</b>	<b>1 295</b>	<b>6,1%</b>
<b>Total exploitation bancaire</b>	<b>31 142</b>	<b>31 890</b>	<b>31 931</b>	<b>31 954</b>	<b>31 475</b>	<b>-1,5%</b>
<b>Produit net bancaire</b>	<b>31 476</b>	<b>32 174</b>	<b>32 147</b>	<b>32 174</b>	<b>31 798</b>	<b>-1,2%</b>

Source : IEOM

Dans un contexte de faiblesse des taux d'intérêt, le cout en intérêt des opérations interbancaires continue de baisser pour la cinquième année consécutive (-12,7 %), moins cependant en valeur que les intérêts nets liés aux opérations avec la clientèle (-2,8 %). Les commissions nettes, qui avaient reculé en 2016 du fait du plafonnement des commissions d'intervention, s'étaient redressées en 2017 (+4,2 %) mais marquent de nouveau le pas en 2018 (-1,9 %), notamment les commissions nettes avec la clientèle (-3,1 %).

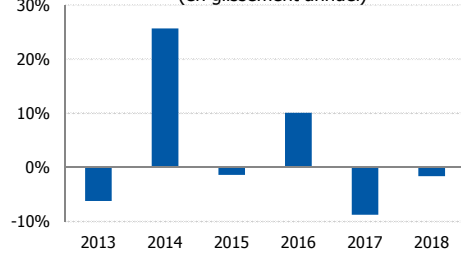
Depuis 2015, la **marge globale d'intermédiation** bancaire (différence entre le rendement moyen des prêts et le cout moyen des fonds empruntés) s'érode progressivement. En 2018, elle recule de 0,07 point de pourcentage, (après -0,10 point en 2017). La marge sur les opérations avec la clientèle se contracte également pour la quatrième année consécutive (-0,29 point), le repli du cout moyen des ressources à la clientèle (-0,11 point) ne permettant pas, comme les années précédentes, de compenser la baisse du rendement moyen des crédits à la clientèle (-0,38 point). Enfin, le niveau historiquement faible des taux sur le marché interbancaire permet une stabilisation du cout moyen des emprunts interbancaires (-0,01 point, après -0,44 point en 2017).

#### Couts et rendements

En %	2014	2015	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
<b>Opérations avec la clientèle</b>						
Cout moyen des ressources	1,07%	0,95%	0,82%	0,69%	0,58%	-0,11 pt
Rendement moyen des crédits	4,96%	4,75%	4,47%	4,17%	3,80%	-0,38 pt
Marge sur les op. avec la clientèle	3,74%	3,69%	3,57%	3,44%	3,15%	-0,29 pt
<b>Opérations interbancaires</b>						
Cout moyen des emprunts	2,34%	2,06%	1,47%	1,03%	1,01%	-0,01 pt
Rendement moyen des prêts	0,62%	0,50%	0,34%	0,20%	0,35%	0,15 pt
<b>Marge globale d'intermédiation</b>	<b>2,59%</b>	<b>2,51%</b>	<b>2,46%</b>	<b>2,36%</b>	<b>2,29%</b>	<b>-0,07 pt</b>

Source : IEOM

**Evolution de la marge nette sur intérêts**  
(en glissement annuel)

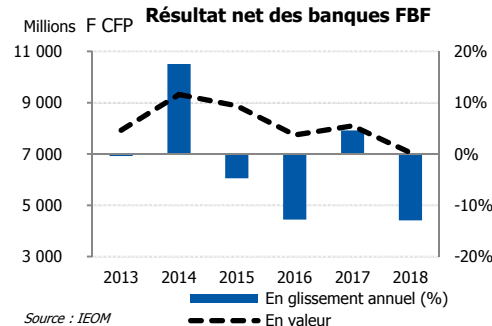


Source : IEOM

## 4.2 LES SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION

Le **résultat d'exploitation** s'obtient à partir du PNB en déduisant les charges générales de fonctionnement<sup>1</sup> et le cout du risque<sup>2</sup>. Il représente donc la marge dégagée sur l'ensemble des activités bancaires, après prise en compte des frais de structure et de l'effort net de provisionnement (dotations moins les reprises) au titre des risques encourus.

Après avoir rebondi en 2017 (+7,2 %), il marque nettement le pas en 2018 (-9,9 %)



Source : IEOM

<sup>1</sup> Les charges générales de fonctionnement comprennent les frais généraux (frais de personnel, impôts et taxes et services extérieurs), les dotations nettes aux amortissements, les dotations nettes aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles, la quote-part des frais de siège social, la quote-part des opérations non bancaires faites en commun desquels sont déduits les charges refacturées.

<sup>2</sup> Le cout du risque désigne l'effort net de provisionnement (dotations moins les reprises) fait au titre des risques de crédit, des risques-pays et des risques divers.

entraînant avec lui le **résultat net** après impôts qui s'établit à 7,0 milliards de F CFP (-12,9 %). Si la baisse du PNB et la hausse des frais de personnel (cf. tableau 6- Annexes 1) expliquent pour partie la relative contreperformance du résultat d'exploitation, l'essentiel du mouvement est dû au retournement à la hausse du **cout du risque** (+62,0 %), après sa forte baisse en 2017 (-54,2 %). En effet, les dotations aux provisions sur créances douteuses et les pertes sur créances irrécupérables rebondissent techniquement, respectivement de +60,9 % et de +87,8 %.

<b>Cout du risque</b> Millions de F CFP	2014	2015	2016	2017	2018	<b>Variation</b> <b>2018 / 2017</b>
Dot. nettes aux prov. sur créances douteuses	503	1 506	1 584	816	1 312	60,9%
Autres dot. nettes aux prov. pour dépréciation	-411	-137	-382	-362	-623	71,9%
Dot. nettes aux provisions pour risques et charges	249	-171	804	228	15	-93,6%
Pertes sur créances irrécupérables	853	343	962	860	1 616	87,8%
Intérêts sur créances douteuses (-)	219	230	307	325	348	7,2%
<b>Cout du risque</b>	<b>975</b>	<b>1 310</b>	<b>2 661</b>	<b>1 217</b>	<b>1 972</b>	<b>62,0%</b>

Source : IEOM

### 4.3 LES INDICATEURS DE RENTABILITÉ ET DE PRODUCTIVITÉ

En 2018, tous les indicateurs de rentabilité sont orientés négativement. La contraction du résultat net, tandis que le bilan et les fonds propres augmentent, entraine une détérioration des coefficients de rendement et de rentabilité (respectivement de -0,2 point et -1,9 point). Le recul moins important du PNB que celui du résultat net engendre une diminution du taux de marge nette qui passe de 25,2 % à 22,2 %, soit un niveau historiquement faible.

La progression des frais de fonctionnement, alors que le PNB se replie, entraine une dégradation du coefficient net d'exploitation moyen (+1,4 point) pour la quatrième année consécutive, atteignant 53,8 %. Il reste cependant à un niveau favorable en comparaison notamment de celui de Polynésie française (>70 %) et de la France entière.

<b>Ratios de rentabilité</b>						<b>Variation</b> <b>2018 / 2017</b>
En %	2014	2015	2016	2017	2018	
Coefficient net d'exploitation (1)	49,1%	50,1%	50,8%	52,4%	53,8%	1,4 pt
Coefficient de rendement (2)	1,1%	1,0%	0,8%	0,9%	0,7%	-0,2 pt
Coefficient de rentabilité (3)	14,1%	12,7%	10,4%	10,7%	8,8%	-1,9 pt
Taux de marge nette (4)	29,6%	27,6%	24,1%	25,2%	22,2%	-3,0 pts

(1) Frais de fonctionnement / Produit net bancaire

(2) Résultat net / Total du bilan

Source : IEOM

(3) Résultat net / fonds propres

(4) Résultat net / PNB

L'évolution des **indicateurs de productivité** est contrastée en 2018. Si les ratios d'encours de crédit par agent et des dépôts par agent demeurent bien orientés, le rapport PNB/effectifs, s'affiche en léger recul (-0,4 %), en lien avec la baisse du PNB, et le ratio des frais de fonctionnement par employé se dégrade (+2,2 %). Cette dernière évolution, alors que les effectifs se réduisent (-0,7 %), s'explique principalement pas la progression tendancielle des services extérieurs et par l'augmentation des besoins des banques dans les domaines de la réglementation bancaire et de la lutte anti-blanchiment, mais également du fait de la progression des volumes de crédits traités.

<b>Ratios de productivité</b>						<b>Variation</b> <b>2018 / 2017</b>
En millions de F CFP	2014	2015	2016	2017	2018	
Produit net bancaire / Effectifs	27,1	27,2	26,8	26,4	26,3	-0,4%
Frais généraux (1) / Effectifs	13,0	13,3	13,3	13,4	13,7	2,2%
Concours à la clientèle / Effectifs	570,9	577,3	591,3	602,1	630,2	4,7%
Dépôts à la clientèle / Effectifs	506,2	524,4	527,0	528,0	530,3	0,4%

(1) Frais de personnel, impôts et taxes et services extérieurs

Source : IEOM

## Section 4

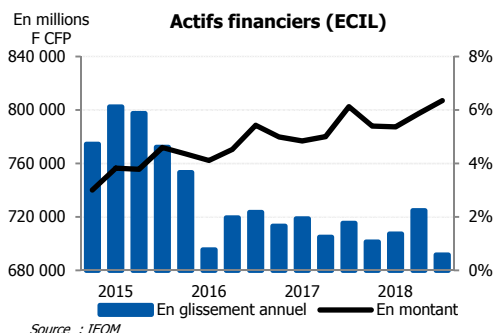
# L'évolution de la situation monétaire

## 1. Les avoirs financiers des agents économiques

### 1.1 L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS

La croissance des **actifs financiers** détenus par l'ensemble des agents économiques calédoniens, principalement constitués de dépôts locaux (75 %), ralentit pour la troisième année consécutive (+0,6 %, après +1,8 % en 2017). Les actifs atteignent 807 milliards de F CFP à fin décembre 2018.

Ce ralentissement est dû principalement à la baisse des actifs des **entreprises** (-3,6 %) qui progressaient encore légèrement fin 2017 (+0,4 %), et dans une moindre mesure par la stabilisation des dépôts des **ménages** (+0,1 % après +1,6 % en 2017). Cette dernière évolution concernant les ménages s'explique par les baisses de leurs placements en livrets ordinaires et sur des comptes à termes (4,3 %), mais également par le ralentissement de la croissance de leurs dépôts à vue (+1,1 % après +4,1 % en 2017).



### 1.2 LES DÉPÔTS À VUE

Les **dépôts à vue** détenus par les agents économiques ralentissent sensiblement (+0,8 %, après +7,9 % à fin 2017) atteignant 348 milliards de F CFP. Ce ralentissement est dû principalement à un « effet de base », les dépôts à vue des entreprises (¾ du total des actifs des entreprises) ayant fortement progressé en fin d'année 2017 (-1,4 % en 2018 après +9,7 % en 2017).

En parallèle, la progression des dépôts à vue aux ménages ralentit (+1,1 % après +4,1 % en 2017) alors que celle des autres agents continue sur un rythme soutenu (+10,7 %).

### 1.3 LES PLACEMENTS LIQUIDES OU À COURT TERME

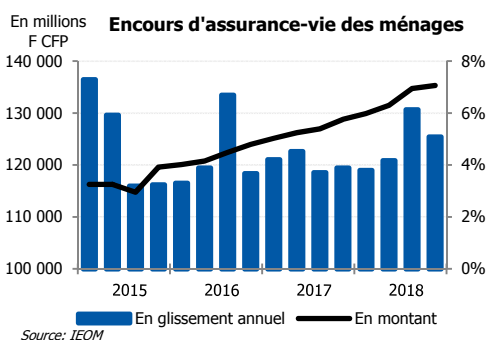
Les **placements liquides ou à court terme** regroupent l'ensemble des avoirs financiers immédiatement disponibles, sans risque de perte de capital. Ils sont composés à 62 % de placements indexés sur les taux de marché. Leur encours se contracte une nouvelle fois à 313 milliards de F CFP, (-1,1 %, après -4,6 % en 2017) du fait de la poursuite du repli des dépôts à terme (-9,0 %, après -7,1 % un an auparavant) et dans une moindre mesure des livrets ordinaires (-2,8 %). Cette orientation masque toutefois des situations différentes selon la catégorie du déposant : l'encours de ce type de placement progresse pour les « autres agents » (+8,3 %) mais est en repli pour les ménages (-4,3 %) et les entreprises (-9,9 %).

### 1.4 L'ÉPARGNE À LONG TERME

L'épargne financière dite « longue » est détenue à 98 % par les ménages. Elle leur permet de valoriser l'épargne destinée à répondre à des besoins de financement éloignés dans le temps (préparation de la retraite, acquisition d'un logement ou transmission d'un patrimoine),

contrairement à l'épargne liquide, qui reste disponible pour répondre à des besoins plus immédiats. Ce type d'épargne regroupe des placements financiers qui impliquent une durée de détention longue, en raison soit de la réglementation fiscale applicable à ces produits (assurance vie, plans d'épargne...), soit des risques de perte liés à l'évolution des marchés (l'horizon long de placement vise à limiter le risque de perte en intérêt, voire en capital). À l'exception des plans d'épargne logement, les produits d'épargne à long terme sont gérés à l'extérieur du territoire, les établissements locaux servant d'intermédiaires pour la collecte.

Les placements à long terme continuent de progresser de 3,8 % (après +2,9 % en 2017). Leur encours atteint 147 milliards de F CFP. **L'assurance-vie**<sup>1</sup> constitue le premier support de collecte des placements à long terme, (92 % des actifs de longs termes). Depuis 2015, leur part dans le total des actifs et dans l'épargne collectée par les banques mais gérée en dehors de la zone d'émission<sup>2</sup> évolue peu, représentant respectivement 17 % et 66 % à fin 2018. Toutefois, leur part dans l'épargne des ménages progresse légèrement en fin de période, passant de 30 % à fin 2017 à 32 % à fin 2018, ce qui correspond à une accélération de la collecte d'assurance-vie auprès des ménages sur la période (+5,1 %, après +3,9 % en 2017, soit +6,5 milliards F CFP), portant l'encours total à 135 milliards de F CFP.



## 2. Les crédits à la clientèle

### 2.1 VUE D'ENSEMBLE

#### Progression rapide de l'activité de crédit mais qui ralentit en fin de période

Sur la période 2008-2018, l'activité bancaire et financière est soutenue, en raison des besoins élevés de financement de l'économie, et se traduit par une croissance annuelle des encours sains octroyés aux agents économiques calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit (qu'ils soient ou non installés dans la zone d'émission) de 5,3 % en moyenne, soit à un rythme nettement plus élevé que celui de l'évolution du PIB. Depuis une année 2014 exceptionnelle, la production de crédit est restée globalement soutenue, bien qu'elle ralentisse. Mais les contrastes selon le type de crédit et le segment de clientèle bénéficiaire se renforcent.

Avec 67 % de parts de marché, les établissements de crédit locaux se positionnent comme les principaux bailleurs de fonds de l'économie calédonienne. Si leur part de marché atteint 83 % pour la clientèle des ménages, et 70 % pour les entreprises, elle est de seulement 9 % des crédits aux collectivités locales qui se refinancent essentiellement auprès de la CDC et de l'AFD qui ne sont pas comptabilisés dans les établissements installés localement en Nouvelle-Calédonie.

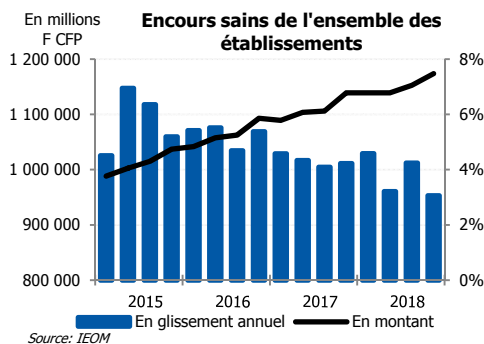
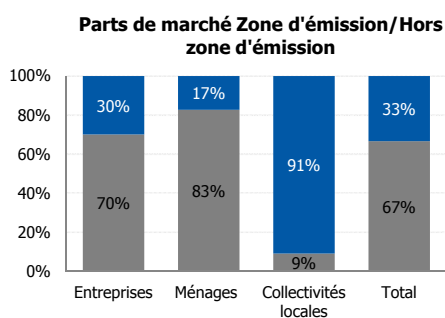
<sup>1</sup> Les encours d'assurance-vie collectés et gérés directement par les sociétés assurances et les conseillers en investissement financier (CIF) de la place ne font pas l'objet de déclarations auprès de l'IEOM. De ce fait, l'encours présenté ici n'est pas exhaustif. Il convient de noter que les primes afférentes à ces contrats d'assurance bénéficient d'un avantage fiscal dans la limite de 275 000 F CFP par an (cf. Code des impôts de la Nouvelle-Calédonie, Livre I, Partie I, Titre II, Chapitre 2, Section 2, A, Article 128).

<sup>2</sup> Parallèlement aux dépôts conservés sur des supports locaux, le système bancaire calédonien collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables dans le cadre de son activité de financement, et gérés hors de la zone d'émission. Ces avoirs, qui représentent 25 % des actifs, progressent à un rythme plus soutenu (+10,9 % après +1,6 % un an auparavant), portés par les titres de créances négociables et des contrats d'assurance-vie.



Les concours octroyés localement se répartissent à 44 % en faveur des entreprises et à 53 % en faveur des ménages, le financement des collectivités locales et des « autres agents » restant marginal (2 % du total).

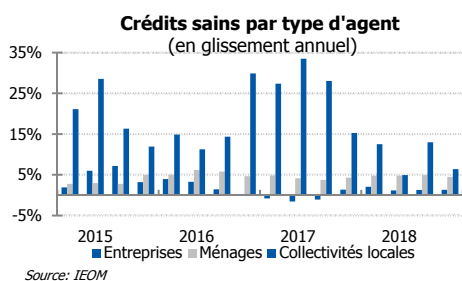
À fin décembre 2018, l'**encours sain total** des crédits octroyés aux agents économiques calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit atteint 1 174 milliards de F CFP, en hausse de 3,1 % en glissement annuel. Il ralentit pour la deuxième année consécutive (+4,2 % à fin décembre 2017). C'est la croissance la plus faible de ces 4 dernières années, dans un contexte marqué par les incertitudes liées à la tenue du Référendum et à la mise en place de la TGC. Cette croissance est portée pour 80,6 % par les établissements de la **zone d'émission**, principalement par les crédits à l'habitat et à la construction des ménages et des entreprises (respectivement +8,2 % et +4,2 %), tandis que la hausse des encours des établissements situés **hors de la zone d'émission**<sup>1</sup> (19,4 %) est tirée principalement par les crédits d'équipement des collectivités locales (+8,4 %).



## 2.2 L'ENDETEMENT DES AGENTS ÉCONOMIQUES CALÉDONIENS

### La croissance des crédits aux entreprises se maintient

L'encours sain des crédits aux entreprises s'établit à 386 milliards de F CFP, soit 41 % de l'encours sain tous types d'agents confondus. Il augmente au même rythme qu'en 2017 (+1,3 %) sous l'effet de la progression des **crédits à la construction** (+4,3 %) et dans une moindre mesure des **crédits d'exploitation** (+3,4 %), tandis que les **crédits d'investissement** qui représentent 48 % des crédits aux entreprises se contractent (-2,5 %).



### Les crédits à l'habitat continuent de tirer les crédits aux ménages

L'encours sain des crédits aux ménages atteint 501 milliards de F CFP, soit 43 % de l'encours sain tous types d'agents confondus. Il progresse à un rythme légèrement plus soutenu en 2018 (+4,5 %) du fait du dynamisme des **crédits à l'habitat** et d'un regain de croissance des **crédits à la consommation**.

<sup>1</sup> Les établissements hors zone interviennent surtout dans le financement des collectivités locales et des bailleurs sociaux. Ils financent aussi l'habitat des ménages, par l'intermédiaire de crédits de la Casden, distribués par la BCI et la SGCB.

La demande de crédit immobilier des ménages est restée soutenue en 2018 (malgré un léger ralentissement en fin d'année). Ce crédit est dynamique depuis 2015 sous la triple impulsion d'une concurrence importante entre les établissements de la place, de taux attractifs (proches des taux métropolitains) et d'avantages fiscaux<sup>1</sup>. À fin 2018, l'encours de crédits immobiliers qui représentent 84 % des crédits accordés aux ménages calédoniens progresse de +4,9 % après +5,1 % un an auparavant. Pour des montants bien moins importants (15 % des crédits aux ménages), le crédit à la consommation, très stable depuis de nombreuses années, semble montrer une tendance à la hausse en 2018 (+3,1 % après +0,9 % fin 2017).

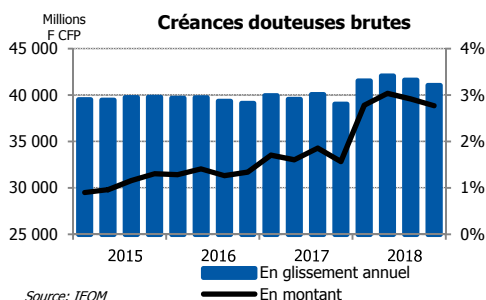
## La croissance des crédits aux collectivités locales ralentit fortement

L'encours sain des crédits aux collectivités locales atteint 169 milliards de F CFP, soit 14 % de l'encours sain total. Après avoir enregistré une croissance particulièrement élevée en 2017 (+15,3 %), il ralentit sensiblement en 2018 (+6,4 %) mais conserve un rythme de progression soutenu, tirée par la croissance des crédits d'investissement (+6,7 %).

## La sinistralité reste contenue

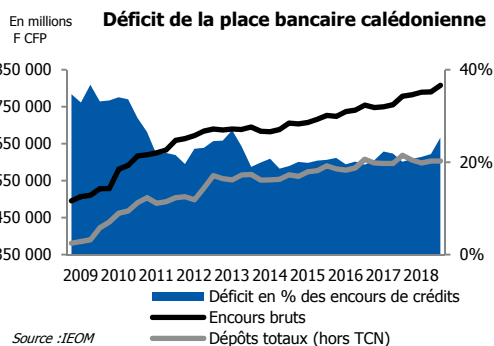
Les crédits à la clientèle peuvent être classés en deux catégories : d'une part les créances saines, d'autre part les créances jugées douteuses, c'est-à-dire celles pour lesquelles il existe un risque de perte financière liée au non-remboursement.

La qualité du portefeuille de l'ensemble des établissements de crédit se dégrade, avec une hausse de l'encours des **créances douteuses brutes** (+18,3 % sur un an), qui s'explique par le classement en douteux, de certains gros investissements. Cette progression, plus rapide que celle de l'encours brut total (+3,5 %), induit une hausse du taux de créances douteuses, qui s'établit à 3,2 % fin décembre 2018 (contre 2,8 % fin décembre 2017), soit un taux relativement faible. Le **taux de provisionnement** de ces créances douteuses est de 55,3 % (-1,4 point sur un an).



## Le déficit ressources-emplois de la place continue de se creuser

En 2018, alors que la progression des crédits accélérât, les dépôts suivaient une tendance inverse entraînant un nouveau creusement du déficit ressources-emplois de la place bancaire calédonienne qui passe la barre des 200 milliards de F CFP au terme de l'année (+45 milliards de F CFP sur un an). Il représente à fin 2018, 25 % des crédits de la place (après 20 % un an auparavant). La gestion de ce déficit est plus ou moins handicapante pour les établissements qui n'appartiennent pas à un réseau bancaire national.



<sup>1</sup> La défiscalisation locale du logement intermédiaire dite « RILI 2 » prolongée jusqu'au 31 décembre 2018 a continué d'avoir un effet d'entraînement significatif sur les investissements immobiliers des ménages.

## 3. Le financement des secteurs d'activité (SCR)

### 3.1 LES RISQUES TOTAUX

Au 31 décembre 2018, l'encours total des crédits consentis s'établit à 1 210 milliards de F CFP (+2,4 % sur un an), dont 666 milliards aux entreprises, 419 milliards aux ménages et 126 milliards aux collectivités. Les concours mobilisés, qui représentent 88,0 % de l'encours global enregistrent une hausse de 3,5 % en variation annuelle après +6,4 % en 2017. Les crédits à moyen et long terme continuent de progresser (+3,9 % après +6,7 % en 2017) et les crédits à court terme se replient (-10,6 % après +4,9 % en 2017). En revanche, les crédits mobilisables<sup>1</sup> enregistrent une contraction sur la même période (-5,0 % en variation annuelle après -0,4 % en 2017).

#### Les risques SCR portés par les principaux secteurs d'activité

(% des risques totaux)	Valeur 2018		
	déc.-14	déc.-17	déc.-18 (millions de F CFP)
Activités immobilières	54,3%	53,7%	56,1%
Administration publique	7,9%	10,8%	10,4%
Commerce	7,2%	5,4%	4,9%
Transport & entreposage	2,3%	4,3%	4,8%
Construction	7,4%	6,0%	4,5%
Activités spécialisées	2,8%	3,0%	2,9%
Industrie manufacturière	4,4%	3,1%	2,9%

Source : SCR

Les principaux encours de crédit sont, en 2018, portés par les activités immobilières (56,1 % du total des crédits mobilisés et mobilisables), l'administration publique (10,4 %), le commerce (4,9 %), le transport et entreposage (4,8 %) et la construction (4,5 %). Les plus fortes progressions sur l'année concernent les secteurs de l'immobilier (+191,2 %), des autres activités de services (+27,3 %), de la production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (+19,2 %), des arts, spectacles et activités récréatives (+14,4 %), des activités extraterritoriales (+13,6 %), du transports et entreposage (+13,6 %). A l'inverse, les encours baissent de manière sensible dans les secteurs de la construction (-24,5 %), de l'hébergement et restauration (-12,8 %), et de l'informatique et communication (-11,8 %).

### 3.2 LE CRÉDIT IMMOBILIER

Au 31 décembre 2018, le montant total des crédits destinés au financement de l'activité immobilière s'élève à 679,5 milliards de F CFP. Il progresse globalement de 7,1 % sur un an, porté majoritairement par les ménages. Les crédits consentis aux opérateurs sociaux (Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie, Fonds Social de l'Habitat et sa filiale Fonds Calédonien de l'Habitat, SEM de l'agglomération) continuent eux aussi à progresser (+1,4 % en 2018, contre +4,7 % l'année dernière).

Les crédits à l'habitat en faveur des ménages, qui représentent 62 % de l'encours des crédits immobiliers, affichent une augmentation de 4,3 % (+5,7 % un an auparavant).

<sup>1</sup> Partie non utilisée des crédits confirmés et des crédits documentaires, ainsi que les avals et cautions.

**Les crédits du secteur immobilier**

en millions de F CFP	déc.-14	déc.-17	déc.-18	Structure 2018	Variation 2018/2017
Crédits à la construction des entreprises*	110 497	128 809	155 015	22,8%	20,3%
Crédits à l'habitat des ménages	345 345	401 233	418 522	61,6%	4,3%
Crédits aux opérateurs sociaux	92 429	104 504	105 916	15,6%	1,4%
<b>Ensemble des crédits immobiliers</b>	<b>548 271</b>	<b>634 546</b>	<b>679 453</b>	<b>100,0%</b>	<b>7,1%</b>

*\*hors opérateurs sociaux*

*Source: SCR*

**3.3 LE CRÉDIT AU SECTEUR PUBLIC LOCAL**

Au 31 décembre 2018, l'encours des crédits aux administrations publiques locales<sup>1</sup> s'élève à 126 milliards de F CFP (soit 10,4 % des encours déclarés au SCR), dont l'essentiel à échéance de moyen terme (93,8 %). Le rythme de progression a diminué de 1,3 %, ce qui représente 1,7 milliards de F CFP de moins sur un an, après +19,0 % en 2017. Les engagements du secteur public sont majoritairement portés par des établissements de crédit intervenant depuis la métropole (87 %). Les communes et les provinces, premiers emprunteurs du secteur public local, représentent 60 % du total de l'encours.

**Les crédits du secteur public**

en millions de F CFP	déc.-14	déc.-17	déc.-18	Structure 2018	Variation 2018/2017
Court terme	1 835	5 692	3 977	3,2%	-30,1%
Moyen terme	69 548	117 187	117 758	93,8%	0,5%
Créances douteuses brutes	0	600	208	0,2%	-65,3%
Crédit-bail	18	12	12	0,0%	0,0%
Total des encours	71 401	123 491	121 955	97,2%	-1,2%
Engagements de hors-bilan	8 584	3 687	3 540	2,8%	-4,0%
<b>Total des crédits</b>	<b>79 985</b>	<b>127 178</b>	<b>125 495</b>	<b>100,0%</b>	<b>-1,3%</b>

*Source: SCR*

<sup>1</sup> Nouvelle-Calédonie, provinces, communes ...

## 4. La circulation fiduciaire<sup>1</sup>

### 4.1 LE FIDUCIAIRE : UNE ACTIVITÉ RÉGLEMENTÉE ET ORGANISÉE

Les **billets et les pièces** sont les seules monnaies **officielles légales** et constituent la **monnaie dite fiduciaire**, c'est-à-dire qui repose sur la confiance<sup>2</sup> (fiducia en latin) et non plus sur une valeur métallique<sup>3</sup>. Les autres monnaies, **dites scripturales**, sont des monnaies de banque (chèques, virements, prélèvement, cartes...).

Un billet (ou une pièce) ne devient officiellement de la monnaie que lorsqu'il a été « monétisé », c'est-à-dire mis en circulation par la banque centrale. Celle-ci exerce une activité de « grossiste », en délivrant aux banques des billets neufs ou triés et propres à être remis en circulation. Les banques se chargent alors de satisfaire les besoins en billets et pièces du public. Une partie de ces billets reviendra, plus ou moins rapidement à la banque centrale (IEOM), via les convoyeurs de fonds, pour être triée.

#### PARITÉ ET HISTORIQUE ET DU FRANC PACIFIQUE (F CFP OU XPF)

Le franc pacifique a été créé le 26 décembre 1945, en même temps que le franc des Colonies françaises d'Afrique (franc CFA). Jusqu'en 1949, la parité du franc pacifique est fixée au dollar. Au moment du passage au nouveau franc (1<sup>er</sup> janvier 1960), la division par 100 n'a pas été appliquée au franc CFP, de sorte que 100 francs CFP = 5,5 nouveaux francs. Lors du passage à l'euro<sup>4</sup> (1<sup>er</sup> janvier 1999), une simple conversion a été appliquée à la parité du franc CFP (l'État français garantit la convertibilité 1 000 F CFP = 8,38 euros).

Banque centrale des collectivités françaises du Pacifique, l'IEOM a été créée en 1966 pour exercer le privilège de l'émission monétaire, initialement dévolu à la Banque de l'Indochine<sup>5</sup>. Le code monétaire et financier dispose (article L.712.1) que les signes monétaires libellés en F CFP ont cours légal et pouvoir libératoire en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna.

La mise en circulation des billets IEOM s'est faite en 1968 pour les coupures de 500 F CFP et de 1 000 F CFP, en 1970 pour le 5 000 F CFP et en 1985 pour le billet 10 000 F CFP. Par ailleurs, en 1970, ont été retirés de la circulation les billets de 5, 20, 100, 500 et 1 000 F CFP de la Banque d'Indochine, et, en 1981, celui de 100 F CFP de l'IEOM. Les 4 coupures dites de l'ancienne gamme ont été remplacés à partir du 20 janvier 2014 par une **nouvelle gamme de billets F CFP**. Depuis la fin d'une période de transition, l'échange des anciens billets ne peut se faire qu'aux guichets de l'IEOM et ce, sans limitation de durée. Chaque coupure comporte une face « néo-calédonienne », une face « polynésienne » et des signes représentatifs de Wallis et de Futuna sur chacune de ses faces. Les billets possèdent neuf signes de sécurité, permettant une authentification rapide. Les billets et pièces émis par l'IEOM sont fabriqués par la Banque de France.

<sup>1</sup> La notion de circulation fiduciaire, soit l'émission nette cumulée de billets ou de pièces, utilisée ici, ne doit pas être confondue avec celle de la partie suivante (5. *La masse monétaire et ses contreparties*) qui est minorée des encaisses de monnaie fiduciaire détenue dans les banques. Ainsi le lecteur ne devra pas s'étonner de trouver des chiffres différents.

<sup>2</sup> La sécurité des moyens de paiement est une condition essentielle à la confiance du public dans la monnaie. Il est donc de première importance que les utilisateurs de services de paiement, puissent disposer de moyens de paiement efficaces, fiables et sécurisés. L'IEOM contribue activement à la lutte contre la contrefaçon et organise régulièrement des formations à l'authentification à l'attention des professionnels (personnels de banque, commerçants, police, etc.).

<sup>3</sup> Le billet de banque a d'abord obtenu cours légal, son acceptation comme moyen de paiement devenant obligatoire, puis il reçut le cours forcé qui dispensait la banque émettrice de le rembourser en or. Il a ainsi perdu sa qualité originelle de billet à ordre pour devenir une monnaie qui s'est substituée aux espèces métalliques d'or et d'argent.

<sup>4</sup> Le protocole n°18 sur la France annexé au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) dispose que « la France conserve le privilège d'émettre des monnaies dans ses territoires d'outremer selon les modalités établies par sa législation nationale, et elle sera seule habilitée à déterminer la parité du franc CFP ».

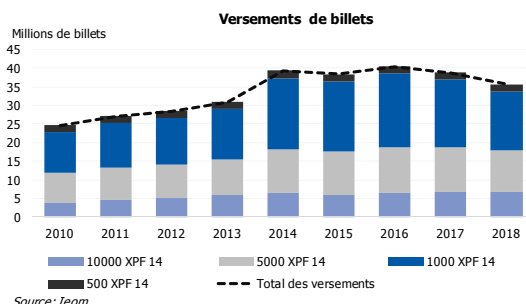
<sup>5</sup> De 1888 à mars 1967, la Banque de l'Indochine assurait la mise en circulation de la monnaie fiduciaire dans les territoires du Pacifique. Les pouvoirs publics décident de lui retirer le privilège d'émission en 1948, du fait de ses activités commerciales jugées incompatibles. Toutefois, ce n'est qu'en avril 1967, avec le début des activités effectives de l'IEOM, que ce retrait est devenu effectif.

Les billets reversés à l'IEOM sont **authentifiés** et leur aptitude à être remis en circulation est vérifiée, au cours d'une opération dite de « **tri** » (pour Toucher, Regarder, Incliner). L'authenticité et un niveau de qualité élevé des billets constituent des conditions sine qua non de la confiance du public et de la lutte contre la contrefaçon<sup>1</sup>. L'opération de tri est constituée de quatre opérations effectuées par une même machine : identification de la dénomination, comptage, authentification et tri qualitatif.

## 4.2 ÉMISSION NETTE DE BILLETS

### Une circulation des billets en ralentissement et un poids modéré

L'**activité fiduciaire** se mesure par des flux de versements et de prélèvements au guichet de la banque centrale. En 2018, en Nouvelle-Calédonie 36,3 millions de billets (pour une valeur de 142,3 milliards de F CFP) ont été mis à disposition du public depuis le guichet de l'IEOM et 35,7 millions ont été réceptionnés (141,1 milliards de F CFP) pour recyclage ou destruction. Entre 2001 et 2018, les volumes traités progressent de plus de 45 % pour une valeur en hausse de 55 %. La tendance de ces flux est au ralentissement (-8,0 % pour les versements et -8,4 pour les prélèvements en 2018), mais dans une moindre mesure qu'en métropole. Le territoire comptabilise 55 % des billets en franc CFP en 2018.



La **circulation fiduciaire** de billets en franc CFP sur le territoire, qui peut se définir simplement comme l'ensemble des billets mis en circulation en Nouvelle-Calédonie, (hors fuite à l'étranger) s'élève à 32,7 milliards F CFP en 2018, pour 8,8 millions de billets, soit une valeur moyenne du billet de 3 711 F CFP. Cette valeur du billet moyen a tendance à baisser (4 210 F CFP en 2010) mais reste relativement stable depuis 2014. Elle est plus élevée qu'en Polynésie française (2 750 F CFP) ou que l'équivalent euro en France métropolitaine (24,7 euros, plus faible que la moyenne de la Zone-Euro à 31,6 euros), et nettement inférieure à celle de la plupart des autres Outre-mer (> 50 euros en Guadeloupe, à La Réunion).

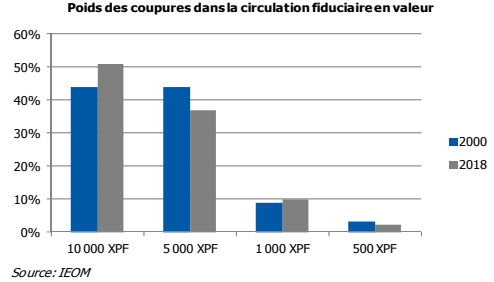
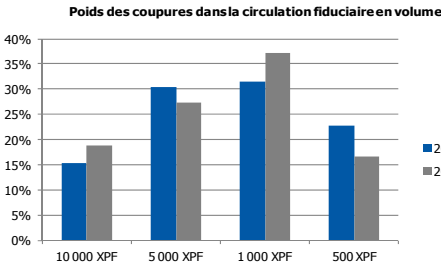
La **circulation fiduciaire par habitant** s'établit ainsi à 116 182 F CFP en 2018. Elle progresse de 4,8 % en moyenne par an depuis 2010, mais affiche un net ralentissement sur les dernières années, et plus globalement par rapport à la décennie précédente (> 10% / an, en moyenne). Cette somme est supérieure à celle de la Polynésie française (79 839 F CFP) mais bien inférieure à celle de la France (1 920 euro) ou encore des autres territoires d'outre-mer, où elle est trois à quatre fois plus élevée<sup>2</sup>. **Rapportée au PIB**, la circulation fiduciaire est également plus faible en Nouvelle-Calédonie (3,2%), comparativement à la Polynésie française (3,8 %), à la France (5%) et de manière encore plus marquée aux départements d'outre-mer (20 % du PIB à La Réunion, 12 % aux Antilles).

Contrairement aux autres territoires d'outre-mer qui sont en zone « euro », la relative faible circulation fiduciaire par habitant pourrait s'expliquer par une faible utilisation du franc pacifique comme réserve de valeur (à des fins de thésaurisation) et comme monnaie d'échange internationale (bien que son cours soit fixé à l'euro).

<sup>1</sup> La contrefaçon et l'imitation des billets et des pièces sont interdites par le Code pénal (étendu à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et à Wallis-et-Futuna par l'article 711-1 du Code pénal). La loi réprime le simple fait de remettre en circulation de billets ou pièces contrefaits ou falsifiés après en avoir découvert les vices (article 442-7 du Code pénal).

<sup>2</sup> Cette importance du fiduciaire dans les DOM serait le résultat des différents éléments : thésaurisation, fuite à l'extérieur, économie informelle, précarité (paiement du RSA) et illettrisme.

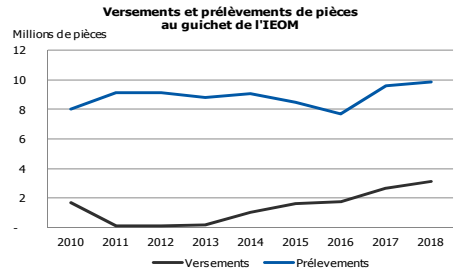
# Le billet de 1 000 F CFP toujours plus utilisé



La décomposition des émissions nettes montre une utilisation importante des coupures de 1 000 F CFP, avec plus de la moitié des émissions nettes en volume ces dernières années (soit environ 20 % de la valeur). Le billet de 5 000 F CFP occupe également une place importante, tant en volume (autour de 25 %) qu'en valeur (autour de 25 %). Ce positionnement des billets de 1 000 F CFP, est cohérent avec le maintien de l'utilisation des espèces pour le paiement des achats de petits montants. En valeur, ils représentent 10 % de la circulation en 2018, contre 37 % pour le 5 000 F CFP et 51 % pour le 10 000 F CFP. La suppression des billets à faible valeur faciale et en particulier du billet de 100 F CFP (en 1981, cf. encadré), a conduit au développement du billet de 500 F CFP en volume et en valeur dans les années 90 : il représente en 2018, 16 % des billets en volume et 2,0 % en valeur.

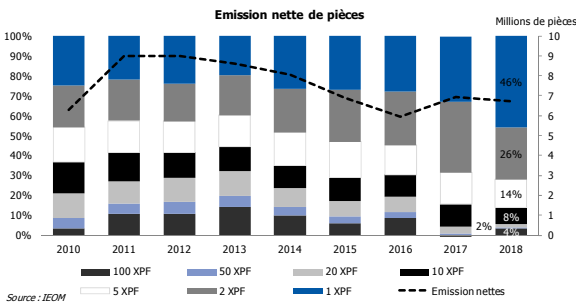
## 4.3 ÉMISSION NETTE DE PIÈCES EN F CFP

Historiquement, les prélèvements de pièces sont nettement supérieurs aux versements en raison notamment du faible retour des petites dénominations. Depuis 2014, les versements de pièces augmentent progressivement à un rythme en moyenne plus élevé (31,1 %) que les prélèvements (2,0 %), sans toutefois réussir à s'en rapprocher.



En 2018, 9,8 millions de pièces en F CFP ont été mises en circulation. Dans le même temps, près de 3,1 millions de pièces ont été retirées, équivalent à une émission nette de

6,7 millions d'unités représentant une valeur de 44 millions de F CFP. Au 31 décembre 2018, l'émission nette cumulée de pièces enregistre en volume une hausse de 3,9 % (177 millions de pièces) et de 2,0 % en valeur (2,3 milliards de F CFP). Les trois plus petites valeurs faciales, connaissent un rebond de leurs versements en 2018. Toutefois, ils restent nettement en deçà des volumes versés dans les autres dénominations. Logiquement, ces trois



plus faibles dénominations représentent toujours les plus gros retraits au guichet et 86 % de l'émission nette de pièces en 2018. En 2018, la valeur moyenne de la « **pièce en circulation** » en Nouvelle-Calédonie baisse légèrement, à 12,8 F CFP à fin décembre 2018 (après 13,0 F CFP fin 2017).

## 5. La masse monétaire et ses contreparties

Le rythme de croissance de la **masse monétaire (M3)** poursuivait une tendance au ralentissement depuis 2016. À fin décembre 2018, elle affiche un recul de 2,2 % en glissement annuel (après +2,3 % en 2017), pour s'établir à 642,5 milliards de F CFP. Cette baisse s'explique principalement par celle des dépôts à terme, et dans une moindre mesure par celle des comptes sur livret (respectivement de -9,0 % et -2,6 %), tandis que les dépôts à vue, qui représentent 54 % de la masse monétaire, progressent plus modestement (+0,8 % après +7,9 % en 2017).

Par ailleurs, la **circulation fiduciaire**<sup>1</sup> (4 % de M3) s'accroît à un rythme proche de l'année précédente (6,1 %). L'agrégat P1 (l'épargne dite « contractuelle », quasi exclusivement constituée de plans d'épargne logement sur le territoire), en ralentissement depuis plusieurs années, se retourne à la baisse en 2018 (-3,8 % après +1,2 % en 2017).

### Les composantes de la masse monétaire

Millions de F CFP	2014	2015	2016	2017	2018	Structure 2018	Variation 2018/2017
Circulation fiduciaire	17 363	20 411	20 843	22 148	23 498	3,7%	6,1%
Billets	15 344	18 308	18 654	19 934	21 240	3,3%	6,6%
Pièces	2 019	2 103	2 189	2 214	2 258	0,4%	2,0%
Dépôts à vue	286 353	312 361	319 592	344 898	347 545	54,1%	0,8%
<b>TOTAL M1</b>	<b>303 717</b>	<b>332 773</b>	<b>340 435</b>	<b>367 046</b>	<b>371 044</b>	<b>57,8%</b>	<b>1,1%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>116 850</b>	<b>119 644</b>	<b>122 072</b>	<b>122 968</b>	<b>119 826</b>	<b>18,7%</b>	<b>-2,6%</b>
Comptes sur livrets	116 325	119 150	121 611	122 517	119 377	18,6%	-2,6%
Comptes épargne logement	525	494	461	451	449	0,1%	-0,3%
<b>TOTAL M2</b>	<b>420 567</b>	<b>452 417</b>	<b>462 507</b>	<b>490 014</b>	<b>490 870</b>	<b>76,4%</b>	<b>0,2%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>178 698</b>	<b>171 949</b>	<b>179 477</b>	<b>166 647</b>	<b>151 620</b>	<b>23,6%</b>	<b>-9,0%</b>
Dépôts à terme	178 698	171 949	179 477	166 647	151 620	23,6%	-9,0%
Titre de créance négociable	0	0	0	0	0	0,0%	
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0,0%	
<b>Total M3</b>	<b>599 264</b>	<b>624 366</b>	<b>641 985</b>	<b>656 660</b>	<b>642 490</b>	<b>100,0%</b>	<b>-2,2%</b>
<b>P1</b>	<b>3 985</b>	<b>4 756</b>	<b>4 856</b>	<b>4 915</b>	<b>4 729</b>		<b>-3,8%</b>
Plans d'épargne logement	3 771	4 517	4 582	4 627	4 441		-4,0%
Autres compte d'épargne à régime spécial	213	240	274	287	287		0,0%
<b>M3+P1</b>	<b>603 249</b>	<b>629 122</b>	<b>646 840</b>	<b>661 575</b>	<b>647 219</b>		<b>-2,2%</b>

Source : IEOM

En 2018, les contreparties de la masse monétaire se caractérisent par une stabilisation des avoirs hors zone d'émission, après une contraction l'année précédente (-12,9 % en 2017). À l'inverse, les concours sur ressources monétaires qui s'étaient retournés sensiblement à la hausse en 2017 (+9,3 %), se replient (-3,2 %) en 2018.

<sup>1</sup> La circulation fiduciaire est la différence entre l'émission nette cumulée (billets et pièces) et l'encaisse dans les banques.



## L'INCLUSION BANCAIRE

L'inclusion bancaire permet aux personnes en situation de fragilité financière d'accéder durablement à des produits et services bancaires adaptés à leurs besoins. Cette démarche participe au processus d'insertion dans la vie économique et sociale. Les pouvoirs publics ont mis en place des outils spécifiques s'adressant aux personnes financièrement fragiles parmi lesquels le droit au compte, l'offre spécifique et le plafonnement des frais bancaires.

Ainsi, tout comme les personnes morales, les particuliers résidant en France s'étant vus refuser l'ouverture d'un compte de dépôt peuvent bénéficier de la procédure dite du « **droit au compte** » qui consiste à demander à la Banque de France ou aux Instituts d'Émission (IEDOM et IEOM) la désignation d'un établissement de crédit qui sera tenu de leur ouvrir un compte bancaire.

Les clients en situation de fragilité financière peuvent également bénéficier de la part de leur banque d'une « **offre spécifique** » prévue par le législateur (article L312-1-3 du code monétaire et financier). Cette offre, réservée aux personnes physiques agissant pour des besoins non professionnels, ne doit pas coûter plus de 3 euros par mois. Elle consiste en un ensemble de produits et services destiné à aider les populations fragiles, à leur permettre de maîtriser leur budget et à limiter les frais en cas d'incident. Récemment, la profession bancaire, incitée par le Gouvernement, s'est engagée à promouvoir davantage l'offre spécifique et à réduire les frais imputés aux clients fragiles, y compris ceux n'ayant pas souhaité souscrire à cette offre. Toutefois, ces engagements ne s'appliquent pas aux collectivités du Pacifique, dans lesquelles ces questions relèvent des négociations relatives aux tarifs bancaires se déroulant sous l'égide des hauts commissaires de la République.

L'inclusion bancaire est également favorisée par la mise en œuvre d'une **stratégie nationale d'éducation financière du public**, qui doit renforcer les connaissances économiques, budgétaires et financières nécessaires à chacun pour gérer compte bancaire, budget, épargne et crédits. Depuis 2016, la Banque de France, et par délégation, l'IEDOM dans l'outre-mer, ont pour mission de décliner la stratégie nationale d'éducation financière auprès du grand public, des enseignants et des travailleurs sociaux, sur l'ensemble du territoire. Le dispositif est également déployé par l'IEOM dans les collectivités du Pacifique.

Le **microcrédit** a aussi pour objet de servir l'insertion, aussi bien économique que sociale, des personnes en situation d'exclusion bancaire n'ayant pas accès au crédit en raison de revenus trop faibles ou d'une situation professionnelle précaire (emplois de l'économie informelle, demandeurs d'emploi, etc.). On peut distinguer le microcrédit professionnel, conçu à la fin des années 1980 comme un appui à l'insertion professionnelle à destination des particuliers souhaitant travailler pour leur propre compte, du microcrédit personnel. Ce dernier concourt à favoriser depuis 2005 l'accès à des moyens de paiements ainsi que l'insertion sociale des personnes les plus vulnérables, notamment par l'emploi (accès ou maintien dans l'emploi). Les acteurs du microcrédit sont nombreux : pouvoirs publics (Union européenne, État, Collectivités territoriales), établissements financiers détenus par l'État (Caisse des Dépôts et Consignations, Bpifrance, Agence Française de Développement), institutions de microfinance (Adie, CreaSol), associations d'utilité publique (France active, Initiative France, BGE, etc.) et banques commerciales de manière indirecte (dans le cadre du soutien aux institutions de microfinance).

La mesure et la promotion de l'inclusion bancaire sont effectuées par l'Observatoire de l'inclusion bancaire (OIB), qui réunit des représentants de l'ensemble des acteurs concernés (organismes publics, associations, banques). Il établit un rapport annuel<sup>1</sup> qui comporte notamment une analyse des indicateurs d'inclusion bancaire et de leur évolution, une évaluation des pratiques des établissements de crédit ainsi que les préconisations éventuelles de l'observatoire afin d'améliorer l'inclusion bancaire.

---

<sup>1</sup> Le rapport est disponible à ce lien : <https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/rapport-annuel-de-observatoire-de-linclusion-bancaire?year=2018>

## 6. Le surendettement

Dans le cadre de ses missions de service public, l'IEOM assure le secrétariat de la commission de surendettement en Nouvelle-Calédonie, qui s'est réunie 11 fois en 2018.

### LE DISPOSITIF DE GESTION DU SURENDETTEMENT

Le dispositif de gestion du surendettement s'applique aux personnes physiques de « bonne foi » dont, selon l'article L331-1 du Code de la Consommation, « la situation se caractérise par l'impossibilité manifeste de faire face à l'ensemble de ses dettes non professionnelles exigibles et à échoir ».

Il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2007 en Nouvelle-Calédonie. La réforme du crédit à la consommation, issue des dispositions de la loi

Lagarde, constitue la dernière évolution majeure du dispositif sur le territoire. Cette loi, qui renforce la protection du consommateur, revêt deux volets principaux :

- Le premier, qui concerne la lutte contre le surendettement, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2010.

- Le second, qui vise à supprimer les abus et les excès du crédit à la consommation, est applicable depuis le 1<sup>er</sup> mai 2011.

### Un niveau de surendettement modéré

Le niveau de surendettement reste modéré en Nouvelle-Calédonie. Avec un total de 89 dossiers en 2018, le nombre de dépôts recule par rapport à 2017 (5 dossiers de moins). La proportion de redépôts repart à la hausse en 2018 pour s'établir à 13 % (11 % en 2017), mais reste très inférieure à celle observée au niveau national (46 %). La majorité des dossiers reçus ont été déclarés recevables (76 %) et résolus à l'amiable.

Une fois le dossier déclaré recevable, seules les dépenses et charges courantes du débiteur doivent être acquittées. Les règlements de dettes sont alors suspendus, et un accord avec les créanciers est recherché. Trois possibilités se présentent :

- 1) **Le débiteur est solvable**, alors le règlement des dettes est possible et conduit à la signature d'un plan conventionnel de redressement permettant l'apurement des dettes ;
- 2) **Le règlement total des dettes est impossible** en l'état ou aucun accord n'est trouvé ; des mesures sont alors imposées ou recommandées par la commission (rééchelonnement, report de dettes, diminution des taux d'intérêt ou suspension d'exigibilité) ;
- 3) **La situation du surendetté est irrémédiablement compromise**, rendant impossible le règlement même partiel des dettes ; la commission oriente alors le dossier vers la procédure de rétablissement personnel (PRP), permettant un effacement des dettes.

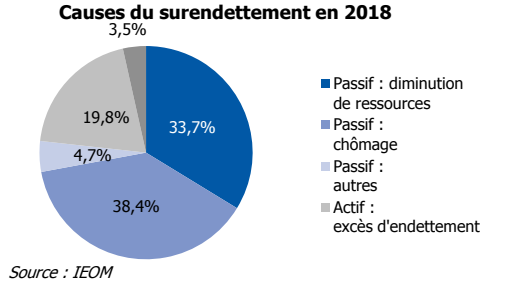
Le relativement faible niveau de surendettement du territoire peut s'expliquer par un faible niveau d'endettement général des ménages, résultat de critères de solvabilité fixés par les établissements de crédit assez encadrés, par l'absence d'offres de crédits de type renouvelable et par certaines spécificités socioculturelles des débiteurs en matière de crédit bancaire et de recours à ce type de dispositif (confidentialité, réputation). Par ailleurs, le dispositif est probablement assez méconnu, notamment hors du Grand Nouméa et son apparente complexité (dossier à compléter) peut décourager certains débiteurs.

### Principales caractéristiques des dossiers de surendettement calédoniens

En 2018, le **montant total** de l'endettement déclaré par les déposants d'un dossier de surendettement est de 490 millions de F CFP (-11,1 % sur un an). Environ 80 % des crédits sont contractés auprès des établissements de crédit et les 20 % restants concernent des entreprises privées du secteur non financier ou des institutions publiques (dettes de loyer, dettes fiscales). La dette moyenne du surendetté calédonien s'élève à environ 1 070 000 F CFP

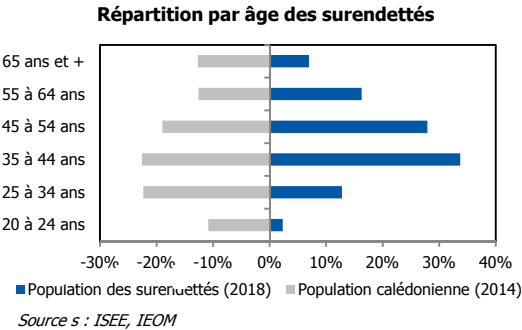
(contre 1 200 000 F CFP en 2017). La part des crédits immobiliers dans la dette globale des surendettés s'élève à 50 %. La part des crédits à la consommation atteint 16 %.

En Nouvelle-Calédonie, dans 8 cas sur 10, le surendettement est consécutif aux **accidents de la vie** (surendettement « passif »). Ainsi, 38 % des dossiers de surendettement résultent d'un licenciement, 34 % d'une diminution des ressources (suite à une séparation, maladie, retraite ou décès d'un conjoint). Le surendettement « actif », lié à la souscription de crédits excédant la capacité de remboursement, ne concerne que 20 % des dossiers calédoniens.

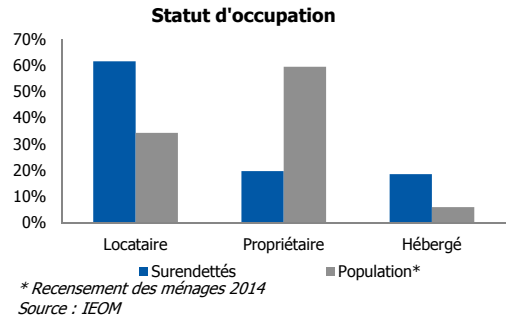


54 % des surendettés sont **salariés**, contre 37 % en métropole. La proportion d'individus n'ayant pas de profession (ou sans emploi) est de 34 %. Or, il s'agit de la catégorie d'individus surendettés déclarant le revenu mensuel le plus faible. 40 % des ressources monétaires totales des surendettés proviennent des revenus sociaux, contre 18 % dans le revenu moyen des ménages. Au total près de la moitié des débiteurs surendettés disposent de ressources mensuelles nettes inférieures au SMG et 12 % n'a aucun revenu.

Le nombre d'individus surendetté est particulièrement important dans la **classe d'âge 35-54 ans** (62 % des dossiers déposés). Une classe qui est surreprésentée en comparaison de son poids dans la pyramide des âges de la population calédonienne. L'âge moyen du surendetté calédonien (46 ans) est cependant presque égal à celui de la population générale ayant plus de 20 ans (44 ans).



62 % des surendettés déclarent vivre en **location** alors que ce chiffre s'élève à 34 % dans la population calédonienne. Néanmoins, cette proportion est inférieure à celle observée en Métropole (75 %). De même, la proportion de la population surendettée hébergée (19 %) est près de trois fois supérieure à celle observée dans la population générale du territoire. À l'inverse, seulement 20 % des surendettés se déclarent propriétaires alors que cette proportion atteint 60 % dans la population calédonienne.



94 % des débiteurs surendettés sont **géographiquement** situés en province Sud (90 % en 2017) alors que cette province regroupe 74 % de la population totale. 4 % sont situés en province Nord et 2 % en province des îles Loyauté.

# Annexes 1 : Statistiques monétaires et financières

**Tableau 1 : Les établissements de crédit locaux**

Dénomination	Capital Social <sup>(1)</sup>	Siège social	Adresse locale	Actionnaire principal ou Organe central	Nb de guichets	Effectifs (ETP)	Total bilan <sup>(2)</sup>
<b>Les banques</b>							
Banque Calédonienne d'Investissement	15 000,0	54, avenue de la Victoire, Nouméa		50 % NC, 49,9 % BRED 0,1 % AFD	30 dont 5 périodiques	392	332 188
Société Générale Calédonienne de Banque	1 068,4	44, rue de l'Alma, Nouméa		69,5 % Genefinance, 20,6 % SG 9,9 % Casden	20 guichets permanents	300	225 420
Banque de Nouvelle-Calédonie	12 097,9	10, avenue du Maréchal Foch		96,9% Caisse d'épargne Ile-de-France	13 guichets permanents	333	287 414
Banque Nationale de Paris Paribas Nouvelle-Calédonie	3 341,3	37, avenue Henri Lafleur Nouméa		100 % filiale de BNP Paribas SA	10 permanents	181	100 051
<b>Les sociétés de financement</b>							
SOCALFI	262, 5	224, rue J.Iéakawé PK6, Centre commercial "La Belle Vie", Nouméa		PROMONTORIA	1 guichet permanent	24	14 191
BPCE Lease Nouméa	262,5	224, rue Jacques Iéakawé PK6 98800 Nouméa, Nouvelle-Calédonie		BPCE lease	1 guichet permanent	4	6 231
Nouméa Crédit	327,5	218, rue A. Ohlen Portes de Fer, Nouméa		66 % groupe Jeandot 33 % SGCB	1 guichet permanent	5	2 810
Crédit Calédonien et Tahitien	250,0	6, rue Jean Charlier PK4, Nouméa		96,6 % SGCB	1 guichet permanent	7	3 342
<b>Les établissements de crédit spécialisés</b>							
Crédit Agricole Mutuel	204,3	1, rue de la Somme, Immeuble "Le Jules Ferry", Nouméa		1 335 sociétaires au 31/12/2018	1 guichet permanent	11	6 490

**Tableau 1 bis : Les établissements de crédit hors zone d'émission**

Dénomination	Siège social
<b>Banques</b>	
Dexia ex Crédit Local de France (CLF)	Paris
Natixis	Paris
<b>Banques mutualistes et coopératives</b>	
CASDEN - Banques populaires	Paris
<b>Sociétés de financement</b>	
Société de gestion des fonds de garantie d'outre-mer (SOGEFOM)	Paris
<b>Etablissements de crédit spécialisés (ECS)</b>	
Agence Française de Développement (AFD)	Paris
<b>Institution financière internationale</b>	
Banque Européenne d'Investissement (BEI)	Luxembourg
<b>Etablissement à statut particulier</b>	
Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)	Paris

**Tableau 1 ter : Les bureaux de représentation**

Dénomination	Siège social	Adresse locale
Australia and New Zealand Banking group limited (ANZ)	Melbourne Australie	111, avenue du Général de Gaulle - Nouméa

(1) en millions de F CFP ;

(2) au 31/12/2016, en millions de F CFP

Source : IEOM

**Tableau 2 : Les actifs financiers**

Millions de F CFP	Variation					
	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18	18/17	17/16
<b>Entreprises</b>	<b>229 444</b>	<b>233 539</b>	<b>234 546</b>	<b>226 115</b>	<b>-3,6%</b>	<b>0,4%</b>
Dépôts à vue	159 346	159 532	175 043	172 524	-1,4%	9,7%
Placements liquides ou à court terme	69 209	73 613	58 765	52 924	-9,9%	-20,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	85	100	111	131	17,8%	11,3%
Placements indexés*	69 124	73 514	58 654	52 794	-10,0%	-20,2%
dont comptes à terme	64 999	69 647	58 119	52 644	-9,4%	-16,6%
dont OPCVM monétaires	1 352	967	535	150	-72,0%	-44,7%
Epargne à long terme	890	394	738	666	-9,8%	87,6%
dont OPCVM non monétaires	857	357	729	658	-9,7%	104,2%
<b>Ménages</b>	<b>406 577</b>	<b>417 943</b>	<b>424 793</b>	<b>425 176</b>	<b>0,1%</b>	<b>1,6%</b>
Dépôts à vue	122 476	129 869	135 205	136 660	1,1%	4,1%
Placements liquides ou à court terme	152 390	152 674	150 719	144 218	-4,3%	-1,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	114 920	116 835	118 157	115 105	-2,6%	1,1%
Livrets ordinaires	92 953	95 307	96 845	94 073	-2,9%	1,6%
Livrets A et bleus	20 988	20 557	20 350	20 089	-1,3%	-1,0%
Livrets jeunes	485	510	512	495	-3,3%	0,3%
Livrets d'épargne populaire						
LDD						
Comptes d'épargne logement	494	461	451	449	-0,3%	-2,3%
Placements indexés*	37 470	35 839	32 562	29 112	-10,6%	-9,1%
dont comptes à terme	36 785	35 473	32 339	28 934	-10,5%	-8,8%
dont bons de caisse						
dont OPCVM monétaires	684	366	223	178	-19,9%	-39,1%
Epargne à long terme	131 712	135 400	138 869	144 298	3,9%	2,6%
Plans d'épargne logement	4 517	4 582	4 627	4 439	-4,1%	1,0%
Autres comptes d'épargne	240	274	287	287	0,0%	4,9%
Portefeuille-titres	3 979	3 875	3 575	2 988	-16,4%	-7,8%
OPCVM non monétaires	3 389	2 702	1 602	1 270	-20,7%	-40,7%
Contrats d'assurance-vie	119 587	123 966	128 778	135 314	5,1%	3,9%
<b>Autres agents</b>	<b>135 869</b>	<b>137 103</b>	<b>143 104</b>	<b>155 731</b>	<b>8,8%</b>	<b>4,4%</b>
Dépôts à vue	30 540	30 190	34 650	38 361	10,7%	14,8%
Placements liquides ou à court terme	103 664	105 393	106 792	115 637	8,3%	1,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	4 636	5 135	4 697	4 587	-2,3%	-8,5%
Placements indexés*	99 027	100 258	102 095	111 050	8,8%	1,8%
dont comptes à terme	70 164	74 358	76 189	70 042	-8,1%	2,5%
dont titres de créance négociable	28 843	25 820	25 833	40 934	58,5%	0,0%
Epargne à long terme	1 665	1 519	1 661	1 733	4,3%	9,4%
<b>TOTAL</b>	<b>771 891</b>	<b>788 584</b>	<b>802 443</b>	<b>807 022</b>	<b>0,6%</b>	<b>1,8%</b>
Dépôts à vue	312 361	319 592	344 898	347 545	0,8%	7,9%
Placements liquides ou à court terme	325 263	331 680	316 276	312 779	-1,1%	-4,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	119 641	122 069	122 965	119 823	-2,6%	0,7%
Placements indexés*	205 621	209 611	193 311	192 956	-0,2%	-7,8%
Epargne à long terme	134 266	137 312	141 269	146 697	3,8%	2,9%

\* sur les taux du marché

Source : IEOM

**Tableau 3 : Les concours accordés par l'ensemble des établissements de crédit**

Millions de F CFP					Variation	
	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18	18/17	17/16
<b>Entreprises</b>						
Crédits d'exploitation	81 002	80 254	78 481	81 139	3,4%	-2,2%
<i>Créances commerciales</i>	3 187	3 054	2 880	2 186	-24,1%	-5,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	48 696	53 526	53 411	57 653	7,9%	-0,2%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	1 353	1 437	1 679	1 749	4,2%	16,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	29 120	23 674	22 190	21 300	-4,0%	-6,3%
<i>Affacturage</i>						
Crédits d'investissement	242 241	239 385	239 585	233 627	-2,5%	0,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	233 677	230 082	230 255	224 429	-2,5%	0,1%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 463	5 152	4 841	4 927	1,8%	-6,0%
<i>Crédit-bail</i>	8 564	9 303	9 330	9 197	-1,4%	0,3%
Crédits à l'habitat	136 938	142 750	154 369	160 955	4,3%	8,1%
Autres crédits	11 573	10 777	11 047	10 231	-7,4%	2,5%
<b>Entreprises encours sain</b>	<b>471 755</b>	<b>473 166</b>	<b>479 551</b>	<b>485 952</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,3%</b>
<i>Créances douteuses nettes des entreprises</i>	9 446	8 223	8 702	12 165	39,8%	5,8%
<b>Ménages</b>						
Crédits à la consommation	73 797	73 262	73 913	76 205	3,1%	0,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	58 923	58 801	60 040	61 764	2,9%	2,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 222	4 061	3 949	4 165	5,5%	-2,8%
<i>Crédit-bail</i>	10 653	10 399	9 924	10 275	3,5%	-4,6%
Crédits à l'habitat	360 771	382 136	401 593	421 278	4,9%	5,1%
Autres crédits	4 747	4 309	4 062	3 619	-10,9%	-5,7%
<b>Ménages encours sain</b>	<b>439 315</b>	<b>459 706</b>	<b>479 569</b>	<b>501 102</b>	<b>4,5%</b>	<b>4,3%</b>
<i>Créances douteuses nettes des ménages</i>	5 095	5 222	5 329	4 994	-6,3%	2,0%
<b>Collectivités locales</b>						
Crédits d'exploitation	2 054	2 480	4 572	4 377	-4,3%	84,4%
<i>Affacturage</i>						
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 089	2 193	3 846	3 639	-5,4%	75,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	965	287	726	738	1,6%	153,0%
Crédits d'investissement	104 028	135 368	154 327	164 662	6,7%	14,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	103 729	134 633	153 684	164 155	6,8%	14,2%
<i>Crédit-bail</i>	299	734	643	508	-21,0%	-12,4%
Crédits à l'habitat						
Autres crédits	136	124	115	106	-8,1%	-7,3%
<b>Collectivités locales encours sain</b>	<b>106 217</b>	<b>137 972</b>	<b>159 014</b>	<b>169 145</b>	<b>6,4%</b>	<b>15,3%</b>
<i>Créances douteuses nettes des CL</i>						
<b>Autres agents et CCB non ventilés encours sain</b>	<b>19 827</b>	<b>21 989</b>	<b>20 802</b>	<b>17 501</b>	<b>-15,9%</b>	<b>-5,4%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>1 037 113</b>	<b>1 092 832</b>	<b>1 138 936</b>	<b>1 173 699</b>	<b>3,1%</b>	<b>4,2%</b>
Créances douteuses brutes totales	31 526	31 705	32 845	38 854	18,3%	3,6%
<i>Provisions totales</i>	16 982	18 210	18 611	21 475	15,4%	2,2%
<i>Créances douteuses nettes totales</i>	14 544	13 495	14 234	17 379	22,1%	5,5%
<i>dont entreprises</i>	9 446	8 223	8 702	12 165	39,8%	5,8%
<i>dont ménages</i>	5 095	5 222	5 329	4 994	-6,3%	2,0%
<i>dont collectivités locales</i>						
<b>Total encours brut</b>	<b>1 068 640</b>	<b>1 124 537</b>	<b>1 171 781</b>	<b>1 212 553</b>	<b>3,5%</b>	<b>4,2%</b>
Taux de créances douteuses total	2,95%	2,82%	2,80%	3,20%	0,4 pt	0 pt
Taux de provisionnement total	53,87%	57,44%	56,66%	55,27%	-1,4 pt	-0,8 pt

Source : IEOM

**Tableau 4 : Les concours accordés par les établissements de crédit installés localement**

Millions de F CFP	Variation					
	déc.-15	déc.-16	déc.-17	déc.-18	18/17	17/16
<b>Entreprises</b>						
<b>Crédits d'exploitation</b>	<b>79 477</b>	<b>77 838</b>	<b>78 406</b>	<b>81 028</b>	<b>3,3%</b>	<b>0,7%</b>
Créances commerciales	3 187	3 054	2 880	2 186	-24,1%	-5,7%
Crédits de trésorerie	48 474	53 083	53 411	57 653	7,9%	0,6%
dont entrepreneurs individuels	1 353	1 437	1 678	1 750	4,3%	16,8%
Comptes ordinaires débiteurs	27 816	21 700	22 115	21 189	-4,2%	1,9%
Affacturation						
<b>Crédits d'investissement</b>	<b>185 351</b>	<b>186 277</b>	<b>185 105</b>	<b>186 247</b>	<b>0,6%</b>	<b>-0,6%</b>
Crédits à l'équipement	176 897	177 290	176 204	177 280	0,6%	-0,6%
dont entrepreneurs individuels	5 463	5 152	4 841	4 927	1,8%	-6,0%
Crédit-bail	8 454	8 988	8 901	8 967	0,7%	-1,0%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>54 284</b>	<b>56 927</b>	<b>60 608</b>	<b>63 166</b>	<b>4,2%</b>	<b>6,5%</b>
<b>Autres crédits</b>	<b>11 349</b>	<b>10 576</b>	<b>10 873</b>	<b>10 084</b>	<b>-7,3%</b>	<b>2,8%</b>
<b>Entreprises encours sain</b>	<b>330 462</b>	<b>331 618</b>	<b>334 992</b>	<b>340 525</b>	<b>1,7%</b>	<b>1,0%</b>
Créances douteuses nettes des entreprises	5 247	4 714	5 345	6 779	26,8%	13,4%
<b>Ménages</b>						
<b>Crédits à la consommation</b>	<b>62 697</b>	<b>62 272</b>	<b>62 553</b>	<b>64 261</b>	<b>2,7%</b>	<b>0,5%</b>
Crédits de trésorerie	47 823	47 812	48 680	49 820	2,3%	1,8%
Comptes ordinaires débiteurs	4 222	4 061	3 949	4 165	5,5%	-2,8%
Crédit-bail	10 653	10 399	9 924	10 275	3,5%	-4,6%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>278 260</b>	<b>300 644</b>	<b>320 512</b>	<b>346 681</b>	<b>8,2%</b>	<b>6,6%</b>
<b>Autres crédits</b>	<b>4 434</b>	<b>4 246</b>	<b>4 006</b>	<b>3 567</b>	<b>-10,9%</b>	<b>-5,7%</b>
<b>Ménages encours sain</b>	<b>345 391</b>	<b>367 162</b>	<b>387 070</b>	<b>414 509</b>	<b>7,1%</b>	<b>5,4%</b>
Créances douteuses nettes des ménages	3 940	4 048	4 059	3 631	-10,5%	0,3%
<b>Collectivités locales</b>						
<b>Crédits d'exploitation</b>	<b>2 054</b>	<b>2 480</b>	<b>4 572</b>	<b>4 377</b>	<b>-4,3%</b>	<b>84,4%</b>
Affacturation						
Crédits de trésorerie	1 089	2 193	3 846	3 639	-5,4%	75,4%
Comptes ordinaires débiteurs	965	287	726	738	1,6%	153,0%
Crédits d'investissement	11 415	13 860	12 549	10 960	-12,7%	-9,5%
Crédits à l'équipement	11 116	13 125	11 906	10 452	-12,2%	-9,3%
Crédit-bail	299	734	643	508	-21,0%	-12,4%
Crédits à l'habitat						
Autres crédits						
<b>Collectivités locales encours sain</b>	<b>13 469</b>	<b>16 339</b>	<b>17 121</b>	<b>15 337</b>	<b>-10,4%</b>	<b>4,8%</b>
Créances douteuses nettes des CL						
<b>Autres agents et CCB non ventilés encours sain</b>	<b>14 534</b>	<b>15 675</b>	<b>14 449</b>	<b>11 267</b>	<b>-22,0%</b>	<b>-7,8%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>703 856</b>	<b>730 794</b>	<b>753 632</b>	<b>781 638</b>	<b>3,7%</b>	<b>3,1%</b>
Créances douteuses brutes totales	22 844	23 583	24 861	26 401	6,2%	5,4%
Provisions totales	13 653	14 773	15 254	15 771	3,4%	3,3%
Créances douteuses nettes totales	9 191	8 811	9 607	10 631	10,7%	9,0%
dont entreprises	5 247	4 714	5 345	6 779	26,8%	13,4%
dont ménages	3 940	4 048	4 059	3 631	-10,5%	0,3%
dont collectivités locales						
<b>Total encours brut</b>	<b>726 700</b>	<b>754 378</b>	<b>778 493</b>	<b>808 039</b>	<b>3,8%</b>	<b>3,2%</b>
Taux de créances douteuses total	3,14%	3,13%	3,19%	3,27%	0,1 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement total	59,77%	62,64%	61,36%	59,73%	-1,6 pt	-1,3 pt

Source : IEOM

**Tableau 5 : Le bilan agrégé des banques FBF de la place**

					Variation	
		déc.-16	déc.-17	déc.-18	18 / 17	17 / 16
Millions de F CFP						
ACTIF	Opérations de trésorerie et interbancaires	184 917	159 382	146 935	-7,8%	-13,8%
	Opérations avec la clientèle	709 721	734 801	763 318	3,9%	3,5%
	Opérations sur titres	12 282	12 204	12 041	-1,3%	-0,6%
	Opérations diverses	14 909	14 456	15 425	6,7%	-3,0%
	Valeurs immobilisées	7 357	7 229	7 354	1,7%	-1,7%
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>929 187</b>	<b>928 072</b>	<b>945 074</b>	<b>1,8%</b>	<b>-0,1%</b>
					Variation	
		déc.-16	déc.-17	déc.-18	18 / 17	17 / 16
Millions de F CFP						
PASSIF	Opérations de trésorerie et interbancaires	196 310	183 376	199 686	8,9%	-6,6%
	Opérations avec la clientèle	632 516	644 382	642 343	-0,3%	1,9%
	- dont comptes ordinaires créditeurs	299 871	326 519	328 629	0,6%	8,9%
	- dont comptes d'épargne à régime spécial	117 769	118 770	115 672	-2,6%	0,8%
	- dont comptes créditeurs à terme	179 477	166 647	151 620	-9,0%	-7,1%
	Opérations sur titres	2 903	2	43	n.s	-99,9%
	Opérations diverses	14 958	16 609	15 911	-4,2%	11,0%
	Capitaux propres, provisions et assimilées	82 499	83 703	87 091	4,0%	1,5%
	- dont capital	24 008	24 008	31 508	31,2%	0,0%
	<b>Total PASSIF</b>	<b>929 187</b>	<b>928 072</b>	<b>945 074</b>	<b>1,8%</b>	<b>-0,1%</b>
					Variation	
		déc.-16	déc.-17	déc.-18	18 / 17	17 / 16
Millions de F CFP						
SOLDES (Passif - Actif)	Opérations avec la clientèle	-77 205	-90 419	-120 976	33,8%	17,1%
	Opérations sur titres	-9 379	-12 202	-11 998	-1,7%	30,1%
	Opérations diverses	49	2 153	486	-77,4%	n.s
	Capitaux permanents - valeurs immobilisées	75 141	76 474	79 738	4,3%	1,8%
	<b>Capacité de placement (+) ou besoin de trésorerie (-)</b>	<b>-11 393</b>	<b>-23 994</b>	<b>-52 751</b>	<b>n.s</b>	<b>n.s</b>
					Variation	
		déc.-16	déc.-17	déc.-18	18 / 17	17 / 16
Millions de F CFP						
RISQUES	Créances douteuses nettes (yc sur crédit-bail)	8 522	9 397	10 427	11,0%	10,3%
	Provisions (yc sur crédit-bail)	12 988	13 467	14 186	5,3%	3,7%
	Créances douteuses brutes	21 510	22 864	24 613	7,6%	6,3%
	Taux de créances douteuses	2,98 %	3,06 %	3,17 %	0,1 pt	0,1 pt
	Taux de provisionnement	60,38 %	58,90 %	57,64 %	-1,3 pt	-1,5 pt

Source : IEOM



**Tableau 6 : Compte de résultat agrégé des banques FBF de la place**

Millions de F CFP				Variation	
	2016	2017	20 18	18/17	17/16
(+) Opérations de trésorerie et interbancaire	-1 861	-1 631	-1 434	-12,0%	-12,4%
(+) Opérations avec la clientèle	25 806	25 364	24 613	-3,0%	-1,7%
(+) dont Opérations de crédit bail et assimilé	0	0	0		
(+) Opérations sur titres	-377	-232	-210	-9,6%	-38,5%
(+) Opérations de financement à long terme	284	289	322	11,4%	1,7%
(+) Opérations de change	1 223	1 389	1 448	4,3%	13,5%
(+) Opérations de hors-bilan	868	841	808	-3,9%	-3,1%
(+) Opérations de services financiers	5 653	5 724	5 694	-0,5%	1,3%
(+) Autres opérations d'exploitation bancaire	28	-115	-114	-1,0%	-504,8%
(+) Produits accessoires et divers nets	533	608	570	-6,3%	14,2%
(-) Dot. nettes aux prov. sur activité de portefeuille	0	0	0		
(-) Dot. nettes aux Prov. sur titres de placement	10	63	-101	-258,9%	525,2%
<b>(=) Produit net bancaire</b>	<b>32 147</b>	<b>32 174</b>	<b>31 798</b>	<b>-1,2%</b>	<b>-0,1%</b>
(-) Frais généraux	15 931	16 394	16 625	1,4%	2,9%
dont Frais de personnel	10 981	11 198	11 245	0,4%	2,0%
dont Services extérieurs	4 697	4 995	5 110	2,3%	6,3%
(-) Dotations aux amortissements	813	831	818	-1,6%	2,2%
(-) Dot. nettes aux prov. des immo. corp. et non corp.	7	5	5	2,8%	-29,9%
(-) Quote part des frais de siège social	94	96	88	-9,0%	2,9%
(-) Quote part sur op. d'explo. non banc. faites en commun	1	0	0		
(+) Charges refacturées	517	478	423	-11,5%	-7,6%
<b>(=) Résultat brut d'exploitation</b>	<b>15 818</b>	<b>15 326</b>	<b>14 685</b>	<b>-4,2%</b>	<b>-3,1%</b>
(-) Dot. nettes aux prov. sur créances douteuses	1 584	816	1 312	60,9%	-48,5%
(-) Autres dot. nettes aux prov. pour dépréciation	-382	-362	-623	71,9%	-5,1%
(-) Dot. nettes aux provisions pour risques et charges	804	228	15	-93,6%	-71,6%
(-) Pertes nettes sur créances irrécupérables	962	860	1 616	87,8%	-10,5%
(+) Intérêts sur créances douteuses	307	325	348	7,2%	5,8%
<b>(=) Résultat d'exploitation</b>	<b>13 158</b>	<b>14 109</b>	<b>12 713</b>	<b>-9,9%</b>	<b>7,2%</b>
(+) ± values nettes sur cessions d'immo. corp. et incorp.	-81	0	-19	-5455,4%	-100,4%
(+) ± values nettes sur cessions d'immo. financières	-88	-140	-247	76,3%	58,3%
(-) Dot. nettes aux prov. des immo. financières	86	50	191	281,2%	-41,8%
<b>(=) Résultat courant avant impôt</b>	<b>12 902</b>	<b>13 919</b>	<b>12 257</b>	<b>-11,9%</b>	<b>7,9%</b>
(+) Produit net exceptionnels	69	28	-241	n.s%	-59,4%
(-) Dotations nettes au FRBG	0	105	124	18,1%	
(-) Dot. nettes aux provisions réglementées	5	5	-4	-179,8%	-7,7%
(-) Impôts sur les bénéfices	5 225	5 740	4 847	-15,6%	9,9%
<b>(=) Résultat net</b>	<b>7 741</b>	<b>8 097</b>	<b>7 049</b>	<b>-12,9%</b>	<b>4,6%</b>

Source : IEOM

# Annexes 2 : Évolutions juridiques et réglementaires en 2018

## Janvier

### Traitement du surendettement applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018

En 2016, deux nouvelles lois sont intervenues pour poursuivre la simplification et l'accélération de la procédure de surendettement engagées depuis 2010.

La loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice au XXI<sup>e</sup> siècle et son décret d'application n° 2017-896 du 9 mai 2017 ont supprimé, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'homologation par le juge des mesures décidées par la commission de surendettement.

La loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite « Sapin 2 » et son décret d'application n° 2017-302 du 8 mars 2017 ont, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, limité la phase amiable au cas où le débiteur est propriétaire d'un bien immobilier et précisé que le silence des créanciers pendant un délai de 30 jours à réception du plan valait acceptation de leur part.

*Le dispositif de surendettement s'applique pleinement dans les départements et régions d'outre-mer, dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie, sous réserve des dispositions spécifiques prévues aux articles L. 771-1 à L. 771-12, et R. 771-1 à R. 771-6 du Code de la consommation.*

### Loi de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer et portant autres dispositions en matière sociale et économique

Le décret n°2018-57 du 31 janvier 2018 met en application l'alinéa 3 de l'article 73 de la loi du 28 février 2017. Il vise à introduire, à titre expérimental et pour une durée de 5 ans, une obligation, pour les soumissionnaires à un marché public d'une valeur estimée du besoin supérieure à 500 000 euros HT, de présenter un plan de sous-traitance aux PME locales. Ce dispositif est circonscrit aux collectivités ultramarines mentionnées à l'article 73 (c'est-à-dire les départements d'outre mer et les collectivités d'outre mer) de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 de programmation relative à l'égalité réelle outre-mer. Il s'applique aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence est envoyé à la publication à compter du 1<sup>er</sup> avril 2018.

## Avril

### Dispositif de gel des avoirs

Le décret clarifie les obligations des personnes assujetties en matière de mise en œuvre des mesures de gel des avoirs et précise les attentes de l'administration en matière de transmission d'informations. Le décret introduit également de nouvelles dispositions qui viennent simplifier la consultation par les professionnels des mesures de gel en vigueur et propose la tenue d'un registre public des personnes dont les fonds et ressources économiques font l'objet d'une mesure de gel.

*Décret n° 2018-264 du 9 avril 2018*

### Consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie : création de deux traitements de données pour la mise en œuvre des articles 1<sup>er</sup>, 2 et 6 de la loi organique n° 2018-280 du 19 avril 2018

La loi organique du 19 avril 2018 relative à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie prévoit des dispositifs d'inscriptions d'office sur les listes électorales de la Nouvelle-Calédonie : d'une part, l'inscription d'office sur la liste électorale générale de tous les résidents depuis six mois au moins et n'étant pas déjà inscrits sur une liste électorale, et d'autre part, l'inscription d'office sur la liste électorale spéciale à la consultation des électeurs qui, nés en Nouvelle-Calédonie, y résident depuis trois ans au moins et sont présumés, à ce titre, y détenir le centre de leurs intérêts matériels et moraux. Le décret crée deux traitements automatisés de données ayant pour objet d'identifier ces deux catégories de personnes, en vue de les inscrire d'office sur l'une et/ou l'autre de ces listes. Par ailleurs, le décret prévoit des dispositions relatives aux procédures d'inscription d'office.

*Décret n° 2018-295 du 24 avril 2018*

## Mai

### **Consultation sur l'accèsion à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie : instauration d'une période complémentaire de révision de la liste électorale spéciale à l'élection du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie**

L'article 5 de la loi organique n° 2018-280 du 19 avril 2018 relative à l'organisation de la consultation sur l'accèsion à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie, prévoit que la liste électorale spéciale à l'élection du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie peut faire l'objet, outre la révision annuelle, d'une période de révision complémentaire fixée par décret l'année de la consultation sur l'accèsion de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté. **Le présent décret fixe et détaille le calendrier des différentes étapes de la révision de cette liste électorale spéciale.** L'ensemble de ces dispositions est valable pour l'année de la consultation sur l'accèsion de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté organisée en 2018.

*Décret n° 2018-348 du 11 mai 2018*

### **Consultation sur l'accèsion à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie : modalités du vote à Nouméa pour les électeurs des communes insulaires**

L'article 3 de la loi n° 2018-280 du 19 avril 2018 relative à l'organisation de la consultation sur l'accèsion à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie institue des lieux de vote délocalisés à Nouméa. Conformément au II de l'article 3 précité, ce décret précise notamment les modalités d'exercice du droit d'option, le délai durant lequel ce dernier est ouvert, la manière dont est vérifiée l'absence de double inscription, les modalités d'établissement des listes d'émargement, la composition des bureaux de vote et les modalités de transmission des résultats.

*Décret n° 2018-424 du 30 mai 2018*

## Juin

### **Consultation sur l'accèsion à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie : convocation des électeurs admis à participer, fixation de la question posée aux électeurs et des modalités d'organisation du scrutin.**

Conformément au premier alinéa de l'article 217 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, la consultation sera organisée à la date fixée par le congrès de la Nouvelle-Calédonie, à savoir le dimanche 4 novembre 2018. En outre, conformément au II de l'article 216 de la même loi organique, le décret fixe le texte de la question posée aux électeurs, ainsi que les principales règles applicables à l'organisation du scrutin, dont les modalités de remboursement par l'Etat des dépenses faites pour la campagne par les partis ou groupements politiques habilités à participer à la campagne.

Les électeurs auront à répondre par : « oui » ou par : « non » à la question suivante : « **Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ?** ».

*Décret n° 2018-457 du 6 juin 2018*

### **Réforme de la formule de calcul du Livret A**

L'arrêté du 14 juin 2018 réforme le règlement du Comité de la réglementation bancaire n° 86-13 du 14 mai 1986 relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit. Ainsi, cet arrêt modifie la formule de calcul du taux du livret A par :

- la suppression du plancher inflation ;
- la réduction au dixième de point le plus proche de l'arrondi du résultat de la formule alors qu'auparavant l'arrondi se faisait au quart de point le plus proche ;
- l'introduction d'un plancher de 0,5 %.

*Arrêté du 14 juin 2018*

## Septembre

### **Dénomination des frais et services bancaires et information de la clientèle**

L'article D. 312-1-1 du Code monétaire et financier impose aux établissements de crédit d'utiliser des dénominations définies de façon réglementaire dans leurs plaquettes tarifaires. Le présent décret met à jour ces dénominations.

**Ont collaboré à cet ouvrage :**

Magali ARDOINO

David CHATELAIN

Baptiste DAGORN

Rémi FRITSCH

Jean-David NAUDET

Amélie ROBINETTE

Andréa TRAN VAN HONG



Directeur de la publication : Marie-Anne POUSSIN-DELMAS  
Responsable de la rédaction : Jean-David NAUDET  
Editeur : IEOM ([www.ieom.fr](http://www.ieom.fr))  
Imprimé par IRN  
Achevé d'imprimer en juillet 2019 - Dépôt légal : juillet 2019  
ISSN 1635-2262

# L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER, BANQUE CENTRALE DES COLLECTIVITÉS FRANÇAISES DU PACIFIQUE

L'Institut d'émission d'outre-mer (IEOM) assure le rôle de banque centrale dans les collectivités ayant pour monnaie le franc Pacifique : Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Wallis-et-Futuna.

L'IEOM a été créé en 1966 sous la forme d'un établissement public pour exercer le privilège de l'émission monétaire. Il est dirigé par Marie-Anne Poussin-Delmas, également Président de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM).

Ses quatre grandes missions sont la stratégie monétaire, la stabilité financière, les services à l'économie et les spécificités ultramarines, en faveur du développement économique de ses territoires d'intervention.



## **IEOM - Agence de Nouvelle-Calédonie**

19, rue de la République  
BP 1758  
98845 Nouméa Cedex

**Directeur : Jean-David Naudet**

@ direction@ieom.nc

☎ (687) 27 58 22

📠 (687) 27 65 53

## **IEOM - Siège Paris**

115, rue Réaumur  
75002 Paris

☎ +33 1 42 97 07 00

